

Le gouvernement met au point les formalités fiscales du plan de rigueur

LIRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 250 P. ; Libye, 0,350 D. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 525 P. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d. Tarifs des abonnements page 26

S. RUE DES ITALIENS
75227 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIALE 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'imbroglia thaïlandais

Le général Prem Tinsulanond — seul bien accepté entre les partis politiques et les militaires — a refusé de se succéder à lui-même en présentant la tête d'un gouvernement de coalition basé sur les résultats des élections du 18 avril. Sa décision replonge la jeune et fragile démocratie thaïlandaise dans l'incertitude propice à l'éclosion des ambitions gauloises. Ressuscitée par deux généraux, Kriangsak Chamanand et Prem, cette démocratie vacille d'autant plus devant les exigences du chef de l'armée qu'aucune coalition stable et solide ne semble possible.

Les trois partis regroupés sous la houlette du général Prem se sont divisés. Le principal, le parti d'action sociale (SAP) de M. Kukrit Pramoet, et ses alliés démocrates, opposés aux amendements constitutionnels réclamés par l'armée, n'ont pas la majorité à l'Assemblée et ont besoin de l'appui d'une quinzaine de députés de petits partis. La troisième formation, le Chart Thai, semble pencher désormais du côté des militaires. Elle a réussi à faire élire son candidat, M. Uthai Pimsaichon, à la présidence de l'Assemblée, et son chef, le général Pramarn Adireksan, rêve depuis longtemps de diriger un gouvernement.

Un retour à la coalition d'antan semble difficile. Le SAP réclame le poste de premier ministre, tout en sachant son président inacceptable pour l'armée et tout en refusant, pour des raisons de principe, de céder sur la Constitution. Le Chart Thai souhaite aussi prendre la tête d'une coalition qui comprendrait le parti de la démocratie nationale du général Kriangsak, qui joue désormais un rôle-clé au Parlement. Mais cette coalition serait fragile dans un pays où les renversements d'alliance entre partis séparés plus par des rivalités personnelles que par des querelles idéologiques sont toujours possibles. « En politique, on n'est jamais amis ou ennemis pour la vie », a déclaré le général Pramarn.

On ne saurait exclure un retournement spectaculaire qui ramènerait le général Prem sur le devant de la scène. Les partisans de la démocratie savent qu'ils ne peuvent aller trop loin dans la défense de leurs principes sous peine de déclencher la réaction des casernes. Les militaires n'ont jamais renoncé à leurs ambitions dans un pays qui, depuis le renversement de la monarchie absolue en 1932, a plus souvent été gouverné par la loi martiale que par la loi tout court. Cependant, au cours des derniers mois, ils n'ont pas fait preuve d'une bien grande habileté politique.

Peut-être réservent-ils leurs talents de stratège, ou de tacticiens pour préparer la défense du pays, quand la guerre se poursuivra le long de la frontière avec le Cambodge, que l'armée vietnamienne — la grande rivale séculaire — ne semble pas prête à quitter rapidement. Il faut le souhaiter, car l'armée thaïlandaise s'est plus souvent préoccupée de politique que d'affaires strictement militaires. Ce qui fait dire à M. Kukrit que « tout gouvernement a besoin du soutien de l'armée » s'il veut survivre. Or ce qui menace la Thaïlande aujourd'hui, c'est moins un péril extérieur que ses propres divisions.

Vive tension entre Stockholm et Moscou

Des sous-marins soviétiques ont effectivement violé en 1982 les eaux territoriales suédoises

Les sous-marins qui avaient violé les eaux territoriales suédoises en octobre dernier étaient au nombre de six et appartenaient à la marine soviétique, constate le rapport de la commission d'enquête parlementaire, qui a rendu publiques ses conclusions mardi 26 avril à Stockholm. La Suède a rappelé son ambassadeur à Moscou pour « consultations » et M. Palme, le premier ministre, a remis une énergique protestation au représentant de l'U.R.S.S.

Au cours d'une conférence de presse, M. Palme a précisé ensuite que cette intrusion avait « altéré sa confiance en l'U.R.S.S. », ce qui impliquait « un net refroidissement » des relations entre les deux pays. Mardi soir, à Oslo, un navire de recherche soviétique était expédié des eaux territoriales norvégiennes, où il avait pénétré illégalement, entrant même dans le port de la capitale.

De notre correspondant

Stockholm. — En octobre 1982, la marine suédoise traquait pendant plus de deux semaines plusieurs sous-marins étrangers surpris dans une zone militaire de l'archipel de Stockholm, à proximité de la base navale de Muskö, l'une des installations les plus secrètes du littoral de la mer Baltique. Les intrus avaient réussi à s'enfuir. Une commission parlementaire d'enquête présidée par l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Sven Andersson, a présenté mardi 26 avril son rapport final. Elle est catégorique : il s'agit de six sous-marins de nationalité soviétique.

Il y avait trois sous-marins conventionnels (probablement de type Whiskey, selon la terminologie de l'OTAN), accompagnés de trois sous-marins de poche d'une longueur de 10 à 20 mètres. L'un d'eux, au moins, était équipé de chenilles qui lui permettaient de se déplacer lentement mais à l'abri des systèmes de détection au fond de l'eau, et les plongeurs de la marine suédoise ont filmé dans le bras de mer de Haarsjorden les empreintes laissées par les chenilles dans le sable. L'autre modèle avait une coque ordinaire, qui, elle aussi, a laissé des traces indiscutables.

Ces six sous-marins n'ont sans doute pas opéré en même temps. Un sous-marin classique a probablement quitté l'archipel peu après le 1^{er} octobre. En revanche, les plus petits ont pénétré beaucoup plus profondément qu'on ne le croyait jusqu'à présent.

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR Genre

M^{me} Roudy est partie en guerre, au Québec, contre l'impérialisme du masculin dans la langue française. C'est qu'elle en a assez de « entendre appeler » madame le ministre. Elle ne supporte plus que l'on doive parler d'un auteur ou d'un écrivain même quand c'est une femme qui tient la plume. D'un docteur, d'un professeur, d'un député, etc.

Noble cause, sinon urgente, qui consiste à traquer le sexisme jusque dans le genre des mots. D'accord, féminisons cela. Mais cédez-nous, madame, à titre de compensation, la démocratie, la république, la liberté et la paix.

BRUNO FRAPPAT.

Le développement de l'agitation universitaire

Dans de nouvelles unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) essentiellement juridiques et économiques, des étudiants se sont mis en grève — c'est le cas à Lyon-III — pour s'opposer au projet de loi sur l'enseignement supérieur qui doit prochainement être examiné au Parlement. Ces grévistes rejoignent ainsi des étudiants de Montpellier-I, Nancy-II, Metz, Paris-II et Paris-V.

Dans d'autres universités parisiennes et de province, des assemblées générales témoignent de l'inquiétude des étudiants à propos des dispositions

du projet concernant le passage du premier au deuxième cycle. Répondant à diverses organisations proches de l'opposition ou de la majorité, des étudiants ont manifesté mardi à Paris en deux cortèges distincts. Partis de l'université de Paris-I, mille cinq cents étudiants ont manifesté devant l'Assemblée nationale à l'appel des deux UNEF. Pendant ce temps, un millier d'étudiants de Paris-II et de Paris-V défilait aux cris de « Savary démission » aux abords de la gare Montparnasse.

Lyon-III : « Ici, la grève, c'est un gros mot »

Lyon. — Il y a ceux qui sont pour la grève et contre le projet de loi portant réforme de l'enseignement supérieur. Puis ceux — en quatrième année — qui ont voté contre la grève et contre la réforme. Il y a les minoritaires de gauche qui veulent bien

De notre correspondant régional

manifestar contre « certains aspects » de la réforme. Et encore les éternels craintifs « qui ne veulent pas perdre une année ». Et beaucoup qui ignorent les raisons de la grève. « En amphi de première année, témoigne un « ancien », il y avait sept cents personnes. On a demandé : qui connaît le projet de loi ? Une vingtaine seulement ont levé la main... »

Mais il y a aussi les résolus. Ceux qui craignent notamment une « politisation de l'institution » après l'entrée plus large — 30 à 40 % — de représentants des « professionnels » dans les futurs conseils d'université. « Certains d'entre eux ne viendront que pour élire les présidents », assure un des porte-parole des grévistes entourés par des membres de la Corporation des étudiants en droit — la « Corpo » — qui ne cachent pas leur hostilité à l'arrivée de « syndicalistes » au sein du conseil, et plus précisément de membres de la C.G.T.

Comme toute grève, celle-ci a son rituel. Au premier rang, les critiques contre « l'absence de concertation ». Et puis celles contre « le moment choisi » : « Les examens commencent et c'est maintenant que la loi vient en discussion à l'Assemblée nationale. On ne veut pas en arriver à demander comme les étudiants en médecine une loi rectificative », assure un représentant des grévistes.

Les autres craintes ? Le risque de voir imposer « un moule commun » ou « on fera tout et rien ». Une préoccupation largement partagée par M. Serge Guinchard, doyen de la faculté de droit : « Il y a chez la majorité de mes collègues ensei-

gnants un très profond mécontentement contre ce projet de loi qui est un véritable arrêt de mort des facultés de droit. »

CLAUDE RÉGENT.

(Lire la suite page 14.)

L'ENVERS DU MIP-T.V.

Histoire d'un défi

24 avril 1983, Cannes. — Sur la terrasse d'un grand hôtel, ils se sont vus retrouvés. Ils se sourient et se bousculent, s'embrassent, se congratulent. A croire qu'ils sont tous descendus... de Paris, bien sûr. Une habitude devenue réflexe, à cette période de l'année, où l'hiver sur la Côte n'est déjà plus qu'un lointain souvenir et où la Croisette s'appête à être pénétrée, sillonnée, envahie, asphyxiée par des cohortes de businessmen, congressistes et autres festivaliers.

Il y a de nombreux responsables des trois chaînes de télévision, des producteurs et animateurs et puis, presque au complet, l'état-major d'Antenne 2 qui, l'espace du week-end, a rejoint les « comptables » du MIP-T.V. 83 (1) qui, depuis deux jours, visionnent les programmes, prospectent, calculent et négocient. De quoi oublier querelles, rivalités ou trahisons pour croire, l'espace d'un « pot » avec la presse, au mythe de la grande famille des « saltimbanques » de l'audiovisuel.

Mais les contrats de coproduction importants que vient de signer M. Pierre Desgraupes, le P.-D. G. d'Antenne 2, ne valaient-ils pas cette réunion ? Le premier d'abord, annoncé de façon cérémonieuse par

Déjà, au lendemain des élections cantonales de mars 1982, M. Popere avait accusé l'opposition, et singulièrement la « droite autoritaire » incarnée à ses yeux par M. Jacques Chirac, d'être engagée dans une « stratégie générale de déstabilisation » du pouvoir. Un an plus tard, il affirme que les mêmes ne reculeront devant rien pour « abréger la parenthèse, comme ils disent ». Il lui paraît évident que les « ultras » de la droite et leurs alliés — « structures patronales, magnats de la presse, réseaux bancaires, establishment » des grands corps de l'Etat et des grands services — monteraient contre la gauche, « s'ils le pouvaient, un coup du Chili à leur manière ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8.)

qu'il adienne », sa « responsabilité historique » dont il se sent investi. Elle justifie aussi les mises en garde lancées par certains dirigeants socialistes et notamment par M. Jean Popere, no 2 du P.S. dans un texte de « réflexions » soumis au premier secrétaire de son parti et à M. François Mitterrand.

« Notre soutien populaire s'affaiblit », écrit M. Popere. Le deuxième tour (des élections municipales) de mars 1983 nous a donné un surris et, depuis lors, la situation s'est encore détériorée. Ce surris sera vite épuisé et, au delà, la chute risquerait d'être irrémédiable.

Au deuxième tour des élections municipales, justement, le « peuple de gauche » a manifesté combien il est conscient de la nécessité de contenir la poussée de l'opposition et d'éviter que sa passivité du premier tour, facilitée à terme par le retour de la droite au pouvoir. Cette crainte la restera mobilisatrice tant que la gauche parviendra à démontrer que sa politique économique ne fait pas courir le pays à la catastrophe annoncée, à intervalle régulier, par l'opposition, et que sa politique sociale, malgré l'austérité obligée, reste fidèle, pour l'essentiel, à ses options.

élections municipales. « Notre soutien populaire s'affaiblit », écrit-il notamment, avant d'inviter le gouvernement à cesser de faire supporter à la masse du salariat moyen « le plus lourd de la charge ». « Sinon, dit-il, le « support » principal des socialistes « cassera ».

(Lire page 8.)

« Notre soutien populaire s'affaiblit » estime M. Popere

Le numéro deux du P.S. invite le pouvoir à ménager l'électorat de la gauche

tion de
royaume
au sein
par les
Faut-il
signe de
verrou
Franç
occupe
à franch
l'entre
et son

sit don
rds de
2,6 m
an.

clappé
sans sa
ugment
et reprise
nauché
re 1982
emplois
arée du
« entre-
pus à lé-
cém-
1. Les
t, une
naires
basses

ntation
(%) à
5 %),
invité a
in l'an
non de

roduc-
onque
et clac
à pro-
deux
visque
es) et
mains
rela-
est la
aussi
us de
ement
à un
rage :

tem-
P. les
raque
les
de
pour
se de

qu'il
l'hui
ment
ne de
mble
gou-
une
tra-
tique
pout-
tous.
né-
nent
rtes,
is au
les
nan-
est
les
s.
r.

T

SES

de
me,
man-
nos
acc-
les
se) ;
dis-
de
(la
tres
top-
de
ner-
ur-
iale
audi
nus
cité-
mi-

BS

ne
es.
Le
ai

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

Le Monde

idées

Les recentrés

Où sont passés les bourgeois ?

Curieuse question posée à l'approche du quinzième anniversaire de mai 68!

En la formulant, l'équipe d'« Aujourd'hui la vie », que dirige Dominique Rouchaud sur Antenne 2, se doutait bien que la réponse serait digne d'intérêt.

A lire la synthèse du courrier des téléspectateurs qui servira à construire cette émission (1), présentée par Jacques Merlino et dont il nous donne ici l'essentiel, être bourgeois n'est plus honteusement vécu. Bien plus, c'est une étiquette sociale revendiquée. Anne Martin-Fugier le confirme à titre personnel. Tout comme M. Alain Vigner. L'ensemble corrobore les études faites par Bernard Cathelat pour le Centre de communication avancé.

(1) Antenne 2, vendredi 29 avril, 14 heures.

PARADOXE : la bourgeoisie a disparu, et pourtant elle est triomphante. Ou'est-ce que cela veut dire ? Et bien, tout d'abord, que les conceptions de bourgeois ou de prolétariat ne recouvrent plus une réalité sociale homogène, c'est ce qui nous amène à la première affirmation : la bourgeoisie a disparu. Et pourtant, elle est triomphante, car les études menées par le Centre de communication avancé font apparaître un groupe social très important (51,4 % de la population française en 1982) que nous appelons les « recentrés » et qui structurent mentalités et comportements autour des valeurs autrefois appelées « bourgeoises ».

Tout cela mérite explication. Les classes sociales traditionnelles - bourgeoisie, prolétariat, paysannerie - ont éclaté en France dans le milieu des années 50. Il y a une trentaine d'années, en effet, la France a réellement effectué son entrée dans le groupe de sociétés industrielles.

Quatre grandes familles

Cela s'est traduit par un développement accéléré de spécialisations, chacun détenant une parcelle de savoir, de culture, mais perdant progressivement la connaissance du fonctionnement global du tout social. Conséquence, les comportements et les mentalités ont fluctué au sein de grandes familles qui appellent de nouvelles qualifications.

Nous en distinguons quatre. Les utilitaristes, ainsi nommés car, tel saint Thomas, ils ne croient qu'à ce qu'ils voient. Ce groupe était largement majoritaire à la fin de la guerre; aujourd'hui, il connaît un déclin rapide et ne représente guère plus de 14 % de la population. Il est constitué de retraités, de paysans ou d'ouvriers qui n'ont pu s'adapter au changement social. Pour eux, le monde va trop vite, devient trop compliqué, aussi se replient-ils sur eux-mêmes en se déconnectant de la vie sociale.

A l'opposé, les aventuriers. En nombre, ils sont actuellement aussi importants (14,3 %) que les utilitaristes, mais leur pouvoir est évidemment sans commune mesure. Sous cette étiquette, nous plaçons le jeune cadre dynamique ou le technicien agressif, fougueux, ambitieux, individualiste. Ils croient dans la science, l'informatique, la robotique, l'espace, veulent vivre vite, gagner beaucoup et dépenser plus encore. Ce sont des excessifs de la vie, pas attachés aux traditions, n'ayant pas

par BERNARD CATHELAT (*)

le sens de l'épargne, préférant les règlements brutaux aux négociations lentes et courtoises. Ils sont à la fois néo-bourgeois par leur mode de consommation et anti-bourgeois par leur mentalité. Ce groupe a connu un fort déclin ces dix dernières années sous le triple choc de mai 68, de la crise économique et de l'arrivée de la gauche au pouvoir.

A leurs côtés, les déçus. Jeunes, moins de trente-cinq ans, habitant les grandes villes, ils ont suivi des études longues et sont devenus professeurs, chercheurs, cadres, médecins, avocats. Mais, au contraire de leurs aînés, ils récupèrent vers eux toute l'énergie qu'ils dépensent et s'efforcent de donner le minimum de temps et d'argent au corps social. Pour eux, le plaisir passe avant l'utilité, ils vivent dans le présent, sans envie de carrière; la réussite, pour eux, est de réaliser sa passion. Ce groupe, nouveau, puisqu'il a émergé à partir de 1977, rassemble près de 20 % de la population; il est, on l'a compris, à l'opposé des normes bourgeoises.

Alors, où sont passés les bourgeois ? Eh bien, les voici sous l'étiquette de recentrés. Groupe en forte

(*) Directeur de recherches au Centre de communication avancé.

croissance (36 % en 1972, 51,4 % en 1982), où l'on trouve péloïde des vieux notaires de province et des jeunes instituteurs, des contremaîtres et des riches paysans, des étudiants et des veuves argentées. S'ils appartiennent à toutes les catégories sociales, ils ont en commun l'esprit de mesure, la volonté de s'installer doucement et pour longtemps dans l'ordre et la discipline. Ils disent que « Mieux vaut tenir que courir » et que « Charbonnier est maître chez soi ». Ils aiment les choses concrètes, claires, rapides, les entreprises ou les ouvriers qui réussissent leur projet social. Tout cela en allant de l'avant avec l'aventure industrielle. La nouvelle bourgeoisie n'aime plus ce rôle. Replée sur elle-même, elle veut préserver les avantages acquis et aspire à une société de protection alors que la crise appelle changement, risque, innovation, imagination.

Entre la bourgeoisie d'hier et celle d'aujourd'hui, la grande différence est que, dans le passé, la bourgeoisie assumait un rôle social de tampon. Elle récupérait les aristocrates qui chuintaient et accueillait les paysans ou les ouvriers qui réussissaient leur projet social. Tout cela en allant de l'avant avec l'aventure industrielle. La nouvelle bourgeoisie n'aime plus ce rôle. Replée sur elle-même, elle veut préserver les avantages acquis et aspire à une société de protection alors que la crise appelle changement, risque, innovation, imagination.

Nous en sommes fiers !

par JACQUES MERLINO (*)

Le service du courrier d'Antenne 2 connaît bien le chemin des bureaux d'« Aujourd'hui la vie ». Pas étonnant, en vérité, puisque, chaque jour, y arrivent une bonne centaine de lettres en moyenne. Ce courrier provoqué par les questions posées par l'équipe de cette émission offre un extraordinaire paysage de ce que l'on peut bien appeler la France profonde. Il parle de tout, famille, enfants, sexualité, rêves, solitude, espoirs... En longues lettres détaillées, écrites avec soin, et toujours d'une frappante sincérité.

Cette sincérité n'a pas manqué dans les réponses à la question « Où sont passés les bourgeois dans la France de 1983 ? ». Ils sont là, disent les lettres, ils sont nous et nous en sommes fiers. Détaillons. « Il est temps de reconnaître, qu'en ces temps de crise, la France a justement besoin de gens qui aient le sens de la responsabilité et de l'entreprise... » (M^{me} Baku, Le Vésinet). Et cela impose des devoirs : « Faire preuve d'un certain savoir-être, gagner la confiance par l'exemple, participer au développement de la valeur humaine ».

(M^{me} François, Vesoul). Mais il est heureux : « Le bourgeois est bien dans sa peau, il est sérieux, ni Don Juan, ni cou, ni insignifiant, ni enthousiaste, content des avantages qu'il a su acquérir et dont il entend profiter, lui et sa famille » (M. Flouvier, Pas-de-Calais).

Les bourgeois sont aussi synonymes de gens bien : « J'entends par là les personnes dont les qualités morales, les principes, les sentiments nobles, l'éducation et la délicatesse dominent » (M^{me} Grand, Saint-Germain). Certes, ils peuvent être un peu râleurs : « Avec vos émissions révolutionnaires et partisans, heureusement qu'il en reste des bourgeois pour faire rentrer de l'argent (honnête) dans les caisses de l'État... » (M^{me} Rose Constant, sans adresse). Et puis toujours ces réflexions morales : « Le bourgeois est l'homme juste, sobre, honnête, travailleur... Il obéit à la loi, est poli, honnête... » (M^{me} Baku, Le Vésinet). Et cela impose des devoirs : « Faire preuve d'un certain savoir-être, gagner la confiance par l'exemple, participer au développement de la valeur humaine ».

Les citations pourraient ainsi être multipliées à l'infini. Il n'est pas nécessaire de le faire pour souligner quelques observations d'ensemble.

Pas une lettre dans tout ce courrier ne critique le terme bourgeois. Aucune référence n'est faite à l'analyse marxiste, ou plus simplement à une approche politique de gauche. C'est comme si la bourgeoisie était au-dessus des partis ou, mieux encore, qu'elle se soit installée dans tous les partis. Aucune lettre non plus ne reprend à son compte la critique aristocratique de la bourgeoisie : pas un mot de dédain pour cet acharnement au travail, pas un mot de mépris pour ce sens de l'épargne. Aucune lettre encore ne récupère le volumineux bagage intellectuel ou artistique qui se gausse de ces vies monotones, grises et sans rêves ni excès.

On retient de cette enrichissante lecture que la bourgeoisie a bien assimilé l'art du judo, enveloppant les attaques pour mieux les contraindre, abandonnant ce qu'il y avait en elle de trop ridicule pour s'adapter au changement, faisant au bout du compte le « part des choses » sans céder sur l'essentiel.

(*) Rédacteur en chef adjoint à Antenne 2.

Une revendication morale

par ANNE MARTIN-FUGIER (*)

travaillant à l'extérieur, n'avoir qu'une femme de ménage ou même pas d'aide ménagère du tout et se reconnaître néanmoins bourgeois. Le niveau de ses revenus, sa position dans l'entreprise, où elle occupe un poste de cadre, lui donnent ce statut.

Vous pouvez désormais vous avouer bourgeois sans craindre que l'on ne vous voie bedonnant comme Joseph Prudhomme, coiffé comme son épouse. Après tout, vous faites votre jogging, ou vous pourriez si vous voulez, vous n'êtes pas bégueule et surtout vous vous sentez dynamique, responsable et entrepreneur. Les bourgeois de Flaubert ou Zola, vous connaissez leurs ridicules et vous pensez que les vôtres et ceux de vos pairs sont différents. Le conformisme de l'anticommunisme a tellement sévi que la frontière n'a

plus d'importance. La révolution n'est plus à l'ordre du jour. D'ailleurs les socialistes sont au pouvoir, ils précèdent l'effort, et, en ces temps de crise, la France a justement besoin de gens qui aient le sens de la responsabilité et de l'entreprise...

Se dire bourgeois aujourd'hui, au-delà de la reconnaissance incide des privilèges dont on jouit, c'est aussi une revendication morale. Il y a toujours le risque, certes, que cela glisse et dérape de côté d'une morale réactionnaire : Travail, Famille, Patrie. Mais je crois que, profondément, le symptôme a un autre sens. C'est la persistance des valeurs démocratiques qu'il s'agit d'affirmer. Si, il y a dix ans, on pourfendait encore allégrement notre vieux monde et notre vieille culture, on voit mieux maintenant ce qu'il y a de positif dans l'héritage. Après tout, les droits de l'homme et le respect de l'individu, si souvent mis à mal dans le monde, communiste et anticommuniste, c'est important. Et ces valeurs-là sont justement l'héritage de la « révolution bourgeoise ».

(*) Auteur de la Bourgeoisie (Grasset).

CORRESPONDANCE

Moi qui ne possède rien...

C'est pas pour me vanter, mais moi qui ne possède rien, je suis un bourgeois. Plus précisément, je ne suis qu'un bourgeois, tant ce qualificatif ne saurait s'employer sans un coefficient restrictif. Et le pire, c'est que je ne le suis peut-être même pas, ne jouissant pas, hélas ! de l'aisance que présuppose cette condition. Ce qui fait que je me fous pas mal du contrôle des changes, de la surpopulation et des restrictions à l'émigration temporaire. C'est dire que, dans cette position, il faut être un masochiste doublé d'un provocateur pour prétendre vouloir appartenir à cette honorable catégorie sociale tant décrite à titre, si j'ose dire, honoris causa.

Pour bien prouver mon authenticité, et m'y vautrer sans pudeur, je confesserai que je cumule toutes les tares originelles. Mon grand-père était « propriétaire », mon père officier de carrière, moi-même j'ai fait mes études dans un collège religieux et au Prytanée militaire ; et je ne troyais pas mes parents. Ensuite j'ai fait la guerre, qui est bien la seule chose que j'aie jamais gagnée, et encore parce que j'avais de bons associés. Enfin j'ai échoué comme paysan. Bref, du carterat.

Je ne prétends pas défendre la bourgeoisie dans son ensemble, car elle recèle un pourcentage commun à toutes les classes de braves gens et de frippons. Avec, je l'admets, moins de circonstances atténuantes que les catégories moins favorisées.

J'en ai connu, au moment des premiers congés payés, qui se sont insurgés, alors qu'eux-mêmes jouissaient de vacances à longueur de vie. J'ai entendu une dame « très bien » demander un jour dans une épicerie, et pas plus gênée que cela, « du fromage pour domestiques » ! C'est pourquoi je comprends fort bien la haine, pas l'animosité ni la rancune, je dis bien « la haine », de certains qui en ont souffert, à l'encontre de ceux qui sont responsables. Mais je veux m'élever contre la généralisation systématique qui en a été faite, et qui continue de plus belle. Sans exception, évidemment, qui accepterait maintenant de reconnaître son

appartenance à la bourgeoisie ? tout le monde se défend de ce vice réducteur, alors qu'on se revendique sans haut et sans vergogne marginal, traître, pourrisseur public ou pédocrate.

Moi aussi, dans ma jeunesse, je m'ingéniais à épater et à choquer les bourgeois. Mais ça confinait au canular, et je n'en suis pas resté à ces démonstrations de vieux gamin antaï.

Le bourgeois (gros et affreux), tel qu'on le représente et qu'on l'identifie courtoise, cumule toutes les infamies : riche, égoïste, fasciste évidemment (prononcer « fasciste », ça fait plus « intellectuel », à défaut de lettré), combinard, négrier, voleur en col blanc, faux jeton, pressurier, prétentieux, calotin, cultivé, vicieux, compliqué comme on s'est même pas dit, et j'en passe. C'en est quasiment devenu une injure.

Alors que bon nombre de ses pourfendeurs pourraient, sous condition de franchise et de lucidité, se reconnaître dans le portrait. Pourtant, dans la petite bourgeoisie, dont je suis issu, on m'a toujours enseigné, par la théorie et par l'exemple, que la précision, la croyance en Dieu mais la tolérance, le culte de la famille et le plaisir de s'y retrouver, le dévouement, l'esprit civique allant jusqu'à l'acceptation du sacrifice suprême lorsqu'il y va de la survie de la nation, la pratique de la charité, le sens de l'économie opposé au gaspillage, la courtoisie à l'égard de tous, la déférence envers les dames (même s'il aurait été gênant qu'elles lisent dans nos pensées), le respect d'autrui. Et là aussi j'en oublie. Seul peut-être le travail n'était-il pas considéré comme un but et un épanouissement, comme on a réussi à nous le faire croire jusqu'à l'intoxication, mais seulement comme une obligation matérielle et un simple moyen.

Autant de « vertus bourgeoises », comme on les nomme, entre guillemets, avec un rien de condescendance pour ces pratiques démodées et un

richeement intérieur. Ça ne gagne pas d'argent !

Dire que tous ces concepts éducatifs étaient appliqués dans leur intégralité serait très excessif, car, si l'esprit est prompt, la chair est faible. Du moins savions-nous la différence entre le bien et le mal, dont la frontière a maintenant disparu. Il s'agit seulement de ne pas se faire prendre. Et si l'on est pris, tout est organisé pour vous déprendre.

Quitte à transgresser les principes, à l'occasion, car autrement ce ne serait pas très drôle, il restait un dogme de référence : la morale et décadente morale bourgeoise, dont on ne retient que les contraintes et les manquements de ses membres, ce qui est trop facile et bien pratique.

Le bourgeois bon d'oursin, c'est tout simplement de la super-hypocrisie à l'abri de laquelle on se prépare bien des déconfortements. Il n'empêche que, dans le cadre à peine élargi des contraintes susdites, le vieux bougon rétrograde que je suis a largement profité de tout ce qui rendait la vie agréable, et quel quefois sans trop respecter la mesure. Comme on dit, faute de ne plus pouvoir donner le mauvais exemple, je me venge en donnant de bons conseils. Si j'osais, pour terminer, je vous dirais bien tout simplement, en y incluant par définition toutes les politesses : bien bourgeoisement votre !

ALAIN VIGNER
Glen (Loire).

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Impression :
« Le Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-13^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437.
ISSN : 0395 - 2037.

Dioxine. Seveso...
le risque technologique est désormais majeur

Patrick Lagadec
La civilisation du risque
Catastrophes technologiques et responsabilité sociale

TOUT N'EST PAS "SOUS CONTRÔLE"

Seuil

Autopsie sans dissimulation de Seveso, de Tignes, de Milé Island...
Examen sans mensonge des risques actuels et des grands dangers.
Questions sans détour sur le rôle politique des médias.
Prochaines années : les sociétés industrielles risquent-elles aux grands risques technologiques.

Science ouverte au Seuil

Je t'aime

EUROPE

Autriche

APRÈS LA DÉMISSION DE M. KREISKY

Les socialistes préféreraient s'allier aux libéraux plutôt qu'aux populistes

Vienne. — L'ère Kreisky a définitivement pris fin, mardi 26 avril, avec la démission du gouvernement qui a dirigé l'Autriche depuis 1971. Le parti socialiste a désigné M. Fred Sinowatz, vice-chancelier, ministre de l'éducation et de la culture, à la succession du chancelier Kreisky (le Monde du 27 avril).

L'ancien chef du gouvernement s'est cependant réservé de mener les négociations sur la formation d'un cabinet de coalition au nom de son parti, signe qu'il entend bien conserver une influence prépondérante sur la politique intérieure au-delà de son départ de la chancellerie. En gardant ses fonctions de président du parti socialiste — probablement jusqu'à l'automne, M. Kreisky aura la possibilité de « donner un coup de main » à son successeur, M. Sinowatz, dont la loyauté vis-à-vis de l'ancien chancelier ne fait pas de doute, ne complétant évidemment pas les choses et se gardant d'afficher l'ambition d'échapper à la tutelle de son ancien chef.

Les formations représentées au Parlement à l'issue des élections générales de dimanche — parti socialiste (50 sièges) populistes (51) et libéraux (12) — ont entamé leurs négociations immédiatement après la démission du précédent gouvernement. Bien que l'ex-chancelier ait eu, mardi, des entretiens avec M. Alois Mock, chef du parti popu-

De notre correspondante

liste (G.V.P.), il y a peu de chances, estime-t-on dans les milieux politiques, que cette formation participe au gouvernement, solution qui est pourtant souhaitée, selon les sondages, par plus de la moitié des Autrichiens. M. Kreisky estime, en effet, que le fait d'avoir gagné 1,3 % de suffrages et 4 sièges ne suffit pas à constituer un « mandat » des électeurs pour participer au pouvoir.

Les préférences de l'ex-chancelier pour la « petite coalition » avec le parti libéral sont connues, bien que cette forme de coalition ne soit souhaitée, selon les mêmes sondages, que par 8 % des Autrichiens. Nombreux sont ceux, dans le pays, qui préfèrent à une coalition socialiste-libérale la même sorte de R.F.A. Des tensions entre deux partis dont les conceptions économiques sont diamétralement opposées sont inévitables. D'autant plus que M. Norbert Steger, chef de file des libéraux, a annoncé qu'il demanderait, en cas d'entrée de son parti dans une coalition gouvernementale, un ministère économique.

Le parti populiste, seul vrai gagnant des élections en voix et en sièges, ne risque probablement pas grand-chose en restant sur les bancs de l'opposition. Non seulement il pourra y exploiter à fond le slogan

de la « coalition des perdants », mais la responsabilité lui sera ainsi épargnée d'amorcer une certaine réorientation de la politique économique, qui, pourtant, s'imposera. Le vote relativement défavorable au gouvernement socialiste majoritaire a illustré, en effet, l'insécurité de la population devant l'endettement croissant de l'Etat et son incapacité apparente à la protéger contre la montée du chômage, même si les Autrichiens ne peuvent ignorer que leur pays est toujours un îlot de prospérité.

Selon toutes les apparences, la constitution d'une coalition socialiste-libérale — qui est pour M. Kreisky « le moindre des deux maux » — est en bonne voie. Mais les négociations gouvernementales prendront certainement du temps.

WALTRAUD BARYLL

Suède

Vive tension entre Stockholm et Moscou

(Suite de la première page.)

La commission n'exclut pas que l'un d'entre eux se soit « promené » fin septembre en plein port de Stockholm, à quelques centaines de mètres seulement du château royal, à l'occasion de la visite d'une escadre américaine.

Si la marine suédoise n'est pas parvenue à capturer ces bâtiments intrus ou du moins à les obliger à faire surface, ce qui était son objectif, c'est essentiellement parce qu'elle ne connaissait pas ce type de mini-sous-marin et qu'elle ne dispose pas des moyens techniques nécessaires pour les localiser avec précision dans les combats. Les militaires suédois savaient que les Soviétiques possédaient ce genre d'engins que l'on trouve par exemple sur les sous-marins de la classe India mais ils ne s'attendaient pas à ce qu'ils soient opérationnels en Baltique.

Généralisme prudent dans sa diplomatie officielle avec l'Est, la

Suède n'hésite pas cette fois à désigner le coupable : l'Union soviétique. Cela est d'autant plus étonnant qu'elle ne démontre aucune preuve irrefutable puisque les sous-marins n'ont jamais fait surface; mais il est certain que les méthodes modernes d'observation, d'écoute et de surveillance, de liaisons radio, permettent de déterminer aisément la nationalité d'un navire. Le nombre et le bruit des moteurs et des hélices, les échos donnés par les sonars, fournissent des indications extrêmement précises. « Durant cette période, a affirmé le président de la commission, il n'y avait aucun sous-marin de l'OTAN dans la région. Or nous savons que l'U.R.S.S. dispose de quarante-cinq sous-marins conventionnels dans la Baltique, et la Pologne en a quatre. Les Soviétiques protesteront sans doute de leur innocence dans les jours qui viennent, mais nous sommes absolument sûrs de ce que nous avançons. » Et il

ajoutait : « Il s'agissait sans doute d'une opération militaire de grande envergure bien planifiée et coordonnée dans l'archipel, d'une véritable manœuvre. Son but était probablement de tester du matériel nouveau, en l'occurrence des mini-sous-marins, et de voir comment ces engins pourraient se cacher dans les eaux territoriales suédoises en cas de conflit international dans la région de la Baltique. »

Les Suédois ne pensent pas que les Soviétiques veuillent, par leurs opérations, amener les Scandinaves à renforcer leur défense nationale de façon à dissuader les forces de l'OTAN d'utiliser le littoral suédois pour lancer une attaque surprise contre le pacte de Varsovie. A leur avis, en temps de guerre, la mission de tels sous-marins de poche pourrait être d'effectuer des opérations de sabotage sur terre. En tout cas, les Soviétiques ont une excellente connaissance des côtes suédoises puisque leurs navires peuvent se faufiler sans trop de problèmes parmi les quelque vingt mille îlots de l'archipel.

Cette affaire a, bien entendu, des conséquences politiques et diplomatiques. La Suède a rappelé le 26 avril son ambassadeur à Moscou, M. Carl de Geer, pour consultations. Et, pour bien marquer la gravité de l'OTAN d'utiliser le littoral suédois, ce n'est pas le ministre des affaires étrangères, mais le premier ministre, M. Olof Palme, qui a remis le même jour une note de protestation « sévère » à M. Pankine, ambassadeur d'Union soviétique. Le premier ministre relève que les multiples violations de l'intégrité territoriale suédoise constituent une atteinte au droit international et une forme d'espionnage. Il demande officiellement au gouvernement de Moscou de donner des instructions aux responsables de la marine soviétique afin que de tels incidents ne se reproduisent plus. Il convient de remarquer ici que les Suédois font une distinction entre le Kremlin et la marine, une nuance qui sera certainement relevée à Moscou.

Une conférence de presse de M. Palme

M. Palme a ensuite tenu une conférence de presse pour préciser que désormais « le gouvernement suédois est prêt à donner l'ordre de couler un nouvel intrus » dans les eaux suédoises. Enfin, tous les partis politiques suédois, même le parti communiste, sont unanimes à condamner ces événements.

Le rapport de la commission constate que les pouvoirs publics et les militaires ont sous-estimé pendant une vingtaine d'années l'importance de la lutte contre les sous-marins. « Nous sommes tous responsables », a déclaré le ministre de la défense, M. Thunberg, mais cela s'explique par le fait que les violations de nos eaux territoriales sont un phénomène nouveau : leur nombre a quadruplé entre 1980 et 1982. L'année dernière, nous en avons relevé quatre à proximité de nos bases stratégiques, le long des côtes de la Baltique. La commission propose donc l'acquisition de nouveaux hélicoptères, de mouilleurs de mines et de systèmes d'armes plus modernes, pour la somme de 250 millions de couronnes; mais elle fait remarquer qu'il ne faut pas s'attendre à des résultats rapides étant donné que la Suède doit protéger environ 2 700 kilomètres de côtes.

Ce qui étonne sans doute le plus les Suédois, c'est que ces multiples violations des eaux territoriales n'ont pas cessé en dépit de l'échec du sous-marin soviétique (le désormais célèbre *Whiskey 137*) dans l'archipel de Karlskrona, en septembre 1981, et de l'incident d'octobre 1982 dans l'archipel de Stockholm. Pas plus tard que la semaine dernière, un nouveau sous-marin « étranger » a été repéré au large de la capitale suédoise. Les relations suédo-soviétiques n'ont jamais été aussi froides depuis 1963 et l'affaire Wennerström, ce commandant de l'armée suédoise qui se livrait à des activités d'espionnage au profit de l'U.R.S.S.

ALAIN DEBOVE.

● Le Danemark devra réviser sa politique de défense côtière : l'apparition de sous-marins de poche soviétiques capables de se mouvoir dans les eaux territoriales danoises peu profondes et inaccessibles aux sous-marins classiques pose un nouveau problème de défense au Danemark. Les sommes réservées au remplacement des trois sous-marins passablement vieux et peu efficaces dont dispose la flotte royale pourraient être utilisées autrement. Peut-être pourraient-elles servir à l'acquisition de mini-sous-marins perfectionnés que les Norvégiens auraient mis au point. — (Corresp.)

R.F.A.

L'affaire du « routier » ouest-allemand mort au cours d'un interrogatoire en R.D.A. suscite une vive controverse au sein de la coalition

De notre correspondant

mais de parler haut et clair et de pratiquer le « donnant-donnant ». En particulier, la visite de M. Erich Honecker en République fédérale, sans doute en septembre, devrait être soumise à des conditions expresses. Pas question « d'autonomie de la visite », une visite d'ailleurs arrangée par le gouvernement Schmidt. En un mot, pas question de reconduire purement et simplement la politique inter-allemande du prédécesseur de M. Kohl qui n'avait pourtant pas une tendresse excessive pour la R.D.A. et ses dirigeants.

Des arguments pour l'opposition

Les libéraux, en revanche, se réclament de la continuité. Pour M. Genscher, « plus la situation est anormale, plus il est nécessaire de s'entendre avec les responsables de la R.D.A. ». Le comte Lambdorff, lui, parle de « roquets » de la C.S.U. et la secrétaire générale du F.D.P., M^{me} Adam-Schweitzer, a déclaré que son parti n'était pas prêt à remettre en cause les acquis de la politique inter-allemande par les « outrances » de la C.S.U. Le chancelier Kohl, de son côté, a jugé « parfaitement superflu » ce brouhaha et rappelle que, dans sa déclaration gouvernementale du 13 octobre, il s'était prononcé pour l'accord inter-allemand, sans pour autant perdre de vue l'objectif de la réunification. La C.S.U., sans pour cela aller jusqu'à la rupture entre les deux Allemagnes, réclame cependant davantage. En un mot, il ne saurait y avoir pour elle de normalisation des

Bonn. — Le 10 avril, mourait d'un arrêt du cœur un citoyen de la République fédérale, M. Rudolf Burkart, au cours d'un interrogatoire par les douaniers est-allemands (le Monde des 19 et 20 avril). Le cadavre portait des traces de blessures et des ecchymoses qui justifiaient une autopsie. Celle-ci fut effectuée par le professeur Werner Janssen, directeur de l'institut médico-légal de l'université de Hambourg. Il confirma le décès par crise cardiaque, mais laissait planer un doute sur les contusions relevées sur le corps.

Entre-temps, Bonn s'alarmait, et le chancelier Kohl téléphonait à M. Erich Honecker pour lui demander d'ouvrir une enquête sur la mort de M. Rudolf Burkart. Le lendemain, une sommité médico-légale de Berlin-Est, le professeur Rudolf Prokop, invitait son collègue de Hambourg, qu'il connaissait depuis vingt ans, à se rendre sur les lieux du drame pour vérifier la version est-allemande : M. Burkart n'aurait pas subi de sévices et c'est en tombant de son siège à la suite de sa mort instantanée qu'il se serait blessé. Le professeur Janssen, qui a accepté l'invitation, a pu interroger sur place les témoins de l'accident et remettre sous peu ses conclusions.

L'affaire, qui embarrasse la R.D.A., a déclenché une polémique passionnée entre chrétiens-sociaux bavarois — la C.S.U. — et le parti libéral. Pour M. Franz Josef Strauss, la mort de M. Burkart est un « cas d'assassinat » — une thèse que le gouvernement de Bonn n'a jamais adoptée — et doit donc provoquer un « tournant » de la politique inter-allemande. Il ne s'agit plus de « marcher sur la pointe des pieds ».

Un socialiste paradoxal saisi par la politique étrangère

M. Kreisky compte d'ores et déjà parmi les personnalités politiques qui ont marqué de leur empreinte l'histoire de l'Autriche. Durant les treize années de son « règne », le pays a fait peu de bruit grâce à une série de grandes réformes qui ont dépossédé, hommes de compromis et de tolérance, le chancelier au, grâce à ces deux vertus, réconcilier les Autrichiens avec leur propre histoire récente.

En premier lieu, il a largement contribué au rapprochement entre les « rouges » et les « noirs », la gauche et la droite, deux camps farouchement opposés dans l'entre-deux-guerres et dont les règlements de compte avaient déclenché la sanglante guerre civile de 1934. En outre, bien qu'ayant échappé lui-même de justesse à la Gestapo, il a aidé l'Autriche à surmonter le passé nazi en faisant preuve, vis-à-vis des « compagnons de route du hasard », d'une tolérance que ses origines juives rendaient d'autant plus remarquable.

L'originalité de sa personnalité est d'ailleurs le résultat d'une série de contradictions. Juif, il a été élu chancelier dans le pays natal d'Adolf Hitler. Agnostique dans un pays profondément catholique, il a réconcilié les socialistes avec l'Eglise. Farouchement antisioniste, il a essayé de jouer les médiateurs dans le conflit entre Israël et le monde arabe. Non moins farouchement anticomuniste, il était un des premiers à s'engager dans le dialogue avec l'Est. Socialiste républicain de conviction, il devait lui revenir de suspendre l'interdiction qui frappait les membres de l'ancienne famille royale des Habsbourg de rentrer en Autriche, en autorisant la dernière impératrice, Zita de Bourbon-Parme, âgée de 92 ans, à mettre fin à son exil et à venir vivre avec une de ses filles.

Un séjour en Suède

Né en 1911 dans une famille typique de la bourgeoisie viennoise, originaire de la Moravie, Bruno Kreisky rejoint, dès l'âge de seize ans, les Jeunes socialistes. Ces activités lui valent, en 1936, une condamnation pour trahison. En 1938, peu après avoir terminé ses études de droit et d'économie, il échappe de justesse à la Gestapo après l'Anschluss et gagne la Suède. Il y passe la guerre et fonde une famille.

Ce séjour lui permet de découvrir le socialisme suédois et de s'en pénétrer, il apprécie surtout son élément libéral, un peu moins ses conceptions économiques. Regagnant l'Autriche en 1950, il entre au cabinet du premier président de la République, Theodor Körner, fait carrière dans le service diplomatique et est nommé, en 1953, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, pour devenir en 1959 chef de la diplomatie autrichienne.

M. Kreisky est aujourd'hui le seul survivant de cette délégitimation d'hommes politiques autrichiens qui partait en 1955 à Moscou pour revenir avec, dans ses bagages, le traité d'Etat qui a rétabli la souveraineté et l'indépendance de l'Autriche.

Elu président du parti socialiste en 1967, contre une opposition intérieure importante, Bruno Kreisky a su, une fois de plus, exploiter habilement ses talents de conciliateur : en 1968, il sera confirmé dans ses fonctions avec 97 % des voix de délégués. Depuis, après avoir conduit son parti à quatre succès électoraux, il était l'homme fort et incontesté du S.P.E.

Sa passion pour la politique extérieure a incontestablement profité à l'Autriche. Le prestige international de ce petit pays au cœur de l'Europe, qui est, grâce à sa neutralité active, plus ou moins à l'abri de conflits diplomatiques, a été renforcé par le fait que son chancelier était un interlocuteur apprécié des hommes d'Etat du monde entier.

« Ostpolitik » et brouille avec Israël

Il devait être, au début des années 60, un des premiers à proposer une « ostpolitik », prévoyant le dialogue avec l'Est. Il a reconnu très tôt que l'Ouest commettait une erreur en considérant les pays communistes comme un bloc absolument monolithique et a su prendre en considération les différences nationales existant entre les satellites de Moscou.

M. Kreisky a, par ailleurs, défendu, bien avant les autres occidentaux, la thèse selon laquelle la clé de tout règlement du conflit du Proche-Orient est le problème palestinien, et il s'est engagé dans une lutte acharnée en faveur du droit de ces derniers à disposer d'une patrie. En 1979, il a été le premier chef gouvernemental occidental à recevoir M. Yasser Arafat à titre officiel, à Vienne. Il a constaté avec une grande satisfaction que les autres pays suivaient, pas à pas, son exemple. Mais son engagement pour la paix au Proche-Orient et pour les Palestiniens l'a complètement brouillé avec Israël — où vit son frère — et le gouvernement de Menahem Begin, qui l'avait qualifié, entre autres, de « petit épiscopat de la politique ».

Dans ses fonctions de vice-président de l'Internationale socialiste, M. Bruno Kreisky s'est engagé, ces dernières années, aux côtés de M. Willy Brandt, en faveur du dialogue Nord-Sud. Il avait compris — une fois de plus, semble-t-il, avant nombre d'autres gouvernements — que l'abîme économique qui sépare ces deux mondes du monde construit une menace pour l'ensemble de l'humanité.

W.B.

INÉDITS

Jean-Paul SARTRE

Cahiers pour une morale

« 600 pages d'inédits d'un des maîtres du siècle — un événement! » Roger-Pol Droit / Le Monde

Les carnets de la drôle de guerre

« Ce texte domine de haut les posthumes révé- lés jusqu'ici. Il mérite de prendre place à côté des ouvrages majeurs. »

Bernard Pérois-Delpech / Le Monde

« Ces Carnets, écrits par un Sartre de 34 ans qui attend la gloire de pied ferme, sont véritablement prodigieux. »

Jean-Paul Enthoven / Le Nouvel Observateur

GALLIMARD

rnf

EUROPE

République d'Irlande

Le débat sur l'avortement divise la coalition gouvernementale

De notre correspondant

Dublin. — Le débat sur l'avortement, qui se déroule dans le pays depuis près de deux ans, s'intensifie et a provoqué une crise au sein du gouvernement centriste de M. Garret FitzGerald. Les deux partis politiques principaux du pays, le Fine Gael (gouvernemental) et le Fianna Fail (opposition nationaliste) de M. Charles Haughey, se sont engagés, pendant la campagne électorale de 1982, à organiser un référendum afin d'ajouter dans la Constitution un amendement interdisant à jamais la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse. Celle-ci est déjà proscrite par une loi de 1861, mais on estime qu'entre quatre mille et cinq mille Irlandaises se rendent chaque année en Grande-Bretagne pour se faire avorter.

Cette campagne a été lancée par des organisations laïques qui, avec le soutien de la hiérarchie catholique, veulent s'assurer que l'avortement ne s'introduit pas dans le pays. Cependant, on parait une décision de la Cour suprême, comme cela a été le cas pour la vente des contraceptifs. Ces organisations, dont les plus importantes sont la Campaigne en faveur de l'amendement pour la vie (T.L.A.C.) et la Société pour la défense de l'enfant à naître (S.P.E.C.), comptent parmi leurs dirigeants les gynécologues les plus éminents du pays.

Mais une autre campagne, organisée, elle, contre cet amendement a permis de mesurer, au fur et à mesure que les arguments politiques, juridiques et théologiques étaient examinés, la véritable complexité du problème. Selon l'organisation opposée à l'amendement — dont la majorité des membres affirment en même temps leur opposition à l'avortement — une telle interdiction ne diminuerait en aucun cas le nombre des femmes se rendant en Grande-Bretagne pour se faire avorter, elle pourrait avoir de graves conséquences pour les femmes enceintes dont la vie serait en danger.

Le débat a pris les proportions d'une véritable guerre de communication entre ceux qui souhaitent une société pluraliste et libérale et ceux qui considèrent le pays comme le

dernier bastion de valeurs morales. M. FitzGerald, lui-même libéral sur le plan social, tente de trouver une formule de compromis qui soit moins « catholique ». Mais la vieille garde conservatrice de son propre parti s'est prononcée en faveur du texte original, alors que la majorité des députés du parti travailliste, qui participent à la coalition, s'est opposée à l'amendement constitutionnel anti-avortement.

Le gouvernement devrait donc subir, ce mercredi 27 avril, son premier échec au Parlement. L'opposition risque de trouver, dans l'examen de cette question, une majorité, compte tenu des divisions de la coalition. La position de M. FitzGerald s'en trouverait nettement affaiblie. Selon ses détracteurs, c'est son indécision qui a semé la confusion. Ils font, en particulier, valoir qu'un homme comme lui, qui veut convaincre les unionistes d'Irlande du Nord que Dublin n'est plus, comme ils le croient, « sous l'influence de Rome », n'aurait jamais dû être mêlé à cette controverse.

JOE MULHOLLAND.

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

2 semaines à l'hôtel
1960 F par adulte
(dont 1150 F en devises)

Toute information à :

Office National du Tourisme de Finlande
13, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. 266.40.13

NOM

Adresse

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

Camping au bord de l'eau
2 semaines
420 F par famille.

Toute information à :

Office National du Tourisme de Finlande
13, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. 266.40.13

NOM

Adresse

AMÉRIQUES

Bolivie

Les mineurs de l'étain lancent un défi au gouvernement Siles Zuazo

Correspondance

Lima. — La puissance centrale syndicale bolivienne (COB) veut « déstabiliser » le jeune régime démocratique et provoquer un putsch de droite, comme l'a affirmé le président Hernan Siles Zuazo, le 23 mars.

Il semble en tout cas que les mesures adoptées la semaine dernière, par les mineurs et les paysans de trois départements, ont contribué à déstabiliser le fragile équilibre politique acquis depuis le retour au pouvoir des civils, le 10 octobre 1982.

Le moment est, en effet, délicat : le président Siles Zuazo, qui dirige l'Union démocratique et populaire (U.D.P.), une fragile coalition de centre-gauche qui réunit son propre parti, le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (M.N.R.G.), le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) (social-démocrate) et le parti communiste pro-soviétique (P.C.B.), doit déjà faire front à la banque-route économique, héritage de la dictature militaire, à l'opposition systématique de la majorité conservatrice du Congrès et aux complots larvés que dissimulent les puissances déplacées et les trafiquants de cocaïne.

Les deux tiers des cultures détruites

La nature elle-même est hostile depuis le début de l'année, des inondations dans la vallée et la sécheresse sur les hauts plateaux ont détruit les deux tiers des cultures. Satisfaire les nécessités vitales de la population est une tâche prioritaire pour le régime, que la COB, semblait-il, interprète comme « une politique délibérée de terreur ».

Le 19 avril, les mineurs ont donné un surprenant coup de boutoir en prenant d'assaut les installations de la corporation minière de Bolivie, la Comibol, pièce maîtresse de l'économie depuis la nationalisation des mines, en 1952. Prétextant une grève des ingénieurs, ils ont décidé d'assumer désormais la direction de cette entreprise publique. Les diri-

geants de la Fédération des mineurs sont tous d'accord — ou presque — pour refuser actuellement la cogestion décrétée par le président Siles Zuazo, en novembre.

Le rôle du P.C.B.

M. Juan Lechin, légendaire dirigeant ouvrier, « patron » des mineurs depuis les années 40, et secrétaire général de la COB depuis sa création, en 1952, a rejeté systématiquement toute participation non majoritaire de la centrale syndicale, soit au gouvernement, soit au sein des entreprises : « Pourquoi devrions-nous perdre notre temps dans des débats stériles et l'exécutif se réserver la décision finale ? », dit-il.

« Siles propose, Lechin dispose... ». Cette formule lapidaire, publiée à la « une » d'un quotidien de la capitale, résume assez bien le point de vue de l'entreprise privée et de l'opposition conservatrice, qui ont vivement protesté contre « cette mesure de fait qui viole la Constitution », et met « en danger les autres secteurs de la production ».

Le chef de l'Etat a violemment pris à partie le leader de la COB, dénonçant les « ultras, les anarchistes », qui ont déjà mené à sa perte le régime progressiste du général Torres, en 1971, et il a menacé de faire rétablir l'ordre, par la force. Cet ultimatum n'a fait qu'exacerber le mouvement ouvrier qui a serré les rangs autour de M. Juan Lechin. La Fédération des paysans, qui exige depuis deux mois un ajustement des prix agricoles, s'est solidarisée avec la cause des mineurs, et a déclaré le barrage des routes dans trois départements, notamment dans celui de La Paz, isolant ainsi la capitale.

La révolte, bien que pacifique, a fait bouillir de neige. Y.P.F.B. L'entreprise pétrolière de l'Etat, a été à son tour occupée par les travailleurs qui exigent la démission du gérant de l'entreprise, A. Cochabamba, des paysans ont occupé des terrains appartenant au service des eaux. A La Paz, des provinciaux ont manifesté bruyamment dans les avenues principales pour protester contre les barrages de route.

Au cours de son premier mandat, M. Siles Zuazo avait déjà dû affronter la COB et son leader Juan Lechin, qui s'opposaient, par la grève générale, aux mesures d'austérité monétaire qu'il avait dictées. Il avait alors « désarmé » la centrale syndicale en se déclarant en grève de la carte de la concertation. Le succès de l'entreprise dépend du P.C.B., dont il a dit, maintes fois : « Ce parti est une digue face aux ultras ». En effet, l'influence modératrice du parti communiste, tant au sein de la COB, que de l'exécutif (les ministres des mines et du travail et le gérant de la Comibol) sont des dirigeants du P.C.B.) a déjà permis de limiter de nombreuses aspirations, depuis que l'U.D.P. a pris le pouvoir.

NICOLE BONNET.

ASIE

Japon

UN AN APRÈS LA VISITE DE M. MITTERRAND

Le dialogue politique s'est développé entre Paris et Tokyo

M. Francis Guitman, secrétaire général du Quai d'Orsay, et M. Jacques Andréani, directeur des affaires politiques, ont quitté Tokyo mardi 26 avril, après deux jours d'entretiens dans la capitale japonaise.

À la suite de leurs conversations avec des responsables japonais — qui entrent dans le cadre des consultations bilatérales consécutives à la visite du président Mitterrand, — ils ont pu vérifier le souci de Tokyo d'être davantage associé aux grandes décisions internationales et d'intensifier leurs contacts politiques avec l'Europe. Le point a également été fait en matière de coopération technologique, scientifique et culturelle.

De notre correspondant

Tokyo. — D'avril 1982 à avril 1983, de Tokyo à Paris en passant par Poitiers, les relations franco-japonaises ont connu leur lot de variations d'humeur et de fortunes commerciales : mais, tous comptes faits, cela n'a pas été une mauvaise année. Un an après la visite « historique » (c'était la première) de M. Mitterrand, on s'attache des deux côtés à souligner « l'impulsion et les progrès » qu'elle a engendrés dans plusieurs secteurs. Qu'il s'agisse de constater les effets encore modestes qu'elle a eus dans les domaines qui restent profondément étrangers à l'histoire des relations avec le Japon : économie et commerce extérieur. La relance de la coopération est certes perceptible mais elle est d'autant plus lente que le retard était grand.

C'est dans le renforcement du dialogue politique, souhaité par M. Mitterrand pour dépasser le contentieux de l'intendance et pour mieux associer les Japonais à la solidarité et aux responsabilités internationales, que les progrès les plus notables sont enregistrés. Le nombre et la qualité des consultations en témoignent. MM. Guitman et Andréani étaient à Tokyo pour faire avec les Japonais un bilan approfondi. M. Abe, ministre japonais des affaires étrangères, était à Paris en janvier : il reverra M. Cheysson en mai dans la capitale française. MM. Mitterrand et Nakasone, le premier ministre nippon, se consulteront en marge du sommet de Williamsburg.

Déficit dans l'expansion

Des deux côtés, les hauts fonctionnaires sont en contact fréquent. Ce développement n'est pas seulement quantitatif, les deux parties abordant désormais systématiquement les grands problèmes internationaux, y compris les questions stratégiques et les rapports Est-Ouest. Les Japonais, on le sait, sont intéressés au renforcement de consultations bilatérales avec les pays membres de l'OTAN. Les problèmes Nord-Sud, la revitalisation de l'économie mondiale, la stabilisation du système monétaire et le rôle des technologies font l'objet d'exchanges qui dépassent largement le cadre bilatéral.

Par contraste, les relations économiques et commerciales laissent encore beaucoup à désirer. Certes, là aussi, l'impulsion donnée par la visite présidentielle a joué. Pour mieux faire connaître la France « moderne » aux Japonais ; pour présenter au Japon moins stéréotypé aux Français.

Mais surtout, elle a fait prendre conscience aux hommes d'affaires français de leur faiblesse sur le marché nippon face à leurs concurrents européens et américains. Certains s'emploient depuis à corriger ces lacunes. Cela prend du temps mais, en 1982, la France a connu une augmentation de ses échanges commerciaux avec le Japon plus forte que celle des autres pays industrialisés.

Le déficit s'est donc creusé dans l'expansion : il atteint 13 milliards de francs, et le taux de couverture

s'est encore réduit. Cependant, dans le même temps Paris a fortement augmenté ses emprunts sur le marché des capitaux japonais, et les « invisibles » (services) réduisent sensiblement le déficit des paiements. Côté grands contrats, la France continue à pousser Tokyo à l'achat de ses spécialités : Airbus, équipements militaires, armements.

L'affaire de Poitiers a suscité un regain de tensions et de polémiques, mais les Japonais ont gardé leur sang-froid et le blocage devrait être bientôt levé. Le coup d'arrêt, français a facilité la négociation C.E.E.-Japon, qui a débouché sur un accord d'antidumping des exportations de magnétoscopes et sur une accélération du transfert de capitaux et de technologies nippones vers l'Europe. C'était le but recherché.

Malgré ces frictions, ou grâce à elles, Sony maintient son projet d'usine de vidéo-cassettes à Dax. Pioneer vient d'être autorisé à créer une filiale avec Musique et Diffusion française, près de Bordeaux, pour fabriquer des haut-parleurs. Clarion (autoradios) s'installe dans le Nord. De plus, l'accord Thomson-J.V.C. vient d'être approuvé. A l'opposé, un seul investissement français de première importance a été réalisé au Japon en 1982, celui de Rhône-Poulenc, qui va fabriquer des films polyester avec Toyobo KK.

Cela paraît bien peu, mais, des deux côtés, des négociations sont en cours pour faire aboutir d'autres projets industriels. La réduction des déséquilibres, la résorption du protectionnisme et le développement de relations harmonieuses passent nécessairement par un renforcement de la coopération industrielle et technologique. Ainsi que le revirement français dans l'affaire Thomson-J.V.C. paraît l'indiquer, Paris semble désormais penser qu'il est préférable de s'associer sélectivement aux Japonais pour relancer certains secteurs industriels plutôt que de se risquer, seul, à partir en guerre contre eux.

Enfin, la dimension culturelle de la coopération, particulièrement importante pour l'amélioration de la compréhension réciproque des deux sociétés, s'étioffe lentement. Elle souffre néanmoins d'une réduction des crédits budgétaires du côté français et du peu d'intégration de la culture — qui reste essentiellement une affaire privée — dans les préoccupations de la diplomatie japonaise.

R.-P. PARINGAUX.

Taiwan

● **Attention contre un journal à Taiwan.** — Dix personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe mardi, 26 avril, devant les bureaux du *Central Daily News*, organe du Kuomintang, parti au pouvoir à Taiwan. L'explosion a démolie le porche d'entrée et fait s'écrouler le plafond du deuxième étage. Des vitres et des vitrines des immeubles voisins et de l'hôtel Hilton situé juste en face ont également été brisées. — (Reuter.)

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

Location d'un chalet au bord d'un lac 2 semaines
625 F par adulte.

Toute information à :

Office National du Tourisme de Finlande
13, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. 266.40.13

NOM

Adresse

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

Séjour à la ferme, pension complète 2 semaines
2080 F par adulte
(dont 1750 F en devises)

Toute information à :

Office National du Tourisme de Finlande
13, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. 266.40.13

NOM

Adresse

DU 23 AVRIL AU 9 MAI

Pour la 1^{ère} fois en France Citroën lance



Incroyable mais vrai : pour la première fois en France, Citroën vous permet de rouler un mois avec votre voiture, avant de l'adopter définitivement. Vous l'achetez, vous roulez. Un mois après si vous n'êtes pas satisfait, Citroën vous rembourse. Kilométrage illimité. Reprise instantanée de votre véhicule. Crédit Sofi-Sovac.

La Visa ça décoiffe !

...le mariage à l'essai.

* Crédit Sofi-Sovac : prêt immobilier à court terme. L'offre valable sur toutes les Visas dans la limite des voitures disponibles. Voir notice de livraison au 20 Mai. Remise des sous-préfectures de l'automobile.

CITROËN et TOTAL

Handwritten text in Arabic script: ٢٥٠٠٠٠٠٠

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DE M. SHULTZ AU PROCHE-ORIENT

Israël accueille avec réticence l'idée d'une navette entre Jérusalem et Beyrouth

La visite au Caire de M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, semble avoir largement dissipé les rumeurs qui s'élevaient au sujet d'un éventuel voyage entre l'Egypte et les Etats-Unis. A l'issue de quatre heures d'entretiens - alors que la rencontre devait durer initialement une heure - M. Shultz et le président Mubarak ont insisté sur leur identité de vue concernant le problème libanais. Le chef de l'Etat égyptien a, pour sa part, souligné son appui au plan Reagan « une occasion en or » pour un règlement de paix au Proche-Orient.

Jérusalem. - Après son arrivée, le mercredi 27 avril, à l'aéroport de Tel-Aviv, M. Shultz s'est immédiatement rendu à Jérusalem pour une première réunion de travail avec le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, et les membres de la délégation israélienne aux négociations avec le Liban - qui ont été suspendues cette semaine en raison de la venue du secrétaire d'Etat. M. Shultz devait avoir un tête-à-tête avec M. Begin en fin d'après-midi.

Selon des indications officielles (les diplomates américains se montrent très discrets sur l'ensemble du programme du voyage et surtout sur sa durée), il était prévu, mercredi, que le secrétaire d'Etat aille à Beyrouth dès jeudi pour y rencontrer le président Gemayel, et qu'il revienne le soir même à Jérusalem pour de nouveaux entretiens, le lendemain, avec les dirigeants israéliens.

De notre correspondant

Il semble que M. Shultz ait bien l'intention de faire la navette entre Israël et le Liban afin de rapprocher les points de vue, après bientôt quatre mois de pourparlers, et préparer, sinon conclure, un accord définitif qui permettrait - c'est du moins ce que l'on espère vivement du côté américain - d'envoyer un petit détachement de troupes israéliennes du Liban, mais aussi celui des forces syriennes et des éléments de l'O.L.P. encore stationnés à l'est et au nord de ce pays. Pour le moment, les diplomates américains continuent de croire que, en cas d'accord entre Jérusalem et Beyrouth pour un repli israélien, les Syriens, et par conséquent l'O.L.P., accepteraient d'effectuer un semblable mouvement, ce dont l'on doute toujours très fort en Israël.

Dans les milieux gouvernementaux israéliens, l'idée de cette navette est accueillie par d'évidentes réticences. Les dirigeants israéliens craignent que ce genre de « diplomatie à chaud » ne traduise une volonté américaine de leur « forcer la main » et de les amener à faire des concessions « inacceptables ». Ils ont clairement fait savoir à la veille de l'arrivée de M. Shultz à Jérusalem que l'initiative du secrétaire d'Etat ne devrait pas se substituer aux « négociations directes » qui sont en cours avec le Liban. Ils ont fait valoir que, malgré des difficultés, des progrès substantiels avaient déjà été enregistrés.

Les Israéliens aimeraient mieux que M. Shultz se contente de réunir

les conditions d'un accord israélo-libanais et ne cherche pas à tout prix à en obtenir la conclusion durant son séjour dans la région. D'autre part, on persiste à soupçonner les Américains de se ranger davantage à l'avis des Libanais plutôt qu'à celui des Israéliens.

A Jérusalem, on tente de deviner quelles seront les propositions du secrétaire d'Etat, et la presse israélienne rappelle que, dernièrement, un adjoint de M. Shultz, M. Kenneth Dam, a énoncé aux Etats-Unis quelques idées qui pourraient être la base du plan actuel du secrétaire d'Etat :

- Un accord de non-belligérance en bonne et due forme, faite d'un « traité de paix » voulu à l'origine par Israël et fermement refusé par le Liban ;

- Le report d'une « normalisation » des échanges (commerciaux notamment) entre les deux pays après le retrait définitif des troupes israéliennes ;

- L'établissement de « liaisons » entre les deux armées, libanaise et israélienne, qui n'excluraient peut-être pas tout à fait des patrouilles conjointes que réclame Israël, mais cela, pour satisfaire Beyrouth, excludrait toute présence permanente des soldats israéliens au Sud-Liban, même sous couvert de l'assistance apportée aux milices du commandant Haddad, dont l'avenir reste à définir précisément, car c'est là que les Israéliens se montrent le plus exigeants.

Par ailleurs on estime dans l'entourage de M. Begin que la mission de M. Shultz devra se limiter essentiellement aux efforts en vue d'un accord avec Beyrouth et ne pas déborder sur d'autres sujets, telle la relance du plan Reagan. On prête à M. Shultz l'intention de demander à M. Begin un « gel » partiel des implantations en Cisjordanie. Les Américains souhaiteraient que les Israéliens acceptent de ne plus créer de « nouvelles » implantations, étant entendu que celles qui existent déjà pourraient être « développées ».

FRANCIS CORNU.

La pollution dans le Golfe

LES HUIT PAYS RIVERAINS N'ONT PU ARRIVER A UN ACCORD POUR LE COLMATAGE DES Puits IRANIENS

La réunion extraordinaire des huit pays de l'Organisation régionale pour la protection de l'environnement marin (R.O.P.M.E.) n'a pu mardi 24 avril parvenir à un accord pour le colmatage des puits iraniens sous-marins de Nowrouz, responsables de la pollution dans le Golfe.

Les travaux ont été ajournés sine die, deux heures après son ouverture. Les représentants des huit pays riverains du Golfe membres du R.O.P.M.E. ont décidé d'entreprendre ensemble les opérations de lutte contre les nappes de pétrole, qui couvraient entre 12 000 et 15 000 kilomètres carrés. Ce plan sera élaboré par la commission technique du R.O.P.M.E. qui va se réunir prochainement à Bahrein.

Sur le fond, les positions des deux Etats en guerre depuis trente et un mois restent inchangées. L'Irak accepte de déclarer un cessez-le-feu dans la zone des puits, mais veut que les réparations se fassent sous contrôle international, alors que l'Iran affirme que le problème doit être réglé de façon purement technique, dans le cadre du R.O.P.M.E.

A New-York, le représentant de l'Iran à l'ONU, M. Said Rajai-Khorassani, a déclaré que son pays était parfaitement capable de colmater ses puits sous-marins, mais ne le ferait que si l'Irak donne une garantie de cessez-le-feu pendant ces opérations. Le diplomate iranien s'est toutefois refusé à préciser, au cours d'une conférence de presse, si son gouvernement s'adresserait à une tierce partie pour le colmatage des puits de Nowrouz, une fois la garantie donnée par Bagdad. - (A.F.P.)

● M. Karl Ahrens (S.P.D. Allemagne) a été élu président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe par 86 voix sur 116 votants et 30 bulletins blancs ou nuls, le lundi 25 avril, à l'ouverture de la 35^e session ordinaire. Seul candidat à s'être présenté, M. Ahrens est le premier parlementaire allemand à accéder à la présidence de cette assemblée. Il succède à M. José María de Arellano (U.C.D. Espagne).

Nominations d'ambassadeurs

M. JEAN-MARIE LE BRETON EN BULGARIE

Le Journal officiel du mercredi 27 avril publie la nomination de M. Jean-Marie Le Breton comme ambassadeur en Bulgarie, en remplacement de M. Yves Barbier.

[Né en 1927, ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Jean-Marie Le Breton a servi outre-mer (1949-1954), puis a été détaché auprès de l'Union de l'Europe occidentale (1956-1965), avant d'entrer au Quai d'Orsay. Il a été en poste à la direction d'Europe, à Moscou, à Bucarest et à Ottawa. Il était chargé des affaires francophones à l'administration centrale depuis 1978.]

M. MICHEL ANDRÉ EN RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN

Le même Journal officiel publie la nomination de M. Michel André comme ambassadeur en République arabe du Yémen (Yémen du Nord), en remplacement de M. Luc Baldit.

[Né en 1930, M. Michel André a servi au Maroc avant d'entrer au Quai d'Orsay. Il a été ensuite en poste à l'administration centrale (protocole, directeur d'Asie-Océanie, coopération technique, où il exerçait, depuis 1977, les fonctions de sous-directeur). Il a été également en poste à Colombo, Fort-Lamy, Jérusalem (conseil adjoint), Niamey et Alger, et auditeur à l'Institut des hautes études de la défense nationale.]

M. RAYMOND CÉSAIRE AU PÉROU

Le même Journal officiel publie également la nomination de M. Raymond Césaire comme ambassadeur au Pérou, en remplacement de M. Jean Bouchaud.

[Né en 1932, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Raymond Césaire a servi outre-mer avant d'entrer au Quai d'Orsay. Il a été en poste à l'administration centrale (organisations internationales, direction d'Amérique), ainsi qu'à Brazzaville, à Lagos et à Santiago-du-Chili. Il était depuis 1979 ambassadeur à La Paz, où il a été récemment remplacé par M. Guisot.]

**Swissair :
Notre Swiss Class
ne redoute
qu'un seul concurrent :
notre première classe.**

Dans le Swiss Class également, Swissair ne se contente pas de servir ses passagers. Elle les choye. Les repas sont servis dans de la porcelaine et les boissons dans des verres. Et Swissair offre à ses passagers davantage de place que de places. Rien d'étonnant dès lors que notre Swiss Class ne puisse plus être surclassée que par notre première classe.

Votre agence de voyages ou Swissair se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.

swissair

Le cache-cache euro-américain

Les Dix ont proposé, mardi 26 avril à Washington, en marge de la session ministérielle de l'O.C.D.E. (9 et 10 mai à Paris), une réunion Communauté-Etats-Unis au niveau des ministres des affaires étrangères, pour traiter toutes les questions d'intérêt commun, notamment les relations Est-Ouest.

En annonçant cette proposition à Luxembourg, le ministre des affaires étrangères ouest-allemand, M. Genscher, a précisé que les Dix seraient représentés par lui-même, actuel président du Conseil de la Communauté, assisté de son successeur grec. Cette représentation de la Communauté, dite « la troïka », n'est pas nouvelle, bien qu'elle soit peu usitée. Elle avait été imaginée lors de l'adhésion de la Grèce pour éviter des tête-à-tête embarrassants ou explosifs - par exemple pour que, dans ses relations avec la Turquie, la Communauté ne soit pas représentée par la Grèce seule.

Cette proposition entre dans la partie de cache-cache que les Dix livrent aux Américains, avec lesquels ils n'ont jamais réussi à normaliser leurs relations, du fait de la France notamment, qui que soit son gouvernement.

Washington a proposé, en marge précisément de cette même conférence de l'O.C.D.E., de réunir, au cours d'un dîner, les

ministres des finances et du commerce des sept « grands industrialisés » qui tiendront à la fin du mois le sommet de Williamsburg. Objet implicite : le commerce Est-Ouest « pomme de discorde » euro-américain. Les quatre « grands » de la Communauté (Grande-Bretagne, France, R.F.A., Italie) et la Commission de Bruxelles. La France a refusé le Monde du 27 avril, et ses partenaires européens, a dit, mardi, M. Genscher - en ont pris acte.

Les Dix font ainsi aux Américains ce qui apparaît comme une contre-proposition. Que signifie-t-elle ? Une réunion de certains ministres « techniques » de la Communauté pour discuter avec Washington de questions litigieuses est, à l'évidence, destinée à « diviser pour régner ». La contre-proposition européenne devrait, en revanche, affirmer la cohésion « politique » des Dix, parlant d'une seule voix (ou presque) aux Etats-Unis des grandes affaires mondiales. En théorie du moins... Car, en pratique, on peut douter que « la troïka » ait la capacité de mener à bien une conversation approfondie. L'Europe - c'est tout son problème - n'a jamais réussi à s'exprimer clairement. Ou elle parle en ordre dispersé, ou, quand elle parle d'une seule voix, c'est pour ne rien dire ou pas grand-chose.

MAURICE DELARUE.



AIR INTER

PARIS PROVENCE

SUR VOLS BLEUS

DES PRIX QUI DONNENT DES AILES A VOS VOYAGES

PARIS-MARSEILLE 285^F
PARIS-TOULON 320^F

Tarif aller simple par personne au 1.1.1983: jeunes, étudiants, conjoint, familles, 3^e âge, groupes (sous certaines conditions).

Pour tous renseignements appelez AIR INTER PARIS Tél. (1) 539.25.25 ou votre Agence de voyages

AIR INTER

UN VRAI MAGAZINE AVEC DE DROLES DE BANDES DESSINEES

l'Echo des Savanes



age 13
VT
LE
tion du
au et
par le
l'Etat
verité
Franç
ecet
à fran
entre
et son
sit dou
rds à
2,6 mil
an.
cloppé
pas sans
ugment
tion d
reprise
marché
re 1982
emplois
arée du
ente-
puis à
l'écon
t. Les
s, une
ntaires
basses
ntation
(%) à
5 %),
lité à
ne l'an
de
roduit
orque
t clai-
a pro-
deux
visque
ss) et
mains.
rela-
est la
aussi
ms de
ement
à un
rage :
rem-
P. les
laque
s de
pour
ne de
qu'il
l'hui
ment
ne de
mble
gou-
une
tra-
tique
pou-
tous.
né-
ment
ris, au
les
man-
est :
les
s.
r.
T
595
i de
une,
mes-
sace
à les
le) ;
dis-
t de
(la
bras
sou-
de
sur-
iale
audi
vis
es-
no-
ni-
SS
ne
es.
Le
ai

AFRIQUE

Mozambique

LE QUATRIÈME CONGRÈS DU FRELIMO

Sur fond de rébellion armée et de crise économique...

De notre envoyé spécial

Maputo. — « Défendre la patrie, vaincre le sous-développement, construire le socialisme. » C'est sous le signe de ce triple slogan que le quatrième congrès du Frelimo — le parti unique mozambicain — a ouvert ses travaux, mardi 26 avril, à Maputo. Il se prolongera jusqu'au 30 avril. Longue et minutieusement préparé, l'événement devrait marquer, comme les trois congrès précédents, une date-clé dans l'histoire nationale, au moment où le régime affronte à la fois une rébellion armée anticommuniste et d'immenses problèmes économiques.

Le Frelimo n'avait pas réuni son congrès depuis février 1977, date à laquelle il s'était transformé en un parti marxiste-léniniste orthodoxe. Ses deux premiers congrès avaient eu lieu avant l'indépendance. L'un à Dar-es-Salaam, en 1962, l'autre en « zone libérée », en 1968. Le quatrième aurait dû normalement se tenir l'an dernier, mais la subite dégradation de la situation militaire et l'existence de divergences au sein de l'équipe dirigeante avaient conduit à son ajournement. Tout porte à croire que ce délai de réflexion a permis de mieux définir une ligne de conduite dans tous les domaines.

La préparation du congrès a commencé il y a six mois avec la publication de huit « thèses », soumises au jugement de quelque cent dix mille membres du parti. Ceux-ci ont pu, semble-t-il, exprimer assez librement leur point de vue au cours de plusieurs milliers de réunions tenues dans les usines, les coopératives ou dans les simples cellules villageoises. De l'aveu des dirigeants, la « base », incitée à soumettre ses doléances, a donné libre cours à son mécontentement. Les principaux griefs exprimés, liés aux difficultés de la vie quotidienne, ont porté sur la médiocrité du ravitaillement. Les paysans se sont plaints des boutiques villageoises aux étals désespérément vides, tandis que les ouvriers et les petits employés des villes dénonçaient la dégradation constante de leur pouvoir d'achat et les multiples contraintes nées d'une situation de pénurie généralisée.

Des courants divers

La base a joint, en quelque sorte, le geste à la parole lors des élections, dans chaque province, des délégués au congrès, en refusant leur confiance à certains candidats. Par exemple, les militants de Beira ont rejeté le cinquième des noms présentés par le parti. Le régime a également lancé une campagne de « revitalisation des cellules » du parti, manière de reconnaître que celles-ci ne donnaient pas entière satisfaction. M. Jorge Rebelo, responsable de l'idéologie au bureau politique, a admis publiquement que certaines cellules, « au lieu de travailler pour les masses, se fermaient comme si elles étaient des clubs privés ». Il a aussi dénoncé ceux « qui rentrent au parti pour faire carrière ».

Confronté à de sérieux problèmes d'organisation, le Frelimo est également traversé de courants divers. Cela apparaît clairement à la lecture des huit thèses proposées au congrès sous la forme de mots d'ordre suivis d'un commentaire. Ceux-ci composent une sorte de mosaïque idéologique, où chaque courant peut trouver son compte, mais où il n'est pas facile de déceler quelque principe directeur.

Ainsi une thèse préconise de « libérer l'initiative créatrice du peuple » grâce à des « initiatives locales qui conduisent à une amélioration immédiate des conditions de vie ». Voilà de quoi satisfaire les pragmatiques favorables à une certaine relance du secteur privé. Mais une autre thèse, beaucoup plus dogmatique, rassure aussitôt les « durs » en prônant un « renforcement des forces de sécurité face aux bandits armés, aux marginaux et aux éléments antisociaux ». Ici on dénonce l'« autoritarisme », là on plaide en faveur du « renforcement du rôle dirigeant du parti », dont le recrutement doit s'opérer sur des critères « critères de classe ». Complémentarité ou contradiction.

Ce débat ne relève pas d'une simple querelle entre théoriciens. Il est en prise directe sur l'évolution du régime. La façon dont il sera tranché permettra peut-être de répondre aux interrogations essentielles du moment. Comment relancer l'agriculture familiale trop négligée ? Faut-il continuer à créer des fermes d'Etat, victimes de leur gigantisme ? Peut-on promouvoir l'efficacité sans faire le lit des technocrates ? La lutte contre les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.) passe-t-elle par la poursuite du dialogue diplomatique instauré, à la fin de 1982, avec Pretoria ? Jusqu'où intensifier la coopération amorcée avec les pays occidentaux ?

Les quelque cinq cents délégués au congrès ont écouté religieusement mardi, pendant plus de cinq heures, le président Machel lire le rapport du comité central du Frelimo, dont la lecture devait se poursuivre mercredi. Voilà au moins une pratique marxiste-léniniste celle des discours-fléuve, avec laquelle le chef du parti mozambicain ne semble pas transiger.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ARCHITECTES : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

LA CONFÉRENCE DE PARIS SUR LA NAMIBIE

Le délégué angolais évoque l'importance des négociations engagées avec Pretoria

S'exprimant devant les délégués à la conférence de l'ONU sur la Namibie, réunie au siège de l'UNESCO à Paris, M. Ilchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a accusé, mardi 26 avril, les Etats-Unis de faire planer « la menace d'une guerre nucléaire sans vainqueur ni vaincu, qui ne laisserait que des ruines ». Citant l'Afrique du Sud et Israël, il a déclaré que « la politique tendant à faire renaitre la guerre froide s'accompagne de l'accroissement de conflits régionaux dans lesquels l'impérialisme utilise comme unité de choc des régimes qui sont ses complices de longue date ».

A propos des efforts de règlement du conflit namibien, M. Ilchev a qualifié d'« imposteur » le « groupe de contact » occidental de l'ONU (Etats-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Canada). De son côté, M. Nujoma, président de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain, qui mène la guérilla en Namibie), a demandé la dissolution de ce « groupe de contact », tout en « excluant la France de nos critiques », a-t-il ajouté. M. Nujoma avait auparavant rencontré M. Cheysson, auquel il a

exprimé, a-t-il précisé, « ses remerciements pour l'encouragement moral que nous donne le gouvernement français ».

M. Paulo Jorge, ministre angolais des affaires étrangères, a souligné, pour sa part, que le « groupe de contact » n'avait pas le « monopole » concernant une solution négociée et ne devait pas compromettre d'autres négociations en cours, une allusion aux discussions bilatérales que Luanda mène actuellement, d'une part, avec Pretoria et, de l'autre, avec Washington. M. Jorge a proposé l'envoi de contingents militaires en Namibie sous l'égide des Nations unies.

A Pretoria, enfin, nous signale notre correspondant Patrice Claude, M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a accusé la conférence de Paris d'avoir pour « objet » de « saper les progrès qui ont été réalisés sur la voie d'un règlement pacifique ». Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, il a notamment mentionné de « délicates négociations internationales » et d'« importantes initiatives bilatérales dont l'objectif est de résoudre les problèmes de sécurité régionale » — une allusion directe au dialogue entre Pretoria et Luanda.

République Sud-Africaine

MADRID A REFUSÉ UN IMPORTANT CONTRAT MILITAIRE

(De notre correspondant.)

Madrid. — L'Espagne a refusé, en janvier dernier, pour des raisons politiques, un contrat militaire avec l'Afrique du Sud d'une valeur de 300 millions de dollars. Cette information, révélée par *El País* du 24 avril et démentie à Johannesburg par un porte-parole de la marine sud-africaine, nous a été confirmée par le ministère espagnol des affaires étrangères.

Au début de l'année, précise le journal madrilène, l'entreprise publique Bazan — d'un chantier naval militaire — fut sollicitée pour la réparation, dans ses cales de Carthagène, de trois sous-marins sud-africains du type français Daphné. L'Afrique du Sud était apparemment disposée, en cas de conclusion de l'accord, à passer commande à Bazan de plusieurs sous-marins Daphné et Agosta, actuellement fabriqués en Espagne sous licence française (et dont l'exportation aurait été soumise de toute manière à l'autorisation de Paris).

Bazan transmittait le dossier au ministère des affaires étrangères, qui décida de refuser l'accord, malgré ses évidents avantages économiques (les chantiers navals espagnols traversent actuellement une grave crise).

Dans les milieux diplomatiques espagnols, on se déclare, en effet, décidé à respecter scrupuleusement les résolutions des Nations unies qui demandent aux Etats membres de s'abstenir de vendre des armes aux pays de l'apartheid. — Th. M.

Côte d'Ivoire

LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT SE DURCIT

Le climat semble se durcir en Côte d'Ivoire, où chercheurs et enseignants du supérieur ont décidé, lundi, de se joindre, à compter du jeudi 28 avril, à la grève de leurs collègues du second degré qui protestent contre la suppression de la gratuité de leurs logements. De son côté, le président Houphouët-Boigny, dans un discours prononcé devant le bureau politique et le comité directeur du parti démocratique de Côte d'Ivoire, Rassemblement démocratique africain (R.D.A.), a accusé, mardi, les « puissances étrangères » (qu'il n'a pas nommées, mais qui pourraient être la Libye) de vouloir déstabiliser son pays.

Le chef de l'Etat ivoirien s'en est notamment pris au professeur Mbagbo, actuellement réfugié en France, qualifié d'agent de cette « puissance étrangère », dont une conférence, prévue en février à Abidjan, avait été interdite, déclenchant une grève étudiante. M. Houphouët-Boigny s'est déclaré « écœuré » par le comportement des enseignants et a fait état de menaces dont lui-même et sa famille auraient été l'objet ces derniers jours. Il a ensuite rejeté les accusations concernant sa fortune personnelle : « J'ai des milliards à l'étranger, en Suisse, a-t-il dit, mais j'en ai aussi en Côte d'Ivoire, ce qui prouve que j'ai confiance en mon pays. » Il a annoncé une nouvelle réunion du parti, pour tenter de résoudre la crise. — (A.F.P., Reuter.)

Ethiopie

Les huit étrangers enlevés dans le Tigre seraient correctement traités

Huit volontaires d'organisations caritatives internationales enlevés jeudi à Korom par le F.P.L.T. (Front populaire de libération du Tigre) (*le Monde* du 27 avril) ont été conduits à Sakota, localité située à 24 kilomètres plus au nord, a annoncé, dans la soirée du mardi 26 avril, à Londres, l'organisation Save the Children Fund, auxquels appartiennent cinq des otages. Ils sont « fermement mais correctement traités », a déclaré, de son côté, un porte-parole de la société de secours irlandaise, dont deux membres ont également été enlevés. Le huitième otage étranger serait un religieux américain.

Ces volontaires prennent soin de milliers d'enfants dans cette région frappée par la sécheresse et où règne la disette. Le Tigre se trouve en bordure de l'Erythrée, et, depuis quelques années, le F.P.L.T. y mène une guérilla pour obtenir l'autonomie vis-à-vis des autorités d'Addis-Abeba. L'un de ses porte-parole a déclaré mardi à Rome que le Front n'était pas hostile à la présence d'organisations caritatives en Ethiopie, mais que de nombreuses victimes de la sécheresse se trouvaient également dans les zones sous son contrôle, ce qui laisse penser que les

huit otages, qui auraient été invités à prendre avec eux leur matériel, seraient actuellement utilisés pour dispenser des soins. Deux membres de Médecins sans frontières, invités par le F.P.L.T., s'étaient rendus en mars au Tigre.

Le F.P.L.T., connu depuis 1976, opère dans une province qui compte quelque cinq millions d'habitants, soit le sixième de la population éthiopienne. Dans un rayon de 400 kilomètres autour de Korom, environ trois millions de gens seraient victimes de la sécheresse la plus grave de ces dix dernières années. A plusieurs reprises, le F.P.L.T. a réclamé que l'aide internationale soit distribuée par son intermédiaire. Le coup de main qu'il vient de réussir pourrait porter un coup à l'aide humanitaire étrangère à Addis-Abeba. En 1976, le Front avait détenu une famille de Britanniques ainsi qu'un journaliste anglais, John Swain, pendant plusieurs mois.

Mercredi matin, les autorités éthiopiennes observaient encore le mutisme le plus complet sur cette affaire, en dépit des démarches des ambassades concernées par la capture de leurs ressortissants respectifs.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

• M. GEORGES MARCHAIS est arrivé mardi 26 avril à Alger, pour une visite de trois jours, à l'invitation du Front de libération nationale, le parti unique au pouvoir en Algérie. Le dernier séjour de M. Marchais à Alger remontait à octobre 1979. — (A.F.P.)

Corée du Sud

• LA HAUTE COUR DE SÉOUL a condamné, mardi 26 avril, à vingt-cinq ans d'emprisonnement la condamnation à mort de deux Sud-Coréens convaincus d'espionnage au profit de la Corée du Nord. Song Ji-Sup et Song Ki-Jun avaient été condamnés à la peine capitale en décembre dernier. — (Reuter.)

• VINGT ET UN PAYS (onze pays communistes et dix pays du groupe des non-alignés) ont décidé de boycotter la réunion générale, prévue pour septembre à Séoul, de l'Union interparlementaire (I.P.U.), a annoncé, samedi 23 avril, le ministre de la défense sud-coréen, M. Yoon Sang-Min. Rendait compte des travaux de la réunion exclusive de l'I.P.U. à Helsinki, la presse sud-coréenne a indiqué qu'un nouveau vote pourrait avoir lieu sur le choix de la capitale chargée d'accueillir la prochaine assemblée générale. — (A.F.P.)

Cuba

LES AUTORITÉS CUBAINES ont adressé une « protestation énergique » auprès de Washington pour le vol de leur espace aérien par un avion-espion de type Blackbird, écrit, mardi 26 avril, *Granma*, l'organe du P.C. cubain. Selon La Havane, l'appareil a survolé le territoire cubain, à deux reprises, dans sa plus grande longueur, le 19 avril. Ces vols avaient cessé il y a environ trois ans. Le Pentagone et le département d'Etat ont refusé, mardi, de commenter cette information. Le Blackbird est un bi-réacteur à réaction capable de voler à des vitesses supérieures à Mach 3. Grâce à ses caméras ultra-perfectionnées, il peut photographier une superficie de 160 000 kilomètres carrés en une heure. — (A.F.P.)

Liban

• HABIB CHARTOUNI, l'assassin présumé du président émir Bechar Gemayel — frère de l'actuel chef de l'Etat — a été remis mardi 26 avril à l'armée nationale, a annoncé la radio phalangiste. Le parti phalangiste est la principale composante des « Forces libanaises », dont les milices démantelées le mercredi précédent et cinq autres personnes tuées, pour responsables d'explosions ayant eu lieu dans les quartiers chrétiens. D'après les phalangistes, Chartouni a reconnu appartenir au parti social nationaliste syrien (P.S.N.S.). La radio a rapporté que tous les accusés avaient été remis à l'armée libanaise après s'être reconnus coupables de ce qui leur était imputé. — (Reuter.)

Tchad

• M. CHRISTIAN NUCCI, ministre délégué au développement à la coopération a rejoint Paris dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 avril après un séjour de vingt-quatre heures à N'Djamena au cours duquel il a signé une convention d'aide budgétaire de la France au Tchad d'un montant de 1,3 milliard de francs C.F.A., convention qui constitue la deuxième tranche de l'aide budgétaire globale pour 1983, dont le montant sera arrêté « ultérieurement ». — (A.F.P.)

SAUVEZ VOS CHEVEUX GRAS !

Votre front se dégarnit ?

La tonte est-elle menaçante ?

AGISSEZ VITE !

Il en est temps encore...

en maintenant, selon les techniques

exclusives de LA CREATION

SCIENTIFIQUE l'excès de sébum qui

opprime les bulbes.

C'est le but de « TH2 » le produit

unique anti-séborrhéique, qui contribue

puissamment à donner une nouvelle

vie vigoureuse à votre chevelure et à

supprimer démangeaisons et pellicules.

SANS RESULTATS VISIBLES EN

20 JOURS (FEMMES), REMBOURSEMENT

GARANTI.

Demandez dossier « TH2 » gratuit à

L.C.S. (L) 75020 NOUANS.

Joindre 3 timbres.

HI-FI FRANCE

282.10.55 +

audio 6

285.25.33 +

NATIONAL CINÉ-PHOTO

878.36.96

8/9/9 bis/10, RUE DE CHATEAUDUN PARIS 9^e - MÉTRO : CADET/LE PELLETIER

SEMAINE FANTASTIQUE
DU 27 AVRIL AU 3 MAI 1983

PRIX COÛTANT
DANS TOUS LES MAGASINS - SUR TOUTES LES MARQUES
SAUF ARTICLES MUNIS D'UN POINT ROUGE

HI-FI

VIDÉO/TÉLÉ

PHOTO/CINÉMA

هكذا من الأصل

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

Un langage « clair » aux mineurs de Lens

De notre envoyé spécial

Cambrail. — La seconde et dernière journée du voyage de M. François Mitterrand dans le Nord-Pas-de-Calais s'est achevée, mardi 26 avril au soir, à Cambrail, après une visite dans une ferme de la région. Elle a été dominée par les questions agricoles (lire page 32) et par le sort du bassin minier.

Les foules, plutôt clairsemées la veille (hormis l'accueil triomphal à l'hôtel de ville de Lille), étaient cette fois au rendez-vous, notamment à Boulogne, Arras et Lens. Dans cette dernière ville, étaient présents, les mineurs étaient venus nombreux — certains scandant, sous les banderoles de la C.G.T. : « François, le boulot ! », et plus souvent : « Du charbon français, du charbon Nord-Pas-de-Calais ». Lundi, à Lille, devant les représentants régionaux, M. Mitterrand avait précisé les

grands axes du « contrat » proposé par l'Etat aux collectivités locales concernées (le Monde du 27 avril). « Un choix simple », avait-il exprimé, entre la prolongation artificielle de l'exploitation charbonnière et la renaissance industrielle du bassin. Il avait évoqué le sort du « fonds d'industrialisation » pour la rénovation du bassin. M. André Delelis, maire (P.S.) de Lens, qui recevait M. Mitterrand à l'hôtel de ville, a fait longuement écho aux inquiétudes des mineurs. « Les mineurs ne veulent pas que leur sort soit réglé par la règle à calcul, par l'ordinateur. Nous ne voulons plus entendre les discours des technocrates. Nous voulons des emplois », a expliqué l'ancien ministre du commerce et de l'artisanat,

avant d'ajouter : « Nous voulons autre chose que ce qui a été fait jusqu'à présent. »

Dans sa réponse, le président de la République s'est surtout attaché à faire admettre, par un public bienveillant mais réticent, l'idée qu'il faut aller hardiment vers d'autres industries. « Il a d'abord assuré que, « quel que soit son coût financier », l'aide au bassin minier sera maintenue dans sa situation présente. « Chaque salarié, a-t-il dit, verra son salaire augmenter, mais son droit pré-servé sur la base des chiffres d'affaires obtenus. » Il a ensuite expliqué que « tous les éléments » doivent entrer dans l'élaboration de la décision et qu'il faut notamment prendre en compte le « coût social » de l'opération. « A quoi doit être consacrée

l'aide ? A tout ce qui permettra la rénovation par le charbon, lorsque celle-ci est supportable pour la collectivité, la rénovation par d'autres industries dans les autres cas », a-t-il conclu. M. Mitterrand s'est prévalu d'un « langage clair, même s'il paraît brutal », indiquant que l'on ne peut mettre « toutes les chances de son côté aux dépens des lois de l'économie ».

Après, M. Delelis, à Lens, et M. Léon Fa-tout (P.S.), à Arras, avaient mis en cause la presse et les médias, coupables à leurs yeux de partialité aux dépens du pouvoir. A chaque étape, M. Mitterrand a repris le leitmotiv de son voyage, invitant chacun à l'« effort » pour le « redressement national ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Un cortège « démocratique »

De notre envoyé spécial

Arras. — « Sous Giscard, ils n'auraient jamais pu approcher. » Ce policier en sourit encore. Les perturbateurs étaient à peine quarante, et ils ont réussi à provoquer, mardi, durant dix minutes, une invraisemblable partie de campagne. Ah, cette vision du premier ministre à pied, chargeant presque, la colère au front, en direction du petit groupe d'agriculteurs qui bloquaient le cortège présidentiel à la sortie d'un village ! Ah, le bel ordonnancement républicain piégé, brusquement fondu au milieu des champs ! Les gardes du corps de l'Etat obligés d'aller eux-mêmes repousser l'ardeur revendicative d'une poignée d'agriculteurs qui avaient berné les gardes. M. Gaston Defferre quittant sa voiture pour aller discuter au milieu de la pagaille. Photographes, journalistes, conseillers de l'Elysée et manifestants dansant, pour le grand bonheur de la télévision, une sorte de gigue champêtre sur fond de bruits de pétards. Cela avait été, en fin de matinée, un bel incident, plutôt amusant à

bien y réfléchir, et qui mérite de figurer dans les annales des voyages officiels. Un incident pratiquement inévitable, en tout cas prévisible. Les jeunes agriculteurs cherchaient depuis l'arrivée de M. Mitterrand dans le Nord-Pas-de-Calais à se placer sur le parcours officiel, et il avait fallu au dispositif policier des trésoirs de surveillance et de patiente négociation pour retarder ce rendez-vous.

Lundi, une centaine de jeunes agriculteurs avaient tenté de bloquer la frontière franco-belge pour empêcher les importations de porcs, puis s'étaient approchés en vain du cortège présidentiel, stoppés à chaque fois à quelques kilomètres du passage du chef de l'Etat. Aussi, le lendemain, avaient-ils abandonné leurs tracteurs après avoir bloqué plusieurs routes de la région d'Arras, et s'étaient-ils tout bêtement mêlés, à Saint-Pol-sur-Ternoise, à la foule des sym-

patisans qui fêtaient la venue de M. François Mitterrand. Il ne leur restait plus qu'à se faire oublier dans les ruelles du village et à réapparaître subitement devant les premières voitures du cortège.

Les policiers qui commentaient, essouffés encore de cette course à travers champs, étaient bien d'accord, tous les manifestants de France, tous les mécontents, ont bien plus que « sous Giscard » le loisir d'intervenir et de jouer leur partition. Le dispositif de sécurité a maintenant un autre style. « Plus démocratique », explique même un garde du corps présidentiel. Plus simple en tout cas, mis en place d'avantage pour endiguer les colères, distinguer les projets violents des simples protestations, empêcher l'arrêt du cortège, que pour éliminer de la vue du chef de l'Etat les banderoles hostiles.

A Lille, la veille, les étudiants en médecine avaient eu, en toute tranquillité, couvrir les applaudissements de leurs slogans, au premier rang du public. L'erreur, s'il en est, des organisateurs du voyage dans le Nord-Pas-de-Calais, tient davantage au faible nombre de spectateurs « partisans », du moins à certaines étapes. Vingt mille invitations avaient été lancées, selon certaines informations, aux socialistes locaux. On comptait sur eux pour attirer, dans la rue, l'écho des étudiants en médecine.

A Boulogne et à Arras, à Lens, des milliers de personnes s'étaient déplacées pour applaudir le passage de M. Mitterrand, et elles avaient laissé peu de place aux éventuels protestataires. A Lille, en revanche, les étudiants avaient trouvé le champ libre, au point de laisser

pels à la « solidarité » et au « redressement national », ou son désir de voir supprimer les montants compensatoires.

Cinq minutes à peine après l'incident de Saint-Pol-sur-Ternoise, M. Mitterrand profitait de la visite d'une coopérative laitière pour rappeler les efforts du gouvernement en faveur des agriculteurs français et la responsabilité des partenaires européens. L'écho du mécontentement au dehors le servait. Il en jouait à son tour.

Et à tout prendre, ces étudiants, cette poignée d'agriculteurs qu'on avait laissé approcher par souci de démocratie ne jouaient-ils par un rôle presque souhaité par le président de la République lui-même ? Celui d'un chœur populaire porteur de préoccupations sociales au passage du cortège présidentiel. Il y avait là, en tout cas, comme un duo, un répondant, qui ne doit pas laisser le chef de l'Etat indifférent.

PHILIPPE BOGGIO.

AU SÉNAT

Un nouveau régime électoral pour la représentation des Français de l'étranger

Dès 1945, les constituants avaient prévu la représentation au Parlement des Français établis hors de France. La Constitution de la V^e République confiait au Sénat le soin d'être ceux de ses membres censés assurer cette représentation, sous la forme d'une ratification des noms présentés par le Conseil supérieur des Français de l'étranger (C.S.F.E.).

Le projet de loi, présenté en première lecture au Sénat par M. Cheysson, ministre des relations extérieures, mardi 26 avril, tire les conséquences de la loi du 7 juin 1982, qui tendait à assurer une représentation incontestable des Français expatriés, ceux-ci étant directement, et à la proportionnelle, les membres du C.S.F.E. Le gouvernement propose donc la suppression de l'intervention du Sénat pour l'élection des sénateurs représentant les Français de l'étranger, réservant ainsi au Conseil supérieur le droit d'être ces sénateurs, à la proportionnelle, selon le mode de scrutin en vigueur dans les départements disposant d'au moins cinq sièges de sénateur.

Ce texte s'accompagne d'un projet de loi organique qui sera examiné ultérieurement par le Parlement et qui fixe à douze, au lieu de six comme actuellement, le nombre des sénateurs représentant les Français de l'étranger, ainsi que les conditions d'éligibilité. La nécessité d'un vote conforme dans les deux Assemblées, sur ce projet de loi organique, a indéniablement favorisé la conclusion entre le gouvernement et le Sénat dans la discussion du projet de loi ordinaire. Une ultime réunion de la commission des lois a permis, en cours de soirée, de lever les divergences entre le gouvernement et le Sénat.

Ainsi, dès le début de l'examen des articles, la commission des lois a voté un amendement qui visait à ce que deux sénateurs assurent « plus particulièrement » la représentation des Français d'Afrique, alors qu'avec le projet disparaît l'ancien système des sections.

Les amendements de la commission ont été ensuite adoptés avec l'accord du gouvernement :

- Les listes de candidats comporteront autant de noms que de sièges à pourvoir (et non deux de plus, comme le prévoyait le projet) ;
- Les déclarations de candidatures devront être déposées au seul secrétariat général du C.S.F.E. (et non, comme le texte le prévoyait également, aux ambassades et aux consulats) au plus tard huit jours (et non cinq) avant l'ouverture du scrutin ;
- L'élection aura lieu au jour prévu pour le renouvellement de la série électorale (le projet indiquant que le scrutin a lieu quinze jours avant l'expiration du mandat des sénateurs soumis à renouvellement ne prévoyait pas de coïncidence de date) ;
- Les sénateurs suppriment l'introduction d'un quorum de votants.

Le Sénat adopte ensuite une série d'amendements modifiant la loi du 7 juin 1982 relative à l'élection des membres du C.S.F.E., élection directe à laquelle la commission des lois souhaite que soit donné un caractère indiscutablement universel. Ainsi, la condition d'immatriculation nécessaire pour participer à cette élection pouvant être considérée comme discriminatoire — dans la mesure où elle exclut un tiers du corps électoral — le Sénat décide de compléter ces listes spéciales d'électeurs par les listes de centres de vote pour l'élection du président de la République, établies, contrôlées et révisées dans des conditions qui garantissent l'universalité du suffrage universel. Le Sénat prévoit un régime transitoire pour le renouvellement sénatorial de septembre prochain. Le texte a été voté à l'unanimité par 301 voix sur 301 votants. — A. Ch.



AIR INTER

PARIS AQUITAINE

DES PRIX QUI DONNENT DES AILES A VOS VOYAGES

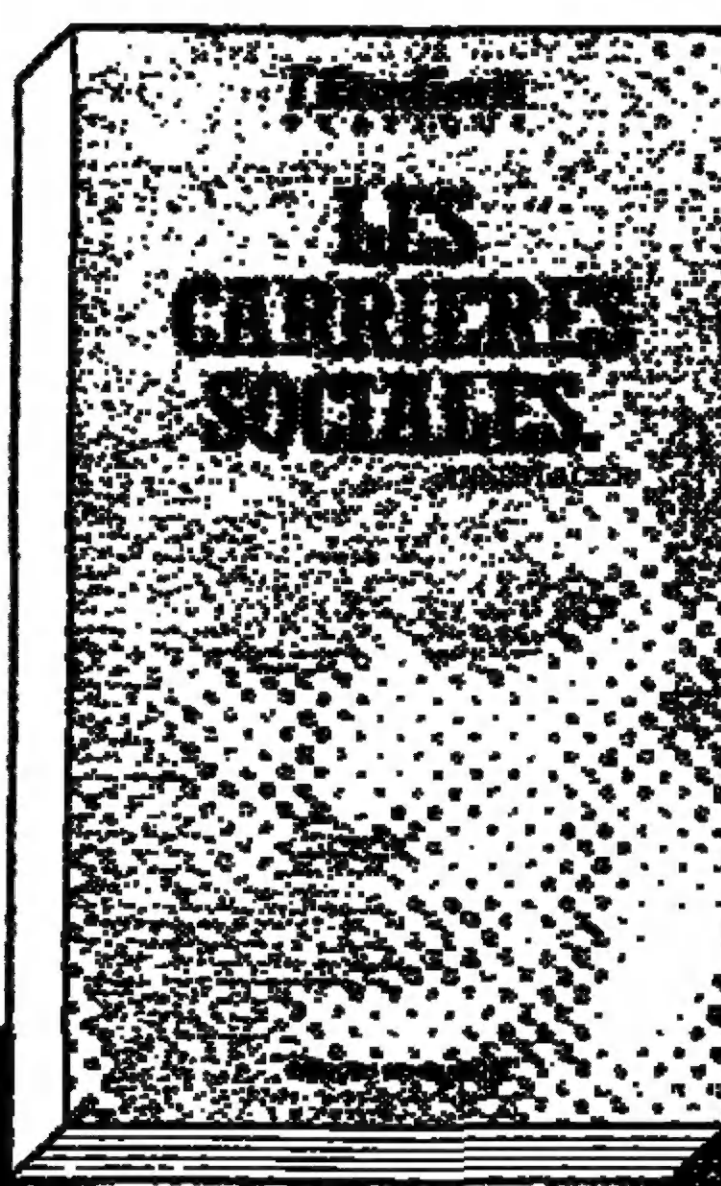
PARIS-BORDEAUX	230F
PARIS-BIARRITZ	290F
PARIS-PAU	310F

Tarifs aller simple par personne au 1.1.1983 : jeunes, étudiants, conjoint, familles, 3^e âge, groupes (sous certaines conditions).

Pour tous renseignements appelez AIR INTER PARIS Tel. (1) 539 25 25 ou votre Agence de voyages

AIR INTER

L'ANIMATEUR CULTUREL DEVIENT MINISTRE.



D'assistante sociale à ministre, voici le guide complet des formations du secteur social pour aider, éduquer ou animer. 144 pages, 35 F. Maintenant, avec la collection L'Étudiant Pratique, l'Étudiant vous apporte l'information pour choisir chez votre libraire.

Titres parus : Service militaire mode d'emploi — Que faire avec des études littéraires ? — Que faire sans le bac ? — Les carrières étrangères ? — Comment apprendre les langues étrangères ? — Comment financer ses études ? 10 autres titres à paraître en 83 dont : Les carrières de l'enseignement — Les métiers de l'informatique — Les débouchés du bac D — Les carrières de la fonction publique...

En vente chez votre libraire.

L'Étudiant PRATIQUE. LES LIVRES MODES D'EMPLOI.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

M. POPEREN : le « sursis » des municipales sera vite épuisé

M. Jean Poperen écrit : « Ces messieurs de la droite ne conçoivent la gauche que comme minorité. Si l'on veut que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes, il faut que la droite gouverne et que la gauche obéisse. À chacun sa place ! La gauche au pouvoir, ce ne peut être qu'une incongruité de l'histoire (...), et qui peut douter que ces hommes de droite — pas tous sans doute — ceux en tout cas qui sont les plus actifs aujourd'hui, qui donnent le ton... enfin le son de l'horloge... ceux-là, qui peut douter qu'ils ne reculeront devant rien pour mettre fin justement à cette incongruité pour abréger la « parenthèse » (comme ils le disent). Ils n'ont pas reculé ailleurs. Et, en d'autres temps, ils n'ont pas reculé chez nous. Mais ils n'essayeront que si nous sommes faibles. »

M. Poperen établit ensuite le bilan de la gauche dont « l'acquis est d'ores et déjà considérable ». En matière de politique étrangère, il écrit : « Trêve d'hypocrisie : chacun sait bien que le système soviétique guette, embusqué, le moment où la crise du système occidental parviendra au point où elle offrira l'occasion. Et, de fait, l'incapacité de l'Europe à s'organiser, donc à se mettre en position d'entreprendre l'établissement de nouveaux rapports mondiaux, créera, inéluctablement, dans dix ans, dans une génération... ou deux... mais sans doute pas davantage, l'occasion pour qui le voudra d'occuper ce qui sera décidément une non-existence politique, au sens strict : en vide. Il faut beaucoup de raffinement dans le sophisme et un masochisme exemplairement pervers pour pré-

tendre que ce sont les Américains qui pourraient occuper ce vide. Si l'Europe n'affirme pas une volonté propre, les Américains, avant longtemps, l'auront totalement évacuée, rendue en somme à sa parfaite utilité. Et l'on peut tenir pour certain qu'avant la fin de ce siècle, le sanctuaire de leur arsenal défensif ayant combi l'illusion de sécurité des Américains et leur souhait de non-responsabilité mondiale, il se sera trouvé un politicien pour se faire élire président des États-Unis sur la promesse de désengagement du théâtre européen. Ce jour-là sera un jour de gloire pour « la gauche anti-américaine », qui, depuis tant d'années, à l'abri du parapluie américain, disserte gravement sur notre indépendance... À ce moment-là, il sera trop tard. C'est plutôt pour prévenir cette échéance, non pour réparer l'irréparable, que la France a un rôle — irremplaçable en vérité — à tenir, celui de mole solide de la résistance — militaire, politique — à la menace de rupture d'équilibre sur le continent européen : et si, décidément, l'Europe devait s'abandonner, les chemins, les délaits, les conséquences de cette rupture d'équilibre ne seraient plus que l'événement de l'histoire, soit que, d'un coup, par surprise, la péninsule ouest-européenne bascule dans la besace soviétique, soit qu'elle s'abîme doucement dans la dérive de la finlandisation. »

A la godille

M. Poperen note ensuite que la gauche « a fait plus que survivre »,

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., a adressé au premier secrétaire du parti socialiste et à M. François Mitterrand un texte de « réflexions », préparatoire au congrès qui aura lieu à la fin du mois d'octobre. En soixante-cinq pages, le numéro deux du P.S. analyse le bilan de la gauche depuis deux ans, alerte ses amis sur la dégradation du soutien populaire accordé au pouvoir et sur la radicalisation des « ultras » de la droite.

Il appelle l'attention sur les insuffisances, à ses yeux, dans la manière dont le P.S. a joué son rôle de soutien « actif » et « vigilant » à la politique du pouvoir. M. Poperen, compte tenu des désaccords qui, depuis le congrès national de Valence, se sont exprimés entre les diverses sensibilités du P.S. — entre les « rocardiens » et les autres essentiellement — demande que la majorité du parti s'affirme en tant que telle lors du prochain congrès. « Une chose est de vivre ensemble, écrit-il ; une autre de diriger ensemble. »

bien qu'elle ne puisse, dans le contexte actuel, qu'avancer à la godille : après un coup pour parer l'inflation, un autre contre le chômage, c'est maintenant le commerce extérieur qui menace. »

Malgré cela, remarque M. Poperen, « les docteurs de la loi économique » crient à la catastrophe, « puisque la catastrophe est dans la nature de la gauche ». « L'une des manipulations psychologiques les plus méthodiques — et partiellement réussies — de la droite (après les thèmes de « l'agressivité », du « sectarisme » de la gauche, de la « coupure de la France en deux »), c'est celle de la « faillite économique de la gauche », écrit-il. La gauche est née « faillite ». C'est dommage, vous jusqu'à soupçonner les plus hypocrites, mais c'est ainsi, c'est une fatalité... une malédiction ! Méthode Coué à plein rendement : répétitions, répétitions, et le faux de la nouvelle droite, et, le cas échéant, ses groupes activistes, avec une partie non négligeable de la

Parlant des réserves du patronat au lendemain de la victoire de la gauche, M. Poperen dénonce l'attitude « indécente » de M. Gattaz, président du C.N.P.F., notamment sur les charges des entreprises et l'application des lois Auroux. « Que font ces messieurs des organisations patronales, sinon organiser, chaque jour, la lutte des classes ? écrit-il (...). Le comportement de ces organisations patronales a été la grève perdue de l'activité économique et la grève tout court des investissements. Voilà la réalité. Ils occupent le secteur principal, décisif, dans la lutte contre le changement, ils y ont tenu pleinement leur place, en articulation avec d'autres secteurs socio-professionnels qui leur apportent une base de masse, et, bien entendu, avec la droite politique, et ses notables dans tous les pays, avec les centres idéologiques et de propagande de la nouvelle droite, et, le cas échéant, ses groupes activistes, avec une partie non négligeable de la

techno-structure étatique et para-étatique. C'est leur front de classe à eux ! (...). La clef de nos difficultés est d'abord politique. Nous vivons l'affrontement entre les « puissances établies » et le « camp du changement » ; or, toute concession sans contre-partie se fait aux dépens de notre camp, elle nous affaiblit, elle donne plus de moyens à nos adversaires pour tenter de nous abattre. La politique est compliquée dans le détail, mais le détail s'organise toujours autour d'un fil conducteur. Le fil conducteur, au jour d'aujourd'hui comme hier, c'est l'affrontement de classes. »

Un « coup du Chili »

M. Poperen dénonce ensuite l'action, depuis deux ans, des « ultras » qui dominent le lot à droite ; des « structures patronales, des moyens de presse, des réseaux bancaires, de l'établissement » des grands corps de l'Etat et des grands services. Ils n'ont pas accepté, ils « ne supportent pas », ils n'auront de cesse qu'ils ne nous aient mis à bas ; et plus d'un signe, plus d'un slogan, plus d'une démonstration dans la rue ont prouvé qu'ils nous feraient, s'ils le pouvaient, un « coup du Chili » à leur manière. L'auteur invite le prochain congrès du P.S. à définir « les règles du jeu », celles du « compromis » souhaité lors du précédent congrès, à Valence, en octobre 1981. Ce « compromis », souligne-t-il, « ne peut pas être notre capitulation ». Il réclame notamment que l'Etat obtienne des contreparties (investissements et emplois) aux aides accordées aux entreprises et qu'il les codifie. Il envisage une négociation — un « grand marchandage global » — qui concernerait les salaires — du genre des « accords Matignon » de 1936.

M. Poperen considère que l'on peut « demander beaucoup au peuple si le peuple est assuré de n'être pas dupe ». Or, écrit-il, « le critère d'honnêteté c'est la justice sociale : « Qui à des mesures rigoureuses, dures, dès lors que les temps sont difficiles, qu'il faut serrer les cordes, serrer les dents, s'accrocher à être plus rigoureux encore pour la justice sociale. On ne fera pas la justice sociale — malgré — la rigueur : on fera plus de justice sociale parce qu'il y a la rigueur ! C'est bien pourquoi on ne pourrait pas demander aux travailleurs salariés de faire l'effort d'investissement auquel se refusait le capital. Et c'est pourquoi tout ce qui apparaît comme « transfert de charge » plus ou moins camouflé serait inacceptable. » M. Poperen s'imaginerait pas, de soutenir que la gauche se contente d'ici à la fin du septennat, de « quelques ébauches fragmentaires » d'une réforme de la fiscalité. Il souhaite une réglementation « plus sérieuse » des cumuls d'emploi et une réforme des circuits de distribution.

« La pédagogie la plus sûre est celle des faits », ajoute le député du Rhône. Les salariés n'ont pas attendu l'enquête du CERC pour savoir que, pour la plupart d'entre eux, ils ont peu bénéficié quantitativement de la politique du printemps 1981 et qu'il se trouve bien des bénéficiaires parmi les groupes sociaux les moins favorisés à la gauche. Si ce constat est juste, on voit bien les conséquences politiques capitales qu'aura à en tirer le congrès : il est urgent de remettre notre monde à l'endroit. (...) Nul ne songe à ignorer les contraintes de l'économie (en fait, on songe surtout à ça), mais l'échec, l'échec surtout d'un gouvernement de gauche, est assuré si ce gouvernement sacrifie ses obligations politiques aux contraintes de l'économie. (...) Notre soutien populaire s'affaiblit, le deuxième tour de mars 1983 nous a donné un surris, et, depuis lors, la situation s'est encore détériorée. Ce surris sera vite épuisé et, au-delà, la chute risquerait d'être irrémédiable. La base sociale principale des socialistes, c'est la masse du salariat moyen et du petit moyen salariat. (...) Si notre support principal est bien celui-là, alors, en effet, cessons de lui faire supporter le plus lourd de la charge : à la fin, le « support » cassera. (...) Si nos cibles principales — fiscales, salariales, coïncidant avec des valeurs devenues des décisions — devaient être décidément le ménage deux enfants, mari programmeur-femme vendeuse de magasin, ou le postier ou instituteur célibataire, bref si nous avions décidé de faire mal d'abord à ceux qui voulaient du bien à la gauche, et plus particulièrement au P.S., alors nous tranquillisierions ce qui risquerait d'être les dernières années d'un pouvoir de gauche en ce siècle et préparons nos quartiers d'hiver, d'un long hiver d'opposition. »

M. Poperen estime nécessaire de tracer clairement la « ligne de partage » de la solidarité : « Que penser de cette distinction entre secteurs « préservés » et « non préservés » du monde du travail ? La sécurité de l'emploi deviendrait, en somme, une sorte de faveur qu'il faudrait faire payer aux premiers : et les travailleurs du secteur public devraient renoncer aux garanties du statut de la fonction publique, pour les commodités du patronat, qui exige de li-censier à sa guise ! (...) exemple de progrès social, qui, en lieu d'aller de l'avant pour ceux qui sont à la traîne, ramènerait tout le monde au niveau des moins favorisés et résulterait le champ des garanties obtenues par les travailleurs contre la sauvagerie des lois du marché. »

Il estime, d'autre part, qu'on ne peut pas, aujourd'hui, faire accepter aux salariés un « troc » entre la réduction du temps de travail et une réduction accrue du niveau de vie. « Que quelques-uns, à gauche, ne craignent pas de nous faire la leçon, en nous laissant à surmonter ce qui serait habituels « démagogiques », écrit-il. « A considérer le courage, parfois un peu style saint-cyrien de 14, avec lequel nous avons osé des mesures qui ont brisé notre électorat, je pense vraiment que nous sommes, à cet égard, au-dessus de tout soupçon. Franchement, pour la non-démagogie, le compte y est ! »

La majorité du P.S.

M. Poperen souligne ensuite les insuffisances qu'il perçoit dans la manière dont le P.S. a rempli sa mission d'organisation d'un soutien « actif » et « vigilant » au pouvoir de gauche. « Nous demandons au gouvernement de faire preuve d'autorité, de appliquer ses décisions. Balayons devant notre porte : appliquons, faisons appliquer nos décisions », écrit-il. Le député du Rhône fait notamment référence aux cas d'indiscipline qui se sont produits lors des dernières élections municipales. « C'est le seul cas, déclare-t-il, où l'on parle encore d'autogestion (...). L'autogestion n'est plus guère qu'une commodité interne au parti, la feuille de vigne du bon plaisir. »

M. Poperen estime que l'unité entre les différents courants du P.S., réalisée lors du congrès de Valence, n'est pas « une bonne solution », mais « l'indivisible produit de circonstances exceptionnelles ». « Depuis Valence, écrit-il, il y a eu les faits, les actes, et, encore tout récemment, des déclarations publiques, qui ont été l'expression sans retenue de désaccords. » Après avoir évoqué le débat qui a opposé M. Michel de La Forêt, membre du secrétariat national chargé des droits de l'homme (proche de M. Rocard), aux « mitterrandistes » et singulièrement à M. Pierre Joxe, M. Poperen estime que la majorité du P.S. « doit s'affirmer comme telle ». « Une chose est de vivre ensemble, une autre de diriger ensemble », ajoute-t-il, avant d'affirmer que le « resserrement » de l'équipe dirigeante doit être décidé selon des critères politiques.

MÉNAGER L'ÉLECTORAT DE LA GAUCHE

(Suite de la première page.)

Cette dramatisation présente le risque de plonger la gauche dans une contradiction difficile à surmonter. Logiquement, M. Poperen estime que, compte tenu du comportement, depuis deux ans, des institutions patronales et des « puissances établies » qui, selon lui, organisent la « lutte des classes », le fil conducteur de la politique de la gauche, c'est « l'affrontement de classes », dont M. Mitterrand, au contraire, souhaite la disparition, puisqu'il veut rassembler les forces vives de la nation dans un effort de « redressement national ».

Cependant, ceux qui, ouvertement, refusent de respecter les règles du jeu, permettent au gouvernement de dénoncer le caractère politique de leurs revendications. Certains agriculteurs et les métayers en grève s'exposent à cette occasion de jouer surtout sur la peur. Cette peur qui avait si bien servi le pouvoir gaulliste de mai 1968.

JEAN-YVES L'HOMEAU.



 **Lufthansa**

Pour tous renseignements complémentaires veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa
2123 Rue Royale 75008 Paris, Tél: 263735. Lyon, Tour Crédit Lyonnais 129, Rue Servient, Tél: (7) 863666.
Aéroport Nice Côte d'Azur Cedex 06056, Tél: (83) 830280. Strasbourg, 48, Rue du Vieux-Marché-aux-Vins,
Tél: (88) 222020. Toulouse, 76, Allées Jean-Jaures, Tél: (61) 828066.

BOIS DE CHAUFFAGE A PARIS

Livraison rapide selon vos besoins.
Un bon feu au bon prix.

BUCHES SERVICE, (1) 677-00-37

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

ÉGALITÉ, INDÉPENDANCE, « CITOYENNETÉ »

Un nouveau statut pour quatre millions de fonctionnaires

L'Assemblée nationale entamera, mardi 3 mai, l'examen de trois projets de loi, dont l'ensemble constitue une véritable refonte du statut général des fonctionnaires. Il s'agit non seulement d'une mise à jour du statut établi en 1946, sur l'initiative du général de Gaulle, et des réformes de 1959, mais aussi d'une extension de celui-ci.

En effet, la réglementation définie il y a trente-deux ans ne s'appliquait qu'à quelque neuf cent mille agents de l'Etat. Le nouveau texte qui, sans que le mot ait été retenu, introduit un véritable code, concernera environ quatre millions de personnes puisqu'il traite de la carrière des agents de l'Etat mais aussi de celle des agents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, notamment des établissements hospitaliers. Les seuls fonctionnaires qui ne sont pas visés par ce statut sont donc le personnel des assemblées parlementaires, les magistrats de l'ordre judiciaire et les militaires.

L'élaboration de ces trois projets de loi adoptés le mois dernier par le conseil des ministres (le Monde du 17 mars 1983) a été précédée d'une longue et vaste consultation de tous les organismes administratifs concernés et des syndicats de fonctionnaires. Aucune de ces instances ne s'est prononcée contre le projet de gouvernement, même si quelques réserves ont parfois été formulées sur des points particuliers. C'est pourquoi M. Anicet Le Pors, ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives peut estimer aujourd'hui : « Le nouveau statut constituera tout à la fois le couronnement des réformes

de la dernière période, leur mise en cohérence, et une étape historique qui placera une nouvelle fois notre pays à la pointe de l'innovation dans la définition d'une fonction publique adaptée aux exigences de la démocratie et de la science à notre époque ».

Du côté de l'U.D.F., ce débat sera l'occasion de dénoncer la « chasse aux sorcières » contre les hauts fonctionnaires. Au R.P.R., M. Jacques Toubon reprochera au projet de trop insister sur les droits et pas assez sur les obligations des fonctionnaires envers l'Etat et envers les usagers. Selon lui, « cette mise à jour concerne davantage les fonctionnaires pris individuellement que la fonction publique considérée globalement ». Les opposants jugent excessifs les pouvoirs accordés aux syndicats.

Une tâche pratiquement terminée

Pour le gouvernement, le principe de l'égalité d'accès à la fonction publique est fondé sur le maintien des concours comme mode de droit commun pour le recrutement. M. Le Pors est un partisan déterminé de ce principe, tout en admettant que la loi puisse remédier aux inégalités sociales, comme ce fut le cas avec l'instauration de la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration. A propos du principe de l'indépendance des fonctionnaires à l'égard du pouvoir politique, M. Le Pors nous a déclaré : « La notion d'indépendance doit bien sûr s'entendre non pas comme celle de l'autonomie de l'administration vis-à-vis du gouvernement, mais comme consistant en une protection du fonctionnaire, donc du service public lui-même, contre les mutations politiques et administratives. Il importe donc que ces changements éventuels, qui sont, d'ailleurs, la loi de la démocratie, ne puissent pas mettre en question la garantie d'emploi du fonctionnaire, ce qui représenterait à son égard une pression inadmissible. » Il ne saurait donc, selon M. Lepors, exister un « système des dépouilles »

qui équivaldrait à des révocations déguisées.

La notion de citoyenneté des fonctionnaires couvre le problème des libertés individuelles et collectives de ceux-ci. Le projet de loi confirme naturellement le droit syndical des agents, mais il accorde aux organisations syndicales un rôle éminent de médiation avec les pouvoirs publics pour l'évolution des traitements et l'organisation du travail.

Une des innovations du projet gouvernemental réside dans la reconnaissance du « droit à la liberté d'opinion ». Mais le problème de la liberté d'expression ne risque-t-il pas de se heurter au principe de l'obligation de réserve des fonctionnaires et au devoir de discrétion professionnelle ? M. Le Pors évoque ainsi cette éventuelle contradiction : « L'obligation de réserve est une création du juge administratif. Son étendue dépend très largement de l'emploi occupé par le fonctionnaire. La liberté d'expression existe donc et les limites que lui impose

l'obligation de réserve continueront, comme par le passé, à être fixées par le juge administratif en cas de contentieux. »

Si le titre I du futur statut correspond au premier projet de loi soumis à l'Assemblée nationale, mercredi, sous la dénomination « Droits et obligations des fonctionnaires », et le titre II au projet intitulé « Dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat », le titre III sera consacré à la « Fonction publique territoriale » et il n'est signé que par M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

C'est surtout à propos de ce dernier texte que des objections nombreuses pourraient être présentées par les députés. Beaucoup de ceux-ci, qui exercent également des mandats locaux, redoutent en effet une sorte d'étatisation de la fonction publique territoriale. Ils craignent de voir réduite l'autorité et l'autonomie qu'ils possèdent actuellement à

l'égard des personnels communaux, départementaux ou régionaux. Ils relèvent une contradiction entre la décentralisation proclamée et les entraves ainsi portées à la liberté des élus. Ils redoutent un risque de rigidité et de politisation des cadres locaux. Le texte, cependant, lutte contre la précarité de ces emplois. Les nouveaux droits prévus concernent en effet quelque 550 000 fonctionnaires communaux, 100 000 départementaux, 50 000 régionaux et 600 000 appartenant aux établissements hospitaliers. Sur ce sujet, le clivage pourrait donc se faire plus en fonction des responsabilités électives des parlementaires qu'en raison de leur appartenance politique.

An total, avec l'adoption de ce statut général de la fonction publique mis à jour, la tâche que remplit M. Anicet Le Pors à la tête du ministère de la fonction publique et des réformes administratives depuis le 23 juin 1981 sera pratiquement terminée.

ANDRÉ PASSERON.

DIX PLACES OFFERTES POUR LA « TROISIÈME VOIE » DE L'ENA

Le premier concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration pour la « troisième voie d'accès », instituée par la loi du 19 janvier 1983, se déroulera à partir du 12 septembre prochain. Les demandes d'admission doivent être adressées avant le 1^{er} juin au directeur de l'ENA, 13, rue de l'Université, 75007 Paris. Pour ce premier concours, dix places sont offertes.

[Conformément à la loi, ce concours est ouvert aux candidats justifiant de l'exercice, pendant huit années au moins, des fonctions suivantes : membre non parlementaire d'un conseil régional ou d'un conseil général, maire ou adjoint au maire d'une commune de plus de dix mille habitants ; membre d'un organe national ou local d'administration ou de direction d'un syndicat de salariés ou de non-salariés considéré comme représentatif au plan national, membre élu du conseil d'administration d'une association relevant de l'utilité publique, d'une union relevant de la mutualité, du conseil d'administration d'un organisme de prestations sociales. Les candidats doivent être âgés de quarante et un ans au plus. Une préparation au concours est organisée par les soins de l'ENA, du 15 mai au 31 août.]



PARIS ALSACE

SUR VOLS BLEUS



DES PRIX QUI DONNENT DES AILES A VOS VOYAGES

PARIS-STRASBOURG 215^F

PARIS-MULHOUSE/BALE 275^F

Tarifs aller simple par personne au 1.1.1983: Jeunes, étudiants, conjoint, familles, 3^e âge, groupes (sous certaines conditions).

AIR INTER

Pour tous renseignements appelez AIR INTER PARIS Tél (1) 539.25.25 ou votre Agence de voyages

Certains voient l'immobilier en noir:

Nous vous aidons à voir plus clair.

Quand certains voient l'immobilier en noir, à la Banque de La Hénin, nous préférons vous aider à voir plus clair. Encore une fois pas d'attentisme, des idées.

Pour la Banque de La Hénin, l'immobilier n'est pas seulement une spécialité : c'est une vocation. Les conseillers que vous y rencontrez vous guident dans un domaine difficile, toujours en évolution, en partenaires soucieux de la valeur du conseil, de l'importance de la souplesse et des décisions rapides.

C'est comme cela que l'on devient et que l'on reste la première banque française de l'immobilier : il y a près de 100 banques spécialistes de l'immobilier en France, elles s'appellent toutes La Hénin.

Pour la Banque de La Hénin, l'ennemi n°1 de l'immobilier c'est l'immobilisme.

Banque de La Hénin
La Banque-orchestre de l'immobilier



Siege social: 16 rue de la Ville-Evêque 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15

tion du
voyage
au 1^{er}
par
Fau
de
ver
Fran
ecott
à fran
l'entre
et son

ait dou
urds à
2,6 mil
an.

eloppé
as sans
agmen
tion de
reprise
sauché
re 1982
emplois
arée du
« ente
puis à
l'écon
n. Les
s. une
naires
basses

ntation
(%) à
5,5 %
invité à
na l'at
ion de

roduc
orque
s clai
a pro
deux
visque
si) et
mains.
« rel
est la
aussi
ns de
ement
' a un
nage :

« xem
F. les
laque
« les
s de
pour
ne de

qu'il
l'hui
ment
ne de
mble
gon-
une
tra-
tique
pou-
tous.
ns.
iné-
nent
rtes,
is au
les
inan-
est :
les
s.

r.

T

566

s de
me,
mas-
nons
ance
(les
te) ;
dus
t de
(la
tres
non-
de
ner-
cua-
iale
audi
mis
vité-
co-
mi-

—

35

ne
es.
Le
si

POLITIQUE

LE PROJET DE DÉMOCRATISATION DU SECTEUR PUBLIC A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Bérégovoy : vouloir ignorer les travailleurs conduit à des blocages sociaux

M. Bérégovoy s'attache d'abord à justifier le principe même du texte : « Les entreprises associées des capitaux, des machines et des hommes. Toutes les décisions stratégiques, tous les choix financiers, tous les projets d'investissement mettent en jeu le devenir des travailleurs de l'entreprise : il concerne leur emploi, l'avenir de leur métier. L'expérience le prouve, affirme-t-il, « vouloir ignorer les travailleurs conduit à des blocages sociaux ». Il ajoute : « Le renforcement du dialogue social dans l'entreprise est le gage d'une plus grande efficacité économique ».

Ce texte répond, selon lui, à trois exigences : « Associer les travailleurs aux décisions tout en maintenant une claire distinction tant avec les organes nouveaux de direction qu'avec le rôle des organisations syndicales ; »

« Associer les travailleurs à l'organisation du travail ; »

« Reconnaître le rôle spécifique de l'encadrement. »

M. Bérégovoy explique que la légitimité des représentants des travailleurs dans les organes de direction sera assurée par leur élection. Il

ajoute : « La démocratie, c'est aussi l'exercice des responsabilités dans la clarté, sans confusion des rôles ni avec les organes qui assurent la gestion quotidienne de l'entreprise ni avec les instances, dont la fonction est de revendiquer et de défendre les intérêts des salariés à l'intérieur des entreprises. »

M. Millon (U.D.F.) : idéologie collectiviste

Ce projet associe « le bricolage institutionnel à l'incohérence économique, la désorganisation du système productif à la dilapidation consciencieuse des deniers publics ». Ce constat est dressé par M. Millon (U.D.F., Ain), qui défend une question préalable, procédure dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre. Estimant que le total des pertes des entreprises nationalisées a atteint 38,6 milliards de francs et leur endettement 302 milliards, M. Millon ajoute : « Les mesures prévues par ce projet sont d'un coût exorbitant ; la véritable discussion qu'il instaure est le gage d'une inefficacité renforcée du secteur public. »

L'Assemblée nationale a commencé, mardi 26 avril, la discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public. Ce débat, qui devait s'achever mercredi 27 avril, pourrait ne prendre fin que vendredi 29 avril, en raison du nombre important d'amendements (plus de trois cent cinquante) qui ont été déposés, essentiellement par l'opposition. M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., a indiqué mardi que son groupe envisage de saisir le Conseil constitutionnel sur différentes dispositions de ce texte. L'article premier du projet, qui fixe le champ d'application de la loi, a été adopté. Les sociétés filiales seront donc concernées à partir d'un seuil effectif de deux cents salariés. Un seuil plus élevé pourrait, en revanche, être retenu en ce qui concerne la composition des conseils d'administration. La concertation se poursuit sur ce point entre M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et les députés socialistes.

L'intervention d'instances extérieures aux entreprises qu'il encourage ne fait que renforcer l'immixtion des joutes politiques dans un milieu où elles n'ont que faire. »

« Ce projet illustre, selon le député de l'Ain, la soumission de l'impératif économique à l'obsession idéologique. » Le gouvernement offre ainsi « un somptueux cadeau aux syndicats censés [le] soutenir. Sans doute est-ce là le prix de leur silence », avance-t-il. En outre, le projet tend à « éliminer les cadres ». Bref, « c'est du centralisme démocratique revu et corrigé ».

Le second enjeu, assure M. Millon, c'est le risque de contagion, « l'effet domino » du projet sur l'ensemble de l'appareil productif français. « Le dessin gouvernemental ajoute-t-il, devient redoutable lorsque l'on transpose au secteur privé les principales dispositions qui vont être « d'abord » appliquées au secteur public. Une nouvelle marche est ainsi franchie vers la socialisation totale de l'économie française. »

Répondant au député U.D.F., M. Belorgey (P.S., Allier) déclare : « Votre pensée est si profondément pétrée de tradition autoritaire qu'elle vous rend incapable de mesurer à quel point cette tradition est devenue non seulement socialement inacceptable, mais encore économiquement pénalisante. »

Reprenant la parole, M. Bérégovoy souligne : « Loin de vouloir nationaliser tout et socialiser l'économie entière, nous entendons simplement que, partout où c'est nécessaire, l'intérêt général l'emporte sur les intérêts privés. » Réfutant les chiffres avancés par M. Millon concernant le nombre d'heures nécessaires aux salariés pour exercer leurs nouvelles responsabilités, M. Bérégovoy assure : « Nous avons

fait nos calculs : nous ne sommes arrivés qu'à 11 millions et demi d'heures de travail. Ce chiffre est à mettre en rapport avec les 3 200 millions d'heures travaillées au total : il représente 0,2 % de la masse salariale. Sait-on que l'absentéisme représente aujourd'hui 7 % de cette même masse ? Au lieu de compter réduire l'absentéisme par la contrainte, poursuit le ministre, nous préférons faire confiance aux salariés pour qu'ils organisent leur travail de manière à éviter les absences. »

La question préalable est repoussée par 327 voix contre 159 sur 487 votants et 486 suffrages exprimés.

Dans la discussion générale, M. Chomaz (P.C., Loire) déclare notamment que « la droite passe sur les choix industriels et financiers qui président à l'élaboration des contrats de programme dans les entreprises publiques à l'Etat ». Face à cette action, estime-t-il, « il est indéniable que nous enregistrions un retard important pour tirer tout le profit possible des nationalisations votées et des nouveaux droits reconnus aux travailleurs ». Ce retard, ajoute-t-il, « compte de façon non négligeable dans les difficultés que rencontre le gouvernement ».

M. Noir (R.P.R.) : le « nirvana » socialiste

M. Noir (R.P.R., Rhône), commence par évoquer : « le nirvana parlementaire socialiste, où l'on se « shoote » à l'appropriation collective des biens de production et à la confiscation du pouvoir par les syndicats marxistes, ces deux stupéfiantes préférences de la nervose socialiste ou communiste ». Le député R.P.R. affirme que le nouveau sec-

teur nationalisé a connu en un an les plus mauvais résultats qu'il ait jamais réalisés. Parlant des dispositions du texte, il déclare : « Seules les grandes centrales syndicales pourront présenter des listes ; selon toute vraisemblance, les permanents syndicaux seront les élus au détriment des salariés de l'entreprise. (...) Les conditions à remplir pour être électeur et être éligible accorderont à la C.G.T. le vote des gros bataillons de travailleurs immigrés, dont certains... c'est une innovation juridique à relever - pourront être dirigés par des entreprises publiques détenues par le nation français, alors qu'ils n'ont pas la nationalité française ! »

L'article premier définit les différentes catégories d'entreprises entrant dans le champ d'application de la loi : 1) les établissements publics industriels et commerciaux (EPIC) de l'Etat autres que ceux dont le personnel est soumis à un régime de droit public ; les autres établissements publics dont la majorité du personnel est soumise aux règles du droit privé ; 2) certaines sociétés spécifiques telle E.R.F. Aquitaine (le Monde du 23 avril) ; 3) les entreprises où l'Etat détient directement plus de la moitié du capital social, ainsi que les sociétés à forme mutuelle nationalisées, c'est-à-dire tous les types d'entreprises de premier rang ; 4) les sociétés filiales, dont la moitié du capital est détenue, à lui seul, par l'Etat et ses établissements et sociétés, depuis plus de six mois, et dont le nombre de salariés employés, en moyenne au cours des deux dernières années, est au moins égal à deux cents ; 5) les autres sociétés qui, par la répartition de leur capital, ne sont pas filiales à plus de 50 % des sociétés et établissements visés par ce même article, mais qui relèvent cependant du secteur public, plus de la moitié de leur capital étant détenue conjointement par l'Etat et ses établissements publics. Le seuil de deux cents est également institué pour ce type de sociétés qu'il est convenu d'appeler sociétés « co-détenues ».

Les députés adoptent un amendement du gouvernement tendant à exclure les caisses nationales de Sécurité sociale du champ d'application, un amendement de M. Noir, précisant qu'une liste des entreprises relevant de la première catégorie (EPIC) sera communiquée au Parlement à la date de promulgation de la loi, puis un amendement du gouvernement complétant la liste des sociétés figurant dans la deuxième catégorie (le Monde du 23 avril). Il est en outre précisé que le projet concerne les sociétés « anonymes ».

L'Assemblée repousse ensuite plusieurs amendements défendus par l'opposition tendant à modifier le seuil de deux cents salariés retenu pour les sociétés filiales. Les seuils de deux mille, cinq cents et trois cents salariés sont ainsi successivement repoussés. L'article premier est ensuite adopté.

M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine) estime que le secteur public est livré à l'« hégémonie syndicale ». Il affirme ensuite : « Un syndicat doit rester un syndicat. Ce n'est pas le rôle d'un syndicat de gérer les entreprises, à plus forte raison en matière de répartition des tâches de l'Etat. Les syndicats sont des contre-pouvoirs nécessaires. Ils ne peuvent être à la fois le pouvoir (ou partie du pouvoir) et le contre-pouvoir. Vous allez les mettre en porte-à-faux. »

M. Benard (P.C., Aisne) souligne qu'il s'agit de compléter et non d'achever le processus de nationalisation. Il note : « Ce projet ouvre des perspectives, des possibilités, des

Le livre sur le fascisme à la française

BERNARD-HENRI LÉVY

L'idéologie française



Le LIVRE de POCHÉ

APPEL POUR UNE FRÉQUENCE MUSULMANE A PARIS

Après la publication par la Haute Autorité de la liste des stations radio libres autorisées à Paris, il est étonnant qu'aucune fréquence à caractère musulman n'ait été attribuée, alors que des fréquences confessionnelles ont été accordées aux communautés chrétienne et juive. La communauté musulmane, représentant numériquement la seconde religion en France, ne saurait accepter de se voir privée d'une fréquence propre et ainsi lésée dans un de ses droits les plus élémentaires, à savoir sa liberté d'expression.

Conformément aux souhaits de la Haute Autorité, un regroupement entre les radios à caractère musulman composé de Radio Arabe de Paris, Radio Maghreb Arabe et Radio Paris-Méditerranée avait pourtant été constitué, présentant toutes les caractéristiques requises. Ce regroupement renouvelé publiquement sa demande à la Haute Autorité d'attribuer une fréquence à la communauté musulmane, ce qui correspond aux aspirations légitimes de plus de 500 000 personnes en région parisienne.

UNION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EXPRESSION DE LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE (U.D.E.M.)

Je soutiens l'appel de l'U.D.E.M. pour une fréquence musulmane à Paris.

Nom : Prénom :

Adresse :

A retourner à l'U.D.E.M., 14 rue Jean-Mermoz - 75008 Paris

QUARTIER BOURSE - IMMEUBLE COMMERCIAL et HABITATION

1000 m² de superficie utile

S.F.G.I. Tél. 265.41.21

23, rue de l'Arcade - Paris 8^e

Circuit rapide pour anglais courant.

PROCHAINS COURS INTENSIFS le 2 mai 1983

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE 20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325.41.37



ENTREPRISES NATIONALISEES ET SOCIALISME

rentabilité, service public autogestion

par Philippe BRACHET

préface de Laurent FABUS

ministre de l'Industrie et de la recherche

secteur public et maîtrise de l'économie

entreprises publiques et planification

rentabilité du capital public

contrôle public et autogestion

UN OUVRAGE DE REFERENCE

205 p., 64 F.

éditions du CERF

Les débats «sereins» du groupe socialiste...

La rigueur s'entend. Il est comme cela, d'un bloc. A prendre ou à laisser. La rigueur de son caractère, souvent, déroute. Ce rigorisme, comparé au laxisme dont font preuve envers leurs principes tant d'hommes politiques, force l'admiration. Mais c'est vrai que, dans la vie de tous les jours, il n'est pas facile de découvrir les penchants pour la convivialité chez un - presque - chevalier taurin... En un sens, il ressemble un peu à M. Mermaz. Difficulté commune de communication, sans doute.

Le président de l'Assemblée nationale, en cette matière, a fait beaucoup de progrès depuis deux ans. Le président du groupe socialiste est lui aussi sur la bonne voie. Bien sûr, M. Joxe a mis du temps à reconnaître que les journalistes ne sont pas - par définition - des ennemis, voire des instruments d'un vaste complot dirigé, pêle-mêle, contre la parti socialiste, le groupe socialiste, M. Joxe et le socialisme...

Mais c'est fait : parce que, en effet, le « message » passait parfois mal entre M. Joxe et la presse, depuis quelques semaines un « dialogue » s'est instauré. Une collaboration du groupe socialiste est désormais chargée des « relations avec la presse », et, mardi 28 avril, pour la deuxième fois, M. Joxe s'est entretenu avec les journalistes parlementaires pour rendre compte des débats internes du groupe socialiste.

C'est bien simple : on s'y croyait presque ! Bien sûr, pour une meilleure compréhension de son auditoire, le narrateur avait fait l'économie de ces petites scories que sont les divergences entre députés socialistes dont « on » - la presse - a trop souvent tendance à exagérer l'importance. Et puis, c'est pour le bon motif : la clarté du débat...

Trois thèmes ont été abordés au cours de cette réunion : « Sécurité et liberté ». - Il s'agit de l'« affaire » de l'amendement socialiste abrogeant et modifiant certaines dispositions de la « loi Peyrefitte ». Une « réflexion se poursuit », a dit M. Joxe, pour aboutir à « une meilleure formulation d'un texte qui, plus qu'une loi, pose de problèmes juridiques ».

Soucieux de recueillir certains commentaires tendant à faire porter la

responsabilité de cet amendement sur son auteur, M. Jean-François Michel, M. Joxe a affirmé que ce texte, par rapport aux dispositions votées par le Sénat, était « protecteur des libertés ». Le rôle de M. Michel a donc été présenté « de façon inverse à la réalité ».

M. Joxe n'a pas dit, en revanche, que le groupe socialiste est désormais bien disposé à laisser le charbonnier se débrouiller dans cette affaire et assumer - enfin - ses responsabilités. Un amendement du gouvernement va être présenté au Sénat ? Fort bien. Que le gouvernement trouve - seul - une meilleure formule juridique pour réparer une bavure dont il est, à l'origine, la responsable. Les députés s'en préoccupent lorsque le texte reviendra devant l'Assemblée nationale. Et puis, à cette occasion, M. Badier pourra clarifier sa position.

De nombreux députés socialistes, mais aussi des collaborateurs du président de la République ont été en effet agacés par la manière dont certains organes de presse ont rendu compte du rôle joué par le garde des sceaux et, singulièrement, de ses silences. En substance : le « gend^l » défenseur des libertés individuelles (M. Badier) succède aux « médiateurs » partisans de mesures « sécuritaires » (M. Franceschi et Dufrenoy).

Au bout du compte, le principal responsable du vide juridique créé dans la loi (le Monde du 24-25 avril) n'est-il pas le signataire du projet de loi, c'est-à-dire le ministre de la Justice ? Et celui-ci n'a-t-il pas fait savoir - par écrit - à M. Franceschi qu'il était d'accord avec la position défendue par le gouvernement au Sénat, c'est-à-dire avec un texte beaucoup plus restrictif des libertés individuelles ?

Mais cela, ce sont les « scories » des débats entre socialistes. D'ailleurs, si on demandait à M. Joxe ce qu'il pense de la démarche de M^{me} Gisèle Halimi, qui a demandé à rectifier son vote (pour voter contre) sur l'amendement de M. Michel, il répondrait sûrement qu'il s'agit d'un épiphénomène...

« La démocratisation du secteur public. » Il s'agit du seuil effectif à partir duquel des sociétés filiales en-

treront dans le champ d'application de la loi (le Monde du 23 avril). Le seuil de deux cents salariés - finalement retenu - n'est pas « magique », a dit M. Joxe. Là aussi, une réflexion se poursuit pour trouver « une formule transactionnelle » ; « Tout le monde souhaite aboutir à un accord ». Pourquoi dramatiser ? « C'est forcé qu'il y ait des discussions. » Et ce n'est pas pour rien qu'existe la procédure des « nouvelles » parlementaires. Alors, il ne faut pas parler de conflit là où il n'y a qu'une saine consultation entre le gouvernement et sa majorité ! Mais le président de la République lui-même n'a-t-il pas pris une position contraire à celle du gouvernement ? Réponse : « La plus haute autorité de l'Etat, c'est le peuple souverain ! »

« Service national. » Le projet de loi sur le service national spécifique que le duré du service national est de douze mois, alors que cette mention existe déjà dans le code du service national. Les socialistes se sont émus de cette disposition, craignant que le gouvernement n'ait renoncé à réduire cette durée. M. Henu, ministre de la défense, qui s'exprimait devant le groupe socialiste, a apporté des apaisements. Cette disposition, a rapporté M. Joxe, est donc « superflue » et ne sera pas confirmée. On suppose qu'elle sera supprimée, mais M. Joxe ne l'a pas dit explicitement.

La proposition, a confirmé M. Henu, a mis à l'étude des dispositions permettant de réduire la durée du service national. Et puis ce projet constitue « une » loi et non pas « la » loi du service national. « Il ne s'agit pas d'une réforme du service militaire. Il y a malentendu entre vous et moi. Je reviendrai devant vous pour vous parler de cette réforme que je continue d'étudier à tête reposée », a ajouté M. Henu. « Malentendu » ? Bref, un quiproquo...

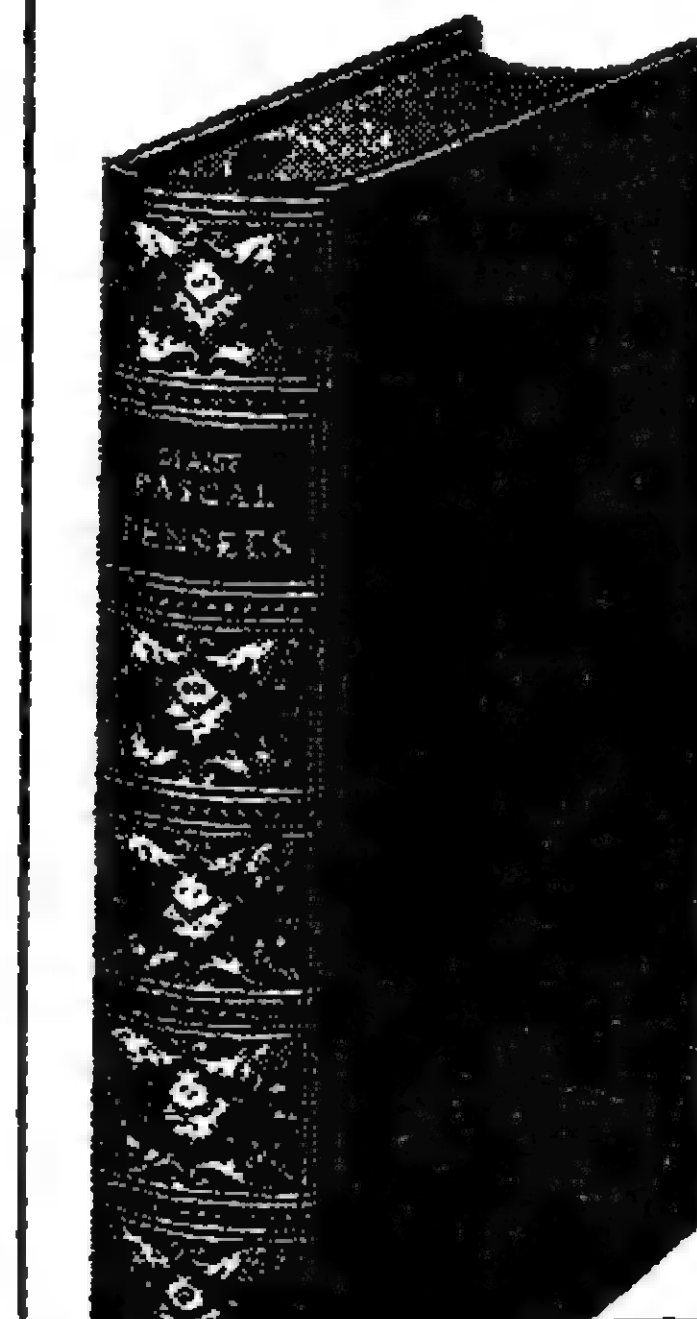
« Sécurité et liberté », démocratisation du secteur public, service national : trois débats sereins précédés - à tort - comme des conflits... Les relations entre le groupe socialiste et le gouvernement ? Ça marche ! La dialectique de M. Joxe aussi.

LAURENT ZECCHINI

Je suis... (signature)

LES POLÉMIQUES SUR L'EXISTENCE DES CHAMBRES A GAZ

* Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.



A partir du mercredi 27 avril à Paris

LE JOURNAL D'HITLER

s'ouvre pour les lecteurs de

PARIS
MATCH

il est controversé, vous pourrez vous faire une opinion

*Il s'agit de l'original du journal
Hitler pendant son séjour en
Russie. L'écriture est très
difficile à lire, mais on peut
voir que Hitler était très
intéressé par la culture
russe.*
Le 13/11/1922
H. Hitler

*Dieu nous aide !
La grande offensive tant attendue a commencé.
Manuscrit non daté, vraisemblablement du 16 avril 1945.*

« Je vais dès maintenant consigner par écrit mes initiatives et mes pensées politiques comme
chaque homme politique, afin qu'elles passent à la postérité ».

« La grande offensive tant attendue a commencé. Que Dieu nous aide ! »
Manuscrit non daté, vraisemblablement du 16 avril 1945.

Lorsque Hitler commence à tenir son journal en 1932, il est sur le tremplin du pouvoir. Sa dernière note date d'environ
deux semaines avant son suicide. L'écriture d'Hitler est devenue floue et à peine lisible.

DANS CE NUMERO

Comment les carnets furent découverts

Les fac-similés de l'écriture d'Hitler

Ses jugements saisissants sur son entourage

LA SEMAINE PROCHAINE

L'Affaire Rudolf Hess

**UN EVENEMENT DU JOURNALISME
UNE CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DU SIECLE**

tion du
royaume
au et les
par le
F. F. F.
après le
voté
France
écrit
à l'entre-
et son

ait des
urds de
2,6 mil-
an.
eloppé.
as sans
signe-
tion d
reprise
sauché
re 1982
emplois
rée du
ent-
pas à
écom-
n. Les
s. une
naires
basses

otation
(%) à
5 %),
vité a
ne l'an
on de

roduc-
orque
et clai-
a pro-
deux
visique
et
mais.
rele-
est la
aussi
us de
ement
a un
nage :

exam-
P. les
laque
les
us de
pour
se de

qu'il
l'hui-
ment
ne de
mble
gon-
une
tra-
tique
pou-
tous-
ns.
iné-
nent
ries,
is au
les
inan-
est
les
s.

T

ses

s de
une,
ma-
nces
ance
les
se) ;
dus-
t de
(la
bras
son-
de
sur-
iale
audi-
mis
visi-
mi-

es

ne
na,
Le
ni

ÉDUCATION

L'AGITATION UNIVERSITAIRE

A JUSSIEU : on a limité la casse

Une université sans affichage sauvage ni slogans peints sur ses façades ne serait plus une université. Jussieu ne fait pas exception à la règle. Vieilles prémisses pour avoir trop vécu, elle livre aux visiteurs ses murs poissés de colle et aveuglés de paroles. Sur l'escalade de la tour, mardi 26 avril, à une assemblée générale organisée par le comité de coordination étudiant - dans lequel se retrouvent des représentants de l'UNEF-Indépendante et démocratique (animée par des trotskystes et des socialistes) auprès d'étudiants dits « apolitiques » - à laquelle s'est jointe l'UNEF-Solidarité étudiante (proche des communistes).

Dans l'amphithéâtre, environ quatre cents étudiants se tassent les uns contre les autres. Dès les premières secondes, le ton monte. L'ordre du jour est serré. Il ne s'agit pas à quelques-uns, le but est trop évident : faire voter la grève générale avant de rejoindre les étudiants de Censier et de Tolbiac qui doivent venir les chercher pour aller manifester (via le métro) à l'Assemblée nationale. Des points d'accord émergent des interventions, comme l'opposition à la sélection et aux concours entre le premier et le deuxième cycle, mais les discussions sont grandes. Il y a ceux qui préfèrent organiser des discussions sur le projet dans les unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) avant de décider des actions à mener. Il y a les partisans du dialogue avec les parlementaires et d'une rencontre avec les représentants du gouvernement et ceux qui craignent toute forme de récupération.

Plus prompts à s'inscrire sur la liste des intervenants, les représentants des deux UNEF occupent la

parole : « Ras-le-bol les syndicats », s'exclame-t-on. Pourtant ceux-ci s'expliquent : il faut prendre garde à l'assimilation avec les grèves d'Assas et de Malakoff menées par la droite. Pas question de dire non au projet Savary. « En de nombreux points la réforme est justifiée », soulignent les étudiants. Le « retour de la loi » figure sur une banderole du comité, mais, la discussion porte finalement sur un report de l'examen du projet de loi au Parlement. Bien seule, l'UNEF-Solidarité étudiante prêche pour une discussion rapide à l'Assemblée nationale. On veut faire taire son représentant, et faire d'y parvenir on tente de le faire sortir.

Le jeu est évident. Plus les uns semblent se lâcher, plus les autres tentent de les contenir. L'arrivée des représentants de Tolbiac sauve l'assemblée générale. Ils viennent d'adopter une plate-forme qui revendique le libre passage entre le premier et le deuxième cycle (sans concours ni *numerus clausus*), ils invitent à manifester jusqu'à l'Assemblée nationale, où une délégation est repue par des parlementaires, et demandent un report à l'autonomie des discussions du projet de loi à l'Assemblée nationale. Rendez-vous est aussi pris pour le jeudi 28 avril à l'occasion de la manifestation nationale à laquelle appellent les deux UNEF.

Cette plate-forme arrive à propos. On l'approuve. On l'adopte. Pour les uns, c'est une petite victoire, pour les autres, « on a limité la casse ». En tout cas, toute décision de grève générale est reportée à l'assemblée de jeudi, avant la manifestation.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Le malentendu

De Montpellier à Paris, la plus grande crainte exprimée par les étudiants en grève reste la peur de voir leur mouvement « récupéré ».

Nicole, étudiante en sciences économiques à l'université de Montpellier-I, se méfie des organisations « un peu trop empressées à apporter leur soutien et qui proposent d'imprimer nos tracts ». Pascal, qui prépare une licence en droit au centre universitaire de Malakoff (Paris-VI), s'étonne que des enseignants, membres du Syndicat autonome, aient soutenu « promis de soutenir un mouvement de grève » alors qu'ils « ont contribué à la déclencher ». Des étudiants de l'université de Paris-I réunis, mardi 26 avril, devant l'Assemblée nationale reprochent aux syndicats étudiants de gauche de se faire « manipuler par les députés du P.S. et du P.C. ». Les adhérents des deux UNEF croient bien haut, quelques mètres plus loin, qu'« il faut rejeter l'offensive des groupes de droite et d'extrême droite qui ont soutenu sous Saurier-Saint les attaques contre l'Université ».

Étonnante situation où chaque étudiant se méfie de son voisin qui pourrait favoriser des « visions partiales ». Au milieu de ce tourbillon, un grand nombre de jeunes se déclarent inquiets. Ils entendent beaucoup de commentaires divergents à propos d'un projet de loi qu'ils connaissent mal. Mais le peu qu'ils en savent, de quoi le tiennent-ils ? « De nos professeurs », répondent des étudiants de Montpellier. Des professeurs ont fourni aux assemblées générales réunies ces dernières semaines des bribes du projet soulignées au crayon rouge.

« Non à la sélection »

« On nous utilise pour des enjeux qui ne nous concernent pas vraiment », dit un gréviste parisien. Selon lui, des enseignants ont enfin trouvé le moyen « de s'opposer efficacement aux réformes qui risquent de toucher leurs intérêts professionnels : les

horaires, la représentation dans les conseils, le système des facultés, la hiérarchie des corps ».

Au-delà des clivages politiques et syndicaux, il est évident que le projet de loi ne fait pas l'unanimité chez les enseignants. Certains d'entre eux craignent que la réforme n'aggrave leurs conditions de travail. Le vœu de M. Savary d'accueillir un plus grand nombre de jeunes dans les universités, de mieux les encadrer, implique en effet une présence plus soutenue des enseignants et les incite à augmenter le suivi pédagogique qu'ils assurent.

Quelle convergence ?

Si la grève des étudiants permet de faire tomber aux urnes le projet de loi, les enseignants convergeront-ils avec leur statut sans avoir eux-mêmes pris trop de risques dans l'action. Quels peuvent être les points de convergence entre des étudiants qui dans la rue scandent « non aux concours, non à la sélection » et les dirigeants du Syndicat autonome qui, rapus le mercredi 20 avril par la commission des affaires culturelles à l'Assemblée nationale, reprochaient au projet de loi de présenter « le même défaut que la loi de 1988 : il est minutieux et contraignant sur certains points, tels que la composition des conseils, et imprécis sur des questions aussi importantes que la sélection ».

Le malentendu entre le ministre de l'Éducation nationale et les étudiants semble profond. M. Savary souhaite réhabiliter l'enseignement supérieur et permettre à l'Université d'assurer au mieux son rôle de formation en évitant que trop d'étudiants ne sortent sans qualification du système éducatif. Inquiets pour leur avenir, les grévistes de mai 1983 scandent : « Non à la dévalorisation des diplômes ». Ne serait-il pas plus sage que chacun s'explique, avant d'en venir, comme en médecine, à la nomination d'un conseil de médiateurs ? Le dialogue est plus efficace quand il s'établit directement.

SERGE BOLLOCH.

A LYON-III : ici, la grève, c'est un gros mot

(Suite de la première page.)

Selon M. Guichard, le « droit pur » serait réduit à la portion congrue : sur trente-sept heures hebdomadaires de cours, deux seulement seraient, d'après ses informations, relatives à ce dernier.

Beaucoup d'hypothèses tout de même pour un mouvement qui part très fort, la barre à droite. Certes, le doyen Guichard, candidat R.P.R. aux récentes élections municipales, nous a précisé : « Je ne suis pas allé chez les étudiants, je n'ai pas pris position devant eux. En tant qu'administrateur, j'organiserai les examens ». Mais le professeur - qu'il est aussi - rejoindra sans doute dans l'action ses collègues du syndicat autonome, largement majoritaire à Lyon-III.

CLAUDE RÉGENT.

Faits et jugements

Seize mois de prison pour deux inconnus bretons

Deux inconnus bretons, dont la comparution devant le tribunal correctionnel de Rennes, le 29 mars, avait donné lieu à des heurts entre manifestants et forces de l'ordre (*le Monde* du 31 mars), ont été condamnés, le 26 avril, à seize mois de prison, d'une part pour incitation à la dégradation de matériel, les deux peines étant confondues, avec signale notre correspondant à Rennes, Gérard Chailion, vingt-trois ans, et Yannick Le Bohec, vingt ans, avaient été arrêtés en novembre 1982 pour incitation et avaient refusé de revêtir l'uniforme.

Le jour du procès, deux gendarmes avaient été blessés et quatre personnes interpellées. dont deux avaient été condamnées quelques jours plus tard à deux mois de prison ferme. Les deux inconnus bretons, dont l'un affirmait que ce jugement était « un signe de faiblesse » et qu'il refusait de servir « dans une armée d'occupation ». Le président du tribunal a indiqué, pour sa part, que le tribunal avait jugé « non pas des inconnus bretons, mais des inconnus ».

Irregularités dans la gestion des prisons de Lyon

Une information judiciaire a été ouverte par le parquet du tribunal de grande instance de Lyon pour abus de confiance, à la suite d'importantes irrégularités dans la gestion de la ville, ont affirmé ce jugement était « un signe de faiblesse » et qu'il refusait de servir « dans une armée d'occupation ».

Le président du tribunal a indiqué, pour sa part, que le tribunal avait jugé « non pas des inconnus bretons, mais des inconnus ». Le « trou » s'élevait à 369 000 F, une somme qui correspond à des factures impayées. Des fournisseurs ont porté plainte. C'est en 1981, à sa nomination comme sous-directeur des prisons de Lyon, que M. Christian Carlier a noté des anomalies dans le fonctionnement du mens. La comptabilité a alors été étudiée, et l'on a découvert des falsifications de documents. Un comptable avait été inculpé, le 14 janvier 1983, pour abus de confiance. La chancellerie, alertée, a demandé un rapport à l'administration des prisons, et c'est à partir de ce rapport que le parquet a décidé d'ouvrir une nouvelle information judiciaire.

« Aux assises de l'Ain, à Bourg-en-Bresse, Yves Pontchou, trente-trois ans, économiste dans un hôpital d'Étienville (Ain), accusé d'avoir violé et tué Monique Soubeyran, une jeune infirmière, avant de brûler son cadavre (*le Monde* du 23-24 janvier), a été condamné, le 23 avril, à vingt ans de réclusion criminelle. L'avocat général avait requis la réclusion criminelle à perpétuité, tandis que l'avocat d'Yves Pontchou, M. Perret, plaidait l'acquiescement pour manque de preuve.

UNE CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE

Des règles plus strictes pour l'attribution des aides publiques à l'école privée

Préciser les bases sur lesquelles les contrats simples et les contrats d'association peuvent être conclus entre l'État et les établissements scolaires privés, tel est l'objet d'une circulaire que le ministre de l'Éducation nationale vient d'adresser aux commissaires de la République ainsi qu'aux recteurs et aux inspecteurs d'académie (*le Monde* du 27 avril). Dans ce texte, le ministre écrit que ces décisions lui paraissent « s'imposer pour une gestion rigoureuse des moyens de l'éducation nationale », pour la « nécessaire harmonisation des initiatives publiques et privées appelées par tous les partenaires du système éducatif français » et compte tenu des « évolutions à venir » qui ne pourront être déterminées « qu'à partir

d'une définition claire des droits et des obligations actuelles de chacun ».

Il ne s'agit pas de règles proprement nouvelles qui modifieraient les contrats en cours et par conséquent l'attribution des crédits aux établissements privés associés à l'État. Les dispositions énoncées concernent les demandes de nouveaux contrats et, surtout, d'« avenants » ; c'est-à-dire d'extensions de contrats existants à de nouvelles classes ou sections pour la rentrée prochaine. Elles traduisent une définition plus stricte des critères de décision de la part des pouvoirs publics.

« Il sera aussi refusé aux nouvelles classes « tant que leur taux d'encadrement n'atteindra pas les niveaux admis dans les classes correspondantes des établissements publics ».

Contrats d'association pour les classes maternelles

« Il n'appartient pas souhaitable d'imposer aux communes qui ne possèdent pas de classes maternelles publiques d'entretenir des classes maternelles privées ».

Le ministre invite à renouer avec la pratique en usage au cours des premières années après le vote, en 1959, de la loi Debré : consulter la commune, sans exiger cependant son accord préalable pour décider de la signature du contrat.

Contrats simples

« Ils ne peuvent être conclus par l'État qu'avec des écoles et non avec des collèges et des lycées. Les autorités administratives veilleront à faire respecter les limites d'encadrement » entre les écoles privées et publiques.

La circulaire traite principalement des contrats d'association. La signature des contrats simples, applicables seulement aux écoles primaires, ne laisse en effet que peu de marge d'appréciation aux représentants de l'État.

Contrats d'association

Pour accepter ou refuser un contrat, les représentants de l'État devront apprécier le « besoin scolaire » auquel répond l'établissement privé demandeur.

« Le choix des familles, guidé par le « caractère propre des établissements », est reconnu comme un « élément essentiel » parmi les critères à considérer. Le droit des parents à opter pour le « genre d'éducation qui emporte leur préférence » est donc affirmé. Il faut toutefois que « les contraintes de localisation » dans les prochaines lois de finances, les moyens nécessaires, en particulier à l'attribution de nouveaux contrats individuels aux maîtres du privé.

« L'État ne saurait admettre de passer un contrat pour une formation dont l'utilité ne serait pas reconnue ».

Pour que les élèves du secondaire puissent s'orienter, « conformément

à leurs aptitudes et à leurs goûts », ils doivent trouver un éventail de formations et d'options (langues vivantes, spécialités professionnelles...). La carte de ces possibilités offertes aux familles repose sur des prévisions et sur une « planification de l'effort de l'éducation nationale ». Le ministre rappelle que ces prévisions, établies après consultation des collectivités locales, des milieux professionnels, des enseignants et des parents, doivent servir de « cadre de référence » pour apprécier l'utilité de l'ouverture d'une classe ou d'une section dans l'enseignement privé, et donc pour leur accorder ou non le bénéfice du contrat. Il s'agit d'éviter « les doubles emplois entre établissements privés ».

« La prévision des besoins scolaires et des besoins des employeurs déterminent celle des besoins futurs dans les secteurs de formation.

Ainsi, le Parlement pourra-t-il inscrire, « avec le maximum de précision » dans les prochaines lois de finances, les moyens nécessaires, en particulier à l'attribution de nouveaux contrats individuels aux maîtres du privé.

« Le contrat sera refusé en cas « d'insuffisance pédagogique (par exemple dans le cas de résultats trop faibles aux examens ».

Chemin faisant

Les avis divergent, et c'est très révélateur. La circulaire du ministre de l'Éducation nationale sur les critères pour la signature de nouveaux contrats entre l'État et les établissements privés modifie-t-elle les règles du jeu ? A s'en tenir au texte, pas vraiment. Au vu des difficultés rencontrées ces dernières années (litiges sur le versement par les communes du forfait de fonctionnement, création d'un centre pédagogique à Amiens refusé par le ministre, limitation d'ouvertures de sections de techniciens supérieurs dans des lycées privés), M. Savary a jugé bon de rappeler le contenu de la réglementation et le jurisprudence. Il en profite pour préciser les critères d'appréciation dont les commissaires de la République et les autorités administratives

devront user pour répondre aux demandes de l'enseignement privé. Au passage, toutefois, quelques « détails » se font jour, pas tout à fait anodins : le droit pour les familles de choisir un « genre d'éducation » est qualifié d'« essentiel » ; « l'insuffisance pédagogique » d'un établissement sera prise en compte et pourra écarter du bénéfice du contrat. Surcoût, les besoins en personnel, évalués à partir des prévisions d'effectifs d'élèves et de débouchés pour les sections professionnelles, devront harmoniser la procédure des créations de postes. A l'avenir, le privé sera soumis à la même règle que le public : pas de prise en charge par l'État qui n'ait été inscrite au budget de la nation.

Du coup, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.P.-P.C.) et le Comité national d'action laïque (CNAL) soulignent : cette dernière mesure marque « la fin d'un privilège de l'enseignement privé ». Jusqu'alors, les établissements privés pouvaient, et le nombre d'élèves d'une classe dépassait la norme, ouvrir une seconde classe et obtenir l'extension du contrat, sans empiéter de cette nouvelle classe, l'école publique, faute de postes budgétaires, était parfois conduite, dans un cas semblable, à différer le doublement de la classe surchargée.

Le chanoine Paul Guibertoux, secrétaire général de l'enseignement catholique, ne s'indigne pas d'une telle « harmonisation ». « Il nous semble normal que soit accordé équitablement au public et au privé ce qui leur revient », nous a-t-il déclaré.

ajoute que, même si le nombre de contrats nouveaux inscrits au budget pour 1983 est de 500 contre 2 000 l'année précédente, il ne s'agit pas encore de « crédits limités » au sens strict, puisque « on ne nous demande pas de nous arranger entre nous pour ne pas dépasser le chiffre prévu ».

Quelques jours auparavant, M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), nous avait, lui aussi, affirmé sa bonne volonté avec presque les mêmes mots : « Il serait normal que nous prenions en compte les difficultés du pays ».

Le son est d'une autre tonalité chez celui dont les positions ont été les plus dures, l'hostilité la plus constante aux projets de M. Savary. M. Claude Tardy, président du Syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC-C.F.T.C.), sous bénéfice d'inventaire du texte de la circulaire, livre sa première impression : « Un texte extrêmement préoccupant ».

Des laïques disent : « Bravo, M. Savary ! ». Les plus opposants, dans le privé, restent opposants, et le secrétaire général de l'enseignement catholique fait ce diagnostic : « Le texte du ministre n'est pas un sacre fermé ». Une fois encore, M. Savary a navigué au plus juste. Depuis sa rencontre, le 14 février, avec la commission permanente de l'enseignement catholique, des membres de son cabinet se sont, à deux reprises, réunis avec des dirigeants du privé. Il n'y a ni aménagements ni ruptures. Il y a comme... « chemin faisant ».

CHARLES VIAL.

Formations

MICRO INFORMATIQUE

sessions intensives 3 à 5 jours

Aide à la décision

MULTIPLAN, VISICALC, SUPERCALC

Traitement de texte

WORD STAR, EASY WRITER, SIRIUS-WRITER II, TEXTOR

Gestion de données

D BASE II (niveau 1 et 2)

Langages de programmation

BASIC (Niv. 1 et 2), PASCAL

Télécommunications et réseaux

GROUPE SIGMA

sessions intensives de formation

informatique et microinformatique

(1) 325.63.30

Voyagez à l'étranger

gratuitement

Ou presque. Comment ? En lisant SPHÉRON, la revue internationale de course à pied.

Le numéro d'avril-mai vous comméme - en couleurs et en noir-blanc - en Roumanie, en Ethiopie, en Argentine, en Inde, en Nouvelle-Zélande, en Angleterre et à Porto-Rico, sans pour autant délaisser la France, la Belgique et la Suisse.

Avec la clé en concours dont les grands prix sont... un voyage à New York et un voyage à Dublin.

Prix de l'abonnement : 120 F par an (plus de 600 pages). Chèques à l'ordre de

O. Roig, L'Escalade A3

74160 St-Julien-en-Genevois

C.C.P. 3083.71 J LYON

Numéro spécimen gratuit sur demande.

LE COMMISSARIAT DE LA MARINE
LE COMMISSARIAT DE L'AIRrecrutent en 1983 par un concours unique
16 ÉLÈVES COMMISSAIRES

parmi les juristes et économistes titulaires d'un diplôme permettant de se présenter à l'ENA et désireux d'allier une carrière d'officier à des responsabilités administratives.

Unités d'âge : 25 ans au plus au 1^{er} janvier 1983 (26 ans après service national).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 23 JUIN 1983

Renseignements :

- Direction centrale du commissariat de la Marine

2, rue Royale, 75008 PARIS. Tél. 260.33.30 poste 21398.

- Direction centrale du commissariat de l'Air

26, bd Victor, 75015 PARIS. Tél. 552.24.51 ou 552.24.54.

(Publicité)

UNIVERSITÉ DE PARIS I

CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE ET PUBLICATIONS DE LA SORBONNE

CASSETTES SUR LES LOIS AUROUX

Cassette n° 1 disponible : LOI DU 4 AOÛT 1982

● Règlement intérieur et droit disciplinaire

● Expression des salariés

Renseignements : Centre d'Éducation Permanente, 14, rue Cujas - PARIS (5^e)

Tél. : 329-25-23 - 329-12-13 Poste 3317

Tél. : (1) 30.00.00 ASSOCIATION CULTUELLE POUR LE TOURISME ET LES ÉCHANGES (ACTE International) 13, rue de Grenelle 75007-PARIS Agrément de Tourisme N° 78.106.

SÉJOURS LINGUISTIQUES : en Grande-Bretagne (en famille ou en résidence) ; aux États-Unis (en famille ou en « Campus » universitaires).

SÉJOURS EN FAMILLE : en Thaïlande, au Japon, en Corée, à Hong-Kong et au Mexique ; étudiants de 18 à 31 ans ; jeunes de 18 à 26 ans.

VACANCES A LA FERME AU QUÉBEC : plus de 18 ans.

VACANCES EN GRÈCE ET EN YOUGOSLAVIE : plus de 18 ans.

TRANSPORTS AÉRIENS A TARIF RÉDUIT : jeunes, étudiants et adultes.

الطريق إلى...

COMPLET LE 8 JUIN

2^e CONCERT
JEUDI 9 JUIN 21 H
HIPPODROME D'AUTEUIL

DAVID

ALBERT KOSKI PRESENTE

BONNIE

EMI

PATHE MARCONI EMI

présente

Son nouvel album "LET'S DANCE".

avec
RTL

LOCATION : 3 FNAC, NUGGETS ET CLEMENTINE - RENSEIGNEMENTS TÉL. : 720.15.15*

tion de
royaume
au sein
par le
L. Paul
agne de
verale
Franc
ecetel
a franc
l'entre
et son

ait dou
urds de
2,6 mil
an.
eloppée
as sans
ugment
tion d
reprise
sauchés
re 1982
emplois
arée du
ente-
puis à
l'écem-
a. Les
s. une
ntaires
basses

ntation
%) à
5 %).
lité a
m l'an
on de

roduc-
orque
a clai-
a pro-
deux
vstique
si) et
nains.
rela-
est la
aussi
ms de
ement
a un
nage :

rem-
P. les
laque
les
de
pour
ne de

qu'il
d'hui
ment
ne de
mble
gou-
une
tra-
tique
pou-
ton-
ns.
ins-
nent
ries,
is au
les
inan-
est
les
s.

T
SOS

de
me,
me-
nos
sace
les
se) ;
dis-
e de
(la
bras
son-
de
an-
iale
ndi
mis
cé-
ro-
mi-

es

ne
es,
Le
ai

Y
B
A

ENVIRONNEMENT

L'AFFAIRE DE SEVESO

Plaintes, appels, déclarations... toujours pas de fûts

On va de surprise en surprise à Roumazières, en Charente, où un nouveau dépôt clandestin de fûts de déchets a été découvert le 26 avril. Selon le journal *la Charente libre*, ces fûts proviennent de la société Mannesmann-Italia, qui traite des déchets pour le compte de Hoffmann-La Roche, et ils ont été enregistrés comme « déchets provenant d'un incendie ». Il pourrait donc s'agir de l'incendie d'une usine située dans le Nord de l'Italie, et pourquoi pas celle de Seveso.

Le commissaire de la République de la Charente a déposé auprès du procureur de la République une plainte contre l'exploitant de la décharge de Roumazières, M. Jacques Rocher. Motif : infraction à l'arrêté préfectoral réglementant les décharges de déchets industriels. Au cours de l'enquête menée pour retrouver les fûts de diosine en provenance de Seveso, les services de la préfecture ont d'ailleurs découvert

la présence, dans la décharge de Roumazières, de 21 tonnes de carbonates arseniés, représentant 1,5 tonnes d'arsenic par et provenant d'une fabrique d'engrais de Loire-Atlantique.

On a aussi mis au jour, dans cette carrière, 900 tonnes de résidus contenant de la diosine, 14 tonnes de déchets phénoclorés et 40 tonnes de bris de distillation contenant du pyralène cancérogène et auto-inflammable.

A Strasbourg, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a lancé un « appel à la mobilisation » dans les pays concernés par l'affaire des quarante et un fûts de diosine et demandé l'élaboration de nouvelles règles juridiques sur le stockage des déchets dangereux.

À la plaine judiciaire, peu d'éléments sont apparus récemment, mais M. Olivier Maurin, avocat de M. Bernard Paringsaux, gérant de la

Speditec, incarcéré à Saint-Quentin, a déclaré : « Mon client ne parlera jamais... mais nous sommes relativement rapides et qui sera positive. »

De son côté, M. François d'Aubert, député U.D.F. de la Mayenne, a proposé à ses collègues de l'Assemblée nationale la création d'une commission d'enquête parlementaire sur « les infractions et les négligences administratives » commises lors du transport en France des déchets de Seveso. Enfin, l'union régionale Vie et nature (U.R.V.N.), puissante fédération d'associations de défense de l'environnement du Sud-Est, a déposé une plainte auprès du tribunal de Nice contre les sociétés Hoffmann-La Roche, Mannesmann-Italia et Prajara, présumées responsables du transport des fûts de diosine, pour « les risques que ce transport a fait courir aux habitants des Alpes-Maritimes ».

RÉGIONS

UNE ÉTUDE DE DEUX MILLE PAGES SUR LE NORD - PAS-DE-CALAIS

La tentation de l'émigration

Au terme de dix années de recherches, un universitaire de trente-neuf ans, M. Pierre-Jean Thumellec vient de publier la plus importante étude jamais réalisée sur la population du Nord - Pas - de - Calais (1) : quatre volumes, deux mille pages, quelque sept cents cartes, figures et tableaux statistiques.

Professeur de géographie à l'université des sciences et techniques de Lille, président de la commission « géographie de la population » au Comité national de géographie, M. Thumellec analyse - à travers l'évolution historique - les structures, la répartition, les comportements de cette population à l'échelle régionale, mais aussi au niveau des cantons et même des communes. Il

dégage ainsi quelques traits dominants et met en relief l'affrontement, dans l'espace et dans la société, des forces d'inertie très pesantes et des non moins puissantes forces brutales de mutation que provoque la crise économique. En moins de vingt années, la crise économique régionale a inversé une tendance de plusieurs siècles et bouleversé l'édifice géographique et social de la révolution industrielle.

La population du Nord-Pas-de-Calais jusqu'à la guerre de 1914-1918 s'apparentait plus aux pays du nord-ouest européen qu'au reste de la France. La première guerre mondiale a marqué une rupture qui s'est traduite par un recul économique : la région s'est enfermée dans les activités traditionnelles du dix-neuvième siècle et a vu partir l'industrie automobile et surtout l'aéronautique vers des zones moins exposées. Ce sera l'amorce du déclin d'une population qui garde cependant ses traits dominants : fécondité plus grande, natalité plus forte, mais aussi mortalité plus élevée.

L'instruction primaire est d'un bon niveau, mais il n'en va pas de même pour le secondaire ou le supérieur. Le déficit migratoire que l'on déplore tant aujourd'hui existe pratiquement depuis le début du dix-neuvième siècle. L'apport des populations étrangères, les Belges (1830-1860), les Polonais (1920-1925), les Maghrébins et les Portugais depuis la seconde guerre, n'a pas enrayer ce recul. Le Nord est sans doute l'une des régions que l'on quitte le moins, mais c'est aussi une région qui attire peu. M. Thumellec fait cette constatation : « Le Nord est la région de départ de carrière ; plus on accomplit d'efforts pour améliorer le niveau de la population, plus elle tend à partir. »

Comment retenir les jeunes ? Comment éviter que le Nord-Pas-de-Calais ne devienne qu'une réserve de main-d'œuvre qualifiée qui émigre ensuite dans le reste de la France ? Interrogation redoutable pour les responsables et les élus. Il est douteux qu'une si lente et si nette dégradation puisse être codifiée rapidement. Du moins tirera-t-on des enseignements fort utiles de cet important ouvrage de référence.

JEAN-RENÉ LORE.

(1) En librairie ou à l'U.E.R. de géographie, université de Lille-1, 59635 Villeneuve-d'Ascq.

UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC
AU SERVICE
DES ENTREPRISES

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN, VILLEFRANCA, ESPALON vous offre
DES SERVICES pour l'industrie et le commerce.
DES ÉQUIPEMENTS GÉNÉRAUX : matériel (1000 places), - installation, magasin général, - location de site de (Bretagne), - sous-traitance.
SON PALAIS DES CONGRÈS avec : - des salles de 25 à 200 places, - un service multi-média (production audiovisuelle), - possibilité de restauration (salle, salon, bar), - un accueil personnalisé pour vos congrès, séminaires et toutes manifestations.
90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000.

LETTRES

A L'OCCASION DE SA FOIRE DU LIVRE

Jérusalem rend hommage à Joseph Kessel

De notre envoyée spéciale

Jérusalem. — Grande journée d'amitié culturelle franco-israélienne, dans le cadre de la onzième Foire du livre de Jérusalem, qui vient de s'ouvrir et qui durera jusqu'au dimanche 1^{er} mai. On honore Joseph Kessel, journaliste, écrivain et académicien français, près de quatre ans après sa mort. Celui-ci, en effet, grand ami d'Israël depuis la fondation de l'État hébreu, avait exprimé le désir de léguer à l'Université hébraïque de Jérusalem son épée d'académicien. Ce qui fut fait mardi au cours d'une touchante cérémonie à la Maison de France, en présence de l'ambassadeur de France, M. Jacques Dupont, du président de l'Université hébraïque, M. Avraham Harman, et de M. Jean d'Ormesson, de l'Académie française. Le manuscrit des *Fils de l'impossible*, le roman de Kessel sur la création d'Israël, fut également offert à la Bibliothèque nationale et universitaire.

Supervenant, sur le thème « L'écriture engagée aujourd'hui », un colloque avait réuni des écrivains et intellectuels français et israéliens qui s'interrogeaient sur le sens et la nécessité de l'engagement. Du côté français : Elisabeth Badinter, Roger Grenier, Pierre Schöndorffer, Philippe Sollers, Jean d'Ormesson ; du côté israélien, le traducteur Aharon Amir, le journaliste Ben Porat, le poète cinéaste Haim Gur, l'écrivain kibboutznik Yonnet Samed, le philosophe Yurishu Yovel.

Jean d'Ormesson rappela d'entrée que ce n'était pas l'aventure, la grande et belle aventure, que cher-

chait Joseph Kessel, ce témoin parmi les hommes, et que, aussi objectif qu'il fût, à deux reprises au moins - contre l'hittérisme et pour Israël, - il avait choisi de s'engager (à quoi il faut ajouter l'irlande).

Nécessité de l'engagement et du désengagement... Dilemme de l'écrivain-journaliste qui ne doit pas se trahir lui-même pour devenir un agent au service d'une idéologie... On tourne autour de ce thème sans pouvoir vraiment donner de réponse, devant un public qui, bon gré, mal gré, n'a pas le choix de se désengager. Ambiguïté qu'exprima bien le journaliste spinoïste Yurishu Yovel. « Chez nous l'engagement, d'une façon ou d'une autre, nous est imposé », dit-il. En prenant l'exemple de la guerre du Liban, il explique comment il avait finalement dû prendre parti dans « cette guerre qui n'était pas une guerre juste, qui était une guerre à critiquer, mais où on ne pouvait accepter que les Juifs soient comparés à leurs anciens bourreaux nazis ».

Juif professionnel ou juif amateur ?

Né en Argentine de parents russes, citoyen français, résistant, ayant voyagé dans le monde entier mais toujours fidèle au pays auquel il était attaché par ses racines, Joseph Kessel, succédant au duc de La Force à l'Académie française, s'était prévalu d'être juif. Dans son discours de

réception, il disait : « Qui avez-vous désigné pour remplacer le compagnon dont le nom magnétique a résonné glorieusement pendant des millénaires dans les annales de la France (...) ? Un Russe de naissance, et juif de surcroît, un juif d'Europe orientale. Vous savez, messieurs, et bien qu'il ait coûté la vie à des millions de martyrs, vous savez ce que ce titre signifie encore dans certains milieux et pour trop de gens. »

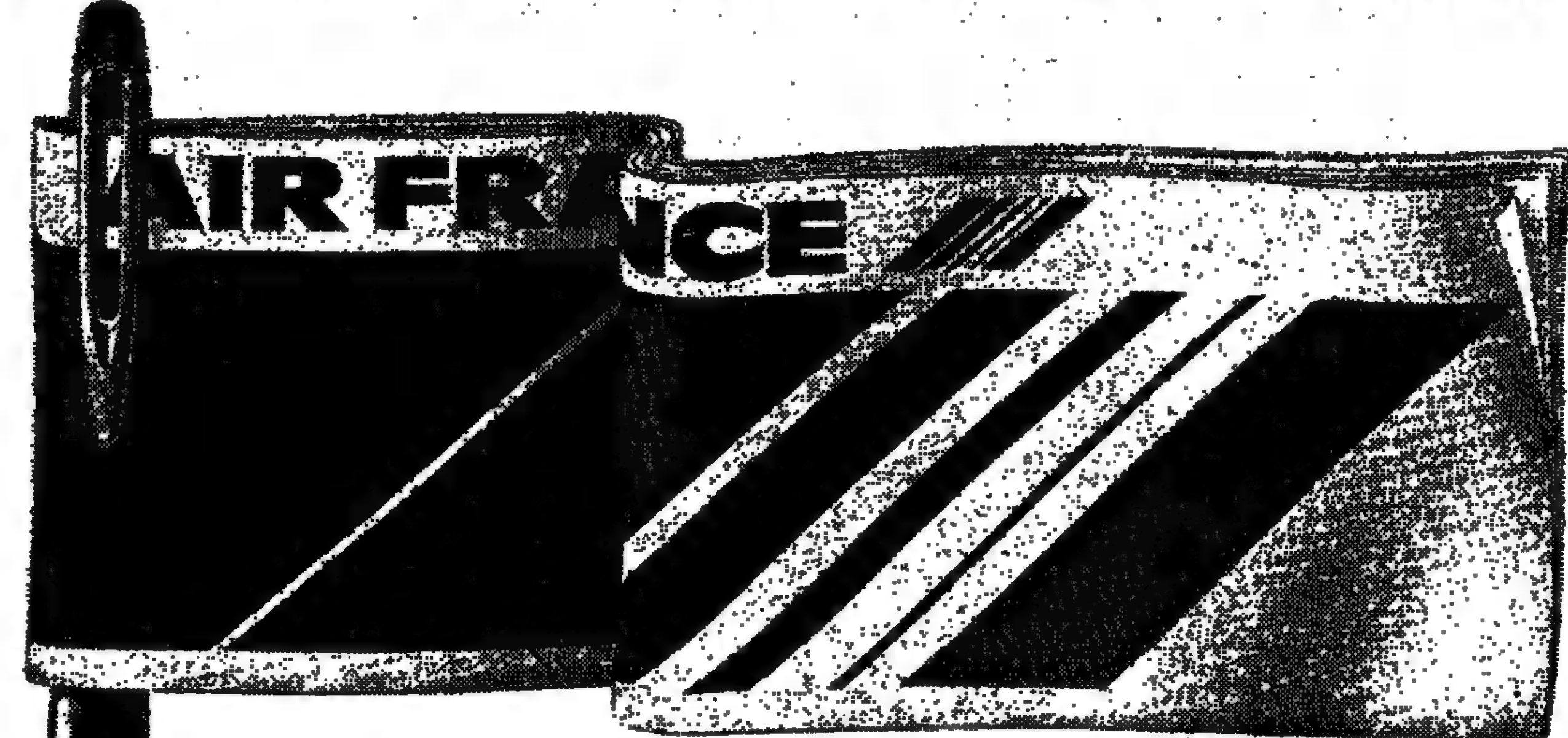
En remettant au président de l'Université hébraïque l'épée symbolique désignée par Jean Cocteau aux armes du grand Jeff : un lion, l'étoile de David, l'étoile polaire, la Croix du Sud et la croix de Lorraine, Jean d'Ormesson s'interrogeait sur cet homme de nulle part et de partout qui avait revendiqué d'être un « juif professionnel » et demanda pour lui-même d'être traité de « juif amateur »...

« On demande parfois à quoi sert l'Académie française ? A rien. Tout comme cette épée. Pourtant cette épée est un instrument de combat, un instrument de paix. Je crois que Jeff Kessel aurait voulu qu'elle s'appelât « Shalom. »

Ce mercredi 27 avril, au cours d'une autre cérémonie, M. Teddy Kollek, maire de Jérusalem, présida à la remise du prix de Jérusalem à un romancier, voyageur et observateur de la société du tiers-monde : V.S. Naipoul, l'auteur de *Voyage parmi les croyants*, qui vient pour la première fois en Israël.

NICOLE ZAND.

HOMMES D'AFFAIRES, OUI LE MONDE EST OUVERT!



VOUS CONTINUEZ VOTRE ACTION, NOUS POURSUIVONS NOS EFFORTS.

Hommes d'affaires, la réglementation sur les devises ne limite pas votre action à l'étranger. Oui, avec Air France, le monde est ouvert. Pour vous aider à l'aborder dans les meilleures conditions, Air France met à votre disposition :

- 9000 hommes et femmes d'Air France, bien intégrés dans les 73 pays desservis par Air France. Ils travaillent chaque jour pour préparer votre arrivée au sein des 150 escales du réseau Air France. Nos directeurs régionaux sont à votre disposition pour vous aider à réussir votre voyage.
- De nouvelles escales Air France en 1983. Après Stuttgart, Pise-Florence, Aéroport de la Toscane, ouvre le 15 mai, Dublin le 15 juin, Séoul le 3 juillet.
- La flotte d'Air France s'enrichit de nouveaux appareils. La mise en service de 12 Boeing 737 permet de développer les dessertes du réseau moyen-courrier.
- De nouvelles facilités hôtelières dans les Meridien, les hôtels d'Air France à travers le monde : le prépaiement de votre hébergement avant de quitter la France. Les montants correspondants ne seront pas à déduire de votre allocation voyage.
- Air France Cargo est à votre disposition pour assurer le transport de vos produits dans le monde entier.

Hommes d'affaires, les hommes d'Air France vous aident à réussir sur tous les marchés internationaux. Oui, avec Air France, le monde est ouvert.

AIR FRANCE, DES HOMMES AU SERVICE DE LA FRANCE.

Grâce aux nouveaux aménagements du contrôle des changes, l'Islande reste une destination vacances possible.

ISLANDE
possibilité d'extension au GROENLAND



Vivez une expérience inoubliable ! Passez vos vacances en Islande. Ses eaux limpides, son air pur et tonique, ses glaciers, ses geysers... La nature, la flore, la faune, tout est sujet à émerveillement !

La brochure ISLANDE 83 vous propose :

- Tours classiques
- Expéditions camping
- Séjours dans une ferme
- Islande en toute liberté
- Tours pour individualistes
- Les animaux d'Islande

l'Islande vous attend, à 3 h de vol de Paris !



ICELANDAIR est aussi le spécialiste des bee-tarifs sur les États-Unis. Contactez votre Agent de Voyages ou

ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 Paris - ☎ 742.52.28

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

ARTS ET SPECTACLES



La Salamandre, centre dramatique du Nord, présente, du 3 mai au 11 juin, à l'Opéra de Tourcoing, *Casimir et Caroline*, de Hans Peter Cloos. Ce n'est pas la première fois que Gildas Bourdet - fondateur et directeur de la Salamandre, metteur en scène, auteur (Je Saper-les), scénographe - produit un spectacle qui n'est pas de lui. Mais c'est la première fois qu'il met à la disposition d'un autre plusieurs de ses comédies, et une structure qui s'est organisée à partir de ses propres méthodes de travail.

A première vue rien ne rapproche Gildas Bourdet - Normand d'origine bretonne, angevin rigolard, communiste jusqu'en 1979 - de Hans Peter Cloos, Allemand de Stuttgart, angevin, froid, paillard - mot qui ne recouvre pas les mêmes tonalités de l'autre côté du Rhin. Mais ils témoignent en quelque sorte de la diversité des contradictions et des problèmes auxquels est confrontée leur génération. C'est pourquoi leur entente est doublement intéressante.

Tous deux ont abordé le théâtre du côté de 68, à l'intérieur d'un groupe pratiquant la création collective. C'était le cas de la Salamandre jusqu'à ce qu'elle s'institutionnalise en 1975, et de la Rote Rübe, collectif communiste, auquel a appartenu Hans Peter Cloos, apparu en France au Festival de Nancy en 1976, et qui s'est peu à peu effrité jusqu'à effacement total.

Dans les années 60, en France, où les institutions sont sensiblement moins nombreuses et beaucoup moins riches qu'en Allemagne, quand on a envie de s'exprimer par le théâtre, la seule ouverture est le groupe can-

tonné dans une marginalité quantitative et qualitative majoritaire, dont les membres attendent sans patience d'être reconnus, c'est-à-dire convenablement subventionnés. En Allemagne, quand on choisit le « groupe libre », il s'agit d'un choix idéologique, une « alternative », la volonté de se démarquer du système parfaitement efficace des théâtres officiels, qui monopolisent l'ensemble de la production artistique.

En 1978, Hans Peter Cloos a fondé sa propre compagnie, le Skarabäus, dont il souhaite faire une sorte de Factory des années 80, et avec laquelle il a monté l'Opéra de quai'sons, Sess, d'Achterbusch, Purgatoire à Ingolstadt, de Marie-Luise Fleisser. Mais c'est en tant que metteur en scène qu'il est invité à monter *Casimir et Caroline*.

Il parle français avec détermination, et couramment anglais - séquelle, ou avantage, de l'emprise américaine sur son pays, et de toute façon l'anglais est plus proche de l'allemand que les langues latines. Il s'en sert pour discuter de problèmes complexes avec Gildas Bourdet - bilingue parce que son père travaillait aux Messageries maritimes et qu'il a fait de nombreux voyages aux États-Unis. Plus que le vocabulaire américain, c'est l'Amérique qui unit les deux hommes - New-York, l'idée d'un endroit vibrant et d'où vient leur culture familière : le cinéma, la musique, les images.

L'Amérique, modèle de cette consommation contre laquelle ils luttent. Sentiments ambigus. Mais, comme le dit Heiner Müller : « Si je devais quitter la R.D.A., j'irais à New-York plutôt qu'à Berlin-Ouest ou Munich, je préfère l'original à la copie. » - C. G.

« CASIMIR ET CAROLINE » A TOURCOING

Un dialogue entre Gildas Bourdet et Hans Peter Cloos
Et la modernité, dites-vous!

GILDAS BOURDET et Hans Peter Cloos. Tous les deux, sont immergés dans les préoccupations de leur temps. Ils ont en tout cas trouvé un point d'accord : la pièce de Horvath.

« Une histoire triviale de séparation, dit Hans Peter Cloos, des personnages bruts, très proches de mon sentiment de la vie. Une histoire d'adolescents désespérés. Caroline veut faire une carrière et se vide peu à peu d'elle-même ; Casimir veut se sauver sans y parvenir, même des combats de Don Quichotte. A la fin ils se retrouvent, c'est comme ça. Ils sont banals, ridicules : c'est comme ça. Ils sont réels et finalement tragiques. La pièce est tragique et drôle. Je ne dirais pas pessimisme. Le pessimisme, c'est montrer l'incapacité de prendre des responsabilités, c'est l'immobilisme. Et eux, enfermés comme ils le sont dans leur destin, ils essaient quand même et toujours de trouver la porte de sortie.

GILDAS BOURDET. - On m'a souvent reproché le « pessimisme ». C'est un sentiment réa-

listique. Il n'y a pas de grandes histoires sans malheur. Je viens de lire *Comme il vous plait* : la pièce est fondée sur une série de malheurs que les personnages essaient de déjouer. Ils y parviennent et on appelle ça « comédie ». La différence que je vois entre Hans Peter et moi est sa forme de modernité. Son tragique froid. Le tragique français ou celui de Shakespeare est incandescent. Dans mon travail, j'essaie de briser l'écran, de faire toucher le sang et la sueur. Lui, nous confronte à l'image lisse de la détresse.

HANS PETER CLOOS. - Tu ne peux pas dire : « Je vais faire de la modernité ». Il y a une manière de penser qui découle des histoires individuelles. J'ai réalisé ma première mise en scène à vingt et un ans. Avant je m'intéressais seulement aux bandes dessinées et à la rock music.

Les classiques - Goethe, Schiller - j'en étais gavé. J'ai commencé à lire Brecht, Stolzinski, Artaud, quand j'ai commencé à faire du théâtre, quand j'en ai eu besoin.

G. B. - Moi aussi.

H. P. C. - Je ne pouvais pas être attiré par le « théâtre-musée », même parfait. Je cherche un thème, une histoire qui me permette de mobiliser les comédiens, de confronter mon cancheur à celui du public.

G. B. - J'ai été frappé en entrant dans la salle où travaille Hans Peter : les murs sont couverts d'images. Moi aussi, je m'en sers. Entre les scènes et les scènes, plusieurs se recourent. Les scènes sont justement celles dont je n'arrive pas à me servir. Je disais : des images lisses, brillantes, impeccables. Moi, je suis plutôt attiré par la rouille, les rails de la machine. Lui, il raconte le malheur d'être confronté à la perfection inaccessable, à l'inhumain.

H. P. C. - Qu'est-ce que tu peux faire avec Alphaville ? Comment est-ce que tu peux laisser

ta marque sur la Défense ?... Comment tu peux vivre dans un monde soumis à des diktats d'esthétique, de comportement ? Avant, un type qui ne savait pas lire, s'il était malin, se débrouillait. Maintenant, il voit tout les jours à la télévision, partout, le signe de son infirmité. La droite à la différence !... Je pense, comme Pasolini, que le totalitarisme de la consommation détruit davantage les identités que les régimes totalitaires.

« Dans les années 60, comme tous les Allemands de ma génération, j'étais obsédé par les pères, le trou vide de l'histoire et, par dessus, l'impérialisme américain. La reconstruction : un bloc pour recouvrir l'horreur. Je suis, c'est vrai, frappé par tout ce qui est globalisant... »

G. B. - Si on parlait d'une même histoire, Hans Peter et moi, par exemple une histoire de passeport informatisé, il raconterait ce qui arrive une fois la douane passée. Et moi, ce qui arrive quand le passeport est démagnétisé et ne peut plus entrer dans la machine. Je vais toujours vers la faille. La nouveauté spatiale me fascine quand ses règles tombent.

La mémoire du temps

H. P. C. - Il ne suffit pas d'introduire la nouveauté dans un spectacle pour parler du présent. Le théâtre n'est pas un miroir de la réalité, il la prolonge. Il est un endroit où on vit ce qu'on manque ailleurs. L'important, c'est de parler du présent, c'est la mémoire du temps. Si, objectivement, le rythme du temps est immuable, on peut le casser. L'idéologie, c'est ce qui fait oublier le temps.

G. B. - Oui, ce qui fait oublier la mort, qui fait de la mort une abstraction. Le temps qui passe avec la mort au bout est un phénomène concret, un processus irréversible, avec lequel on négocie à chaque instant. Un spectacle rassemble des moments que la mémoire veut bien donner. Et elle n'est pas un ordinateur, elle donne ce qu'elle veut, en désordre.

H. P. C. - Elle donne des images intimes. J'ai monté *Purgatoire à Ingolstadt* sur les souvenirs très forts, très profonds du béton de l'aéroport qui était mon terrain de jeu quand j'étais enfant. Ce n'était pas lisible pour tout le monde. J'ai besoin de distance. J'ai besoin actuellement de me situer. Le collectif appartient au passé, j'ai le désir d'une réflexion très précise sur la hiérarchie nécessaire et sur l'anarchie forcée dans le travail de création.

G. B. - Au Centre, nous nous posons ces problèmes. Chaque spectacle est une anarchie à laquelle nous essayons d'imposer un ordre, qui est à remettre en cause au spectacle d'après. Le vrai danger qui nous menace est interne, il est institutionnel. Faire venir Hans Peter signifie que nous sommes capables de nous mettre à l'épreuve

d'une histoire autre, d'un passé autre, d'un autre rapport à l'institution. Hans Peter doit pouvoir aller jusqu'au bout de sa modernité. Et la modernité arrive aussi, quand on donne le sentiment du temps qui passe et de la mort, quand on raconte en homme d'aujourd'hui une histoire des années 30 comme *Casimir et Caroline*.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

LES CAHIERS DU CINEMA éditent

LE CINEMA FRANÇAIS DE LA LIBERATION A LA NOUVELLE VAGUE

par André Bazin

Textes réunis et préfacés par Jean Narboni

En coédition avec la Cinémathèque française
ANDRÉ BAZIN
une biographie par Dudley Andrew

Préface de François Truffaut

Editions de l'Etoile
9, passage de la Boule Blanche
75012 Paris

Un essai de Michel Parent sur Vauban

Les citadelles et « la Cochonnerie »

Un essai bien informé et chaleureux consacré à celui que Saint-Simon déclarait « le plus horrible homme de son siècle », et qui fut peut-être aussi son plus grand architecte. Michel Parent montre bien que Vauban ne fut pas seulement le génial constructeur de fortifications et ingénieur militaire que chacun connaît pour avoir vu une fois l'un de ses chefs-d'œuvre : Bayonne, Blaye, Briançon, ou la citadelle de Lille. Mais qu'il fut aussi un grand urbaniste et un très avisé aménageur du territoire, comme nous le disons aujourd'hui.

Travailleur infatigable, voyageant sans cesse à travers tout le royaume, esprit quasiment universel à la manière des grands commis de l'Ancien Régime, Vauban s'intéressa encore à l'hydraulique (il compléta l'œuvre de Riquet au canal des Deux-Mers), aux problèmes du royaume, aux routes, à l'agriculture, au commerce lointain, à l'élevage, comme en témoignent ce curieux essai sur la Cochonnerie, ou calcul estimatif pour connaître jusqu'où peut aller la production d'une truite pendant dix années, et encore sa description de « l'Élection de Vézelay » : ce sont les prototypes de ces monographies et enquêtes d'inventaire qui sont la base de la géographie moderne.

Catholique sincère, Vauban détestait la « moinerie » et s'indignait des revenus scandaleux de l'Eglise, dont il décrivait « réunir tous les biens à l'Etat ». S'il eut la faiblesse d'approuver la révocation de l'édit de Nantes, ses lettres à Louvois montrent bien qu'il en vit les conséquences funestes : « Une infinité de maux très dommageables à l'Etat », dont « la ruine de la plus considérable partie du commerce » et « la désertion de quatre vingt mille à cent mille personnes de toutes conditions qui ont emporté avec elles plus de 30 millions de livres d'argent comptant ». Louvois se contenta de lui répondre que « l'air de Bazoches » (sa propriété de Bourgogne) lui avait « bouché l'esprit ».

Vauban n'était pas un politicien, et ses idées en ce domaine ne sont pas particulièrement aliénantes, dans la mesure où il considérait la noblesse comme la base de l'édifice social, à condition qu'elle fût acquise par le mérite et non achetée par l'argent. Michel Parent n'en relève pas moins que Vauban comprit avant tout le monde l'utilité de l'information, estimant que la guerre de libelles dont l'Europe accablait Louis XIV n'était pas moins importante que celle des armes et des flottes.

« J'admire l'indolence avec laquelle nous souffrons toutes les injures, écrit-il dans le *Mémoire sur les ennemis de la France*, un de ces textes qu'il nommait ses « obliques ». Il est bon et même nécessaire pour l'honneur de déformer le monde. Il ne faut pour cela que se donner la peine de ramasser une dizaine de bonnes plumes et de les mettre en œuvre. » Conseil utile à tous les gouvernements, encore que douze bonnes plumes (et même une seule) ne soient pas des trésors faciles à ramasser ».

Mais la grande affaire de la vie de Vauban (et qui causa sa perte), c'est bien sûr son projet de « *dime royale* », qu'il publia clandestinement en 1707. S'il n'a pas l'éloquence de Fénelon, dont on pourra relire la sublime Lettre à Louis XIV dans le premier volume des œuvres complètes récemment édité par la Pléiade, Vauban a su décrire en termes extraordinairement dramatiques la ruine économique que provoqua la guerre de Succession d'Espagne, et la misère du « menu peuple ».

Sur le plan fiscal, le projet de Vauban était fort complexe et sans doute d'application difficile. Mais il comportait quelques points forts dont les conséquences n'échappèrent point aux intéressés. D'abord, la suppression de la taille, des décimes du clergé, des « aides », des douanes intérieures. Et surtout la définition de l'impôt comme « une obligation naturelle aux sujets de tous condition de contribuer à proportion de leur revenu et de leur industrie sans qu'aucun d'eux puisse raisonnablement s'en dispenser ». Autrement dit : la fin des privilèges. Inutile d'ajouter que le livre fut condamné, par le Conseil du roi, à la saisie et au pilon, le 14 mars 1707, deux semaines avant la mort de Vauban.

ANDRÉ FERMIGIER.

* Michel Parent, VAUBAN, UN ENCYCLOPÉDISTE AVANT LA LETTRE, Berger-Levrault, 95 F.

don de
voyage
au sein
pas le
Faut-il
signe de
versité
Franç
scenari
à fran
l'entrev
et son

ait donc
urds de
2,6 mil
an.

eloppé
ses sam
ugment
reprise
jauchés
re 1982
emplois
arée du
rele-
pou à
Jécun-
n. Les
s. Une
autres
basses

station
21) à
1,5 %),
ivité a
la fin
ion de

roduc-
or clai-
deux
visque
et) et
nains,
rela-
est la
aussi
ms de
ement
à un
nage :

rem-
P. les
laque
les
pour
ne de
qu'il
l'hui-
ment
de de
mble
gou-
une
tra-
tique
pou-
tous
né-
ment
très,
ils au
les
inam-
est :
les
s.

T
SES
de
me-
roues
sue-
à les
et) ;
le au
t de
(la
ères
sop-
de
per-
cur-
iale
sidi
sidi
vis-
co-
ni-

ne
es,
Le
ai

ne
es,
Le
ai

ne
es,
Le
ai

ne
es,
Le
ai

ne
es,
Le
ai

ne
es,
Le
ai

ne
es,
Le
ai

ne
es,
Le
ai

ne
es,
Le
ai

EXPOSITIONS

LES MONET DE GIVERNY

Voyage autour d'un jardin

RAREMENT le nom d'un peintre aura été aussi lié à un lieu. Plus précisément à un jardin. Peintre de la nature, de paysages d'eau, d'air saturé de lumière voilée et de fleurs rayonnantes, Monet a tout à sa portée dans sa maison de Giverny, près de Vernon.

Lorsqu'il s'y installe en 1883, il est âgé de quarante-trois ans, à l'exactement autant d'années à vivre, c'est le début de l'aisance et de la gloire — en tout état de cause, du bonheur. Il y aménage un petit atelier, puis un grand pour sa série des *Nymphéas*. Puis il transforme le verger, qui devient un microcosme de fleurs et de couleurs où grimpent, et pendent, de lourdes grappes de roses pompons. Les allées qui vont de la façade au bassin des nymphéas y sont faites de vagues successives qui mêlent pivoines arborescentes et pavots, roses trémières et azalées, rhododendrons et iris d'eau. Et enfin les nénuphars que les gravures japonaises avaient mis à la mode, et les glycines retombant du petit pont que le peintre s'est fait construire.

Un atelier de rêve. Monet pouvait ne plus le quitter et peindre son petit monde de plein air en restant chez lui. Pourtant, bien que la légende lui prête l'attachement au jardin, « mon plus beau chef-d'œuvre », de 1883 à 1926, il le quitte constamment pour aller ailleurs chasser le motif : du nord au sud, aux Pays-Bas, à Londres et en Norvège, à Bordighera et

à Antibes ; dans les environs, à Vétheuil, et à l'ouest, à Belle-Ile.

L'exposition du Centre culturel du Marais, qui célèbre le centenaire de l'installation du peintre dans son petit « ça-me-suffit » de 2 hectares, joue sur la légende de Giverny. L'ensemble, une cinquantaine de tableaux bien sélectionnés par série, les *Meules*, les *Peupliers*, les *Cathédrales*, les *Nymphéas*, les *Ponts*

japonais, et prêtés par de nombreux musées et collectionneurs français et étrangers, évoque les paysages successifs où Monet reste toujours le même, dans sa quête de l'instant qui passe sur la nature : l'air voilé et mauve des petits matins brumeux sur l'Epte qui rend la verdure intangible dans la transparence et la profondeur d'une matière picturale que nul de ses contemporains n'a égalée.

rien prend le relais. Des fleurs qui flottent sur l'eau, le fin feuillage des saules pleureurs ruisselant sous un grand voile atmosphérique... Dépassant son sensualisme premier, Monet se perd dans une longue rêverie sur les matières, qu'en alchimiste il transforme en air, en eau, en buées légères et mystérieuses où se mêlent les tons de bleu, de mauve, de garance et de nacre.

L'hallucination passe au degré supérieur avec les ultimes séries du *Pont japonais*, qui, cette fois, s'embrace de rouge et d'orange avec une violence nouvelle et des trajectoires de pinceaux plus longues, plus échevelées. Il rejoint le Van Gogh des tourbillons, au moment où l'homme à l'oreille coupée se donne justement pour ambition « de faire pour le portrait ce que Monet a fait pour le paysage ». Monet était presque aveugle dans ces tableaux de feu et avait le sentiment de peindre plus mal encore. « Ce sont ces ratés qui sont les meilleurs », disait Pissarro.

JACQUES MICHEL

* Claude Monet, au temps de Giverny, au Centre culturel du Marais, jusqu'au 17 juillet.

** Voir les derniers Monet de Giverny au musée Marmottan, rue Louis-Boilly, Paris (16^e), et naturellement la maison-jardin, devenue musée, de Giverny, près de Vernon, dans l'Eure, à environ 70 km de Paris.

Les jeux secrets des éléments

Monet peint ce qu'il voit. « Ce n'est qu'un œil », disait de lui Cézanne, mais quel œil ! En effet, s'il arrange son jardin-palette et court la campagne jusqu'à l'épuisement, c'est parce qu'il lui faut voir la nature et s'en émeuvir pour la peindre avec exactitude. Derrière le miracle de l'art, il y a l'artiste qui doute et souffre de ne pouvoir réaliser ce qu'il voit : peindre au plus près ce qu'il voit, les jeux secrets des éléments. « Je pioche et me donne un mal de tous les diables. Suis très inquiet de ce que je fais. C'est si beau ici, si clair, si lumineux, on nage dans l'air, c'est effrayant... »

Geoffroy, le critique qui a reçu ce mot de Monet, le regarde peindre à

Port-Dominois : « Il est vêtu comme les hommes de la côte : botté, couvert de tricot, et enveloppé d'un ciré. Les rafales lui arrachent les broches des mains, son cheval est amarré avec des cordes et des pierres. Le peintre va à l'étude comme à la bataille. » Un jour, gagné par l'âge et reculant devant les intempéries, Monet ne veut plus voyager. On lui amène alors son grand parasol troué parmi les fleurs, qu'il fait renouveler à chaque saison, comme pour changer de motif. Et c'est maintenant qu'il voit d'un autre œil ce qu'il avait constamment sous les yeux : les *Nymphéas*, d'abord plantés sans idée de les peindre. Il les « découvre » au moment où, sa main le lâchant, son rêve inté-



François Hers, pépériste

FRANÇOIS HERS, « RÉCIT »

Le sauvage en noir

DISONS qu'il s'appelle Lahmari. On François Hers. Grand, blond, costaud, belle tête, du genre direct. Qui se prend successivement pour Lancelot, pour un jeune fou, pour un photographe, pour un sergent de police, pour un penseur, pour un écrivain, pour un chevalier, pour un forban, pour un homme de ce siècle, pour un farfelu, pour un justicier, pour un amoureux, pour un masseur-kinésithérapeute, pour Christophe Colomb, pour un Belge qui veut faire connaître la Belgique aux habitants de Tokyo — pardon, ce n'est pas une plaisanterie, juste une citation —, pour un grand costard du genre cataclysm.

A dix-huit ans il s'habille en noir. A dix-neuf ans il photographie une vache en gros plan pour voir jusqu'où on peut s'avancer, à dix-neuf ans et demi il voit passer Moïse dans son village, à quarante ans pile il se demande où il en est, il sort un livre, *Récit*. Un livre pas coté, qui bouge comme une montagne russe, où dans la maison des archétypes on croise des photos naines ou géantes sur des planchers qui dérapent. On regarde la réalité par une paire de jumelles truquée qui reste à son fil pour pas qu'un l'empêche. Salade composée : Vierge-cocktail.

Quand il photographie, François Hers n'enfile pas de gants : il fait ce en sauvage, comme on trinque, comme on donne une gifle ou un baiser, comme on touche, comme on casse la figure, comme on s'assoie dans un lit. Se prend les pieds, l'oculaire, bégaye, erie, fuit, ment. S'engage en photographie comme fah-maï dans la pêche à la baleine : on harponneur. Il fend la liasse, l'ivresse, la débâcle, la boue des villes. La barbarie est omniprésente, dans les événements et dans les absences d'événements, dans les

us et coutumes, dans la joie, dans les tendresses familiales et dans les rites sociaux. François Hers met du lynchage dans le baiser, de la prière dans un geste laborieux, de l'anomalie dans la normalité, du viol dans la carotte, de la violence dans le vide, de la folie dans le bon sens, et du drame à qui mieux mieux.

Son prétexte de revenir en trafic, en naut à son pays natal (voiture avec chauffeur et superstructures d'une administration), il fait le portrait d'une nation immense de réalisme, gorgée d'alcool de hooligan, comme de l'histoire, et transférée d'irréalisme. C'est que ces Belges ont le sens du mystère : quand ils ne fêtent pas les chats, ils fêtent le sang ou les ours ; les paillettes de la fête jettent sur le comptoir de café brillent comme des étoiles, un serveur étranger pris sous la lumière d'un spot devient l'officier d'une messe noire ou blanche, l'illusionnisme photographique le revêt d'une cageule ou d'un bas. De petites photos illisibles, énigmatiques, servent d'appât pour mettre la puce à l'œil et ricocher un peu plus loin pour en mettre plein les yeux, ou désamorcer l'intrigue et tomber sur oubliées. Rien de moins systématique que cette mise en page de Roman-Cieslewicz.

On nous dit qu'il faut lire l'album comme un roman, entre deux citations de *Moby-Dick*, le plus exemplaire et le plus monstrueux des romans, le roman fou, le roman par excellence. Et voir un livre de photos qui vit comme ça, mené par cette prévision, et qui rebondit dans tous ses chaos, ses « flonpés » et ses hétérogénéités, c'est rare.

H. G.

* Éditions Harlequin, 245 francs.



LA CALIFORNIE
PEUT ÊTRE
L'AMERICAN CENTER
SUREMENT
261, bd Raspail 75014 Paris
Tél. : 633-67-28
Sessions intensives
ENGLISH FOR
EVERY BODY
20 heures de cours (2 h par jour)
du lundi au vendredi
pendant 2 semaines
Renouvelables
toutes les deux semaines

C. RENAUD-BARRAULT

THEATRE DU ROND-POINT

L'AMANTE ANGLAISE

de Marguerite Duras
mise en scène Claude Régy
avec
Madeleine Renaud
Pierre Dux - Michael Lonsdale
en alternance

L'AME ET LA DANSE

de Paul Valéry
spectacle de Jean-Louis Barrault
musique de Jean-Pierre Drouot
chorégraphie réglée par
Savigny Nait (Moude)
avec

Michel Herbaux - Jean Martin

Jean-Louis Barrault

PETIT ROND-POINT

à partir du 28 avril

30 représentations

LES EXILÉS

de James Joyce

mise en scène Andréas Voutsinas

avec

Michèle Assel - Pierre Arditi

Sabine Haudepin - Marthe Keller

Pierre Vaneille

location

par tél. 256.70.80 et agences

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

ATTENTION NOUVEAUX HORAIRES

Séances : 14 H 15 / 17 H 30 / 20 H 45

Edith et Marcel

et les autres

MARGOT · JACQUES · FRANCIS · CHARLES · LOULOU · CHARLOT



applaudi
à toutes les séances!

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES V.O. — PARAMOUNT ODÉON V.O. — U.G.C. ERMITAGE V.O.
STUDIO ALPHA V.O. — PARAMOUNT OPÉRA V.F. — PARAMOUNT MARIVAUX V.F.
PARAMOUNT MONTMARTRE V.F. — PARAMOUNT MONTPARNAISE V.F.
PARAMOUNT ORLÉANS V.F. — PARAMOUNT Gobelins V.F. — PARAMOUNT GALAXIE V.F.
PARAMOUNT MAILLOT V.F. — PARAMOUNT BASTILLE V.F. — CONVENTION ST-CHARLES V.F.
REX V.F. — U.G.C. OPÉRA V.F.
LA VARENNE Paramount — BOUSSY-ST-ANTOINE Buxy — COLOMBES Club — NEUILLY Village
ORSAY Uls — PANTIN Carrefour — VILLENEUVE Arzel — NOGENT Arzel — SARCELLES Flanades
ARGENTEUIL Alpha — LA DÉFENSE 4 Temps

Un super-flic en solo fait sortir un truand de cabane
pour traquer un casseur louf, et c'est l'enfer à San Francisco
pendant...

48 HEURES



GRAND PRIX
DU FILM POLICIER
FESTIVAL INTERNATIONAL
DE COGNAC 1983

PARAMOUNT PICTURES PRESENTE UNE PRODUCTION LAWRENCE GORDON UN FILM DE WALTER HILL NICK NOLTE EDIE MURPHY 48 HEURES
ANNETTE OTTOLE MUSIQUE DE JAMES HORNIER PRODUCTEUR EXECUTIF D. CONSTANTINE CONTE ECART PAR ROGER SPOTTSWOOD ET WALTER HILL
B LARRY GROSS ET STEVEN E. DE SOUZA PRODUCT PAR LAWRENCE GORDON ET JOEL SILVER REALISE PAR WALTER HILL CO-PRODUCTEUR

UN FILM PARAMOUNT DISTRIBUE PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7^e) — Métro Varenne

de carreaux à matisse

tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h

JUSQU'AU 30 MAI

GALERIE COLETTE DUBOIS

420, rue Saint-Honoré, 75008 PARIS — 260-13-44

KREMEGNE

15 avril

17 mai

MUSÉE MARMOTTAN

2, rue Louis-Boilly, Paris XVI^e

EN PERMANENCE :

100 chefs-d'œuvre de

CLAUDE MONET

ET JUSQU'AU 15 MAI

MAXIMILIEN LUCE

de 10 à 18 h. — Fermeture le lundi — M^e Muetta

هكذا من الأصل

PHOTO

UN ENTRETIEN AVEC M. ROBERT DELPIRE

Où va le Centre national de la photographie

« VOUS avez été nommé responsable pour la photographie en juillet 1982 par le ministre de la culture, et voici votre première manifestation. Les mots de trente ans » : que s'est-il passé pendant ces neuf mois ?

« Nous avons tout le temps été coincés dans une incertitude de budget et de lieux. Jack Lang avait annoncé la création d'une maison de la photographie, d'un véritable centre avec des bureaux, une bibliothèque, des salles d'exposition, de projection, de documentation. Nous y avons cru, ça n'aurait jamais. Nous avons cherché des locaux qui appartenaient au ministère, mais, contrairement à la Ville de Paris, celui-ci possède très peu d'endroits d'exposition. Nous sommes tombés sur deux lieux : l'ancien local de Manufacture, rue du Louvre, et un immeuble de la rue Bonaparte. Mais il fallait le louer, et quand nous avons connu le véritable budget, avec les coupes sanglantes de ce début d'année, il n'en était plus question. Nous partageons, à trois une pièce avenue de l'Opéra, on ne peut pas commencer à travailler sans une chaise pour les visiteurs.

« Début janvier, on nous a alloué provisoirement des bureaux dans la Manufacture des Gobelins, un lieu très sympathique, chargé de passé, avec un petit jardin. Il faudrait maintenant leur adjoindre des salles d'exposition, car dans les prochains mois nous sommes contraints de nous transférer à la Société française d'architecture, à la Bibliothèque nationale. Chaque exposition nous coûte l'installation du lieu, et tant que nous n'en aurons pas un pour nous-mêmes, nous ne pourrions créer un flux de fréquentation, comme dans un musée, ou à l'I.C.P. de New-York.

« De combien le budget a-t-il été réduit ?

« De 35 %. On nous avait promis 10 millions, et nous n'en aurons que 6,5. Nous avons dû diminuer nos ambitions et réduire le programme un peu partout. La rétrospective Robert Frank a été repoussée en 1984, des manifestations de cinéma ont été supprimées, et les catalogues que nous voulions importants ont été ramenés aux dimensions d'un bulletin.

« Comment allez-vous vous arranger de ces restrictions ?

« J'ai un mandat de deux ans et je n'ai pas l'intention de ne pas aller au bout de mes possibilités. Même avec 6,5 millions, on peut faire des choses, on va le prouver. Il serait maladroit de pleurnicher. Les responsables précédents ne disposaient pas de sommes aussi importantes. Malheureusement, la situation économique actuelle ne permet pas de faire appel au secteur privé, comme aux États-Unis : les sociétés qui fabriquent des caméras ou des supports de films n'ont pas l'aisance des années fastes.

« Vous êtes passé de l'édition à la publicité, puis de la publicité à une responsabilité officielle, quel est le rapport ?

« J'ai toujours porté trois casquettes, en faisant simultanément de l'édition, des expositions et de la publicité. Mais ces activités ont été enrichissantes et complémentaires. J'ai pu fréquenter des photographes comme Art Kane, André Martin ou Sarah Moon parce que nous avions des travaux publicitaires communs. Les expositions sont des fenêtres sur rue pour les éditeurs, et j'ai monté pour des musées la première exposition de Larigue, et la récente rétrospective de Cartier-Bresson. Je suis content de pouvoir poursuivre ces activités non sous une étiquette, mais sous celle d'une institution publique. J'ai beaucoup hésité, mais j'aime la notion de service. Sans y ajouter du boy-

scoutisme ni en exagérer l'affectivité, il est bon de se mettre au service d'une discipline et de faire ce qu'on peut pour la mieux représenter.

« Justement, comment allez-vous remplir les fonctions définies au départ : l'aide à la création et la diffusion vers un public large ?

« Pour ce qui est de l'aide à la création, des dossiers sont soumis à un comité du FIACRE, qui vote des bourses. Quant à la diffusion, la nouvelle collection, « Photo-poche », a très bien démarré. Les livres, qui devraient être vendus 36 ou 37 F dans le secteur commercial, sont rabaisés à 29 F grâce à notre aide. Depuis le 1^{er} janvier, entre le Cartier-Bresson, qui va bientôt être réimprimé, le Larigue, le Nadar et le volume sur la Farm Security Administration, nous avons vendu plus de 12 000 exemplaires, ce qui est un résultat étonnant dans l'édition photographique.

Une série télévisée sur les planches-contacts

« Nous voulons aussi mettre l'accent sur l'audio-visuel, je pense que la meilleure façon de porter la bonne parole est d'emprunter le canal de la télévision. La série Une minute pour une image, que nous avons financée en partie, a été bien reçue malgré son heure tardive de diffusion, et sa brièveté. Nous allons réitérer l'expérience, avec le concours de l'INA, avec une série sur les planches-contacts, qui seront commentées par les photographes eux-mêmes, à commencer par William Klein pour sa rétrospective à Beaubourg. Raymond Depardon prépare un film, Les Amnésies, qui sera projeté aux Rencontres d'Arles, et dans lequel il raconte l'histoire d'un photographe qui devient cinéaste. A

l'inverse, Wim Wenders doit réaliser un film sur l'acte photographique.

« Et les expositions ?

« Nous désirons que le Centre national de la photographie affirme une spécificité par rapport aux autres institutions, par exemple dans la notion d'exposition-spectacles. Nous nous trouverions en compétition avec d'autres organismes si nous proposons des expositions érotiques, fermées sur elles-mêmes, destinées à des initiés esthétiques ou historiques. Quand la Bibliothèque nationale ou le Musée d'Orsay traitent un sujet, ils le feront dans un style d'érudition et d'information qui n'est pas notre propos.

« A l'automne, nous exposerons le fonds photographique de l'Ecole des ponts et chaussées. Récupéré des caves, il est resté intact. Un travail possible serait de l'archiver, de lui donner une apparence scientifique. Au contraire de cela, nous essaierons de rendre aussi spectaculaires et aussi séduisantes que possible des photos de Baldus auxquelles le grand public ne s'intéresserait pas dans de tous petits cadres. Nous avons demandé à Kodak de très grands tirages, de six mètres de long, ils rythmeront le chemin en se posant entre les originaux.

« Mais cette exposition sur « Les moins de trente ans », n'est-ce pas arbitraire ?

« Je suis conscient de la vanité de la pancarte, et Cartier-Bresson l'a répété, c'est tout à fait arbitraire, mais il nous fallait une limite, et la date sert de butoir. L'opération consiste à ne pas s'en tenir à un photographe très connu, comme on le fait usuellement, mais à prouver qu'on peut s'intéresser à une couche nouvelle de photographes. Beaucoup de photographes ont déjà fait leur œuvre entre trente et quarante ans, et parfois bien avant : l'enfant Larigue, Tony

Ray Jones, mort à trente ans. A trente ans, Cartier-Bresson a accompli son grand voyage en Europe, Robert Frank et William Klein sont sur le point d'abandonner la photo, Koudelka a fini son travail sur les siens.

« Il y a une péronie dans la photographie de rue qui est une chose intéressante en soi, une sorte d'usure sur la nature de laquelle on peut s'interroger. Cela fait penser aux génies adolescents : on retrouve chez ces photographes qui traquent le hasard une même participation de l'individu, une même concentration et une même énergie physique. On a l'impression qu'ils se brûlent l'œil à chercher si constamment l'intensité de l'événement.

« Quel est le secret d'un accrochage ?

« Quand j'accroche un travail, généralement, c'est que je l'aime bien, j'en ai déjà une fréquentation visuelle, à travers mon travail d'éditeur. Je me retrouve dans un musée ou une galerie avec trois cents photos, et peu de temps pour les accrocher, mais j'en connais d'avance les sentiers d'association, les croisements, les séquences. Je ne prépare pas de maquette, quatre jours suffisent à une implantation précise. Les choses se font sur place : j'essaie de m'adapter aux structures, et de mettre les photos en valeur, de ne pas les heurter.

« Et de l'exposition au livre ?

« Dans un cas comme dans l'autre, certaines séquences s'organisent toutes seules alors qu'on bute inlassablement sur d'autres. Le livre reste dans les mains, à vie. Une exposition, on peut faire des erreurs de placement, elles deviennent flagrantes, on les corrige, je ne regarde jamais un livre que j'ai fait, j'aurais trop envie de le remodeler.

Propos recueillis par HERVÉ GUIBERT.

« MOINS TRENTÉ » A LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ARCHITECTURE

Il gèle

L'IDÉE toute seule est toute bête (c'est la photographie de moins de trente ans) et la carte d'invitation, une vache normande qui semble venir d'un caribéen n'est pas un caribéen, ne fait que pousser au mauvais esprit.

Deux parties : « Les photographes qui n'ont pas trente ans », « Les moins de trente ans ». Sortez vos fiches d'état civil : ce n'est pas possible, sur les trente-huit photographes exposés, qu'il n'y ait pas un fraudeur. Qu'il se dénonce. On lui donne un prix de consolation. C'est qu'à l'édition « Moins trente » on ne sait pas quoi comprendre : moins trente quoi ? Moins trente degrés (on dirait alors, pour paraphraser le titre du Debut zéro de l'écriture, de Barthes, traduit du japonais : « Il gèle dans la photographie »), ou moins trente, sur dix ou sur vingt ? Un très gros moins trente pointé ? Dans tous les cas, on a envie de répliquer : peut mieux faire.

Ce genre d'exposition fourre-tout, à moins d'une extrême ri-

gueur, d'une structure de base tenue jusqu'au bout, est un coup de poker qui risque de devenir un coup dans l'eau. Tout tient à l'accrochage. On pouvait attendre de Robert Delpire, passé maître dans cet art (son Larigue et son Cartier-Bresson restent des chefs-d'œuvre), un coup de génie, un perlage de dernière seconde au ratage. Mais l'ensemble est trop équilibré, trop « moyennisé », et le pari trop hasardeux, pour que la main du génie ait pu officier à son aise. Au moment d'accrocher, Robert Delpire parfait de rythme, de blancs, de climat, d'espace. Ils avaient déjà fondu le lendemain du vernissage.

Les sinés trônent sur les jeunes du rez-de-chaussée, en étage, sur deux mezzanines ajourées qui devraient permettre aux regards de s'écarter des vecteurs de liaison, de rapprochement ou d'affrontement entre les uns et les autres. Les influences devraient pleuvoir, dégorger de haut en bas, ou se repousser de bas en haut. Mais tout reste figé dans ce lieu froid où la photographie semble une

étrangère, un passager gêné et mal reçu.

Il manque une vraie structure. Entretenir les anciens et les nouveaux, il est vrai, eût peut-être donné d'inutiles acrobaties. Mais si, par exemple, on avait demandé à une vingtaine de jeunes photographes de faire un choix dans leurs propres photos et de les faire voisiner avec leurs photographes préférés des grands ou des petits maîtres, on aurait peut-être pu rêver au mystère des influences, des admirations, des modes et des glissements de générations. C'est encore Cartier-Bresson, l'ingénieur, qui a le dernier mot. Il a fait figurer au-dessous de ses photographies cette petite pancarte : « Je n'accepte aucune ségrégation, celle de l'âge pas plus que les autres. Il y a ceux qui sont vieux, leur vie durant. D'autres qui sont jeunes de cœur. Il y en a qui changent. Et puis il y a les photos qu'on fait comme on peut, quand on peut, où l'on peut. » - H.G.

* 100, rue du Cherche-Midi, Paris 75006 - Jusqu'au 28 mai. Bulletin Photographies 10 F.



Photo: Pascal Deltmeyer

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
58, rue de Richelieu (2^e) - 291-82-83
1913
Tous les jours de 12 h à 18 h.
22 AVRIL - 19 JUILLET

GALERIE ARENTHON
3, rue Malesherbes - 328.85.05
AFFICHES AMÉRICAINES
1890 - 1900
du 20 avril au 21 mai
Ferme le dimanche

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, av. Besset (7^e) - 555-79-18
Myra LINDAU
« L'acheminement des ondes »
dessins et collages
Tous les jours (sauf dim.) 10 h - 18 h
samedi 12 h - 18 h
DU 26 AVRIL AU 28 MAI

GALERIE MARCEL BERNHEIM
GALERIE GUOT
15, rue Malesherbes 75008 PARIS - 285-55-54
LES CHEVAUX DE DALI
TEXTES Alain DECAUX
et Léon ZITRONE
Jusqu'au 20 mai

CENTRE D'ARTS PLASTIQUES
738-05-89
LAUDE
33, rue Brissard - CLAMART
ALBERT CHANOT

U.G.C. MARBEUF (V.O.)
QUINETTE PATHE (V.O.)
NORMA RAE
SALLY FIELD
DANS UN FILM DE MARTIN RITT.

GALERIE SERGE GARNIER
12, Boulevard de Courcelles 75017 PARIS - Tél. : 753-06-48
DOMINIQUE LORSCH
28 avril - 21 mai

FELIX VERCEL
présente
EPKO
« printemps »
20 avril - 20 mai
9 AVENUE MATHIGNON
PARIS 8^e - 255.25.19

PROSCENIUM
35 rue de Seine 75006 Paris - 354.92.01
LES ARLEQUINS

GALERIE RASPAIL RIVE GAUCHE
221, bd Raspail - PARIS 75014 - 328-52-75
14 avril au 7 mai 1983
Les peintures récentes de
COLETTE HELENS - MAURICE CHAPUIS
ANA DOUKING - STANISLAS DICEON
Ouvert les jours sauf le dimanche
de 11 h à 12 h et de 15 h 30 à 19 h 30

AMBASSADE D'Australie
4, rue Jean-Ray (10^e) - M^o Bir-Hakeim
LORRI
peintures + collages
DU 22 AVRIL AU 27 MAI

La Maison de la Lithographie
110, boulevard de Courcelles - 75017 PARIS
ZAROU
Lithographies - Huiles sur papier - Peintures
du 19 Avril au 21 mai
Tél. : 232.28.76 - Métro : Ternes, Courcelles
Ouvert le lundi de 14 h 30 à 19 h et du mardi au samedi inclus de 11 h à 19 h.

GALERIE KATIA GRANOFF
PLACE BEAUVAU
92, Foutbourg-Saint-Hippolyte (9^e) - 285-24-41
JEAN-MARTIN
19 AVRIL - 9 MAI

GALERIE MARCEL BERNHEIM
GALERIE GUOT
15, rue Malesherbes 75008 PARIS - 285-55-54
LES CHEVAUX DE DALI
TEXTES Alain DECAUX
et Léon ZITRONE
Jusqu'au 20 mai

CENTRE D'ARTS PLASTIQUES
738-05-89
LAUDE
33, rue Brissard - CLAMART
ALBERT CHANOT

U.G.C. MARBEUF (V.O.)
QUINETTE PATHE (V.O.)
NORMA RAE
SALLY FIELD
DANS UN FILM DE MARTIN RITT.

GALERIE RASPAIL RIVE GAUCHE
221, bd Raspail - PARIS 75014 - 328-52-75
14 avril au 7 mai 1983
Les peintures récentes de
COLETTE HELENS - MAURICE CHAPUIS
ANA DOUKING - STANISLAS DICEON
Ouvert les jours sauf le dimanche
de 11 h à 12 h et de 15 h 30 à 19 h 30

REMEGNE
1555 MAISON
AUDE MOYE
XIMILIEN

GALERIES

Fantasia
à l'anglaise

La galerie Le Dessin propose une exposition surprenante : Alan Odle. Connait-on à Paris cet illustrateur anglais né en 1888 et mort en 1948, qui donna dans l'«*Esquisme*», la farce et les dérapages roumbolesques dans cet esprit néo-rabelaisien cher à pas mal de dessinateurs du tournant du siècle. Cet excentrique, qui se dit «*bohème jusqu'à la moelle*» et avoue son «*extrême aversion envers les modes conventionnelles de vie et de pensée*», illustra d'ailleurs *Gargantua* vers la fin de sa carrière, en 1934, la même année que les *Contes drolatiques* de Balzac (ouvrages non publiés dont nous avons les dessins originaux rue Guénégaud), 1601 de Mark Twain, et la *Vie de Benvenuto Cellini*, également non publiés.

Délicats, c'est le mot, ces dessins à l'encre de Chine ont une substance particulière, qui pourrait bien avoir son origine dans la fumée de cigarette, dont les volutes semblent avoir servi d'assiette à la prise de corps (non) des chapelets de fantasmagories, et qui nous situe entre la pâte à padding gonflé de leurre et les ciels d'orfèvre. Odle, qui ne manque évidemment pas d'humour, y loge une multitude de personnages et de monstres évoluant de grotesques en métamorphoses et anamorphoses. Jouant sur toutes les redondances, courbes et contre-courbes d'un trait continu, net et sans bavure, il fait sortir d'outres, de ventres, tonneaux, cloches, jupes et fesses, ses déguisements de chair, profite de tous les orifices possibles pour déverser ses tourbillons de corps ficelés, diaboliquement évantrés, flagellés, torsionnés, convulsifs, scatologiquement.

Cette tempête a bien inspiré le peintre Erro, qui, en hommage au dessinateur, a réalisé ce qu'il appelle

un *Odlescape* : un grand tableau-montage où il reprend, en couleurs, les dessins de Odle.

* Galerie Le Dessin, 27, rue Guénégaud, jusqu'au 30 mai. En 1977, les éditions de la Galerie Claude Givaudan, à Genève, ont publié les dessins de Odle pour *Gargantua* et les *Contes drolatiques*.

Show Ben

Depuis mars, Ben est partout à Paris, et même là où on ne l'attend pas, chez Fournier par exemple. C'est un événement, à n'en pas douter, car notre Nicolas occitan a réussi un vrai tour de force : mobiliser une bonne dizaine de galeries à notre connaissance ne s'est encore jamais vu.

Dans Ben occupe le terrain, avec tout et rien, de l'ancien et du nouveau, des mots, des mots, des images, des bricoles, en bon et fidèle défenseur du «*tout est art*», il suffit de se l'approprier, par exemple un trou, un vase de fleurs sans fleurs dont on a oublié l'eau croustillante.

Une exposition finit ici, une autre commence là. Le chant du cygne de ce vieux routier de l'agitation ? Pas sûr.

Une chose bien, c'est qu'un passage Ben n'oublie pas les copains, ceux de Fluxus (galerie Douguy, rue de la Roquette) entre autres. Et puis, avouons qu'il est capable de faire passer quelques bons moments : les portraits récents, galerie Beaubourg, ne sont pas tristes, faits de broches, balais, bassines, cartons et objets divers de récupération. Le tout, instamment collecté, est une succession de dits d'œil, amuse aux nouveaux réalistes, les vieux copains de l'artiste et à ses jeunes amis de la figuration libre. Sérieux et pas sérieux, comme le discours mystificateur, démythificateur, assez intelligent pour toujours mettre le doigt sur quelques bonnes questions à propos du marché, des circuits de l'art, de la mode. — G.B.

* Actuellement Galerie Beaubourg, Temple, Crea, Douguy, Lara Vinci.

CINÉMA

« Dans la ville blanche »
d'Alain Tanner

Bruno Ganz en marin débauché à Lisbonne. Corps et lumière, rêves et amour, un film libre sur l'emploi du temps, sur l'apprentissage de la désobéissance.

« Le Vent »

de Souleymane Cissé

Entre jeune au Mali, ou la violence de l'histoire racontée par le vent de la spiritualité.

ET AUSSI : *Clujin*, de Tinska Yamazaki (des Japonais au Brésil). *Edith et Marcel*, de Claude Lelouch (l'outrance). *Pauline à la plage*, d'Eric Rohmer (l'intelligence). *Fanny et Alexandre*, d'Ingmar Bergman (la grandeur). *L'Évangile selon saint Matthieu*, de Pier Paolo Pasolini (une reprise rare).

THÉÂTRE

« Transat »
au Jardin d'hiver

Pendant plusieurs mois, Théâtre Ouvert au Jardin d'hiver a expérimenté des textes. Il présente aujourd'hui un vrai spectacle, la première pièce de Madeleine Laik, *Transat*, la première mise en scène de Michèle Marquis, qui a merveilleusement dirigé deux comédiens fantastiques : André Marcon et Christiane Cohendy.

MUSIQUE

Le printemps
des festivals

C'est la saison où reflorissent les festivals de musique de longue durée, et d'abord le Festival d'Évian, qui, pour la huitième fois, rassemble de très grands artistes et de jeunes talents, en particulier les quatuors à cordes du monde entier, qui viennent se faire consacrer à ce concours désormais célèbre (du 30 avril au 14 mai ; rem. (50) 75-03-78).

A Metz, l'Institut de musique ancienne poursuit sa recherche des trésors musicaux de Lorraine et célèbre Couperin, Frescobaldi, avec notamment l'Ensemble Hespe-

rien XX, Jordi Savall, Sergio Vartolo (du 2 au 9 mai ; rem. (8) 774-42-50).

Printemps musical aussi à Poitiers, à l'occasion du «*Concert des nations*» : Londres, Versailles, Venise, Vicence, Chopin et Wagner, la musique russe et l'espagnole, une grande journée Rameau et des concerts-promenades, etc. (du 4 au 17 mai ; rem. (49) 88-82-07). Et bientôt le Mai de Bordeaux.

Pendant ce temps, à Paris, le Festival des arts traditionnels permet de voyager encore davantage avec des musiciens de Madagascar, de la Réunion, des Comores, du Pakistan, du Maroc, du Ghana, de l'Inde, etc. (Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail ; tél. : 544-72-30 ; jusqu'au 19 mai).

ET AUSSI : Vidéo-Musique-Performances, par le compositeur américain Salvatore Martirano (RCA-M, les 27 et 30) ; Mondeluz et Bruckner, par le NOP, dir. S. Skrowaczewski et B. Davidovitch (Champs-Élysées, le 26) ; P. Amoyal et P. Rogé (Caveau, le 17, à 17 h) ; Exposition Rameau et concert de musique française, avec L. Laskine, M. Dehost, le Quatuor Via Nova, V. Jankelevitch et Ph. Beaumont (Parc des Pépinières-Croux, Châteaufort-Malabry, le 30 à 15 h et 16 h 30) ; Quatuor Borodine (château de Grignan, le 1^{er} mai, à 17 h) ; M. Perrahia (Champs-Élysées, le 4 mai).

JAZZ

Michel Portal
au Théâtre
de la Ville

Schumann, Bruch, Brahms, Berg et Bartok : voilà pour le programme des deux dernières soirées classiques (27 et 28 avril) que présente Michel Portal avec Christian Ivaldi, Gérard Caouette, Georges Philidor et Régis Pasquier. A entendre on a découvert sans faute pour la rigueur de l'interprétation et l'exigence du son.

Les 29 et 30 avril, avec Jasper Van't Hof, J.-F. Jeany-Clark, Paul Motian et Thomas Kessler (ordinateur). Donc, en compagnie de musiciens de premier plan (Motian, pour ne citer que lui), la suite des aventures, des autres aventures, de Michel Portal. Jazz ? Recherche ? Tout à la fois : une histoire de rencontres, pour un musicien d'exception. (Théâtre de la Ville, du 27 au 30 avril, 18 h 30.)

SÉLECTION

ET AUSSI : François Tusques en duo avec Yehgna Likoko et Oyo Quintet dans un nouveau lieu, la péniche-théâtre *Atmosphère* (200, quai de Jemmapes), aux programmations séduisantes (28 avril, 20 h 30 et 23 heures) ; festival de jazz d'Archie-Mons (le 29 avril) ; festival de Douai (jusqu'au 3 mai).

VARIÉTÉS-ROCK

Joni Mitchell

Onze ans après un mémorable concert salle Pleyel, reviens Joni Mitchell à Paris pour deux récitals, le premier au théâtre des Champs-Élysées (le 30 avril à 20 h 30), le second au Casino de Paris (le 1^{er} mai à 21 heures). Celle qui est considérée comme le plus grand auteur-compositeur féminin du folk et du rock arrive, après un nouvel accomplissement artistique qui lui a permis de retrouver un climat paisible, en affinant encore ses mots, en élargissant toujours son univers.

Marianne Sergent

Marianne Sergent s'est installée au Splendid-Saint-Martin avec un show entièrement nouveau, solidement construit, finement développé, qui lui permet de faire scintiller sa nature, une sorte de Coluche-femme avec son côté clownesque et ses moments de poésie (22 heures).

Hubert-Félix
Thiébaïne

Sur une musique qui est une sorte de synthèse de rock, de balade et de blues, Hubert-Félix Thiébaïne met en forme des sentiments, des incertitudes, des fantasmes et chante de longs textes parfois surréalistes avec une sensibilité aigüe ou un humour à la fois corrosif et tranquille. (Olympie, 20 h 45.)

ET AUSSI : Odeurs à Bobino ; Jacques Douai au Théâtre du Jardin ; Frank Marino et Mahogany Rush au Bataclan le 26 avril (20 heures) ; Shakin' Stevens au Casino de Paris le 3 mai à 21 heures ; Jean Armatrand le 29 avril à Nice (Théâtre de Verdure), le 30 à Lyon (Palais d'Hiver), le 2 mai à Strasbourg (Palais des Congrès) ; Angélique Ionatos et Fernando Marques au Forum des Halles (jusqu'au 7 mai, 21 heures).

DANSE

« Roméo et Juliette »
à l'Opéra de Paris

Dix ans après la mort du chorégraphe hongrois John Cranko, directeur du Ballet de Stuttgart, l'Opéra de Paris lui rend hommage en créant en France son *Roméo et Juliette*. Il s'agit d'un ballet d'action qui suit scrupuleusement le récit de Shakespeare. Il est plus proche de la conception dramatique du Bolchoï que de la réinterprétation de Bjart ou de celle, toute récente, d'Oscar Araoz pour le Ballet de Genève.

François Verret à Angers

Après *Tobias Bass*, *La fille tempête*, *Fils de parents*, pièce aux titres évocateurs, François Verret et ses complices, Chloéla Tassart et Alain Rigout, créent la *Lévielle de Charlie* à la demande de Viola Fierber.

ET AUSSI : le Ballet de l'Arche au Théâtre des Arts de Créteil («*le tour d'une nuit en seize-dix jours*»), le groupe Lolita à Bagnolet le 29 avril (danse et scène noire). Sinéad Rushon : «*Domestique*» Boivin aux entrées de l'Ouvrey (salle-spectre), Renate Pook au Théâtre 18 (clair de lune), Lucky Zebila et son ballet africain au Théâtre du Lierre (le vœu au village), Christine Cheonghin et Alain Buffard aux Cécileaux à Soaux (pôle à pôle).

EXPOSITIONS

Manet
au Grand Palais

C'est une très grande rétrospective qui marque le centenaire de la mort de Manet : cent tableaux, les principaux dessins et estampes ; un tel regroupement n'avait encore jamais été fait pour l'auteur de l'*Olympie*, du «*scandaleux*» *Déjeuner sur l'herbe* et d'œuvres moins célèbres dont beaucoup ont traversé l'Atlantique pour cet anniversaire. Tel rassemblement, par sa richesse, incite à se poser la question du rôle de Manet dans la naissance de la peinture moderne.

ET AUSSI : Hommage aux Gabriel, à l'hôtel de Rohan, Claude Cellé, dit le Lorrain, au Grand Palais. *Bonjour Monsieur Picasso*, au Musée d'Artibon, Crenouin, au musée de Grenoble.

THEATRE DE LA COMMUNE TCA 833.16.16
Centre Dramatique National
DU 21 AVRIL AU 15 MAI
La Peau dure de Raymond Guérin
Mise en scène de Christian Colin

CHAI HIPPOLYTE
LOT
THEATRE NATIONAL
Garrier • Antoine Vitez
Théâtre Gémier
Du 27 avril au 15 mai à 20h30. Dimanche 15h.
Relâche dimanche soir et lundi.
727 8115

Théâtre Ouvert
TRANSAT
de Madeleine Laik - mise en scène Michèle Marquis
avec Christiane Cohendy et André Marcon
du mardi au vendredi à 21 h - samedi à 16 h et 21 h
4 bis Cité Véroir 18^e le Jardin d'hiver loc. 262.59.49

MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS A BOBIGNY
du 15 avril au 7 mai
LE COSMOS
histoires de banlieue
par
Le Centre Dramatique de la Courneuve
mise en scène Christian Dente
Tous les jours à 20 h 30, dim. à 16 h 30 (collaborer avec les familles). Rem. et loc. 832.14.05 - 3 FNAC au CD942

LA MAISON DE LA CULTURE DE BOURGES
ATELIER THEATRAL NATIONAL
DERNIÈRES
28 - 29 - 30 avril 1983
LA TRAGÉDIE DE CARMEN
Mise en scène Peter BROOK
Co-production THEATRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS, CENTRE INTERNATIONAL DE CREATIONS THEATRALES - Avec la participation d'ALPHA-FNAC
En exclusivité dans la Région Centre
Tél. (48) 20.13.84

Centre Georges Pompidou
du 2 au 15 mai 1983
**DANSE ANGLAISE
CONTEMPORAINE**
du 2 au 8 mai
Julien Hamilton et Mathieu Kellser
Janet Smith & dancers
du 9 au 15 mai
Mantia Dance Company
Maddie Dupres and friends
grande salle / 1^{er} sous-sol
prix des places : 27 / 33 / 38 F - réservation 274.42.19

COACH

SOUPLES et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.
Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.
Galerie Coach Bag
23 Rue Jacob, Paris 6^e
326.29.17

La Palisse
20h30
dimanche 15h30
salle II
odile ebret
mise en scène ewa lewinson
théâtre de la tempête cartoucherie 328.36.36

AU THÉÂTRE Le PALACE
MAZE
featuring Frankie Beverly
Nouveaux disque et cassette
"We Are One"
la nouvelle soul-music américaine
les 28 et 29 Avril 20 h.
locations: PALACE / 3 FNAC / CLEMENTINE CHAMPS DISQUES
Radio 7 PATHE MARCONI EMI

Jeudi 28 mai 1983

ET DES SPECTACLES EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-23). Informations téléphoniques : 277-11-12.

SAINT-DENIS, du 12 à 20 h. am. et dim., de 10 à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

ANTONIO GARCIA, neuf mardi et dimanche, 3 h à 19 h. Le samedi, à 11 h. Entrée du musée (gratuite). Jeudi et vendredi, 17 h. Galerie contemporaine. Jusqu'au 25 mai.

DE LA ROSE À LA MOSE, Le musée des arts et des sciences. Salle d'activités. Entrée libre. Jusqu'au 6 juin.

BARRY FLANAGAN, sculpture anglaise. ULRICH RUCKENSTEIN, sculpture allemande. Galerie contemporaine. Entrée libre. Jusqu'au 9 mai.

TAIRU-DADA, Jean Crotti-Somme. Dessins. Jusqu'au 20 mai.

UNE MAISON, DES LIVRES ET DES MOTS, Carrousel des régions. Jusqu'au 20 mai.

LE CINÉMA INDIEN, des origines à nos jours. Salle d'activités. Jusqu'au 2 mai.

PAOLO GROSSI, corps et thèmes, photographies. Salle photos. Jusqu'au 8 mai.

LE PREMIER CRANT, Bibliothèque des enfants, piazza. Jusqu'au 2 mai.

PLEIN VIDE, Ensembles. Atelier des enfants. Sauf mardi et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 mai.

EUREKA 83, CCL. Une Route d'Invention. Jusqu'au 27 juin.

IN COHERENCES, Environnement quotidien et futur. Jusqu'au 30 mai.

ARBRES - PHOTOGRAPHES ET PAYSAGES, XIX-XX SIÈCLES. Jusqu'au 30 mai.

Musées

CLAUDE GELLÉE, DIT LE LORRAIN (1600-1682). - Grand Palais. Entrée place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée 15 F ; le soir, 12 F (gratuite le 28 avril). Jusqu'au 16 mai.

MANET, 1832-1883. - Grand Palais, entrée avenue Winston Churchill (voir ci-dessus). Entrée gratuite le 27 juin. Jusqu'au 1^{er} août.

DONATION J.E. LARTIGUE. Femmes de son enfance et de mariage. Grand Palais, avenue Winston Churchill (voir ci-dessus).

LES COLLECTIONS DU COMTE D'ORSAY, des arts de la Renaissance. Musée de la Renaissance de France, porte Jean-Baptiste (240-50-20). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée 12 F, gratuite mercredi et dimanche. Jusqu'au 30 mai.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. - Georges Sorel, rue de Valenciennes (272-26-55). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 7 F le dimanche, 3,50 F.

SUMMER TIME (1960), de Sidney Goldfarb ; jusqu'à la mi-juin. JEAN-PIERRE CHARONNIER, 300 photographes ; 1944-1962 ; jusqu'au 26 juin. WILHELM LANGE (1902-1962), 120 photographes ; 1944-1962 ; jusqu'au 26 juin.

VIVRE L'ART MODERNE, jusqu'au 29 mai. Musée d'art moderne de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 15, rue de Valenciennes, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi, de 10 h à 13 h 30.

BOUCHON, plan de la ville de Paris. Musée de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 15, rue de Valenciennes, de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. Le premier Empire. Dessins. Jusqu'au 22 mai. - DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE AU BOIS DE VINCENNES. Peinture historique. Musée de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 15, rue de Valenciennes, de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30.

VERS L'ORIENT. Jusqu'au 30 avril - 1913. Jusqu'au 13 juillet. Bibliothèque de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 15, rue de Valenciennes, de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30.

PATRICK TOTE, Galerie de photographie de la B.N., 4, rue Louvois. Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 21 mai.

FRANÇOIS DE MONTEZEMBLE, Musée Cornu, 7, avenue Voltaire (563-50-75). Sauf lundi et le 1^{er} mai, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 7 mai.

ERNEST SATE A MONTEMARIE, Musée de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 15, rue de Valenciennes, de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30.

CHINE - LES FREZQUES DU DÉSECT DE GOM, La route de la soie. Musée d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (336-14-41), de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

MONGOLIE-MONGOLIE, Traditions de la steppe. Musée d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (336-14-41), de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

LES MEMOIRES DE L'ART DE THÉOPHILE, Musée national des beaux-arts de France, 1, rue de Valenciennes (272-55-10). De 10 h à 17 h 30 ; dim. : de 10 h à 17 h 15. Entrée : 5 F. Jusqu'au 30 mai.

ART ET SAINTE A L'ASSISTANCE PUBLIQUE, Musée de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 15, rue de Valenciennes, de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30.

L'ART ET LA PLUME, Musée de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 15, rue de Valenciennes, de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30.

RENDEZ-VOUS D'ARTISTES, Ateliers de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 15, rue de Valenciennes, de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30.

Centres culturels

INSTITUT DE FRANCE, Convergence internationale des arts et lettres, 1, rue de Valenciennes (272-55-10). De 10 h à 17 h 30 ; dim. : de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 29 mai.

ROBERTO AUX GABRIEL, Hôtel de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 15, rue de Valenciennes, de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30.

RENDEZ-VOUS D'ARTISTES, Ateliers de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 15, rue de Valenciennes, de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30.

11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 mai.

L'ART POPULAIRE AUX ÉTATS-UNIS, Peinture des arts, 101, rue Rambuteau (233-42-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 29 mai.

VILLA MEDICIS, Louvre 80/62. Ecole nationale des Beaux-Arts, 11, quai Malherbe (266-34-09). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 8 mai.

CARLO SCARPA ET LE MUSÉE DE VERONE, Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes (222-12-20). Jusqu'au 19 mai.

FROMENTIN D'ANGELO, Photographies. Le Louvre des Antiquaires, 2, place de la République (297-27-00). Sauf mardi, de 10 h à 19 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 juin.

CURT ASKEP, Sculptures aquatiques, installations, dessins, photos. Centre culturel médiéval, 11, rue Poeyens (271-42-20). De 12 h à 18 h ; am. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 mai.

CLAUDE MONNET AU TEMPS DE GIVERNY, Centre culturel de Mémorial, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-79-52). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 19 F. Jusqu'au 17 juillet.

CHILDREN CLOVIS, rois des Francs. De Tournaï à Paris, exposition d'art ancien. Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mai.

ÉMIGRÉS FRANÇAIS EN ALLEMAGNE, Musée de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 15, rue de Valenciennes, de 10 h à 17 h 30. Sauf mardi, de 10 h à 13 h 30.

YVES GAUCHER, Peintures et gravures. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (551-35-73). De 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 mai.

MAGIE, Avenir, Berlin, Carrousel, etc. Espace international, 44, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 14 mai.

ANTONIO CUMELLA, Œuvres. Centre d'art contemporain, 11, rue de Valenciennes (272-45-69). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 19 mai.

MOINS TRENTA, Jambes photographiques. Société française d'architecture, 100, rue de Valenciennes (548-53-10). Jusqu'au 28 mai.

E.H. Expert, architecte (1883-1959). Institut français d'architecture, 6, rue de Valenciennes (633-90-36). Jusqu'au 18 mai.

HENRI MARTIN, Musée de la Renaissance, 1, place d'Italie. Sauf lundi, de 11 h 30 à 18 h. Entrée libre. Du 29 avril au 29 mai.

CELEST POISSANT, Répertoire. Dégustation générale du Québec, 117, rue du Bac (222-50-60). Jusqu'au 23 mai.

ARTISTES ÉTRANGERS, bureaux du gouvernement français. Théâtre du Parc, 100, rue de Valenciennes (256-70-80). De 15 h à 20 h 30 ; dim., de 14 h à 17 h. Jusqu'au 14 mai.

DIX ANS DE LA REVUE U & L.C., Mouvement Graphique. Centre, 49, rue de Valenciennes (443-42-66). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Du 29 avril au 27 mai.

TURBULENCES, Boussin, Diamond, Malherbe, American Center, 261, boulevard Raspail (221-42-20). Sauf dim., de 12 h à 19 h ; am., de 12 h à 17 h. Jusqu'au 20 mai.

CRÉATIONS ET ART D'ANCIENS, Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées (2^e étage). Sauf mardi, de 19 h à 22 h ; dim. et jours fériés, de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 mai.

CHOPIN, Triomphe de Beethoven, bois de Boulogne. Sauf lundi, de 11 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 12 mai.

PARIS, Histoire d'une ville. Tour Montparnasse (56^e étage). De 9 h à 30 à 23 h 30. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 juin.

Galeries

EVENTAILS, Galerie Marigny, 2, rue de Valenciennes (563-36-53). Jusqu'au fin mai.

ANDRÉ BEAUDIN, Dessins aquarelles, 1963-1978. ROGER DE CONTE, Vingt années de papier, 1962-1982. Galerie Frimont, 3, rue de Valenciennes (260-74-77). Jusqu'au 13 mai.

GRAVURES DE MIRO, Regard de 1969 à 1982. - RYND HOLSTEIN, Œuvres récentes. Galerie ABCD, 30, rue de Valenciennes (563-36-06). Jusqu'au 15 mai.

GIUSEPPE PENONE, JAN VERCRUYSSE. - Galerie Durand-Dessert, 3, rue de Valenciennes (277-63-60). Jusqu'au 7 mai.

AFFICHES AMÉRICAINES, 1896-1980, Galerie Aronson, 3, quai Malaquais (326-84-06). Jusqu'au 21 mai.

LES ARLEQUINS, rue par Arcueil, Paris. Galerie, Rue de Valenciennes, 35, rue de Valenciennes (334-92-01). Jusqu'au 11 juin.

MASQUES MEXICAINS, Galerie Urubamba, 4, rue de Valenciennes (354-08-24). Jusqu'au 21 mai.

ART 82, Anterior, 9, avenue Matignon (359-29-81). Jusqu'au 14 mai.

BOITANSEI, BOUE, CRAIG, DILLER, Œuvres récentes. Galerie C.C. Cornu, 14, rue de Valenciennes (354-57-47). Jusqu'au 19 mai.

BAUME, BAURET-ALLARD, CHEUNG, etc. - LES ÉTATS DU LYRE : Artistes américains. Galerie C.C. Cornu, 14, rue de Valenciennes (354-57-47). Jusqu'au 19 mai.

DESSINS, Buisson, Polka. Galerie Buisson, 40, rue de Valenciennes (227-38-87). Jusqu'au 28 mai.

TEA/JO ELUN, Peintures, collages, gravures, photographes. Galerie Peinture fraîche, 29, rue de Valenciennes (551-00-85). Jusqu'au 14 mai.

PARI 83, Bernard, Boudin, Dubut, Laverne. Galerie Ivy Bruchet, 35, rue de Valenciennes (354-22-40). Jusqu'au 21 mai.

DON LIGHT, NUSIMOVICI, SUDE, VAN OS, Photographes. Studio 666, 6, rue de Valenciennes (354-58-29). Jusqu'au 7 mai.

GUSTAVO ARNAS-MURUETA, Paris Art Center, 36, rue Valenciennes (322-39-47). Jusqu'au 3 mai.

REMYERRE BERTRAND, Galerie de France, 52, rue de Valenciennes (274-38-00). Jusqu'au 28 mai.

REGOT, Galerie Jaquet, 85, rue Rampeau (208-51-25). Jusqu'au 21 mai.

JEAN-CHARLES, Galerie C. Brugué, 19, rue Valenciennes (633-40-06). Jusqu'au 19 mai.

LOUIS BOUCHARD, Galerie A. Ordi, 28 bis, boulevard de Sébastopol (271-83-45). Jusqu'au 11 mai.

COLETTE BRUNSWIG, Collages. Le Roi des Aulx, 159 bis, boulevard du Montparnasse (326-86-92). Jusqu'au 30 mai.

BRUS, Le langage de la lumière. Galerie François-Cadet, 71, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au fin mai.

ALBERT RAPOIS CASAMADA, Galerie Chagat, 46, rue de Valenciennes (296-59-57). Jusqu'au 14 mai.

MARC CAVELL, Retrospective 1963-1983. Galerie Bellini, 28 bis, boulevard Sébastopol (278-09-01). Jusqu'au 14 mai.

FABIAN CERRERO, Œuvres récentes. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (548-94-28). Jusqu'au 14 mai.

PAUL CHARRAS, 1889-1957. Peintures, Galerie Les reflets du temps, 4, rue Duphot (260-01-53). Jusqu'au 7 mai.

AUREL COJAN, Galerie Raph, 12, rue Poitevin (387-40-36). Jusqu'au 5 mai.

COUTY, Peintures récentes. Galerie K. Grandi, place Beauvau (265-24-41). Jusqu'au 3 mai.

JIM DINE, Montypes et gravures. Galerie Mergel, 13, rue de Valenciennes (563-13-19). Jusqu'au 20 mai.

MARIANNE FAYOL, Peintures récentes. Galerie Doris, 22, rue de Valenciennes (261-20-63). Jusqu'au 20 mai.

LIONEL GORDAT, Galerie F. Pailhet, 91, rue Valenciennes (271-84-15). Jusqu'au 6 mai.

GRANT, Galerie D. Seyer, 6, rue Jacques-Collin (354-74-41). Jusqu'au 11 juin.

JOSÉ DE GUIMARÊS, Peintures, papiers, modèles. L'Œil de Bont, 58, rue Quincampoix (272-34-72). Jusqu'au 29 avril.

HANOTEAU, Aquarelles et collages. Galerie Variété-Ginco, 100, rue de Valenciennes (266-25-45). Jusqu'au 28 mai.

HOSIASSON, Peintures et gravures, 1965-1968. Galerie Regard, 40, rue de Valenciennes (261-10-22). Jusqu'au 21 mai.

MARINA KARELLA, Galerie Sany-King, 54, rue de Valenciennes (261-19-07). Jusqu'au 29 mai.

GERARD KOCH, Sculptures. Nanc Stern, 25, avenue de Valenciennes (705-08-46). Jusqu'au 14 mai.

MICHEL DE LEONARDY, Peintures, gravures. L'Œil de Bont, 58, rue Quincampoix (272-34-72). Jusqu'au 29 avril.

MAGNANI, Peintures récentes. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-00). Jusqu'au 29 mai.

HENRI MATISSE, Dessins, en place à l'École de la ville de Paris, 100, rue de Valenciennes (222-02-12). Jusqu'au 14 mai.

ANNETTE MESSAGER, Châlières 1982-1983. Galerie Gillespie-Lange-Solomon, 24, rue de Valenciennes (278-11-71). Jusqu'au 5 mai.

VERS MILLECAMPS, Tullis, éplures, vidéos, etc. Centre Victorien Rons, 37, avenue de Friedland (563-48-76). Jusqu'au 10 mai.

WILFRIED MOSER, Peintures et sculptures. Galerie de la ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (326-22-62). Jusqu'au 4 juin.

GILLES MURIQUE, Peintures, œuvres, gravures. Galerie Valmy, 22, rue de Valenciennes (354-66-73). Jusqu'au 28 mai.

NALL, Dessins, gravures, gravures. Galerie M. Broutin, 31, rue des Berges (577-93-79). Jusqu'au 28 mai.

PHILIPPE NAULT, Dessins et sculptures. 22, rue de Valenciennes (326-22-62). Jusqu'au 4 juin.

NICOLAI, La mode. Galerie L. François, 15, rue de Valenciennes (326-94-32). Jusqu'au 3 mai.

ALBERT OZIER, 1888-1948. Dessins, 22, rue de Valenciennes (633-04-66). Jusqu'au 30 mai.

PANAGEZ, Les Parisiens. Le Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (354-58-79). Jusqu'au 12 mai.

POIKIAOFF, Estampes originales. Galerie Tendances, 105, rue Quincampoix (278-61-79). Jusqu'au 31 mai.

HENRI PROSI, Salons compacts. Galerie, 30, rue de Valenciennes (278-41-07). Jusqu'au 21 mai.

MICHEL ROGINSKY, Installations. Galerie G. Lavrov, 40, rue de Valenciennes (326-84-55). Jusqu'au 30 mai.

PIERRE SAGOL, Les objets sont installés. Galerie de la ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (326-22-62). Jusqu'au 4 juin.

GEORGES STOLL, Galerie L. Durand, 19, rue de Valenciennes (326-25-35). Jusqu'au 21 mai.

TEA/JO ELUN, Peintures. Galerie V. Schmidt, 41, rue de Valenciennes (354-71-91). Jusqu'au 19 mai.

TUMA, Galerie E. de Cans, 25, rue de Valenciennes (326-56-56). Jusqu'au 28 mai.

WILLI LANGE, Installations. Galerie Boudin-Lange, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 28 mai.

GROUPE DU CONTRE - SALON DE MONTROUGE, Œuvres de Bolla, Brice, de la ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (326-22-62). Jusqu'au 4 juin.

CRETEIL, Sa vie en peinture. Maison des arts A. Malraux, place Salvador-Allende (899-90-50). Jusqu'au fin juin.

BOULOGNE-BILLANCOURT, L'œuvre, Boudin, Blanchet : Cent ans de la ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (326-22-62). Jusqu'au 4 juin.

LE MAHARAJAN, 325-12-84. Sauf mardi, de 10 h à 21 h ; dimanche, de 10 h à 14 h. Jusqu'au 14 juin.

BRETTIGNY, Dessins, Dabery, Propositions II. Francis Lissner, C.C.C., rue Henri-Dunant (084-38-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

CHELLES, Groupe 22 N°1. Agnès, Bardet, Gaillet, etc. Foyer du C.A.C., place des Martyrs-de-la-Libération (421-20-56). Jusqu'au 28 mai.

LE VESINET, Le paysage. Centre des arts A. Malraux, place Salvador-Allende (899-90-50). Jusqu'au fin juin.

MONTGERON, Synops. Portraits, nature morte, paysages, etc. Centre des arts A. Malraux, place Salvador-Allende (899-90-50). Jusqu'au fin juin.

VILLEPARISIS, Roland Roure, C.A.C. Jacques-Prévert, place de Picasso (427-94-99). Mer., sam. et dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 29 mai.

En province

ALBI, Musée Saint-Sauveur. Tapisseries, peintures, dessins. Musée Toulouse-Lautrec, palais de la Berbie (54-14-09). Jusqu'au 8 mai.

AMBERIEU-EN-BUGEY, Soieries lyonnaises. P. de la Salle à ses loyers. Château des Alyons (38-21-66). Jusqu'au 8 juin.

ANGERS, L'Anjou religieux et les œuvres de X^{IX} siècle. Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (88-64-65). Jusqu'au 20 mai.

ANTIBES, Bonjour Monsieur Picasso. Musée Picasso, château Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 16 juin.

CAEN, Friedlander. Gravures récentes. Musée des beaux-arts, esplanade du château (81-78-63). Jusqu'au 29 août.

CHOLET, Caracul, objets introuvables. Musée des Arts, 50, avenue Gambetta (62-21-46). Jusqu'au 27 juin.

CHATEAUBOUX, Estrie, Proposition pour une rétrospective. Musée de la ville de Châteauboux, 14, rue de la République (27-26-31). Jusqu'au 8 mai.

CHATEAUBOUX, Estrie, Proposition pour une rétrospective. Musée de la ville de Châteauboux, 14, rue de la République (27-26-31). Jusqu'au 8 mai.

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 27

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. : Z. Meisel (Dumpty, Mozart, Ravel).

RANELAGH, 18 h 30 : R. Agony (Scharif, Haydn, Brahms).

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : L. Friedl, Clavier de R.F. chef de chœur : M. Lasserre de Ruzel (Scharif).

FIAP, 20 h 30 : Quatuor du Nord (Dumpty, Debussy, Chostakovich).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Y. Bouffier, U. Reichenow (Brahms, Schubert, Wolf).

LUCERNAIRE, 21 h : Nussli-Nussli (Brahms, Chopin, Ravel).

ÉGLISE ST-JULIEN-LE-PAUVRE, 20 h 30 : H. et L. Lédroit, D. Simpson, N. Splich (Mozart).

ÉGLISE ST-MÉDARD, 20 h 45 : Orchestre et Chœur Orphée, dir. : F. Vellard (Mozart).

ÉCOLE ALCAZAR, 18 h 30 : L. Hacquard, R. Noda, P.-M. Chénia, D. Nodouchelle (Sancan, Noda, Nussli, Fouché).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Chœur, Orchestre et Solistes des Grandes Écoles, Ensemble Instrumental Harmonia Nova, dir. : D. Bontare (Schubert, Mozart).

JEUDI 28

LUCERNAIRE, 19 h 45 : A.-J. Fritsch, J. Rabin (Liszt et Chopin).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Orchestre du Conservatoire, dir. : F. Piers (Tchaikovsky, Mozart).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : S. Szwedowski (Mozart, Brahms, Bruckner).

CENTRE CULTUREL DE YOUNG, 20 h 30 : M. et N. Trifunovic (Bach, Carulli, Krumpholtz).

SALLE G. EIFFEL, 18 h 30 et 20 h 30 : Trio baroque anglais (Purcell, Dowland, Marais, Vivaldi).

ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 21 h : Orchestre de Chambre Ad Armon de Paris, dir. : D. Fumel, Maîtres de la Résurrection (Bach, Mozart, Britten).

SALLE CORTOT, 20 h 45 : L. Palon-Sarinas (Debussy, Liszt, Balakirev, Chopin).

SALLE ROSSINI, 20 h 30 : Ph. Le Roy, F. Bourdier, C. Fayard, R. Andia (Schubert, Mozart, Bach).

ÉGLISE DE L'ÉTOILE, 20 h 45 : Ensemble vocal G. George (Geminello, Brahms, Poulenc).

AMERICAN CENTER, 21 h : Ch. Hol-Land, D. Ramez-Davis (Handel, Scarlatti, Brahms).

ÉGLISE ALLEMANDE, 21 h : Chœur André Nova, dir. : J. Sourisse (Haydn, Franck).

VENREDI 29

SALLE ROSSINI, 20 h 30 : voir le 28.

SALLE G. EIFFEL, 20 h 30 : voir le 28.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Cl. Zven.

RANELAGH, 18 h 30 : Ch. Coia, P. Cohen (Bach).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : E. Gulels (Schumann, Rachmaninov, Prokofiev).

SALLE BERLIOZ, 20 h 30 : Orchestre d'Harmonie des Gardiens de la Paix de Paris, dir. : Cl. Pichon (Tchaikovsky, Glinka, Schostakovich).

LUCERNAIRE, 19 h 45 : Voir le 28.

FIAP, 20 h 30 : B. Le Monnier (Bach, Beethoven, Schubert).

ÉGLISE DE LA MADELEINE, 20 h 45 : Chœur Symphonique et Petits Chanteurs de Fribourg, Chœur de l'Académie Melanin, dir. : P. Kaelin (Kaelin).

CLUSE DES BILLETES, 21 h : Ensemble vocal A. Sei Voci (Geminello).

LE ALLEMANDE, 21 h : voir le 28.

SAMEDI 30

TERNAIRE, 19 h 45 : voir le 28.

LE GAVEAU, 17 h : P. Ancey, R. Ruge (Bach, Mozart, Schubert, Ravel).

O-FRANCE AUDITORIUM 106, 20 h 30 : Les Arts Florissants, dir. : J. Lamber.

G. EIFFEL, 18 h 30 : voir le 28.

ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 21 h : Ensemble instrumental pour Quintette à Vent, à Cordes et Contrebasse Camille art. Krumpholtz, Poulenc).

ÉGLISE ST-JULIEN-LE-PAUVRE, 21 h : J. Flammant (Ravel, Debussy).

DIMANCHE 1^{er}

ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT, 18 h 30 : Nouvel Orchestre de chambre chorale Montparnasse, dir. : Y. Caristan, Bards (Palestrina, Bach).

THÉÂTRE DE PARIS, 17 h 45 : C. Cort (Schumann, Brahms, Widor).

ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 16 h : Ensemble vocal et instrumental Alternance, dir. : R. Mercado (musique d'Argentine).

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE, 16 h 30 : M. Geyard, J.-L. Masson (Bach, Haendel, Tordella).

CONCIERGE, 17 h 30 : R. Fontana (Bach).

LUNDI 2

SALLE GAVEAU, 20 h 15 : O. Gardon (Bach, Prokofiev).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : G. Monnier, C. Lécuyer, H. Le Roch, R. Biais (Mozart, Chopin, Schumann).

LUCERNAIRE, 21 h : G. Magana (Bach, Schubert, Brahms).

ÉGLISE ANGLICANE SAINT-GEORGES, 12 h 45 : N. Jacquin (Bach, Van Noord).

FIAP, 20 h 30 : S. Marenz, F. Tiliard (Mozart, Schumann, Krumpholtz).

RADIO-FRANCE AUDITORIUM 106, 18 h 30 : Musique traditionnelle de Roumanie.

CITÉ UNIVERSITAIRE GRAND THÉÂTRE, 20 h 30 : A. Rousseau, N. Bes-Taigne (Mozart, Chopin, Saint-Saëns).

MARDI 3

AMERICAN CENTER, 21 h : Trio D. Moss, M. Goldstein, J. Coll.

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : M. Soustrot (Schubert, Rameau, Honegger).

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : Atelier Musique de Ville d'Avray, dir. : J.-L. Petit (Lindberg, Debussy, Ravel).

LUCERNAIRE, 21 h : voir le 2.

ÉGLISE SAINT-LOUIS DES LITTES, 21 h : Chorale Plantagenet d'Angers (Bach).

CENTRE MUSICAL ROSENDOFFER, 21 h : C. Castro, B. Sompain (Bach, Chopin, Liszt).

SALLE ROSSINI, 20 h 30 : M. Machet, G. Andrian (Bach, Beethoven, Mozart).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : V. Bellas (Bach).

ÉGLISE DES BILLETES, 21 h : voir le 29.

SALLE CORTOT, 20 h 30 : D.-P. Longuet, B. Comber (Schubert).

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS, 20 h 30 : N.-E. Spad, L. Prytkova, L. Negro (Lindberg, Mendelssohn, Villa-Lobos).

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, 21 h : Orchestre et Chorale F. Kuentz (Handel).

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 21 h : J.-C. Michel.

Jazz, pop, rock, folk

ARC (72-61-27), le 28, à 20 h 30 : P.-L. Garcia, D. Leloup, D. Bertram, D. Hauch, le 2, à 20 h 30 : D. Friedman et G. Goldstein.

ATMOSPHÈRE (249-74-30), le 29, 30, à 23 h : Samy Mamamba.

BAINS-DOUCES (887-34-40), le 27, à 20 h 30 : Anne Camen.

BATAILAN (700-50-12), le 27, à 20 h 30 : M. Schrey.

CASINO DE PARIS (285-00-39), le 30, à 21 h : J. Mitchell, le 3, à 21 h : Shakti Stevens.

CAVEAU DE LA RUCHE (326-65-05), 21 h 30 : D. Duric, voir le 1^{er} : J. Carot.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), (D., L.), 22 h 30 : Ba-Cha.

CLÔTURE DES LOMBARDS (233-54-09), le 27, à 20 h : The Stommes ; à 23 h : Arment ; le 28, 29, 30, à 20 h : F. Guiero ; à 23 h : Les Saleros ; le 1^{er}, à 23 h : Roots of Earth.

DEPOT-VENTE (637-51-87), 21 h 30, le 28 : Royal Tescopans ; le 30 : Noblesse oblige.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30, le 28, 29, 30 : T. Coc, T. Ouley, S. Trancy.

EL DORADO (288-45-42), le 2, à 21 h : Sapho.

FUESTEMBERG (354-79-34), 22 h : A. Persing.

LE GIBUS (700-78-88), le 28, à 23 h : Frigamex.

MANU MUSICALE (238-05-71), le 29, à 21 h 30 : M. et P. Villard, M. Pizzaro ; le 30 : M. Villard, B. Tonnac, M. Boudier.

MEMPHIS MELODY (325-60-73), 23 h, mar. : Cynthia Mac Pherson ; jeu. : M. Anonim ; ven. : Alex. Stauden ; sam. : M. et C. Anonim ; dim. : Ray ; lun. : C. Anonim ; mar. : A. Williams.

NEW MORNING (523-51-41), le 27, 28, à 20 h : Les Étoiles + Boto Novos ; le 29, 30, à 21 h : Chien Je-hu.

OLYMPIA (742-25-49), 21 h, mar. sam., à 17 h : H. P. Thibault (dern. le 1^{er}).

PALACE (246-10-87), le 28, 29, à 19 h 30 : Mace.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), (D.), 20 h 30 : Tania Maria.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30, mar. : P. Sautou Swing Quartet ; jeu. : Watergate Seven + One ; ven. : Eclectique Jazzmen ; sam. : Cyril Jazz Band ; lun. : VSOP Ragtime ; mar. : Dong Rany/Le Parisien.

PETIT OFFORTUN (236-01-36), 23 h : E. Barret, A. Jean-Marie, A. Colliez, M. Sabiani (dern. le 1^{er}). A partir du 2 : New Swing Machine.

PLACE DE LA BASTILLE, le 1^{er}, à 16 h : Apurilid Not.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (524-15-16), le 28, à 18 h 30 : S. Kessler, Ph. Mace ; le 30, à 18 h 30 : Libre parsons.

SLOW CLUB (233-40-00), 21 h 30, le 27, 28, 29 : Cl. Luter ; le 30 : J. Carot.

SUNSET (261-46-60) (L.), 23 h : Mace Goria.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), le 30, à 20 h 30 : J. Mitchell.

VEILLE HERIE (321-53-01), le 28, à 20 h : Breodland.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60) (dim., mar.), 20 h 45 : Rite pour une pastorale, le 3 à 20 h 45 : Karakalana.

CHAPELLE SAINT-GERMAIN (530-65-46), le 27, 29, à 20 h 45 : Ballet A. Roca.

LIERRE-THÉÂTRE (586-53-83), le 29, 30 à 20 h, le 1^{er} à 17 h : Ballet Zodia.

PASSERELLE (543-09-41), le 27, 28, 29 à 20 h 30 : B. Morel.

SALLE VALENTIN le 29 à 20 h 30 : Danse de l'Orléans.

TH. 18 (226-47-47) (mar., dim. soir), 20 h, dim. 16 h : Adrien Marguerite - Esquisses pour une nuit (dernière le 1^{er}).

Le 3 à 20 h : Dernier avis avant passage.

En région parisienne

ARCUEIL, Salle J.-Vier (547-53-02), le 30, à 21 h : Tchaïk Tchaïk Nougat.

ARGENTEUIL, CCM (961-25-29) (Mer., D.), à 20 h 45 : Cio S. Kouton.

ASNIÈRES, CCA (733-09-36), le 28 à 20 h 45 : J.-Cl. Bourret ; le 3 à 20 h 45 : B. Darnice.

ATRES-MONS, BGC (938-79-78), le 29 à 20 h : F. Wermeste, S. Guerin, J. Redat, à 22 h : Fusion Jazz Quartet.

AUBERVILLIERS, TCA (833-16-16) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim., 17 h : Le Petit durt.

AULNAY-SOUS-BOIS, MC (868-00-22), le 28 à 20 h 30 : Orchestre de l'Île-de-France : la Célébration de Titus.

BAGNEUX, Th. Victor-Hugo (663-10-50), le 27, 28, 29, à 20 h 30 : Mace N et autres.

BEZONS, Th. P.-Eliand (942-20-88), le 30 à 21 h : Orchestre de l'Île-de-France : la Célébration de Titus.

BORGNY, MC (831-11-45), le 27, 28, 29, 30, à 20 h 30 : le Cosmos.

BOULOGNE-BELLANCOUR, TBB (603-60-44), le 27, 28, 29, 30, à 20 h 30 : le Gardien.

BOURG-LA-REINE, CAEL (663-76-96), le 30 à 21 h : Romances judéo-chrétiennes.

BOUSSY ST-ANTOINE, la Ferme (900-96-37), le 28, 29, 30, à 21 h, le 1^{er} à 17 h : le Maître d'épave.

BRETEUIL-SUR-ORGE, CCA (804-30-48), le 29, à 21 h : Bobby Bengel.

CERGY-PONTOISE, CAC (930-33-33), le 27, à 18 h 30, le 28, 29, 30 et le 3 mai à 21 h : la Danse de mort.

CHARENTAY-MATIGNY, Placide de la Basse (661-14-77), le 27, 28, 29, 30, à 21 h 30 : la salle N° 6, Parc des Pétanques Cerve, le 30, à 16 h 30 : Quatuor Via Nova, M. Debut, L. Laskine (Rameau, Debussy, Dutilleul).

CHATOU, Maison pour tous (071-13-73), le 29, à 21 h : J.-Y. Lacombe, J.-Cl. Asselin.

CHARENTAY, CAC (421-20-36), le 29, à 20 h 45 : Orchestre de l'Île-de-France : la Célébration de Titus.

CHRECY, Th. P. Eluard (890-89-79), le 28, à 20 h 30 : Debut sur vos paspères.

CLAMART, CC 4. Arg (645-11-87), le 29, à 20 h 30 : J. Guérin.

CRÉTIL, Maison des Arts A. Maitre (899-94-50), le 27, 28, 29, à 20 h 30 : Ballet-Théâtre de l'Arche, le 3, à 20 h 30 : J. Guérin.

ELANCOUR, APASC (050-13-75), le 28, 29 à 21 h : M. Jozan, Téléphone.

ELAMPES, Théâtre (494-50-50), le 29, à 21 h : R. Bidi (Mozart, Chopin).

EVRY, Agence (079-10-00), le 28, à 21 h : Ballet A. Gidon, le 3, à 21 h : P. Soliman.

FONTEVILLIERS, CC (460-20-65), le 28, à 21 h : N. Palmer, J. Rigal.

FONTEVILLIERS-SOUS-BOIS, Salle J.-Bret, le 29, à 20 h 30 : Ch. De Bachy, J.-Ch. Benoit (Krumpholtz, Poulenc, Satie).

FRANCONVILLE-LA-GARENNE, Centre socio-culturel (413-54-96), le 29, à 18 h 30 : Diffusion d'un parter.

GARGES-LES-GONNESSE, Gymnase W. Higo (986-96-31), le 30, à 21 h : M. Le Forestier.

GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. à 17 h : Don Juan et Faust.

LE KREMLIN-MCETRE, Hôpital (loc. : 271-51-00), le 27, 28, 29, 30, à 20 h 45 : Cinéma temporel.

MAISON-ALFORT, Th. Cl.-Debussy (375-72-58), le 29, à 20 h 45 : Le Némé.

MALAKOFF, Th. 71 (655-43-45) (D. soir, L.), 21 h : dim., 16 h : la Danse de mort.

MASSY, CC. P. Beldier (920-57-04), le 29, à 21 h : E. Wollman.

MONTREUIL, CC J.-Laport (287-50-08), le 29, à 20 h 30 : B. Tonnac.

MONTROUGE, Royal-Jazz (233-45-08), le 29, 30, à 22 h : André, Bayonne, Roumédouze, Sakoumoudou.

NEAUFLE-LE-CHATEAU, Église, le 30 à 20 h 30 : L. Thiry (Schubert, Heredia, de Anna, Bach).

PALAISEAU, Ecole polytechnique (941-32-00), le 28, à 21 h : Bob Salazar.

POISSY, Union-Théâtre (074-70-18), le 30, à 20 h 30 : B. Wootton.

SAINT-MAUR, Royal-Police 1800 (889-22-11), le 29, à 21 h : H. L. L.

SAINT-OUEN-L'AUMONIE, M.L.C. (464-05-16), le 29 à 21 h : H. Christian.

SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), le 3, à 21 h : Toulal.

SEVRES, Fondation Caillet (4) 453-39-99, le 30 à 16 h : D. Albert (Chopin, Liszt).

SEVRES, Église - Saint-Étienne (534-75-55), le 2 à 20 h 45 : la Sorcière du placard aux balais.

SURESNES, Théâtre Jean Vilar (772-38-50), le 29 à 21 h : M.-A. Estrade (Bach, Beethoven, Ravel, Liszt).

TRAFFES, Grange à Sel (062-44-58), le 29 à 20 h 30 : les Quatre de la nuit, le 3 à 20 h 30 : Albert.

LES ULIS, sans dénomination (907-79-85), le 29 à 21 h : Ballet national du Sénégal.

VERSAILLES, Th. Montcaumon (950-71-18), le 27 à 21 h : Orchestre de l'Île-de-France : la Célébration de Titus.

VILLEFRANCAUX, Théâtre de Val de Gailly (462-40-07), le 29 à 21 h : Y. Bouffier.

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (784-24-24)

MERCREDI 27 AVRIL

15 h, Floride de la Quinzaine des réalisateurs 1969-1982 : Tendres chapeaux, de R. Guez; 19 h, Panorama du cinéma de Nouvelle-Zélande 1928-1982 : Don't let it get you, de J. O'Shea; 21 h, le Proche, de G.W. Pabst.

JEUDI 28 AVRIL

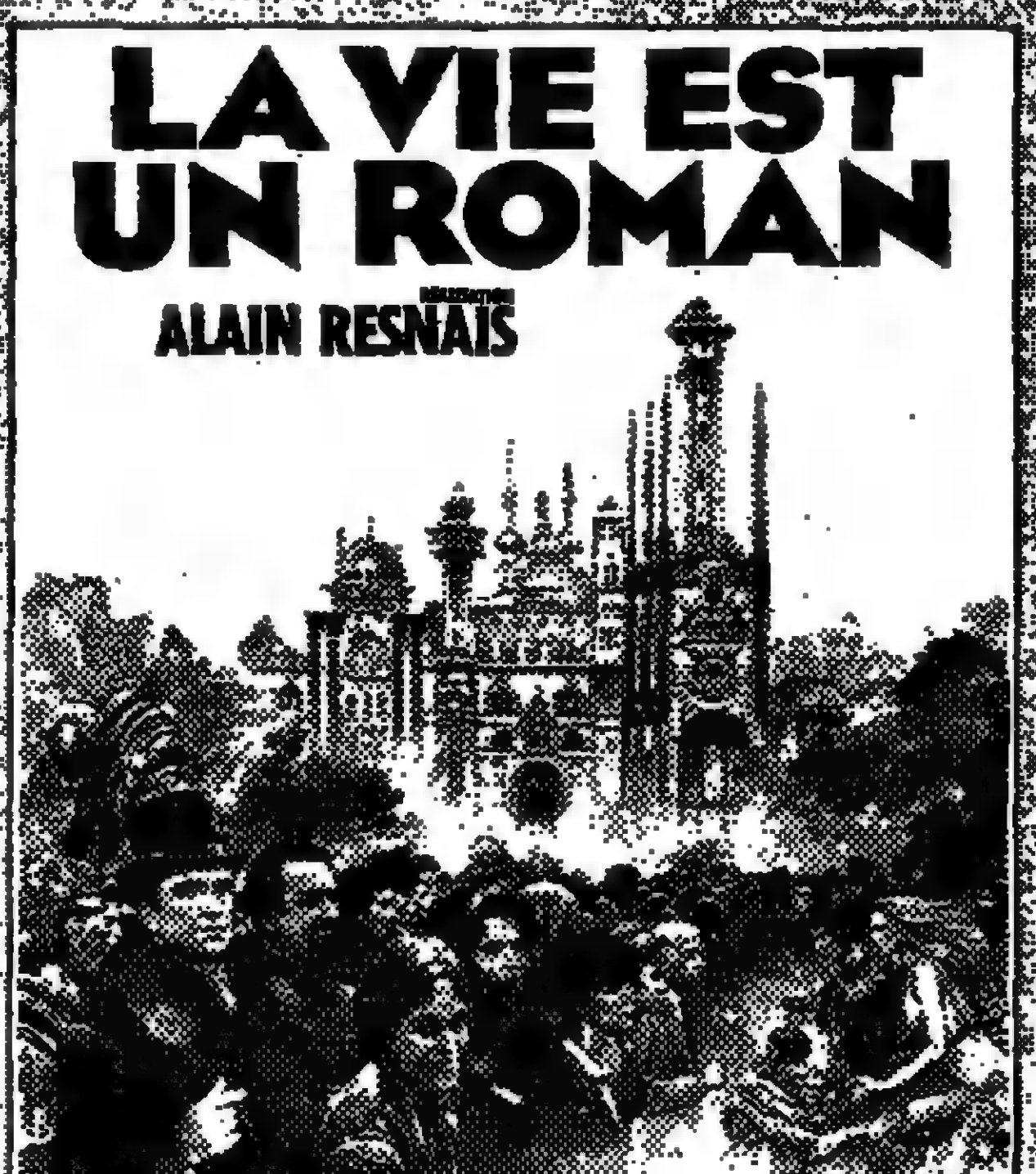
15 h, Floride de la Quinzaine des réalisateurs 1969-1982 : Caliche Sangranta, de H. Soto; 19 h, Panorama du cinéma de Nouvelle-Zélande 1928-1982 : Mouth Music, de G. Nicolas; Off the Edge, de M. Firth; 21 h, Eichman, l'homme de l'UR, de S. Lerner.

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

VITTORIO GASSMAN, RUGGERO RAIMONDI, GERALDINE CHAPLIN, FANNY ARDANT

LA VIE EST UN ROMAN

ALAIN RESNAIS



réalisé par **JEAN GRUAULT**

Scénario: ALBERT, Pierre RIVET, Robert BARRON, Robert RUFF, Robert RUFFAULT. Musique: MICHAEL KATZ. Production: MICHAEL KATZ, JERRY BRUCKHEIMER, M.T.D.

VENREDI 29 AVRIL

15 h, Héroclitus, de D. Lévy; 19 h, Panorama du cinéma de Nouvelle-Zélande 1928-1982 : Courts métrages; 19 h, L'académie Morlock présente : Pirelli au paradis, d'U. Pirelli; 21 h, Héroclitus, de D. Lévy.

SAMEDI 30 AVRIL

15 h, Floride de la Quinzaine des réalisateurs 1969-1982 : Mexico, la révolution coupée, de R. Olvera; 17 h, Espoir (Umet), d'Y. Gascy; 19 h, Panorama du cinéma de Nouvelle-Zélande 1928-1982 : A Grasp of Wind, de R. Franklin; Angel Mine, de D. Rhy; 21 h, Héroclitus, de D. Lévy.

DIMANCHE 1^{er} MAI

Relâche.

LUNDI 2 MAI

15 h, la Mémoire fertile, de M. Kieff; 19 h, Anna Karenine, de L. M. Kieff; 21 h, Anna Karenine, de L. M. Kieff.

MARDI 3 MAI

15 h, Panorama du cinéma de Nouvelle-Zélande 1928-1982 : Courts métrages; 19 h, L'académie Morlock présente : Pirelli au paradis, d'U. Pirelli; 21 h, Héroclitus, de D. Lévy.

BEAUBOURG (78-35-57)

MERCREDI 27 AVRIL

15 h, la Caravane vers l'Ouest, de J. Cruze; 17 h, Panorama du cinéma australien 1919-1982 : Sunday too far Away, de K. Hissam; 19 h, The Winter of Our Dreams, de J. Deigan.

JEUDI 28 AVRIL

15 h, le Dernier avènement, de P. Lami; 17 h, Panorama du cinéma australien 1919-1982 : Ma brillante carrière, de G. Armstrong; 19 h, Mouth to Mouth, de J. Deigan.

VENREDI 29 AVRIL

15 h, Mater dolorosa, d'A. Genco; 17 h, Panorama du cinéma australien 1919-1982 : Héros ou Salomée, de R. Bercford; 19 h, Far East, de J. Deigan.

SAMEDI 30 AVRIL

15 h, la Trilogie d'Acne, de M. Skiller; 17 h, Panorama du cinéma australien 1919-1982 : Monkey Grip, de K. Cameron; 19 h, We of the Never Never, d'I. Ainslie; 21 h, Caddis, de D. Crispin.

DIMANCHE 1^{er} MAI

Relâche.

LUNDI 2 MAI

15 h, Enchaînement sur la Symphonie de D. Verov; 17 h, Lonely Hearts, de P. Hertz; 19 h, Journey Among Women, de T. Cowen.

MARDI 3 MAI

Relâche.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.): Ambassade, 9 (359-10-00); Montparnasse-Pacté, 14 (320-12-00).
AMERIQUE INTERDITE (A., v.l.): (*) RKO Opéra, 2 (742-82-64).
ATOMIC CAPE (A., v.a.): Miramar, 14 (350-42-00); Olympia Europe, 9 (354-50-01); Olympia Europe, 14 (354-50-01).
LES AVENTURES DE PANDA (Esp., v.l.): Temples, 9 (272-94-56); Pictor Cinéma-Nivert, 15 (374-55-94).
LES AVENTURES DE L'ARCHE PERDUE (A., v.l.): Trois Hameaux, 9 (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.): Miramar, 9 (359-42-00); Miramar, 14 (350-42-00); Montparnasse-Pacté, 14 (320-12-00).
BAILES PERDUES (Fr.): Ambassade, 9 (359-10-00).
BANZAI (Fr.): Berlioz, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (235-56-70); Miramar, 9 (359-42-00); Nivert, 15 (343-04-67); Fanny, 13 (331-56-86); Montparnasse-Pacté, 14 (320-12-00); Sud, 14 (824-42-27).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Chry Eclair, 9 (354-20-12).
BERLIN HARTEN (Ail., v.a.): (*) Miramar, 9 (272-94-56).
BEYOUTH LA RENCONTRE (L.B., v.a.): Cinémas St-Germain, 6 (633-10-82).

MADE RUNNER (A., v.l.)

Opéra, 9 (359-42-00); Opéra, 14 (350-42-00).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.l.)

St-Germain, 6 (633-10-82); St-Germain, 11 (700-89-16); Cinémas St-Germain, 6 (633-10-82) (R. sp.).

LE CADAVRE SE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.a.)

Grand Pavois, 15 (454-46-85).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.a.)

Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); U.G.C. Romaine, 6 (693-08-22); U.G.C. Champs-Élysées, 9 (359-13-13); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-79); V.L.: U.G.C. Montparnasse, 9 (246-46-44); U.G.C. Convention, 15 (628-20-64).

CIRQUEZ-YA BIEN A VOIR (Fr.)

Gemmet Haller, 1 (297-49-70); Berlioz, 2 (742-60-33); St-Germain, 6 (633-10-82); Ambassade, 9 (359-10-00); St-Lazare, 12 (343-00-45); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Fanny, 13 (331-56-86); Miramar, 14 (350-42-00); Montparnasse-Pacté, 14 (320-12-00); Convention, 15 (628-20-64); Victor Hugo, 16 (727-49-75); Pictor Cinéma, 15 (374-55-94); Gemmet Haller, 1 (297-49-70).

CLEMENTINE TANSO (Fr.)

Cinéma, 6 (633-10-82).

COUP DE FOURRE (Fr.)

Gemmet Haller, 1 (297-49-70); Richelieu, 2 (235-56-70); St-Germain, 6 (633-10-82); St-Germain, 11 (700-89-16); Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-79); Fanny, 13 (331-56-86); Miramar, 14 (350-42-00); Montparnasse-Pacté, 14 (320-12-00); Convention, 15 (628-20-64); Pictor Cinéma, 15 (374-55-94); Pictor Cinéma, 15 (374-55-94).

DANS LA VILLE MANCHE (Sui.)

U.G.C. Opéra, 2 (742-82-64); Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-79); Fanny, 13 (331-56-86); Miramar, 14 (350-42-00); Montparnasse-Pacté, 14 (320-12-00); Convention, 15 (628-20-64); Pictor Cinéma, 15 (374-55-94); Pictor Cinéma, 15 (374-55-94).

DE MAD A MOZART (A., v.a.)

St-Germain, 6 (633-10-82); St-Germain, 11 (700-89-16).

DAKE CRYSTAL (A., v.a.)

Miramar, 14 (350-42-00); Fanny, 13 (331-56-86); Montparnasse-Pacté, 14 (320-12-00); Convention, 15 (628-20-64); Pictor Cinéma, 15 (374-55-94); Pictor Cinéma, 15 (374-55-94).

LE DEMON DANS L'ILE (Fr.)

Lumière, 9 (246-49-07).

LE DERNIER COMBAT (Fr.)

Gemmet Haller, 1 (297-49-70); Olympia St-Germain, 6 (222-47-23); Collège, 8 (359-20-40); Olympia Europe, 15 (354-50-01); Fanny, 13 (331-56-86); Miramar, 14 (350-42-00).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Rus., v.a.)

Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Opéra, 9 (359-42-00); Opéra, 14 (350-42-00).

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUER - FORUM CINEMA - CLICHY PATHE - MONT-PARNASSE BIENVILLE - NATION - PAGOGE - P.L.M. SAINT-JACQUES - 14-JULIET BEAUGRENELLE - GEMINET-QUEEN BOULOGNE - CRYSTAL VERAILLES - FRANCE ENHREN - PACTE CHAMPIGNY - CLUB LES MUREAUX

MAISON PATHE - ELYSEES LINCOLN - IMPERIAL PATHE - SAINT-GERMAIN MICHETTE - HAUTEUILLE PATHE - 7 PARNASSIENS

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 27 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Les mercredis de l'information : l'Afrique blanche.
Vingt ans après l'indépendance des anciennes colonies françaises, Michel Bonnorin et Jean Ruelle dressent un bilan des influences américaines, libanaises ou japonaises, tentent aussi de déterminer les causes du sous-développement etc.

21 h 45 Le théâtre et les hommes
Encore un nouveau magazine de TF 1. Un regard sur le théâtre à travers l'œil des acteurs, des auteurs et des spectateurs. Cette semaine, le thème choisi est l'acteur. Parmi les invités, Patrice Chéreau et Michel Piccoli.

22 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Clémentine.
de D. Goldenberg, réal. R. Kahane. Avec V. Roire, M. Such, S. Rebbo, C. de Casablanca...
Enquête autour d'un bébé égaré : une comédie légère qui a malheureusement le don de ne faire rire que ceux qui l'ont réalisée.

22 h 10 Document : Jean d'Arcy
Une émission de l'I.N.A.
Hommage à un pionnier de la télévision, directeur des programmes de 1932 à 1939, décédé en 1983. Avec la participation de François Chalais, Claude Barma, Pierre Dumayet.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Variétés : Cadence 3.
de Guy Lux, L. Milicic et P. Daniel.
Autour de Gilbert Bécaud, Al Jarreau, Adamo, Marie-Paule Belle, etc.

CE SOIR, FANTASTIQUE



21 h 35 Journal.

21 h 55 Téléfilm : Les chardons de la colline ou Leopold Baillard.
De G. Laporte, réal. E. Lageron, avec J.-C. Arnand, C. Brostet, L. Arbessier.
En Normandie, au dix-neuvième siècle, trois prêtres qui n'en font qu'à leur tête bédissent autour d'un mystère (Baillard) une congrégation qui fait tâche d'encre... Schisme, hérésie. Les acteurs ne sont ni bons ni mauvais, on attend quelque chose qui retienne l'attention, en vain.

22 h 48 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
22 h 50 Prélude à la nuit.
Mady Mesplé chante cinq mélodies populaires grecques.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, La science en marche.
20 h, Musique : Jeanne Moreau comme ça.
21 h 30, Nuits magiques : une époque de transition.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du théâtre des Champs-Élysées) : « Tre Scellini » de Douspin. « Concerto pour flûte, harpe et orchestre » de Mozart. « Daphnis et Chloé » de Ravel, par l'Orchestre national de France, dir. Z. Macal, sol. P. Gallois, flûte, F. Cambreling, harpe.

22 h, Fréquence de nuit : Italie, mode d'emploi, œuvres de Ascani, Ciani, Gialli, Verdi, Monteverdi, Vivaldi, Berio, Martini, Porpora.

Jeudi 28 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 35 Vision plus.

12 h HF 12 (info.).

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 50 Objectif santé : diabète et sport.

14 h C'est à vous.

14 h 25 Le village dans les nuages.

14 h 50 Histoire d'en rir.

15 h 5 Météorologie.

15 h 15 Émissions régionales.

16 h 45 Émissions d'expression directe : le Sénat.

20 h Journal.

20 h 35 Téléfilm : La vitesse du vent.
De G. Lagorce, réal. P. Jamin. Avec S. Joubert, M. Constantin, G. Belle.
Un cadre supérieur et sa femme, pris en otage dans une ambassade parisienne, font appel à un médecin qui se trouve être l'ami de la femme. Ils règlent leurs problèmes d'oreiller. Une histoire à dormir debout, un cocktail sentimental au vague fond politique.

22 h 10 Magazine : Contre-enquête.
D'A. Hoang, C. Vigne et V. Giniat.
Un nouveau magazine mensuel sur les faits divers... composé de trois sujets traités sous les différents angles de la photo, du dessin ou du conte. Cocasse, parait-il. Attendez pour juger.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 50 Série : Les amours des années folles.

14 h 5 Aujourd'hui la vie.

15 h 5 Film : Ahmed, émir d'Afrique.
Film anglais de S. Trevor (1971) (rediffusion).
Dans une réserve du Kenya, un énorme éléphant règne sur son troupeau, au milieu des bêtes sauvages en liberté. Extraordinaire, impressionnant document sur l'organisation d'un monde animal préservé, sur l'aspect mythique de l'éléphant patriarcal.

16 h 40 Un ténor pour tout.
Que c'est beau la photographie.

17 h 45 Récit A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 10 D'accord, pas d'accord.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 35 Magazine : Résistances de M. Tholozan.
Les droits de l'homme au Bangladesh et au Brésil : une interview de Mme Mitterrand pour la campagne « Crayons et papiers » pour l'Afghanistan et le Salvador ; la délinquance et les prisons.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
Bernard Lavilliers : jeu : l'impeccable.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.
Ligue du droit des femmes.

19 h 10 Journal.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 50 Dessin animé : Tintin.

20 h Les jeux.

20 h 35 Cinéma sans visa.
Émission de J. Lacouture et J.-C. Guillaud.

20 h 40 Film : L'insurrection.
Film allemand de P. Lilienthal (1980), avec A. Pereira, C. Catania, M.L. Centano de Selva, O. Castillo (v.o. sous-titré).
En 1979, dans une ville universitaire du Nicaragua, un

jeune homme appartenant à l'armée gouvernementale prend conscience des abus du régime et rejoint la résistance sandiniste, à laquelle appartenait son père et son oncle. Histoire d'une révolution vécue à travers les conflits d'une famille. Homme de gauche, le chasseur allemand Peter Lilienthal s'intéresse aux révolutions d'Amérique latine. Film inédit.

22 h 10 Débat.
Avec M.M. P. Lilienthal, réalisateur du film ; J. Ziegler, professeur de sociologie à l'université de Genève, spécialiste des mouvements révolutionnaires du tiers-monde ; R. Jaulin, ethnologue, professeur à l'université de Paris-VII, et P. Kalfon (UNESCO), sous deux spécialistes du Nicaragua.

22 h 50 Journal.

23 h 12 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.
23 h 15 Prélude à la nuit.
Évocation, de M. Dupré, par Ch. Robert, orgue.

FRANCE-CULTURE

14 h 5, Un livre, des voix : « Ces messieurs de Saint-Malo », de R. Simon.

14 h 45, Les après-midi de France-Culture : départementales : les ponts ; à 17 h, Raisons d'être : André Chénid, « Éloge de la radié ».

18 h 30, Feuilleton : Portrait de femme.

19 h 25, Jazz à l'antenne.

19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la cytofluorométrie, avec R. Lator.

20 h, Vincent et l'âme des personnalités, de R. Mail, suivi de « hors texte ».

22 h 30, Nuits magiques : Berlin, capitale culturelle.

FRANCE-MUSIQUE

14 h 4, Musique Noire : œuvres de Eisbrenner, Walburg, Lamer.

14 h 30, D'une oreille l'autre : œuvres de Weber, Mendelssohn, Schumann, Wilbye, Morano-Torres.

17 h 5, Les légendes : œuvres pour piano de E. Grad.

18 h, Jazz : le blues-jeans.

18 h 30, Studio-Contest (en direct du Studio 106) : jazz : S. Kessler (clarinet), quartette de Ph. Macé (vibraphone).

19 h 35, L'impression.

20 h 30, Concert (en direct du théâtre des Champs-Élysées) : « Concerto pour piano et orchestre », de Mendelssohn ; « Symphonie n° 3 », de Bruckner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. S. Stokowiczski, sol. B. Davidovitch, piano.

22 h 30, Fréquence de nuit : Italie, mode d'emploi. Œuvres de Ballo, Puccini, Cherubini, Berlioz.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 27 AVRIL

Radio-7 diffuse, en collaboration avec le Monde de l'éducation, une enquête sur l'amour au lycée, à l'occasion de celle que fait paraître le Monde de l'éducation dans son numéro de mardi. A 19 h, sur Radio-7.

M. Farouk Abillama, ambassadeur du Liban en France, répond aux questions des journalistes libanais de Paris à 19 h 15, sur « La Voix du Caire », 105,8 MHz Paris.

JEUDI 28 AVRIL

M. Roland Carroz, secrétaire d'État au tourisme, est l'invité de l'émission « Qu'est-ce que je dois faire ? » à 9 h 05 sur Europe 1.

Radio 7 et le Monde de l'éducation présentent la deuxième partie de leur émission sur l'amour au lycée. A 19 heures, sur Radio 7.

Christine Carin et Jean-Michel Croisandeau participent à l'émission « Le téléphone sonne » consacrée à l'enquête du Monde de l'éducation sur l'amour au lycée. A 19 h 15, sur France-Inter.

LA GRÈVE A LA TÉLÉVISION

M. Fillioud rappelle « l'obligation de continuité du service public »

La grève organisée mardi 26 avril par le Syndicat national de la radio-télévision (S.N.R.T.-C.G.T.) a été, pour ses organisateurs même, un succès « qui a dépassé de loin toutes les espérances ». Lancée par une organisation minoritaire dans les sociétés de l'audiovisuel, désapprouvée par le syndicat majoritaire (C.F.D.T.) qui jugeait ce mouvement « prématuré », la grève a toutefois conduit à la désorganisation de la diffusion et à l'application d'un programme très réduit : informations et films sur chacune des chaînes (1). Comment ? Parce que la C.G.T. a concentré son mouvement sur le centre technique T.D.F. de la rue Cognac-Jay à Paris, pas où transite obligatoirement les émissions. Ainsi, une trentaine de grévistes (sur cent cinquante techniciens environ, qui assurent le fonctionnement de ce centre) ont pu bloquer pour une journée la quasi-totalité des émissions. Ailleurs, les programmes ont été poursuivis dans les chaînes de télévision et à la radio, d'autant que la Société française de production (S.F.P.)

M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, a condamné cette action. « L'obligation de continuité du service public ne saurait être mise par la seule volonté d'un nombre réduit de grévistes », a-t-il notamment déclaré. Il a indiqué que les « conditions d'exercice » du droit de grève n'avaient pas été déposées dans les délais réglementaires. M. Fillioud a d'autre part souligné que si « l'action des travailleurs de la radio-télévision pour la défense de leurs intérêts est légitime, elle ne doit pas ignorer les exigences de la situation difficile que connaît actuellement notre pays ».

Le conflit porte, on le sait (le Monde du 27 avril), sur les négociations en cours depuis de longs mois pour la convention collective des personnels de l'audiovisuel. Le nouveau système salarial proposé par l'association des employeurs (que préside M. Jacques Pomont, président de l'Institut national de la communication audiovisuelle) ne convenait pas à la C.G.T. ; celle-ci estime qu'il « tourne le dos à une harmonisation des perspectives de développement salarial » et « professionnalisme des personnels ». Les employeurs souhaitent toutefois la contre-proposition de la C.G.T. et s'opposent à un mouvement de grève « intervenant à contretemps de la volonté exprimée unanimement de parvenir le plus vite possible à l'accord nécessaire », selon M. Pomont.

D'autre part, les syndicats C.G.C., C.F.T.C. et F.O. de l'audiovisuel qui ne se sont pas associés à la grève, « envisagent des actions concertées si les moyens pour préserver les droits acquis des salariés du secteur public de l'audiovisuel n'étaient pas suffisants ».

(1) C'est la quatrième fois depuis mai 1981 qu'un service minimum est appliqué. D'autre part, la précédente grève en lien le 16 mai, à l'appel de la C.F.D.T., pour protester contre la politique immobilière des chaînes.

L'envers du MIP-T.V.

(Suite de la première page.)

Sans doute aussi une grande partie des opérations auront-elles été rendues possibles par le principe même de cette immense foire aux programmes, la juxtaposition des mille six cent trente-quatre stands, le brassage de quelque cent dix pays et des centaines de séances de visionnage, mais, dès lors que le contrat est de grande envergure, des choses s'agit d'alliances et de coproductions sérieuses engageant plusieurs partenaires et différents pays, le MIP perd de ses vertus magiques pour n'être plus que le lieu d'un échange, d'une négociation symbolique, une échéance, un repère symbolique.

Un exemple ? La coproduction géante du « Défi mondial », dont l'annonce officielle, à la faveur du MIP, cachait un travail inouï, mené patiemment par le réalisateur Daniel Bertolino depuis bientôt deux ans. Revenons en arrière.

1981. — Un livre paraît simultanément dans de nombreux pays, traduit en dix-sept langues et habilement lancé par une campagne de presse à l'échelle du monde et à la mesure du titre de l'ouvrage : le Défi mondial. Une analyse prospective de la situation du monde et des rapports Nord-Sud au lendemain d'un choc pétrolier considéré par l'auteur comme l'un des tournants les plus importants de l'histoire. Rédigé par les services de M. Servan-Schreiber et passionné par le débat qu'il suscite, le livre ne manque pas de provoquer, le réalisateur canadien se prend à imaginer ce que pourrait en être l'adaptation pour le petit écran. Il se met donc immédiatement au travail.

Octobre 1981, Montréal. — Trois mois ont permis de clarifier les idées de Bertolino : il s'agit d'une série de six épisodes d'une heure avec un tournage dans seize pays, un coût global de 2 millions de dollars canadiens et la condition impérative d'assurer à la production un retentissement et une distribution largement internationaux. Il en parle à la chaîne de télévision publique francophone Radio-Canada : l'idée suscite incontestablement l'intérêt. Il peut enfin prendre contact avec l'auteur.

Novembre 1981, Paris. — « Vous avez vingt minutes... »

Octobre 1981, Montréal. — Trois mois ont permis de clarifier les idées de Bertolino : il s'agit d'une série de six épisodes d'une heure avec un tournage dans seize pays, un coût global de 2 millions de dollars canadiens et la condition impérative d'assurer à la production un retentissement et une distribution largement internationaux. Il en parle à la chaîne de télévision publique francophone Radio-Canada : l'idée suscite incontestablement l'intérêt. Il peut enfin prendre contact avec l'auteur.

Automne 1982. — Le succès de ses autres réalisations, notamment une série sur les légendes indiennes, accroît la renommée de Bertolino, et donne sa crédibilité. Le ministre de la communication ainsi que l'Agence canadienne de développement international dépendant du gouvernement lui apportent officiellement leur soutien. Essayant d'intéresser l'homologue anglophone de Radio-Canada, il se conduit comme si le projet allait aboutir. Une équipe de chercheurs travaille sur le sujet, les archives et divers documents concernant les enjeux de l'informatique, l'avenir du dialogue Nord-Sud et l'idée de transfert de technologies. Bertolino, lui, voyage à travers le monde, repère les sites qui devront être ceux du tournage, prend des contacts au plus haut niveau, afin de s'assurer de la collaboration de personnages-clés (Kissinger, Nixon, Carter, Chéikh Yamani, le colonel Kadhafi).

Décembre 1981, Montréal. — Le soutien de Radio-Canada devient effectif, se part équivalent environ au tiers du budget nécessaire.

Décembre 1982. — Antenne 2 se déclare intéressée, mais rien n'est vraiment décidé. Bertolino voudrait alors pouvoir se targuer de l'assai-

TELEVISION DE FRANCE

VA DÉVELOPPER ET COMMERCIALISER LE SYSTÈME ANTOIPE

M. François Schoeller, président de Télédiffusion de France (T.D.F.), a présidé — au cours d'une conférence de presse tenue à Cannes, dans le cadre du dix-neuvième MIP-TV — les options de son administration en faveur du développement de la future quatrième chaîne et surtout du développement du système de télétexte ANTOIPE. M. Schoeller avait défini pour le Monde cette nouvelle politique (le Monde du 15 avril).

Pour la quatrième chaîne (« Canal plus »), M. Schoeller a indiqué que « les choix politiques et industriels sur le développement et sur le mode de paiement des auteurs vont être faits dans quelques jours ». On sait que T.D.F. plaide pour un système de « carte à mémoire », alors que d'autres sont partisans d'un « système adressable ».

Le télétexte ANTOIPE, destiné au grand public et à des professionnels, représente aujourd'hui deux mille pages-écran nationales par an et six cents pages régionales. M. Schoeller estime que les chaînes devraient même utiliser leur capacité de diffusion, et prévoit cinq mille pages avant 1984, cinquante mille en 1985-1986. Il a souligné, d'autre part, que le loi permet d'introduire la publicité.

Pour développer ce système, il faut à la fois un décodeur, afin de déchiffrer, trancher par tranches, les données publiques, et un moyen de commercialisation des données. Les magazines actuellement diffusés « en clair » seront codés dès 1984, et M. Schoeller prévoit un parc de 1 200 000 décodeurs de télétexte en 1987. Pour le lancement, T.D.F. va préfinancer entre 15 000 et 30 000 décodeurs, pour le sonatage des déficients auditifs.

Dans l'avenir, les divers décodeurs devront être intégrés aux postes de télévision, pour éviter d'ajouter sans cesse de nouvelles « petites boîtes » aux appareils actuellement en service.

Restez autonome

Février 1982, Cannes. — Décision du réalisateur. Les dirigeants des chaînes françaises, mal assurés de leur avenir professionnel, répugnent à s'engager dans de lourdes coproductions. Il reste au réalisateur deux mois pour trouver son financement. Alors il tente l'échelon européen : l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne. Beaucoup montrent de l'intérêt, mais tous proposent une interprétation très différente des questions soulevées par le Défi. Soucieux de rester parfaitement autonome, Bertolino annule ces contacts, tout comme il refuse les propositions d'aide pourtant alléchantes venant de pays arabes ou même d'une grosse société d'informatique. Tout risque d'éventuelle conflict d'intérêts doit être évité.

Juillet 1982. — Jean-Jacques Servan-Schreiber accepte de prolonger l'option de Bertolino, lequel n'a pu encore réunir la globalité du budget et convaincre l'auteur de repousser par quatre fois l'échéance.

Automne 1982. — Le succès de ses autres réalisations, notamment une série sur les légendes indiennes, accroît la renommée de Bertolino, et donne sa crédibilité. Le ministre de la communication ainsi que l'Agence canadienne de développement international dépendant du gouvernement lui apportent officiellement leur soutien. Essayant d'intéresser l'homologue anglophone de Radio-Canada, il se conduit comme si le projet allait aboutir. Une équipe de chercheurs travaille sur le sujet, les archives et divers documents concernant les enjeux de l'informatique, l'avenir du dialogue Nord-Sud et l'idée de transfert de technologies. Bertolino, lui, voyage à travers le monde, repère les sites qui devront être ceux du tournage, prend des contacts au plus haut niveau, afin de s'assurer de la collaboration de personnages-clés (Kissinger, Nixon, Carter, Chéikh Yamani, le colonel Kadhafi).

Décembre 1981, Montréal. — Le soutien de Radio-Canada devient effectif, se part équivalent environ au tiers du budget nécessaire.

Novembre 1981, Paris. — « Vous avez vingt minutes... »

Octobre 1981, Montréal. — Trois mois ont permis de clarifier les idées de Bertolino : il s'agit d'une série de six épisodes d'une heure avec un tournage dans seize pays, un coût global de 2 millions de dollars canadiens et la condition impérative d'assurer à la production un retentissement et une distribution largement internationaux. Il en parle à la chaîne de télévision publique francophone Radio-Canada : l'idée suscite incontestablement l'intérêt. Il peut enfin prendre contact avec l'auteur.

Automne 1982. — Le succès de ses autres réalisations, notamment une série sur les légendes indiennes, accroît la renommée de Bertolino, et donne sa crédibilité. Le ministre de la communication ainsi que l'Agence canadienne de développement international dépendant du gouvernement lui apportent officiellement leur soutien. Essayant d'intéresser l'homologue anglophone de Radio-Canada, il se conduit comme si le projet allait aboutir. Une équipe de chercheurs travaille sur le sujet, les archives et divers documents concernant les enjeux de l'informatique, l'avenir du dialogue Nord-Sud et l'idée de transfert de technologies. Bertolino, lui, voyage à travers le monde, repère les sites qui devront être ceux du tournage, prend des contacts au plus haut niveau, afin de s'assurer de la collaboration de personnages-clés (Kissinger, Nixon, Carter, Chéikh Yamani, le colonel Kadhafi).

Décembre 1981, Montréal. — Le soutien de Radio-Canada devient effectif, se part équivalent environ au tiers du budget nécessaire.

Décembre 1982. — Antenne 2 se déclare intéressée, mais rien n'est vraiment décidé. Bertolino voudrait alors pouvoir se targuer de l'assai-

Un coup d'œil ?

759.3133

Pour essayer un véhicule de la gamme sans perdre de temps, appelez Citroën, du lundi au samedi, de 7 h à 21 h sans interruption.

En avant Citroën!

CITROËN

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

Lu

«LES DAMES DE BYZANCE», de Jean-Luc Déjean

Un polar dans l'empire d'Orient

Tout le monde a vu, sinon à Ravenshoe même, du moins dans quelque album ou manuel scolaire, la célèbre mosaïque de San Vitale où apparaît dans toute sa gloire, au milieu des dames de sa cour, l'impératrice Théodora, dont le mari régnait au sixième siècle de notre ère, sur l'Empire byzantin. A regarder l'aurore qui entoure son visage longiligne et décidé, on pourrait croire qu'il s'agit d'une sainte. Ce n'était pas précisément l'avis de son contemporain Procope, le plus ancien historien de cette époque, troublée. Ce n'est pas non plus celui de Jean-Luc Déjean, qui a entrepris, à sa très particulière manière, de nous conter la prodigieuse ascension de la fille du gardien des cours du stade, prostituée à l'âge de dix ans, et dans le lit de laquelle avaient défilé, avant qu'elle ne coiffe la couronne, bien des puissants du temps.

L'auteur n'a pas eu pour rien le prix Alexandre-Dumas. Il a l'imagination fertile, le goût des secrets d'Etat farfelus, un parfait sens du rebondissement, une même aussi ferme que juteuse. On sent qu'il s'est beaucoup amusé à écrire ce livre, auquel ne manque même pas, pour mériter le titre de polar byzantin, un personnage de détective privé - puisque à l'en croire, la justice existait déjà dans l'Empire d'Orient, sous le nom d'«examineur». L'examineur en question avait de quoi s'occuper : la deuxième Rome, avec toute sa pompe, était une sorte de Chicago du temps de la prohibition, un repaire de bandits sans trace de scrupule, où l'on se tranchait la gorge pour un rien.

La grande difficulté dans le roman d'aventures d'époque, surtout lorsqu'il est, comme celui-ci, à la limite du canular, c'est de trouver le langage adéquat. Déjean, dans une courte préface, justifie la façon dont il

s'y est pris. La plupart de ses héros sont des gens du peuple : le seul moyen de leur donner de la véracité était de les faire parler comme ils parleraient aujourd'hui. Et c'est ainsi que, décrivant les fameuses courses d'attelages autour desquelles s'ordonnait toute la vie politique et sociale de Byzance, il n'a pas résisté à la tentation de faire hurler par la foule «Allez les verts !», puisque, comme chacun sait, on du monde était autrefois supposé savoir, les deux camps principaux étaient les bleus et les verts. Mais, en même temps, il laisse affleurer, avec un clin d'œil aux derniers survivants du temps des humanités, l'évidente érudition d'un homme qui a commencé dans la vie comme prof de grec et de latin. Grâce à lui, mine de rien, nous savons tout par exemple sur l'histoire monothéiste, à laquelle appartenait Théodora.

Aristophane le premier a montré qu'hellénisme et humour sont tout à fait compatibles. Les Dames de Byzance nous en donnent une nouvelle preuve. Dans l'univers macabre où nous nous débattions, alors que la langue française dépeçait sous les coups redoublés d'un conservatisme effarouché et d'un laxisme macronique, cette bouffée d'air salé, cette verve sans trace de vulgarité, cette absence totale de prétention, méritent d'être salués. Au-delà d'un récit haut en couleurs (notamment vert et bleu...), qui met souvent le lecteur en joie, voilà une bonne leçon à l'usage des cuisines qui ont oublié à quel point le français peut être vivant dès lors qu'on en utilise à la fois la pulpe et l'esprit. Marcel Aymé et Raymond Queneau auraient bien aimé Jean-Luc Déjean.

ANDRÉ FONTAINE.

★ Jean-Luc Déjean, *Les Dames de Byzance*, J.-C. Lattès, 347 pages, 78 F.

CORRESPONDANCE

Une lettre du directeur de l'imprimerie nationale

A la suite de notre article consacré à l'industrie graphique (Le Monde du 20 avril), nous avons reçu de M. Guy Beaussang, directeur de l'imprimerie nationale, une lettre dont nous extrayons les passages suivants.

Celui-ci reprend les attaques portées périodiquement contre la Nationale en s'appuyant sur des éléments d'information totalement inexacts.

Sans que cela soit dit explicitement, l'imprimerie nationale est une nouvelle fois assimilée à une énorme imprimerie intégrée bénéficiant à ce titre de nombreux privilèges et subventions. Si l'imprimerie nationale n'a pas le statut juridique d'un établissement public à caractère industriel et commercial, comme on pourrait s'y attendre, elle dispose néanmoins d'un budget annulé voté par le Parlement et ne recevant aucune subvention du budget général (...).

Les ouvriers qu'elle emploie bénéficient de la Convention collective de l'imprimerie de laur et des industries graphiques. Certes le régime fiscal auquel elle se trouve assujettie diffère sensiblement de celui imposé aux autres entreprises ; mais en contrepartie la part employeur des cotisations sociales qu'elle acquitte est infiniment plus lourde que les allègements fiscaux dont elle bénéficie. Et surtout elle doit assumer, sans contreparties financières directes, d'importantes servitudes de service public.

Pour le reste, si la production de l'imprimerie nationale représente environ 5 % de l'ensemble des activités graphiques, et si l'Etat est la seule information exacte que

constat votre article à notre sujet, cette part est loin de conférer à l'imprimerie nationale une position dominante dans son secteur d'activité.

A la suite de l'ouverture de l'établissement de Douai, décidée par le gouvernement pour contribuer à la lutte contre le chômage dans le bassin minier, les effectifs de l'imprimerie nationale se sont accrus de 18 % (et non pas de 36 %). La progression de son chiffre d'affaires au cours des cinq dernières années a été d'environ 100 % et non de 150 % comme vous l'avez écrit, ce qui peut paraître considérable, mais il s'agit de francs courants. De plus le chiffre d'affaires cité inclut la sous-traitance de l'établissement d'Etat auprès des entreprises du secteur privé qui représente en moyenne 30 % du total (...).

La vigueur avec laquelle M. Beaussang réagit nous donne l'impression que par là, les éléments d'information totalement inexacts, comme il les qualifie, contenus dans l'article incriminé figurent en fait dans le chapitre d'un dossier de presse organisé par la Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques le 24 mars. Un certain nombre de ces faux renseignements sont repris dans les documents fournis par la F.F.I.G. Enfin, la censure entre le chapitre de l'article consacré aux imprimeries intégrées et celui sur l'imprimerie nationale s'est effectuée sans que nous n'ayons pu accepter la remarque de M. Beaussang sur «l'assimilation» que nous aurions tenté de faire entre les deux... C.D.]

Décès

— M. et M^{me} Jacques Allais, M. et M^{me} Henri Brodier et leurs enfants, M^{me} Georges Colomieu et ses enfants, M^{me} Roger Gaucher et ses enfants, Et toute la famille, font part de décès du

général de gendarmerie Louis ALLAIS (C.R.), officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenu à Paris le 26 avril 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 29 avril, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, 277 bis, rue Saint-Jacques, à Paris (5^e), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montrouge (Haute-Seine) dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Gervais, 75017 Paris.

— On nous prie de faire part de décès de

M. Roger BARJERON, survenu en son domicile parisien le 15 avril 1983.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu en l'église et au cimetière de Belmont (Ain).

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Honoré-de-Lamoignon, 75015 Paris.

— M^{me} Marcel Guillot et tous les siens,

ont la douleur de faire part de décès du

professeur MARCEL GUILLOT, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre de la Santé, commandeur des Palmes académiques, médaillé Host Maden, membre de l'Académie nationale de médecine,

membre de l'Académie nationale de pharmacie, président d'honneur du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, président d'honneur de la Société technique des pharmaciens de France, président d'honneur de la Société française des sciences et techniques pharmaceutiques, président du Centre international d'études romanes,

survenu le 25 avril 1983, à Paris, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu dans la plus stricte intimité familiale à Robion (Vaucluse).

Une messe sera dite à son intention en l'église Saint-Sulpice, sa paroisse, à Paris (6^e), le mercredi 4 mai 1983, à 18 h 45.

7, rue Coëtlogon, 75006 Paris.

— Le Centre international d'études romanes, le chapitre de faire part de la perte irréparable qu'il vient de subir en la personne de son président, le

professeur Marcel GUILLOT,

décédé le 25 avril 1983 dans sa quatre-vingt-troisième année.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Henri LE BLANC, née Elisabeth Paris,

survenue le 25 avril 1983.

De la part de M. Henri Le Blanc, M. et M^{me} Eric Le Blanc et leurs enfants, M. et M^{me} Axel Le Blanc et leurs enfants, M^{me} Annabel Le Blanc.

Les obsèques auront lieu vendredi 29 avril, à 14 h 30, à Avenue-Val-d'Or (Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

64, rue Vanneau, 75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jean LEGRAND, écrivain, survenu à Paris, le 24 novembre 1982.

— M. et M^{me} Gaston Bazar, M^{me} Paul-Edouard Lynch, M. et M^{me} François Le Nail, M. et M^{me} Bernard Lynch, M. et M^{me} Yves Thoreau-Levard, Ses vingt-neuf arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} J. Edward LYNCH, née Paule Destremas,

endormie dans la paix du Seigneur le 19 avril 1983, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a eu lieu dans l'intimité familiale le samedi 23 avril en l'église de Segus (Hautes-Pyrénées).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Verger, route de la Mouly, 64600 Anglet, 12, passage Saint-Yves, 44000 Nantes, Le Mas Saint-Rabier, 24240 Themas, 120, rue d'Assas, 75006 Paris, 2, rue Jean-Macé, 38000 Grenoble.

— L'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF) a la tristesse de faire part du décès de

M. Armand MACÉ, son président d'honneur et l'un de ses fondateurs, survenu le 23 avril 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année.

(Le Monde du 27 avril.)

— François et Nicole Moyen-Foucaud, Luc et Marie-Aline Moyen-Mentré, Brigitte et Jacques Most-Moyen, Etienne-Nicolas et Irène Moyen-Destandau, Bertrand et Christiane Moyen-Bonne, Dominique et Françoise Moyen-Lebeque,

leurs enfants et petits-enfants, font part de la mort à Paris, le 24 avril 1983, dans sa quatre-vingt-septième année, du

général Antoine MOYEN, commandeur de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont lieu le mercredi 27 avril, à 15 heures, à Rumigny (Somme).

10, rue Duroc, 75007 Paris.

— M. et M^{me} Serge Souillard, M. Claude Souillard, M^{me} Chantal et ses enfants, Luc et ses enfants, ont la douleur de faire part de décès de

M^{me} Marcelle NAMIAS TAUREL, leur mère, grand-mère, sœur et amie,

survenue le 24 avril 1983, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 28 avril.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien, à 11 heures.

174, boulevard Poincaré, 75017 Paris.

— M^{me} Louis Parayre, M. et M^{me} Jean-Paul Parayre, M. Pierre Parayre, M^{me} Dorcas Parayre, Ludovic, Thibaut, Céline et Christine Parayre, ont l'immense plaisir de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

M. Louis PARAYRE, ingénieur général de la marine (E.R.), commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance M.R.E.,

survenue le 16 avril 1983 à l'âge de soixante-quatre ans.

Suivant la volonté du défunt, les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

96, rue de Longchamp, 92200 Neuilly, 3, rond-point Saint-James, 92200 Neuilly.

— Saint-Sulpice-les-Champs (Creuse). Les familles Simon, Vallade, Anzolle, Gaudriot, ont la grande douleur de faire part du décès accidentel survenu à l'âge de vingt ans de

François SIMON, élève ingénieur aux Arts et Métiers d'Aix-en-Provence.

Le service religieux est prévu le jeudi 28 avril, à 16 heures, en l'église de Saint-Sulpice-les-Champs.

— M. Marcel Vatin, son épouse, M^{me} Madeleine Parade-Seigneurie, sa sœur, M^{me} Charles Cahuzac, M. et M^{me} Jack Laplanche, Les familles Moutet, Vatin, ont la douleur de faire part de la mort de

M^{me} Henriette VATTIN-SEIGNEURIE.

piéusement décédée en son domicile, le 26 avril 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 avril 1983, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7^e, sa paroisse, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Marc Jacquet, Ses enfants, Sa famille, profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été exprimées lors du décès de

M. Marc JACQUET, sénateur de Seine-et-Marne, ancien ministre du général de Gaulle, remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

— Les adjoints au maire de Melan, Les conseillers municipaux, Le secrétaire général de la mairie, Le personnel communal, ont été très sensibles aux témoignages d'amitié et de sympathie exprimés lors du décès de

M. Marc JACQUET, maire de Melan.

— Dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les personnes qui lui ont témoigné des marques de sympathie lors du décès de

M^{me} Etienne della SUDDA, la famille, profondément émue, adresse à tous ses très sincères remerciements.

— Pour le premier anniversaire de la mort de

M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

CARNET

M. Marc JACQUET,

sénateur de Seine-et-Marne, ancien ministre du général de Gaulle,

et prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

— Dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les personnes qui lui ont témoigné des marques de sympathie lors du décès de

M^{me} Etienne della SUDDA, la famille, profondément émue, adresse à tous ses très sincères remerciements.

— Pour le premier anniversaire de la mort de

M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

— M. Jean DESSALES, une pensée est adressée à ceux qui sont fidèles à

SPORTS

ALPINISME

Hivernales : toujours plus vite

De notre correspondant

Grenoble. — Les échecs répétés d'un grand nombre d'expéditions françaises engagées ces dernières années sur les pentes de l'Himalaya pouvaient laisser penser que l'alpinisme connaissait, dans notre pays, des heures bien sombres. Aucun grimpeur n'était parvenu à se hisser au niveau du prestigieux Italien Reinhold Messner, vainqueur en solitaire de l'Everest et du Nanga-Parbat ; l'expédition nationale française au K. 2 (8 760 mètres) avait dû laisser échapper, en 1979, une victoire presque acquise sur les pentes d'une des plus redoutables montagnes du globe.

Quant aux membres du Groupe militaire de haute montagne (G.M.H.M.), ils s'étaient, eux aussi, vu frustrer, en 1981, d'une victoire alors qu'ils se trouvaient à 200 mètres seulement du « toit du monde ». Ni les moyens matériels énormes installés sur les pentes nord de l'Everest, ni l'engagement physique des hommes du G.M.H.M. n'avaient été assez forts pour vaincre cette montagne conquise pourtant quelques mois plus tôt, en solitaire, et par le même itinéraire, par l'italien.

Quatre mille mètres plus bas, dans le massif du Mont-Blanc, le Groupe militaire de haute montagne a pris, cet hiver, une certaine revanche. Les huit hommes qui le composent — deux appelés et six militaires d'active basés à Chamonix, forment un groupe de compétition unique en son genre, tout au moins en Europe occidentale. Son palmarès pour l'hiver 1982-1983 est éloquent : le premier hivernal de l'hypercolloir du Brouillard sur le versant italien du Mont-Blanc — probablement la voie glaciaire la plus difficile et la plus esthétique du massif du Mont-Blanc, — la première hivernale du Pilier-Dorobé du Freney, ou encore, la sortie directe du Linceul, dans la face nord des Grandes Jorasses (4 208 mètres).

Mais les deux exploits les plus remarquables ont été réalisés en solitaire, l'un par Christophe Profit, l'autre par Eric Escoffier. Le premier, originaire de Rouen, âgé de vingt-deux ans, appelé sous les drapeaux en 1982, s'était fait remarquer déjà en juin de la même année en grimpant en solo intégral — sans pitons, sans corde, sans baudrier et, pour être plus léger encore, sans gourde ni

casque — et en trois heures dix, la « directe américaine » dans la voie ouest des Drus (3 754 mètres). Le 25 février 1983, Christophe Profit, qui n'est en possession que de son diplôme d'accompagnateur en moyenne montagne, mais qui espère pouvoir devenir un jour guide de haute montagne, a réalisé un véritable « marathon alpin » en enchaînant en un seul jour, dix minutes à 22 heures, entre les refuges d'Argentière et de Leschaux, trois faces nord extrêmement difficiles, les Droites, Taléfre et les Grandes Jorasses par l'itinéraire du Linceul. Il acheva sa course alors que le mauvais temps avait déjà investi toute la chaîne du Mont-Blanc.

L'enchaînement en plein hiver et en vent et une heure, du grand Pilier d'Angle et du Pilier central du Freney, sur le versant italien du Mont-Blanc, apparaissent, il y a quelques années encore, comme une aventure alpine jugée impossible. Eric Escoffier, lui aussi membre du Groupe militaire de haute montagne, a fait partir un grand nombre de guides et d'alpinistes. Toutes ces grandes courses, autrefois conclues après trois ou quatre jours d'efforts, sont désormais à la portée, en quelques heures seulement, d'alpinistes entraînés et capables d'affronter seuls des itinéraires grandioses. La légèreté constitue un facteur essentiel de réussite dans ce type d'entreprise.

Le maigre matériel emporté dans leur sac, qui pèse rarement plus de 10 kilos, est devenu, au fil des années, de plus en plus sophistiqué. Il y a quatre ou cinq ans, les plus grands alpinistes étaient obligés, dans des passages glaciaires très délicats, de se servir de broches à glace tous les 50 centimètres. Aujourd'hui, des crampons spéciaux et des piolets en forme d'ancres apportent aux alpinistes une meilleure assurance et leur garantissent une progression beaucoup plus rapide dans des passages presque verticaux.

Un alpinisme d'un nouveau type s'expérimente depuis trois ou quatre ans dans les Alpes. Des guides y peaufinent leur technique pour demain prendre d'assaut, le plus vite et le plus léger possible, certains grands itinéraires de la chaîne himalayenne.

CLAUDE FRANCHILLON.

FOOTBALL

Sacrifices et subventions à l'Olympique lyonnais

Événement sans précédent dans le sport professionnel : les joueurs de l'Olympique lyonnais, qui ont dans une situation financière désastreuse après de mauvais résultats sportifs, ont accepté, pour permettre le redressement du club, une baisse de 5 à 25 % de leur salaire. En contrepartie, la mairie de Lyon, qui avait envisagé un dépôt de bilan, a accordé une nouvelle subvention de 2 millions de francs.

De notre correspondant

Lyon. — « Il fallait bien faire un effort pour assurer la survie du club et penser aux joueurs encore sous contrat », le porte-parole des joueurs professionnels, André Ferri, a commenté en ces termes la décision collective de ses partenaires de l'Olympique lyonnais (O.L.). Le geste a, semble-t-il, été apprécié par M. Francisque Collomb, sénateur (non-inscrit), maire récemment réélu. Même s'il laisse deviner que de nouveaux sacrifices doivent être exigés.

Du côté de la municipalité, le nouveau premier adjoint, M. André Soulier, a avancé quelques propositions : une subvention exceptionnelle ; la consultation des élus du conseil municipal « de toutes les tendances politiques » ; la mise sur pied, après des contacts avec toutes les parties concernées (dirigeants, joueurs, entraîneurs, supporters) d'un plan à moyen terme (trois ans) pour décider de l'avenir du club. Avant le fin de mai, la politique de la ville en matière de football professionnel sera définitivement arrêtée. Ce terme semble d'ailleurs un peu lointain puisque la période des transferts de joueurs s'ouvrira le 15 mai.

« Les dirigeants antérieurs ont été parfaitement honnêtes », le premier adjoint a passé l'éponge sur des erreurs flagrantes de gestion, au niveau du recrutement notamment. Ainsi l'O.L. a-t-il perdu chaque saison, depuis trois ans, entre quatre et six de ses joueurs. Difficile dans ces conditions d'obtenir un rendement maximum. De plus, les anciens dirigeants — dont l'actuel adjoint au sport, M. Jean Genety, qui fut longtemps vice-président du club — ont laissé se dégrader la situation financière du club. Les différents remboursements et agios bancaires à assurer représentent environ 1 million de francs.

Les efforts des joueurs et la « compréhension » de l'actuel commanditaire du club, les magasins Carrefour, qui ont avancé le versement de leur subvention annuelle de 1 200 000 F, ont permis de réduire à

2 700 000 F le déficit de trésorerie avant l'intervention municipale. Toutefois, ces mesures apparaissent comme des palliatifs. Il faudra plus d'engagements concrets pour convaincre Robert Herbin de rester entraîneur dans le club qu'il tente de sortir de l'ornière. Pour lui, « il est essentiel que la ville comprenne l'importance du football, qui reste le spectacle qui attire le plus de monde à Lyon ». Quant à l'actuel président, M. Charles Mighirian, désigné le 13 janvier, il ne veut à aucun prix assumer les lourdes responsabilités de ses prédécesseurs. Il tente de maintenir l'autonomie de l'équipe dirigeante et des « gestionnaires bénévoles » qu'il dirige. « La gestion, c'est vous ; l'argent, c'est nous », lui a répondu notamment M. Soulier, en laissant entendre que la ville pourrait avoir son mot à dire au moment de l'acquisition des joueurs ou de la signature des contrats.

Un dernier élément plaide en faveur du maintien d'une équipe de football de haut niveau à Lyon : les efforts consentis par les contribuables lyonnais pour l'agrandissement du stade de Gerland. La part de la ville sur ces travaux dont le montant est évalué à près de 50 millions de francs, seule une équipe majeure permet l'élite justifierait de telles dépenses. Une rencontre entre Lyon et Thion-les-Bains, devant deux mille spectateurs perdus dans un stade de soixante mille places, ce ne serait pas seulement un cauchemar réservé aux inconditionnels du football. Ce serait du gâchis.

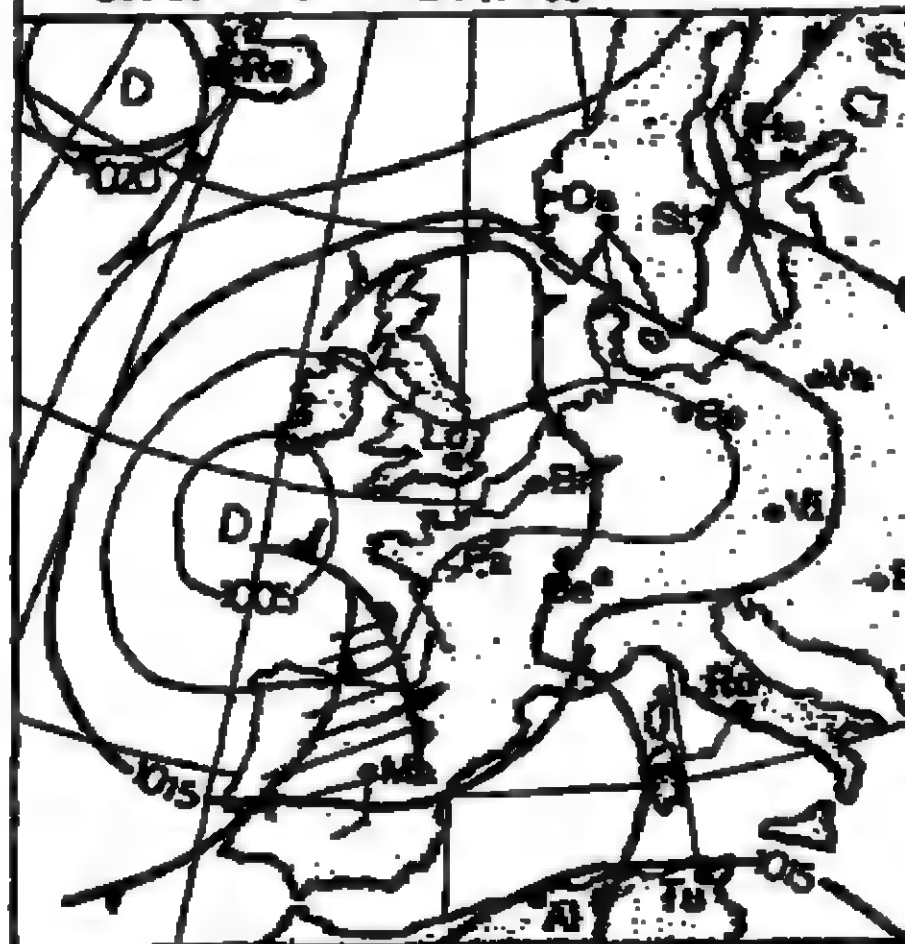
CLAUDE RÉGENT.

AUTOMOBILISME. — Le pilote d'Allemagne fédérale Rolf Stommelen est mort des suites d'un accident qui s'est produit le 24 avril aux Six Heures de Riverside (Etats-Unis). Stommelen, qui fut un spécialiste des courses de formule 1, de formule 2 et d'endurance, était âgé de trente-neuf ans. Il avait gagné trois fois les Vingt-Quatre Heures de Daytona.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27.4.1983 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 27 avril à 0 heure et le jeudi 28 avril à minuit.

La zone dépressionnaire qui s'étend du sud de l'Irlande au Danemark dirige toujours sur la France un flux de sud-ouest instable. Une perturbation pluvio-orageuse traversera très lentement, la nuit de mercredi à jeudi, la journée de jeudi, la moitié est du pays, tandis qu'une nouvelle limite secondaire instable abordera jeudi midi les côtes atlantiques.

Jeudi matin, une zone de temps couvert et souvent pluvieux s'étendra des Pyrénées-Orientales au Massif Central, aux Alpes, au Jura et aux Vosges. Les précipitations seront parfois fortes, en particulier sur les versants sud à sud-ouest des massifs montagneux. Cette zone de mauvais temps sera située au sortir de la Corse, aux Alpes et au Jura.

Une forte nébulosité avec quelques averses sera observée sur les régions méditerranéennes. Sur les autres régions, après une matinée souvent brumeuse, le temps deviendra ensoleillé, mais un nouveau développement de l'instabilité sera observé dès le début de l'après-midi, de l'Aquitaine à la Bretagne, avec passages nuageux accompagnés d'averses très localement orageuses. Cette instabilité passera en soirée la moitié nord-ouest de la France. Le vent de sud-ouest faible à modéré soufflera parfois par rafales sous les averses ; les températures maximales atteindront 13 degrés à 20 degrés en fonction de l'ensoleillement.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 27 avril :

UN DÉCRET

● Portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Autriche, concernant le statut du lycée français de Vienne, fait à Vienne le 4 mai 1982.

UN ARRÊTÉ

● Portant interdiction de transport des groupes d'enfants les 29 et 30 juillet 1983.

LA MAISON

Dépannage express

La machine à laver qui fuit, la baignoire bouchée, la télévision défectueuse, le réfrigérateur qui ne fonctionne plus, un confort dont on s'aperçoit, soudain, qu'on ne peut se passer.

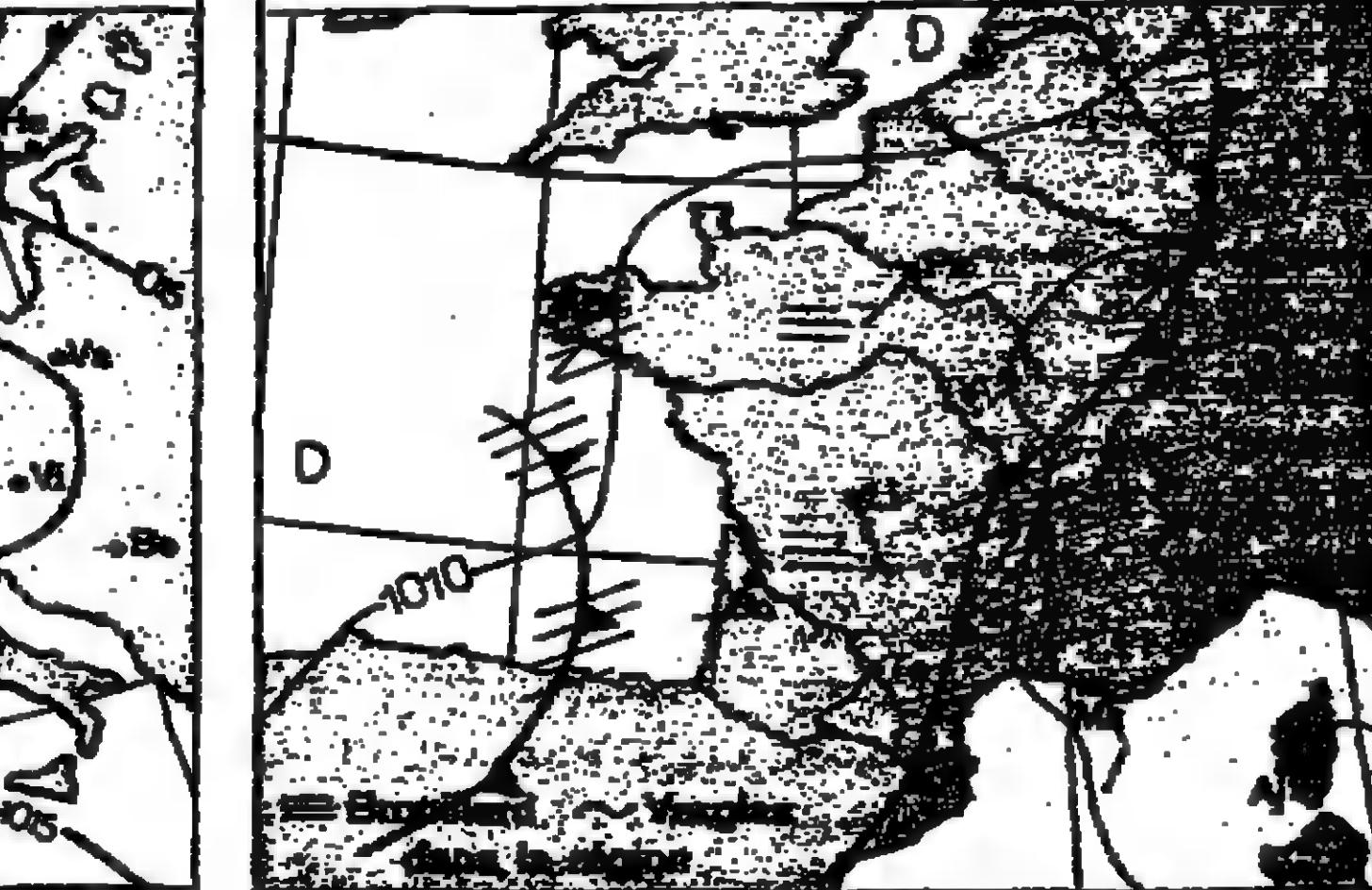
Le réflexe ? Prendre le téléphone et implorer du secours pour que tout rentre dans l'ordre. Mais rien n'est aussi facile que le laisser faire accourir les multiples publicités à ce sujet. Rares sont, en effet, les sociétés de dépannage bien organisées, avec permanence téléphonique et intervention rapide. Méfiance, donc, envers des prospectus trouvés dans la boîte aux lettres. Si on les met de côté (pour le jour où), on a souvent le désagréable de constater, quelques mois plus tard, que ces services ont disparu. Outre ces méthodes de dépannage, il y a des artisans (électricien) qui souhaitent compléter leur travail d'installation par des réparations, mais qui ne sont pas toujours libres sur le coup.

Il faut demander les tarifs avant l'intervention de l'artisan. Les entreprises sont d'ailleurs tenues de l'annoncer d'emblée. Les fournitures de pièces sont toujours comptées en plus. Le règlement est fait au dépanneur, qui doit remettre une facture.

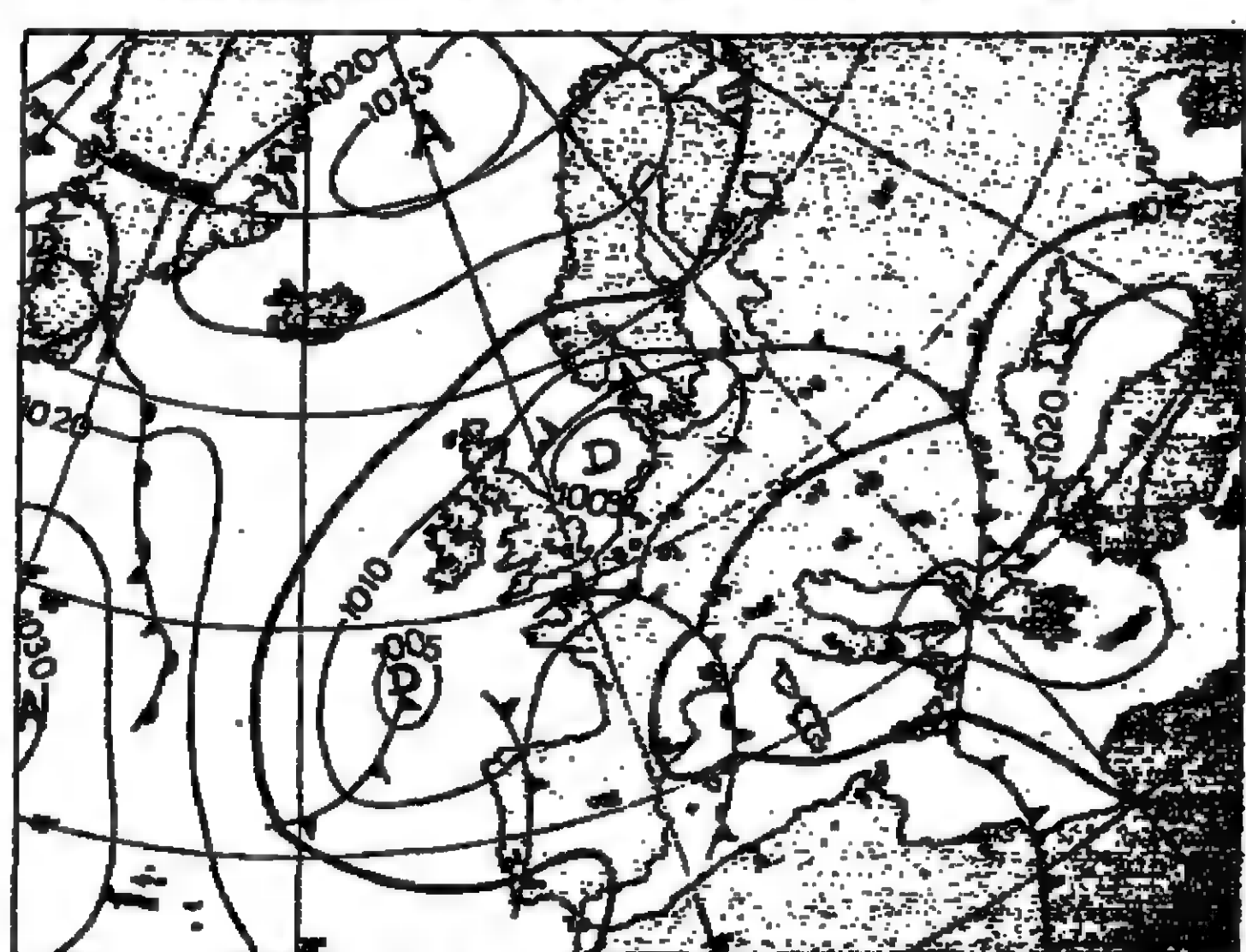
La liste qui suit (non exhaustive) comprend des sociétés de dépannage installées depuis plusieurs années. Elles sont équipées de voitures reliées par radio à une permanence téléphonique et couvrent les « points chauds » du dépannage : plomberie, électricité, serrurerie, télévision et appareils électroménagers.

As-dépannages. — (533-94-44). Paris et proche banlieue. Téléphone et dépannage de 7 heures à 19 heures, sauf dimanche. Urgences plomberie et électricité, dans les deux heures ;

PRÉVISIONS POUR LE 28.4.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 28 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 avril ; le second le minimum de la nuit du 26 au 27 avril) :

Ajaccio, 23 et 18 degrés ; Biarritz, 17 et 10 ; Bordeaux, 17 et 7 ; Bourges, 15 et 5 ; Brest, 14 et 7 ; Cas, 16 et 4 ; Cherbourg, 14 et 5 ; Clermont-Ferrand, 7 et 3 ; Dijon, 12 et 3 ; Grenoble, 19 et 8 ; Lille, 16 et 9 ; Lyon, 14 et 2 ; Marseille-Marignane, 19 et 10 ; Nancy, 15 et 7 ; Nantes, 16 et 5 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 10 ; Paris-Le Bourget, 14 et 5 ; Pau, 19 et 7 ; Perpignan, 22 et 9 ; Rennes, 15 et 5 ; Strasbourg, 18 et 9 ; Tours, 17 et 5 ; Toulouse, 17 et 7 ; Poitiers-Pizay, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 10 degrés ; Amsterdam, 16 et 9 ; Athènes, 23 et 14 ; Berlin, 22 et 12 ; Bonn, 18 et 9 ; Bruxelles, 16 et 9 ; Le Caire, 30 et 16 ; Les Canaries, 25 et 16 ; Coppenhague, 1 et 6 ; Dakar, 25 et 10 ; Djirba, 23 et 13 ; Genève, 16 et 3 ; Jérusalem, 21 et 9 ; Lisbonne, 16 et 7 ; Londres, 17 et 8 ; Luxembourg, 14 et 7 ; Madrid, 15 et 7 ; Moscou, 23 et 11 ; Nairobi, 26 et 17 ; New-York, 15 et 11 ; Palma-de-Majorque, 21 et 12 ; Rome, 22 et 14 ; Stockholm, 10 et 4 ; Tenez, 33 et 15 ; Tunis, 21 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES FRANÇAIS NÉS ENTRE LE 1^{er} JUILLET ET LE 26 OCTOBRE 1963

Le ministère de la défense communique :

La fraction de contingent 1963/66 comprendra, s'ils ont été reconnus « aptes » au service :

1° Les jeunes gens :

a) Dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1^{er} juin 1983 ;

b) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1^{er} juin 1983 ;

c) Volontaires pour être appelés le 1^{er} juin 1983, et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} avril 1983, déposé une demande d'appel avancé ;

d) Volontaires pour être appelés le 1^{er} juin 1983 et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} avril 1983, fait parvenir leur déclaration de report d'incorporation.

2° Les jeunes gens non titulaires d'un report d'incorporation administré par les bureaux du service national de métropole, nés entre le 1^{er} juillet 1963 et le 30 septembre 1963, ces dates incluses, recensés avec la troisième tranche trimestrielle de la classe 1983 ;

b) Les jeunes gens omis ou mal-révisés, non titulaires d'un report d'incorporation, recensés avec la quatrième tranche trimestrielle de la classe 1983 ;

c) Les jeunes gens non titulaires d'un report d'incorporation administré par les bureaux du service national de métropole, nés entre le 1^{er} octobre 1963 et le 26 octobre 1963, ces dates incluses, recensés avec la quatrième tranche trimestrielle de la classe 1983.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 1^{er} juin 1983.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3437

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Un mot qui peut faire peur. — II. On y met des graines. — III. Va frayer dans les torrents. N'est pas recommandé. — IV. Est étendu. Impatience une ténacité. — V. Une reine de France écrivait une croisée. Français. — VI. Permet un foulement. Qui a une cage très solide. — VII. Qu'on peut donc revendiquer. — VIII. Appartient au groupe des plantes tapissées. Moment où peut apparaître le démon. — IX. Rapporte quand elle est ardue. — X. Bois de l'Asie. N'est pas le droit chemin. — XI. Qui peuvent dévorer l'appel.

VERTICALEMENT

1. Peut être assimilé à une base... — 2. A besoin d'être éclairé quand on est dans le brouillard. Abréviation pour un roi. — 3. Une femme qui s'admire. En point. — 4. Pas recommandable. S'incruste à la vie des paysans de Hongrie. — 5. Une ville célèbre par son temple du Soleil. Pas innocent. — 6. Note. Petites parcelles. — 7. Un groupe ethnique de Sibirie occidentale. — 8. Crochets pour manier des tiges précieuses. Règle. — 9. Nappes. Il peut y en avoir plusieurs pour un appât.

Solutions du problème n° 3436

Horizontalement

I. Baromètre. — II. Opération. — III. Urnes. Est. — IV. Tête. Bric. — V. Otis. Faces. — VI. Ne. Payer. — VII. Venise. — VIII. Etel. — IX. Et. Ré. Pi. — X. Femelle. — XI. Etel. Acte.

Verticalement

1. Boutonnure. 2. Appât. 3. Remue. VE. Fa. — 4. Otis. Pédal. — 5. Mas. Femelle. — 6. Et. Bric. Sa. — 7. Tiroirs. Fac. — 8. Roulée. Est. — 9. Etel. Bric.

GUY BROUTY.

ÉCHECS

« Le Hongrois Zoltan Ribli s'est qualifié pour les demi-finales du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs en battant le Philippin Eugenio Torre par 6 à 4. Il rencontrera le Soviétique Vladimir Smyslov ».

PARIS EN VISITES

VENDEUR 29 AVRIL

« Musée Cognac-Jay », 14 h 45, 25, boulevard des Capucines, M° Flandre.
« Éditions Économica et Musée Louis-XVI », 15 heures, 2, boulevard Poissonnière, M° Daumesnil. (Caisse nationale des monuments historiques).
« L'Opéra », 13 h 30, Opéra, M° Javal.
« Le Louvre », 15 h 30, Grand Palais (Paris et son histoire).
« Hôtels de Paris », place des Vosges, 14 h 30, Métro Saint-Paul (Région parisienne).

CONFÉRENCES

14 h 30 et 16 h 45. Musée des arts décoratifs, R. Puchotier : « La Chine moderne, actuelle et éternelle » (projections).
15 heures, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, C. Thibaut : « L'Anglais géorgien : naissance d'une nouvelle sensibilité » (projections).
18 h 30 et 21 heures, 184, boulevard Saint-Germain, D. Montcaudal : « Le Cachemire » (diaporama).

Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 1^{er} mai 1983

L'argent à tout faire des organismes professionnels

Recherche industrielle, solidarité agricole, protectionnisme sournois et subventions discrètes... Une enquête de Daniel Schneider

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	22,00	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

ALGERIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE S.N.S.
UNITÉ TRAVAUX NEUFS
 Bureau d'études régional de l'Est algérien issu de la restructuration de la Société Nationale de Sidérurgie recherche pour ses différents départements :

- DÉPARTEMENT ENGINEERING**
 - SERVICE BATIMENT, ARCHITECTURE**
 INGÉNIEURS BÉTON
 TECHNICIENS SUPÉRIEURS BÉTON
 ARCHITECTES URBANISTES
 ARCHITECTES HABITAT
 T.S. ARCHITECTURE
 - SERVICE GÉNIE CIVIL**
 INGÉNIEURS GÉNIE CIVIL
 T.S. GÉNIE CIVIL
 - SERVICE V.R.D.**
 INGÉNIEURS V.R.D. dont 01 VOIES FERRÉES
 INGÉNIEURS SIGNALISATION VOIES FERRÉES
 PROJETS VOIES FERRÉES
 - SERVICE MÉCANIQUE, MANUTENTION**
 INGÉNIEURS SPÉCIALISTES EN MANUTENTION LOURDE
 INGÉNIEURS EN MANUTENTION CONTINUE ET ENGINS
 INGÉNIEURS EN MÉCANIQUE DE CONSTRUCTION SIDÉRURGIQUE dont 01 USINAGE
 INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS
 SPÉCIALISTES EN MANUTENTION
 INGÉNIEURS RÉGULATION ET INSTRUMENTATION DANS LE DOMAINE MANUTENTION
 INGÉNIEURS SPÉCIALISTES EN MANUTENTION ET STOCKAGE
 INGÉNIEURS ÉLECTRO-MÉCANICIENS
 PROFIL ENTRETIEN RENOVATION
 PROJETS MÉCANIQUE GÉNÉRALE
- DÉPARTEMENT TRAVAUX**
 INGÉNIEURS GÉODÉSIE TOPOGRAPHIE
 INGÉNIEURS GÉNIE CIVIL
 INGÉNIEURS ou T.S. V.R.D., ROUTES ET VOIES FERRÉES
 INGÉNIEURS ou T.S. MÉCA-FLUIDES, HYDRAULIQUE FLUIDES

CONDITIONS EXIGÉES
 Diplôme
 Plus de dix ans d'expérience « profil sidérurgique »
 Connaissance de la langue française obligatoire

AVANTAGES OFFERTS
 Salaire selon compétence
 Transfert selon réglementation en vigueur
 Logement assuré
 Divers avantages sociaux

Adresser C.V. et prétentions à **SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE, Unité Travaux Neufs**, B.P. 1035, CHAÏRA (El Hadjar), Annaba, ALGERIE

IMPORTANTE BANQUE D'AFFAIRES JAPONAISE
 recherche

JEUNE CADRE DE BANQUE

Désireux de prendre de suite d'importantes responsabilités et ayant, si possible, une expérience dans le domaine des nouvelles émissions pour les financements d'entreprises.

- Le candidat devra parler couramment français et anglais ;
- Poste basé à LONDRES avec déplacements fréquents en FRANCE ;
- Fonctions et rémunération motivantes.

Prière d'envoyer lettre et curriculum vitae en anglais à
MISS H. MOMONO
DAIWA SECURITIES LIMITED
 14 St Paul's - Chancery - Londres EC4M 8BD

L'Organisation Mondiale de la Santé
 recherche un

SPÉCIALISTE DE L'INFORMATION (MEDIA)

Si vous êtes dynamique, motivé(e) et spécialisé(e) dans le domaine de la communication et des grands moyens d'information ;
 Si vous avez une parfaite connaissance du français et de l'anglais ainsi que l'équivalence d'un diplôme universitaire reconnu ;
 Si vous êtes doué(e) pour la promotion de la santé et du développement ;
 Si vous avez une solide connaissance des techniques et pratiques de la presse écrite et des moyens de communication audio-visuels ;
 Si vous êtes doué(e) pour la photographie et avez un style d'écriture clair et précis ;
 Un poste est à pourvoir au service des médias de la Division de l'Information du Public et de l'Éducation pour la Santé de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) Genève ;
 Votre candidature, accompagnée d'un c.v. détaillé et d'une photographie, doit être adressée à :
 Organisation Mondiale de la Santé
 Service du Personnel (M.P.R.)
 1211 GENEVE 27

L'Organisation contactera uniquement les candidats qu'elle jugera qualifiés.

HELLENIC AEROSPACE INDUSTRY LTD
 Nous sommes une grande Compagnie moderne et technologiquement avancée, spécialisée dans le développement de l'industrie aéronautique en Grèce. Pour le développement technique des activités techniques et financières de la Compagnie nous cherchons des

CADRES
 dynamiques dans les secteurs suivants :
 • Directeur de Production pour l'administration du total des activités de production de la Compagnie, comme la maintenance et la réparation générale de cellules d'avion, moteurs et réacteurs, composants mécaniques, systèmes électroniques ainsi que la fabrication de pièces pour avions.
 • Manager de la Division de Fabrication.
 • Manager de la Division Moteurs et Réacteurs.
 • Manager de la Division Électronique.
 • Manager de la Division Électronique, Révision générale et fabrication de Systèmes Électroniques et réduction de technologie moderne.
 • Manager du Contrôle de la Production, Programmes et contrôle des activités de production pour matériel aéronautique.
 • Manager Financier.
 • Comptable, Évaluation de coût, Finances et Comptabilité Administrative.
 • Manager de Services des Contrats.
 • Exécution de programmes, Droit Contractuel, Contrôle des Programmes.
 • Manager Administratif.

QUALIFICATIONS NÉCESSAIRES
 • Diplôme Universitaire
 • Expérience de 10 ans dans le domaine correspondant.
 • Esprit de coopération, Dynamisme, Responsabilité, Créativité, Capacités d'adaptation.
 • Langues : Grec et Anglais, indispensables.
 • Français : Basse, Moyen, souhaitables.
 • Âge : 35 - 55 ans
 • Mariage :
 • Salaire satisfaisant.
 • Programme d'assurance personnelle supplémentaire.
 • Ambiance de travail agréable.
 • Transfert gratuit.
 Ceux qui sont intéressés à une carrière dans l'industrie aéronautique sont priés d'envoyer leur curriculum vitae, copies de leurs certificats, qualifications et emplois antérieurs à :
HELLENIC AEROSPACE INDUSTRY LTD
 Tergou, B.P. 23, Schinaria - Viotia - Grèce - Attn: Manager du Personnel

emplois régionaux

Jeunes ingénieurs de vente

SAIT Tours (Centre-Poitou) (réf. 6691/E)

Notre Département Accessoires, leader mondial dans sa spécialité, renforce ses structures régionales. Votre mission : Développer, animer et assister une clientèle diversifiée, composée de distributeurs, installateurs et d'industries diverses.

Votre profil : Ingénieur (électricité, électronique), débutant ou ayant quelques années d'expérience, vous avez de fortes aptitudes à la négociation à tous les niveaux et la volonté de réussir. Nous sommes exigeants sur nos performances techniques : sont enrichissantes et, rapidement, nos besoins en hommes de valeur pourront vous offrir de larges perspectives d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence choisie, à notre Conseil, Christian LOUVRIER, à CAPFOR - B.P. 846 - 44030 NANTES CEDEX.

CAPFOR

VILLE DU HAVRE, recrute par voie de mutation :

RÉDACTEUR
 (option animation)
COMMISS
 (option animation)
 pour travail d'animation dans des équipements socio-culturels de quartier.

Adresser candidature à M. le Député, Maire du Havre, Bureau Gestion et Formation du Personnel, B.P. 51, 75084 LE HAVRE CEDEX.

VILLE DU HAVRE recrute pour service de Médecine du Travail

UN MÉDECIN CONTRACTUEL A TEMPS PARTIEL

(75 heures/mois)
 Titulaire du certificat d'études spéciales de Médecine du Travail. Salaire calculé sur le base de l'échelle de rémunération prévue dans la Convention des Médecins du Travail.

Adresser candidature et curriculum vitae à M. le Maire, Direction du Personnel, Boîte Postale 51, 75084 LE HAVRE CEDEX.

LE CNES
 recherche pour son établissement de TOULOUSE

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
 Cinq à six ans d'expérience en traitement de signal et désireux de s'ouvrir à une carrière d'ingénieur d'affaires.

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
 Quatre à cinq ans d'expérience sur équipement à technique digitale et radio fréquence.

Adresser curriculum vitae + prétentions à Division du Personnel, 18, avenue E.-Belin, 31055 Toulouse.

GROUPE PHARMACEUTIQUE SANOFI
CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY
MONTPELLIER
 recrute pour son SERVICE ANALYSE

1 RESPONSABLE DE LABORATOIRE

Formation souhaitée : Ingénieur ENS chimie (ou équivalent) + expérience nécessaire en chimie organique structurale.
 La fonction comporte la responsabilité et l'animation d'un laboratoire composé d'une équipe de cinq techniciens et techniciens supérieurs.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo à **CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY**, Service du Personnel, rue du Professeur-Joseph-Blayac, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
 recherche pour sa Direction Comptable,

Deux titulaires du DECS ou diplôme équivalent

Les deux postes, à pourvoir à Paris, sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur tant dans le domaine de la comptabilité générale que dans celui du contrôle budgétaire. Il sera exigé d'un des deux titulaires une expérience confirmée d'au moins 5 ans dans le domaine comptabilité générale.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo sous référence 3.307 M à **PUBLIPANEL 20**, rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

L'ÉDITEUR L'un des premiers Groupes Français de Presse

LE PRODUIT GRAND MAGAZINE MASCULIN
 TIRAGE : 350.000 ex.
 SORTIE : 15 juillet 83

L'HOMME **CHEF DE PUBLICITÉ SENIOR**
 qui aura de préférence une connaissance du marché masculin ainsi qu'un profond désir de participer à la réussite de ce nouveau titre.

Adresser votre curriculum vitae et prétentions à **REGISCOPE**, 133, Champs-Élysées, 75008 PARIS, ou tél. 720-71-89 poste 68-37.

BANQUE STEINDECKER S.A.
 fondée en 1881

La Banque STEINDECKER offre aujourd'hui à sa clientèle d'institutionnels, d'entreprises et d'investisseurs une gamme de services de haute technicité : émissions, gestion de portefeuille, sicav, fonds communs de placement, opérations financières et immobilières.

Pour faire face à son développement, la Banque STEINDECKER crée des postes de haut niveau.

1 cadre spécialiste de l'immobilier (classe VII - VIII)
 possédant une parfaite connaissance du marché immobilier et de la banque, complétée par une expérience confirmée réussie, dans un poste comparable.

1 cadre commercial confirmé (classe VI - VII)
 chargé de développer la clientèle institutionnelle, commerciale et industrielle de la banque. L'expérience d'un poste similaire est souhaitable.

Curriculum vitae et prétentions : **JOËL DUBOIS**
BANQUE STEINDECKER S.A.
 52, rue de Bassano 75008 Paris

Responsable administratif

Une importante entreprise française de produits de luxe recherche, pour l'un de ses établissements situés à Paris, un responsable administratif. Ce poste conviendrait à un candidat de 40 ans minimum possédant une expérience de l'administration du personnel et des services généraux. Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence M/2513 à

MEDIA BA
 9, Bd des Italiens - 75002 Paris
 qui transmettra
 (Réponse et discrétion assurées).

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL
 recherche

COMPTABLE 3

(Position Agent de Maîtrise)

Diplômé BTS Comptabilité ou équivalent
 Expérience 3 ans minimum dans un Service Comptable de plusieurs personnes.
 Enregistrement des Opérations diverses, analyse et contrôle des comptes, rapports mensuels, statistiques diverses.

Lieu de travail BANLIEUE SUD

Adresser C.V., salaire actuel et prétentions sous réf. 68650 à **Contesse Publicité** 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

age 13

VT
LE

tion de
voyage
au sein
par le
t. Faut
signe de
verrou
Franç
accéder
à l'inté
et au

sit dor
très de
2,6 m
an.

veloppé
pas sans
augment
ation de
reprise
sautée
re 1982
emploi
urée du
rente-
puis à
décem-
Les
une
naires
basses

ntation
(%) à
5 %),
ivité a
on l'an
de

roduc-
orque
à clai-
a pro-
deux
visque
es) et
nains.
rela-
est la
saut
us de
ement
à un
nage :

exam-
P. les
laque
les
is de
pou-
re de

qu'il
d'hui
ment
ne de
mble
gou-
i une
e tra-
tique
pou-
lous.
ingé-
niers,
is au
les
inan-
est
les
s.
r.

T

SES

s de
me,
ma-
sue
sne
le)
dus-
de
(la
éres
non-
de
ner-
cur-
iale
sui
xé-
re-
nt-

BS

me
es,
Le
ai

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

Animateur et gestionnaire à l'esprit international

Après des études supérieures de style Sciences Po., vous venez de vivre une première expérience réussie dans le monde professionnel. Revenir à celui des jeunes, fort de la maturité acquise, vous mobiliserait. Parce que vous avez toujours eu de l'intérêt pour les questions pédagogiques et avez vécu avec plaisir un certain nombre d'expériences associatives.

Devenez alors le responsable national d'une association de jeunesse reconnue d'utilité publique, existant en France depuis une trentaine d'années et rattachée à une organisation internationale reconnue d'échange interculturelle basée en grande partie sur la volontariat.

A la tête d'une équipe d'une dizaine de permanents, vous ferez vivre l'association à travers les pays animant ses volontaires, des jeunes surtout et leurs familles, en ayant de très fréquents échanges avec vos homologues européens et des autres continents, Américains surtout. Soumis au niveau de la définition des politiques à mettre en œuvre, vous disposerez d'une grande autonomie dans l'organisation de votre travail et de votre temps avec un contre-partie la fréquence nécessaire de participer à des réunions en soirée ou au week-end.

Vous serez amené à nouer des contacts nombreux avec des personnalités à haut niveau dans l'administration, le monde scolaire et... le milieu des affaires. Pour la collecte de fonds en particulier. Votre budget s'élève à 6 millions de francs sur lesquels un salaire d'une centaine de mille francs vous sera accordé la première année.

Malheureusement votre candidature ne pourra être étudiée que si vous justifiez d'une pratique de l'anglais absolument courante tant écrite qu'orale. Envoyez impérativement sous référence 8326 LM aux consultants du Cabinet de recrutement CLEAS.

CLEAS

6 Place de la République Dominicaine 75017 PARIS.

BRED- un Ingénieur système MVS, «pointu» en CICS

Notre centre informatique parisien dispose d'une puissance de 14 MIPS répartie entre deux 300X supportant un réseau de plus de 700 terminaux.

Vous rejoignez le groupe système, accompagnez la montée en charge du réseau, stabilisez son fonctionnement et veillez à son tuning.

Ingénieur de formation, vous avez acquis une solide compétence technique en milieu MVS, pratiquez VTAM (NCP, ACF, multidomains...) et la mise en œuvre de CICS/DLI vous a conduit à faire des recommandations ergonomiques.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4330LM) à - Cabinets de l'Informatique -.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC

Jeune responsable trésorerie prévisionnelle

UN GROUPE IMMOBILIER DU SECTEUR SOCIAL, renforce ses structures financières et recherche son Responsable trésorerie prévisionnelle.

Ce poste, rattaché directement au Contrôleur de Gestion du groupe, sera confié à un(e) jeune diplômé(e) de gestion ou ESC, ayant acquis une première expérience professionnelle de 1 à 2 ans en trésorerie et/ou en gestion.

Sa mission impliquera :

- le recueil d'informations auprès des différents services ou sociétés du groupe.
- l'établissement de la trésorerie à MT et LT et le suivi des écarts en liaison avec le contrôle budgétaire.

Poste intéressant et évolutif pour candidat motivé.

Lieu de travail : Paris.

Ecrire en précisant prétentions sous référence PX 478 AM.

etap

4 rue Massenet 75016 Paris

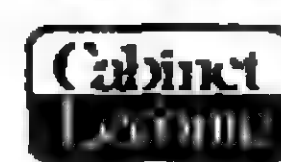
Anah ingénieur informaticien

Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat
Direction à Paris et une délégation par département

5 ans d'expérience minimum. Bonnes connaissances du matériel IBM - fichier VSAM.
Diplôme d'ingénieur ou équivalent.

Intéressé au poste : il sera chargé, avec un fort degré d'autonomie, d'assurer les relations avec l'ensemble des sociétés et services auxquels sont confiés les traitements et les développements des applications existantes. Il aura pour mission la conception et la réalisation de divers projets sur mini et micro au niveau des départements.

Lieu de travail Paris 2ème.
Déplacements ponctuels en province.



Envoyer lettre manuscrite, avec CV
4, rue Amiral Courbet 75116 Paris
sous référence 68023

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (1700 millions de CA - 2 700 personnes) FILIALE DU PREMIER GROUPE FRANÇAIS DE COMMUNICATION

pour son SECTEUR V.P.C. (180 millions de C.A.)
ADJOINT DU RESPONSABLE MARKETING/COMMUNICATION

Une vigoureuse politique de nouveaux produits étant déclinée, il sera d'abord chargé de coordonner les campagnes de promotion, de veiller au respect des plannings, de suivre le coût de chacune des actions.

A terme d'un an, il proposera de nouvelles méthodes d'approche pour intensifier le recrutement des clients.

Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez une première expérience professionnelle, de préférence dans la V.P.C. et vous souhaitez vous «révéler» dans une fonction nouvelle pour mettre en lumière vos qualités de gestionnaire, tout autant que votre esprit d'entreprise et vos talents de créativité.

Le lieu de travail est situé à BAGNEUX (92)

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 68367 à Contesse Publicité 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra



INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE DU PETROLE situé à RUEIL MALMAISON (92) recrute pour son Département de Physique et d'Analyse **INGENIEUR PHYSICO-CHIMISTE** (réf. 1)

FORMATION : Ingénieur E.S.P.C.I. ou équivalent.
NATURE DU TRAVAIL : Analyse en spectrométrie électronique et spectrométrie infrarouge interférométrique.

Pour sa Direction de Recherche Techniques de Production en Mer

INGENIEUR (réf. 2)

Arts et Métiers ou ENSI de Nantes ou Strasbourg ou Ecole Centrale de Lyon
Bonnes connaissances en Génie Mécanique, plus particulièrement en physique, mécanique fondamentale, mécanique des fluides, mécanique appliquée (ingénierie et hydraulique).
Bonne pratique de l'Anglais.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant la réf. du poste choisi s/s
No 68254 Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris cedex 01 q.r.

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES DU NORD ET DE L'EST DE LA FRANCE recherche pour sa Direction d'Exploitation à SENLIS **UN CADRE ASSISTANT AU CHEF DE BUREAU PAIE-PERSONNEL**

Le candidat sera titulaire d'une maîtrise ou d'une formation équivalente. Il sera chargé de assister le Chef de Bureau paie-personnel.

Salaire brut annuel, toutes sujétions incluses : 110.000 F.

Les candidatures sont à adresser à S.A.N.E.F., B.P. 73, 60304 SENLIS Cedex (lettre, curriculum vitae et photo).

TRINDEL

Groupe SPIE BATIGNOLLES
recherche pour
**l'ACTIVITÉ INFORMATIQUE
ET AUTOMATISMES INDUSTRIELS**

- ANALYSES PROGRAMMEURS
- INGÉNIEURS

Détachés ou à 2 ans d'expérience sur INTEL, SOLAR POP 11.

Les candidats retenus seront intégrés dans une équipe d'automatisme sur de grands projets en métropole ou à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé à :
M. PESNEAU-TRINDEL, TS, 9, avenue Michalez,
93400 SAINT-OUEN.

L.L.M.M.

Consultant en réalisation

INGÉNIEURS LOGICIELS

Responsables et autonomes, avec première expérience (systèmes, télécom-réseaux, X.A.O.).

Pour s'intégrer à une petite équipe de consultants et venir dans une grande région parisienne. Libre déplacement.

Adresser C.V. et prétentions 22, avenue Emile-Zola, 75015 PARIS.

L'ÉCOLE DE SCIENTOLOGIE C.E.B.T.Y. CENTER

recrute

HOMMES - FEMMES

Petit salaire, grand avenir.

AMÉLIOREZ-VOUS EN TRAVAILANT

Présentation sous :
41, rue de la Tour d'Auvergne
75009 Paris et demander la responsabilité du personnel.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION 10- recherche

CADRE COMMERCIAL

pour assister le chef des ventes 30 ans environ. Expérience terrain exigée. Connaissances en télécommunication et en informatique souhaitées. Rémunération : 110.000 F.

Ecrire avec C.V. à L.P.N. Service du personnel
B.P. N° 1, 81408 ORSAY.

secrétaires

secrétaires

L'EXPRESS

Une Secrétaire de Direction

recherche pour son Directeur des Annonces Classées

dont la mission serait :

- d'assister le Directeur de département dans l'exécution de ses tâches administratives.
- d'assurer les liaisons avec les interlocuteurs externes et internes.
- de gérer et de participer aux manifestations extérieures promotionnelles.

Ce poste conviendrait à une personne d'au moins 30 ans, justifiant d'une expérience sérieuse et parlant anglais. Disponible, elle doit avoir le goût des responsabilités et le désir de s'intégrer à une équipe qui bouge.

Envoyer CV et lettre manuscrite + photo à Gérard CLAYEUX - L'EXPRESS - 61, avenue Hoche - 75008 PARIS.

DIRIGEANT 45 ANS

Cadre III B PMK professe, 46 personnes
Secteur négoce auto + industrie
avec atelier PL + TP
Activité antérieure, 15 ans informatique

Formation - Ingénieur informatique.
- Gestion CNAM + ICG.
- Désire rester région parisienne.
- Étudierait toutes propositions.
- Association/succèsion ou cadre salarié.
- Dans direction administration/gestion/finance.
- Disponibilité à négocier.

Ecrire sous le n° 1.146 Le Monde Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE COMPTABLE - 48 ans - spécialiste implantation supérieures - supermarchés quadrillage, études de marché, études de coûts, comptabilité d'exploitation prévisionnelle, financement, préparation des actes d'acquisition.

RECHERCHE : postes franchisés, agences INO commercial - résidence Paris avec déplacements (section BCO/JCS 361).

J.F. 28 ans - formation supérieure (mathématiques) - bonnes connaissances droit économie et gestion - anglais - stages en entreprises - 8 mois expérience en matériel informatique (matériel) - débrouillard - sans du contact, grande disponibilité.

RECHERCHE : situation - Paris - R.P. (section BCO/JCS 362).

F. 39 ans - spécialiste commerce international et administration des ventes - trilingue anglais, espagnol - 10 ans expérience commerciale au sein de sociétés industrielles multinationales (gestion commerciale, négociations contrats achats, recouvrement) - rompu aux problèmes exportation (Moyen-Orient, en particulier Algérie - Afrique) et négociations avec banques publiques - grande disponibilité.

RECHERCHE : responsabilité dans tous secteurs industriels et commerciaux en service exportation (section BCO/JCS 363).

SECRÉTAIRE DE DIRECTION haut niveau - 44 ans - excellente culture générale et technique - anglais, espagnol courants - bonnes notions italiennes - connaissances parfaites en sténographie, typographie et dactylo - 18 ans expérience dans entreprises multinationales et nationales - grande disponibilité.

RECHERCHE : situation avec responsabilité sur direction générale ou exportation. - Paris (section BCO/JCS 364).



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 08
Tél. : 285-44-40, poste 33 et 26.

travail à domicile

Dactylo, Imprimeur, rapide, de vos lettres sur L.M. Pré mod. 144phone : 750-86-00.

formation professionnelle

Avocat étranger 20 ans expérience relations Moyen-Orient cherche stage 18 mois Cabinet conseil juridique PARIS. Ecr. à/r 1.224 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FORMATION

DIRECTEUR-COORDINATEUR d'équipement socio-éducatif à côté de réseau formation prof. A J.F.D.F.A. Conditions : + 23 ans, diplôme O.M.I. exp. d'animation + exp. prof.

PERFECTIONNEMENT SPÉCIALISATION

ANIMATEUR-DIRECTEUR En stage courte durée (DEFA etc.)

Rens. et inscription : L.F.A. 168 bis, rue Cardot, 75017 Paris. Tél. : 283-84-83.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.). 3, rue de Montbrun, 75420 PARIS CEDEX 08.

Rech. collaborateurs indép. pour diffusion parfums de qualité et création réseaux distribution. Exportation possible. 362-68-59

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV.

R 14 TL 1977
86.700 km. très bien entretenu
peinture neuve, baccin neuve, amortisseurs avant neuve.
Prix demandé : 12.500 F.
Tél. : 634-71-43.

de 8 à 11 CV.

Vendu CX 3000 Paris, année 78, 55.000 km, très bon état : 27.500 F. Tél. : bus 243-78-50. Dom. 488-16-46.

plus de 18 CV.

PORSCHE 924 L 1983
gratuit 2.000 km garantie.
Hertz Courbevoie : 334-02-00.

divers

BMW OCCASIONS
82/83 km par mois, garantie 218-318-323-323
620-625-628-728
Auto Paris XV, 633-95-66, 63, rue de Valenciennes, Paris-19.

Jeune responsable

Le Monde

économie

C.E.E.

La négociation sur les prix agricoles sera dominée par le dossier des montants compensatoires

Après la journée de manifestations payannes de mardi 26 avril, les difficiles négociations européennes sur les prix agricoles, qui devaient être dominées par le problème des montants compensatoires monétaires, reprennent à Luxembourg, ce mercredi.

M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, qui a reçu, mardi pendant une vingtaine de minutes, une délégation des manifestants venus de Bretagne, reconnaît sur l'essentiel des livraisons, a déclaré à ses interlocuteurs que leur action « renforce en détermination à ne lâcher pour la suppression des montants compensatoires monétaires à Luxembourg, s'il en était besoin ».

Ainsi que le ministre l'avait réclamé, le camion semi-remorque allemand chargé de viande de porc tchecoslovaque, intercepté mardi dans la Finistère, a été relâché mardi soir à la frontière allemande, au point de l'Europe, entre Strasbourg et Kehl. Le camion était recouvert de calicot vengance sur les montants compensatoires, comme « M.C.M. = comp les pour l'agriculture ».

« Ce semi-remorque, a ensuite déclaré à la presse un responsable du C.D.J.A., est le symbole des combats qui permettent à certains de bénéficier des montants compensatoires en faisant transiter par la R.F.A. de la viande étrangère à la Communauté économique euro-

péenne. Il est l'illustration d'une Europe verte véritable passoire. »

Dans la nuit de mardi à mercredi, essentiellement en Normandie, des agriculteurs ont manifesté à Caen (Calvados), où ils ont brisé quelques vitres, allumé des feux sur la voie publique, et à Alençon (Orne), où ils ont saccagé des perceptions de la ville.

Au cours de son voyage dans le nord de la France, où le cortège a été retardé par des manifestations, le président de la République s'est, dans une allocution, félicité que les agriculteurs s'attaquent à un gouvernement qui défend leurs intérêts, a souligné la connotation politique de certaines manifestations tout en réaffirmant que la France se battait « pour défendre son économie des montants compensatoires ».

L'ADHESION DE L'ESPAGNE A LA C.E.E.

Madrid presse les Dix de réformer leur politique agricole et financière

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Nouveau cap dans la négociation en vue de l'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne. C'est ce qu'apparemment on ressent de côté français après la séance de pourparlers au niveau ministériel qui s'est déroulée mardi 26 avril à Luxembourg.

Les Espagnols ont compris que l'aménagement de la réglementation communautaire sur les fruits et légumes et l'élevage, afin de donner davantage de sécurité aux producteurs méditerranéens français, italiens et grecs, — ainsi que la réforme des finances de la C.E.E., c'est-à-dire le dégelage de nouveaux crédits, pour tenir compte en particulier des dépenses qu'entraînera l'élargissement, constituent des conditions préalables à leur adhésion.

Du coup, M. Moran, le ministre espagnol des affaires étrangères, prenant en compte les revendications des Italiens et surtout des Français, presse les Dix de faire avancer ces deux dossiers. Il marque sa « déception devant le manque de progrès dans la réforme des règlements agricoles méditerranéens » et souligne que les ressources communautaires « devraient être subordonnées aux objectifs et aux dimensions de la Communauté ».

M. Chanderogor, le ministre français chargé des affaires européennes, est content. L'intervention faite mardi par M. Moran s'adresse en effet de façon évidente à ceux qui, tels les Britanniques et les Allemands, proclament sans cesse leur appui à l'adhésion espagnole, mais, dans le même temps, bloquent les dossiers agricoles méditerranéens et l'accroissement des ressources propres.

La satisfaction des Français se comprend. Cela dit, il est bien clair qu'aux yeux des Espagnols les responsabilités dans la lenteur des négociations (elles ont commencé voilà quatre ans) sont partagées. Il y a celle des Français, qui, il est vrai avec une certaine logique, posent des conditions à l'ouverture du volet agricole des pourparlers avec Madrid. Il y a celle des gouvernements membres qui se sont formellement ralliés, y compris à l'occasion de plusieurs conseils européens, à ces conditions posées par Paris, mais

qui, néanmoins, font obstacle à ce qu'elles soient remplies.

Les gouvernements de la Communauté sont ainsi renvoyés dos à dos par leur interlocuteur espagnol. C'est sans doute une bonne chose, en tout cas pour l'aspect psychologique de l'entreprise, que les Français, de la façon la plus formelle, ne soient plus identifiés comme les seuls fauteurs de troubles dans la négociation.

Pour le reste, les pourparlers progressent de façon convenable. Les Espagnols et les Dix se sont mis d'accord mardi sur deux problèmes en suspens : d'une part, les conditions dans lesquelles les Espagnols pourront maintenir pendant quatre ans (trois ans pour les télévisions en couleur et pour les tracteurs) des restrictions quantitatives à l'importation d'une dizaine de produits industriels ; de l'autre, le maintien, également pendant quatre ans, de limitations — mais cette fois dans les deux sens — aux échanges d'un certain nombre de produits textiles « sensibles ». De la sorte, le volet « union douanière » devrait pouvoir être bouclé d'ici à l'été. Les Espagnols caressent le vœu que le second semestre soit consacré aux affaires agricoles et à la pêche.

PHILIPPE LEMAITRE.

AUTOMOBILE

Après un mois de grève

LE TRAVAIL A REPRIS A L'USINE BRITISH LEYLAND DE COWLEY

(De notre correspondant)

Londres. — Les cinq mille ouvriers de l'usine British Leyland à Cowley, près d'Oxford, ont voté le 26 avril, à quatre contre un, pour la reprise du travail après une grève d'un mois. Le mouvement, qui a coûté plus de 900 millions de francs à la société nationale britannique, a été provoqué par la décision de la direction de supprimer les trois minutes de « toilette » accordées à chaque équipe à la fin de la journée.

La querelle peut paraître dérisoire, mais les ouvriers dénoncent les méthodes « dictatoriales » de British Leyland et insistent pour que toute modification des conditions de travail soit négociée avec les syndicats. Pour sa part, la direction est à la recherche de toutes les possibilités d'améliorer la productivité et la compétitivité. Trois minutes pour deux équipes par jour, c'est vingt heures de travail de plus par an et par ouvrier.

Le conflit était particulièrement embarrassant pour British Leyland, car c'est à Cowley qu'est construit son nouveau modèle, la Maestro, sur lequel elle comptait pour retrouver sa place sur le marché automobile britannique. C'est pourquoi la direction avait dès le début du conflit adopté une attitude très dure : si les grévistes ne reprenaient pas le travail, ils seraient purement et simplement licenciés. L'usine de Cowley serait fermée ou exploitée avec une autre main-d'œuvre.

De côté des salariés, la combativité a été ébranlée, d'une part par les menaces de licenciement, d'autre part par l'attitude du moins rigide des directions syndicales. Les plus intransigeants étaient les délégués d'atelier (shop stewards), qui ont été désavoués à la fois par les responsables nationaux des syndicats de l'automobile et par la base.

La direction de la firme a fait très peu de concessions. Elle a accepté d'augmenter la prime de productivité et de repousser d'un mois la suppression des trois minutes de « toilette » ; mais elle ne paraît pas prête d'y renoncer, même si elle a admis la création d'une commission indépendante chargée d'examiner les doléances des syndicats. La reprise du travail ne signifie donc pas que le conflit soit réglé sur le fonds.

DANIEL VERNET.

■ Importantes pertes pour les sidérurgistes américains au premier trimestre. — U.S. Steel, le numéro un américain, a perdu 118 millions de dollars au premier trimestre 1983 contre des bénéfices de 80 millions de dollars l'an dernier. Les pertes du numéro deux, Bethlehem Steel, se sont élevées à 173,2 millions de dollars contre 66,7 millions de déficit.

M. Mitterrand : « La France ne se laissera pas imposer des lois qui pourraient ruiner sa production »

M. François Mitterrand a traité des questions agricoles au cours de la seconde et dernière journée de son voyage dans la région Nord-Pas-de-Calais. Visitant mardi en fin de matinée une coopérative à Saint-Pol-sur-Ternoise, le président de la République a rappelé que les montants compensatoires monétaires ont été créés en 1969 à la demande du gouvernement français de l'époque. Il a aussi réaffirmé que le gouvernement, qui agit sous son autorité, « se bat pour défendre l'économie française des M.C.M. qui peuvent causer la ruine de certaines de productions ».

Le chef de l'Etat a insisté sur le fait que, en tout état de cause, il s'agit d'une décision communautaire. « Il faut négocier, a-t-il dit, parce que nous sommes européens, mais avec la plus grande fermeté ; il faut que l'on sache que la France ne se laissera pas imposer des lois qui pourraient ruiner sa production ».

M. Mitterrand a indiqué que M. Rocard « lutte à Luxembourg » pour parvenir à un accord et que « l'on peut compter sur son talent et sur son énergie pour qu'il tienne bon ».

A Paris

« ON RECOMMENCERA... »

Ils avaient longtemps flâné sur les autoroutes, trompés ceux qui les attendaient au pont de Sèvres en choisissant d'entrer dans Paris par la porte d'Orléans, lorsque, vers midi, ils s'engageaient dans l'avenue du Maine. Long cortège : une quarantaine de camions, douze cars bondés de jeunes agriculteurs des deux sexes, des camions-citernes. Un cortège tumultueux précédé d'un immense drapeau breton et entouré son « otage », ce camion allemand chargé de 22 tonnes de jambon congelé d'origine tchecoslovaque, arraisonné lundi du côté de Landivisiau (Finistère) par des corsaires de terre ferme bottés de caoutchouc...

Rue de Varenne bouclée étroitement, et obstruée même — on ne sait jamais ! — par deux cars bleus de la gendarmerie ; rue de Grenelle fermée par un cordon d'hommes casqués, musclés et « lance-patates » à l'épaule. Alors, inutile de chercher la bagarre : on est allé, gentiment, dans la bonne humeur, que quelques solides titons entretenaient sans faiblir, improviser sur l'herbe toute neuve de l'esplanade des Invalides un piquenique serré de petits cercles d'ortoux improvisés, tout prêts à exploiter aux badauds les raisons de ce ras-le-bol. Et n'hésitant jamais à dire « qu'on recommencera » autant de fois qu'il le faudra ». Jusqu'à obtenir gain de cause. — J.-M. D.-S.

Le président de la République, parlant des manifestations qui ont lieu actuellement, a jugé que certaines d'entre elles « prennent une tonalité politique qui est du domaine de la passion et du parti pris ». Comment expliquer autrement que par une volonté politique le fait que certains agriculteurs persistent à se retourner contre le gouvernement pour lui demander justice d'une situation qu'il n'a pas créée et contre laquelle « il lutte ».

M. Mitterrand a enfin souligné la nécessité de « négocier » à propos des « facilités extraordinaires accordées à l'agriculture et aux produits agricoles ». « Il y a là une certaine forme d'impérialisme économique qu'il ne faut pas supporter », a-t-il continué, ajoutant : « Que penser d'alliés qui nous font une guerre économique ? » et « comment a pu s'organiser cette compli-

cité européenne qui fait que, au sein du GATT, des produits comme le soja ou les tourteaux aient pu passer librement et sans taxation à travers l'Europe, pour concurrencer directement notre production en alimentant les usines à lait de Hollande, du Danemark, d'Allemagne et de Grande-Bretagne ? »

« Il faut que les règles de la concurrence, et l'on se réclame du libre-échange, soient loyales et honnêtes et que toutes les formes de protectionnisme hypocrite et insolent que l'on nous impose soient dénoncées », a conclu M. Mitterrand.

Un certain pessimisme

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — C'est dans un climat pessimiste que reprennent, mercredi après-midi 27 avril, les négociations entre les ministres de l'Agriculture des Dix sur les prix agricoles. La principale pomme de discorde demeure l'ampleur du démantèlement des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) à mettre en œuvre par l'Allemagne.

Toute réduction des M.C.M. allemands implique, dans les mêmes proportions, une moindre augmentation des prix en R.F.A. Or les hausses de prix en ECU proposées par la Commission européenne, lesquelles sont considérées comme un maximum par les Britanniques, les Néerlandais, la Commission et maintenant les Allemands eux-mêmes, sont modestes : 4,2 % en moyenne, mais seulement 3 % pour les céréales et 2,3 % pour les produits laitiers.

Cela signifie qu'une réduction des M.C.M. de 3 % se traduirait grosso modo par une augmentation moyenne des prix en marks de 1 %, par une stagnation des prix des céréales et par une légère baisse des prix du lait. Ce sont des perspectives que le gouvernement fédéral rejette pour l'instant avec netteté. Il semble tout à fait exclu que M. Rocard, pour sa part, se résigne à une réduction des M.C.M. inférieure à 3 %.

CONJONCTURE

Le pessimisme s'accroît mais l'investissement pourrait s'améliorer

Les enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, du type de celles que fait l'INSEE chaque mois, comme les travaux de conjoncture qui tentent de prévoir, ainsi que le fait le BIPE — Bureau d'information et de prévisions économiques, — l'évolution de la conjoncture à court et même à moyen terme ne sont pas favorables. Les chiffres que vient de communiquer le BIPE sont — malgré leur caractère provisoire — significatifs à cet égard : le produit national reculerait de 0,6 % cette année, et, à moyen terme, la France entrerait dans une période de moindre croissance économique que ses voisins industrialisés.

Une lueur d'espoir ? La Banque de France estime, au vu des réponses faites par les entreprises, qu'une majorité d'industriels sont déçus de la tendance à la baisse des investissements (les dépenses d'équipement auraient baissé de 8,4 % en valeur réelle).

■ INSEE : tendance déclinante

Les résultats de l'enquête réalisée en avril par l'INSEE auprès des industriels font apparaître une forte dégradation des perspectives formulées par les chefs d'entreprise sur l'évolution générale de l'industrie, et un net inflechissement à la baisse des prévisions de production à trois mois pour les biens de consommation.

La baisse des carnets de commande se confirme. La demande étrangère reste très faible. Les

stocks de produits finis évoluent peu, si ce n'est un alourdissement pour les biens de consommation. Aussi, la production devrait continuer de s'inscrire sur une tendance déclinante jusqu'aux congés. Les prévisions d'augmentation de prix des industriels restent modérées.

■ BIPE : baisse du produit intérieur en 1983

Le BIPE table sur une baisse de 0,6 % en volume cette année du PIB par rapport à 1982. Les importations reculeraient de 2,7 %. Le BIPE fixe à 2,8 % le recul des investissements et à 2,2 % la progression des exportations. La consommation des ménages stagnerait.

A moyen terme, le BIPE estime que la France connaîtra un taux de croissance positif, mais inférieur de 0,5 % au taux moyen des autres pays industrialisés (1,3 % contre 1,9 %).

séjours linguistiques



Le Centre des Séjours Linguistiques de la Communauté (CSLC) organise des séjours linguistiques en France pour les ressortissants des pays de la Communauté européenne. Les séjours ont lieu dans des centres agréés par le CSLC. Les dates des séjours sont indiquées dans le prospectus. Les places sont limitées. Les inscriptions doivent être envoyées au CSLC, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS ANNONCE UNE BAISSSE DE 10 % DE L'ACTIVITÉ EN 1983

« Ce n'est plus de l'optimisme que nous ressentons, mais de l'exaspération », a écrit M. Jean-Louis Giral, président de la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.), à M. Pierre Mauroy, dans une lettre du 25 avril, rendue publique mardi 26 avril, au cours d'une conférence de presse. La baisse d'activité dans ce secteur doit être estimée à 10 % en 1983, ce qui signifiera une nouvelle réduction d'effectifs de 30 000 personnes, dans une profession qui s'emploie plus que 298 000 personnes, contre 379 000 en 1974.

Pour lutter contre cette situation que « jamais les travaux publics n'ont connue », M. Giral demande aux pouvoirs publics d'affecter une partie des sommes recueillies, grâce à l'emprunt exceptionnel aux investissements dans les travaux publics, et de ne pas annuler la deuxième tranche des « grands travaux », comme certaines rumeurs le laissent entendre.

Afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics, dont cette branche d'activité dépend à environ 80 %, la F.N.T.P. va lancer une campagne publicitaire sur le thème : « C'est maintenant qu'il faut aménager la France ». Parmi les thèmes retenus, figurent la décentralisation des moyens de communication, le T.G.V. Atlantique et les travaux destinés à éviter les catastrophes naturelles.

■ Baisse des réserves de change en mars. — Les réserves de change de la France s'élevaient à 351,1 milliards de francs fin mars, soit une diminution de 10,9 milliards de francs par rapport à février. Par rapport à fin mars 1982 (et si l'on tient compte des variations du prix de l'or), les réserves ont augmenté de 49,7 milliards de francs.

Lisez
LE MONDE
diplomatique

avril !
un mois étonnant chez NEUBAUER pour tout achat d'une

● 104 PEUGEOT ● TALBOT SOLARA
● TALBOT HORIZON ● TALBOT SAMBA



Le meilleur prix — le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

07/11/2015

SOCIAL

LA RETRAITE COMPLÉMENTAIRE DES NON-CADRES Les partenaires sociaux s'efforcent de faire appliquer les objectifs de l'accord du 4 février

Les syndicats et le patronat se sont rencontrés le 26 avril 1983 pour procéder à un « premier échange de vues » sur l'harmonisation des régimes de retraite complémentaire des salariés non cadres.

Bien que le problème, — pour-t-on ou non garantir 20 % de retraite complémentaire sans augmenter les cotisations ? — lancé le semaine dernière par le C.N.R.O. (Caisse de retraite du bâtiment) n'ait pas été à l'ordre du jour, les partenaires sociaux n'ont pu éviter d'en faire état. Pour le C.G.T., l'objectif demeure de « respecter l'accord du 4 février 1983 et d'assurer un certain niveau de rendement pour permettre aux gens de bénéficier des cotisations ». F.O. affirme que les buts inscrits dans l'accord « seront atteints », mais ajoute : « Si on ne modifie pas les règles d'évolution des prestations pour organiser une véritable solidarité économique, il y aura des institutions en difficulté pour garantir les 20 % ».

La C.G.C. estime qu'avant d'envisager une augmentation des cotisations il faut « épurer toutes les subtilités techniques d'une gestion plus attentive et concentrer l'argent des cotisations sur les retraites ». Quant à la C.F.D.T., elle rappelle qu'elle réclame depuis dix ans une harmonisation des régimes et une simplification des mécanismes. Pour la C.F.T.C., il s'agit de « résorber les inégalités » en tenant compte des avantages acquis.

Devant la diversité des oracles rendus sur les retombées de l'accord du 4 février 1983, les partenaires sociaux ont décidé de « commander » une série d'études « techniques » à l'ARCCO qui regroupe les

institutions de retraite complémentaire des non-cadres) pour le 1^{er} juin, date de leur prochaine rencontre. Il s'agit de faire l'inventaire des différentes mesures permettant d'assurer le respect des termes de l'accord, tant en ce qui concerne le rendement brut (1) que l'évolution du salaire de référence — c'est-à-dire le coût d'achat d'un point de retraite — variable d'un régime à l'autre en fonction de l'état de santé économique et démographique des secteurs d'activité qu'ils concernent.

Si cette réunion n'a guère été constructive, aux dires de certains négociateurs, il faut mettre à l'actif des partenaires sociaux l'adoption des statuts de l'association gestionnaire de la structure financière destinée à verser retraites et préretraites complémentaires.

Rappelons que ce conseil d'administration paritaire se compose de vingt membres, dix représentants du C.N.P.F. et deux représentants de chaque centrale syndicale (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C.). Les pouvoirs publics y seront représentés par un commissaire du gouvernement.

L'ARCCO, qui ne méconnaît pas les difficultés que certaines caisses pourraient rencontrer, devrait prendre, au cours du conseil d'administration du 5 mai, « les mesures provisoires pour que toutes les institutions soient en situation de verser les prestations ». — C. G.

(1) Le rendement brut détermine le niveau de retraite par rapport au salaire, donc en fonction de la cotisation versée. Par exemple, avec un rendement brut de 13,33 %, on obtient 13,33 F de retraite annuelle pour 100 F de cotisation.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

WILAYA DE SKIKDA

DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE BASE

OPÉRATION N° M.5.524.1.141.00.06

ÉTUDE D'EXTENSION ET D'AMÉNAGEMENT DU PORT DE COLLO

Avis d'appel d'offres national et international

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé en vue de réalisation des études d'extension et d'aménagement du port de COLLO.

Les bureaux d'études spécialisés dans le domaine de l'ingénierie maritime et portuaire intéressés par le présent appel d'offres, pourront consulter et obtenir les dossiers de soumission auprès de la Direction des Infrastructures de base de la Wilaya de SKIKDA - site avenue REZKI KEHAL tel. 95-51-11 telex 87-940 DIBSK.DZ.

Les offres accompagnées des pièces fiscales et réglementaires prévues par la réglementation en vigueur doivent être adressées sous double enveloppe cachetée à Monsieur le WALI DE SKIKDA - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - SERVICE DU BUDGET ET DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES - BUREAU DES MARCHÉS. L'enveloppe extérieure doit porter la mention suivante : « Appel d'offres national et international » - à ne pas ouvrir - études d'extension et d'aménagement du port de COLLO ».

La date limite de dépôt des offres est fixée à 60 jours à compter de la date de parution du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

(Publicité)



AVIS
DE PRESELECTION INTERNATIONAL
N° 3372

La Compagnie des Phosphates de Gafsa se propose de lancer un appel d'offres international pour :

• Étude de faisabilité technico-économique des projets Oum El-Khechab et Sahib Sud.

Dans ce but, la Compagnie procédera à la présélection des soumissionnaires agréés pour participer à cet appel d'offres par la procédure suivante :

Les différents soumissionnaires doivent présenter avant le 30 mai 1983 un dossier incluant leurs références et le curriculum vitae de l'ensemble du personnel proposé pour ladite opération ainsi que leur acceptation du cahier des charges, qui peut être retiré, dès la parution de cet avis, contre le paiement de la somme de vingt dinars tunisiens (ou équivalent en devises) auprès du service général de la Compagnie des phosphates de Gafsa, S. rue du Royaume d'Arabie-Soudaite, Tunis.

Les dossiers de soumissions rédigés en langue française doivent être adressés au nom de M. le Directeur des achats de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 2130 Metlaoui - Tunisie.

L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention (ne pas ouvrir) A.O. N° 3372.

Les suppressions d'emplois sont au centre de plusieurs conflits

La société Manurhin (machines-outils, armement, robotique), filiale à 34 % du groupe Matra, a annoncé le lundi 25 avril, lors du comité central d'entreprise tenu à Mulhouse, la suppression de 816 emplois dans ses cinq usines.

Le groupe Manurhin a enregistré des pertes s'élevant à 90 millions de francs au cours du premier semestre 1982. Il souhaiterait désormais se dégager du secteur machines-outils pour se consacrer davantage à la robotique.

A Angers (Maine-et-Loire), la Société des ardoisières d'Angers a suspendu, le 26 avril, les 420 licenciements qu'elle avait officiellement annoncés la veille au cours du comité d'entreprise. Une manifestation inter-syndicale à Angers a réuni un millier d'ouvriers. Selon l'intersyndicale, le report des 420 licenciements est lié à la consultation d'un cabinet d'études parisiennes qui se livrera à une étude globale du bilan de la société. La direction devra également attendre les conclusions du comité inter-syndical de restructuration industrielle (CIRI) avant de se prononcer sur l'importance des licenciements.

Au Sant du Tarn, à Saint-Juery (Tarn), 526 salariés de l'entreprise, sur un effectif de 726, devraient être licenciés le 1^{er} mai, a annoncé le liquidateur, mardi 26 avril. Cette dé-

cision intervient après que la société, en règlement judiciaire depuis décembre 1981, a été mise en liquidation de biens, le 21 avril, par le tribunal de commerce de Paris.

Chez Trailor (fabricant de remorques, semi-remorques et containers), le comité central d'entreprise aurait obtenu, le 26 avril, le gel, pendant une semaine, des 310 procédures de licenciement annoncées par la direction, le 7 avril dernier.

Trailor, qui emploie 2 130 salariés dans trois usines et douze succursales, est une filiale à 100 % de capitaux américains. La semaine prochaine, la commission économique du comité d'entreprise se réunira pour examiner le plan de relance des syndicats, qui ne comporterait pas de mesures de licenciement.

L'usine A.P.C. (Azote et produits chimiques) de Toulouse a été paralysée, mardi 26 avril, par une grève suivie par 90 % du personnel à l'appel de l'intersyndicale, qui entendait protester contre les suppressions d'emploi annoncées par la direction le 20 avril (Le Monde du 23 avril).

De son côté, M. Alex Raymond, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, a demandé au ministre de l'Industrie la tenue d'une réunion tripartite entre la direction générale d'A.P.C., les syndicats et les pouvoirs publics.

FAITS ET CHIFFRES

Energie

• L'OPEP maintiendra son prix de référence de 29 dollars par baril pendant les trois à six prochains mois et probablement aussi jusqu'à la fin de 1985, a estimé Cheikh Ahmed Zaki Yamani, ministre du pétrole de l'Arabie Saoudite, dans une interview publiée par l'hebdomadaire saoudien Al Yamama. Pour le ministre saoudien, la crise du marché occasionnée par la baisse de la demande a pris fin, et le prix de 29 dollars sera maintenu si tous les pays membres de l'OPEP observent l'accord conclu le mois dernier fixant le plafond de production à 17,5 millions de barils par jour. — (Reuters).

LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION SUR LES SORTES DE DEVISES

ne concerne pas
notre PROGRAMME
D'ÉCHANGE
entre jeunes Français
et jeunes Irlandais

Renforcements :
HOMESTAY
5, rue Boudreau 75009
Activités linguistiques - 265-50-40

• La production britannique de pétrole brut a augmenté de 15,5 % en 1982, pour atteindre le niveau record de 103,3 millions de tonnes contre 89,4 millions l'année précédente. Selon le rapport annuel du ministère britannique de l'Énergie, elle devrait se situer, au cours des trois prochaines années, entre 95 et 125 millions de tonnes. Le rapport estime les réserves récupérables de la partie britannique de la mer du Nord entre 1 550 et 3 750 millions de tonnes, soit entre quinze et près de quarante ans de production au niveau actuel.

Social

• Fin de la semaine d'action C.G.T. - produire français pour les jeunes. — A l'initiative du centre confédéral C.G.T. de la jeunesse, la semaine d'action « produire français pour les jeunes » s'est achevée le 26 avril avec un discours de M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T.

Cette série de manifestations avait pour objectif de mettre en évidence la nécessité de produire français pour lutter contre le chômage qui touche particulièrement les jeunes, lesquels sont, par ailleurs, des gros consommateurs de produits importés (moto, jeans, disques, matériel hi-fi).

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

WILAYA DE SKIKDA

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE ET DES FORÊTS

OPÉRATION N° M.5.242.5.141.00.02

ACQUISITION DE MATÉRIELS DE MIELLERIE
POUR L'ÉQUIPEMENT DE LA CASS/APICOLE
DE LA WILAYA DE SKIKDA

Avis d'appel d'offres national et international

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé en vue de l'acquisition du matériel ci-après :

— Matériels pour MIELLERIE.
— Matériels pour MENUISERIE (1 tenonuse à arbre horizontal avec table pneumatique et 8 clouses pneumatiques).

Les soumissionnaires intéressés par le présent appel d'offres peuvent retirer les dossiers de soumission auprès de la Direction de Développement Agricole de la Révolution Agraire et des Forêts de la Wilaya de SKIKDA, site avenue Brahim MAÏZA - SKIKDA.

Les offres accompagnées des pièces fiscales et administratives prévues par la réglementation en vigueur, doivent être adressées sous double pli, cacheté à Monsieur le WALI DE LA WILAYA DE SKIKDA - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - SERVICE DU BUDGET ET DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES - BUREAU DES MARCHÉS. L'enveloppe extérieure doit porter la mention suivante : « Appel d'offres national et international » - à ne pas ouvrir - acquisition de matériels pour miellerie.

La date limite de dépôt des offres est fixée à 45 jours à compter de la date de parution du présent avis.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants et firmes et autres intermédiaires et ce conformément aux dispositions de la loi n° 7802 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs dossiers un certificat délivré par la Chambre de commerce et de l'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant et de producteur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

UN COLLOQUE DE « DROIT SOCIAL » SUR LES COMITÉS D'ENTREPRISE

La pratique d'une loi et sa valeur d'usage

Comment apprécier les effets d'une loi nouvelle quand la jurisprudence fait, par définition, défaut, et que la qualité de ses clauses n'a pas encore été testée ?

Plus de mille participants au neuvième colloque de Droit social, la revue animée par le professeur Jean Jacques Dupeyron, se sont livrés à cet examen-fiction, toute la journée du 22 avril, à Paris, sous la houlette de professeurs de droit, décortiquant pour eux les nouveautés et — déjà — les lacunes de la loi du 28 octobre 1982 sur les « institutions représentatives du personnel », en premier lieu les comités d'entreprise.

En fait, sous le changement, demeure la tradition qui perpétue la

place du comité d'entreprise dans le dispositif social. « Puisque le quotidien et la conjoncture finissent par tout accaparer, dira notamment M. Raymond Soubès, ancien conseiller social de M. Barre, on aurait dû aller plus loin dans la réforme qui, grande ou petite, provoquera autant de résistances... »

Réalisme désenchanté ? Le président Jean Laroque, procureur général honoraire près de la Cour de cassation, conclut, lui, que si « beaucoup de difficultés pratiques sont pressenties, d'autres sont à venir ». En fait, une loi nouvelle se peaufine et prend sa vraie valeur à l'usage, au gré des jugements de jurisprudence.

Ainsi en est-il de l'institution des comités de groupes, aux compétences limitées à l'information, qui permettent sans doute, en pratique, un dialogue qui n'était pas prévu par la loi. « Ces comités seront dotés d'un droit d'exception à la parole par la qualité de ses membres, à la fois élus de comités d'entreprise et représentants désignés par les syndicats », souligne le professeur Pierre Rodière, en se référant aux premiers comités créés. Mais seront-ils consultés comme le préconisait la directive communautaire de 1977, qui aurait dû être appliquée depuis 1979 ?

De même l'institution d'un budget de fonctionnement pour les comités d'entreprise, obligatoire et distinct de l'ancien budget de gestion des œuvres sociales, offrirait de nouvelles possibilités qui ne sont pas précisées. La comité d'entreprise pourrait par exemple développer ses investigations économiques et, pour-quoi pas, embaucher un expert. Silence, encore : le professeur Gérard Courcier fait observer que la loi ne souffle mot de la façon dont un comité central d'entreprise percevra le budget de fonctionnement nécessaire à ses attributions économiques et n'indique pas plus comment vivra le comité de groupe qui, n'ayant pas de personnalité morale, devrait, en théorie, « ne pas avoir d'autonomie et donc pas de budget ».

Dans quelques mois, dans quelques années, les tribunaux auront répondu à toutes ces interrogations. Et la loi Auroux sera alors semblable aux autres lois, complétée et ajustée par la pratique.

ALAIN LEBEAUCHE.

COCKTAIL FISCALITÉ

2 mesures de compétence,
1 dose de talent, allongées
d'actions et d'obligations,
relevées de comptes
d'épargne en actions.

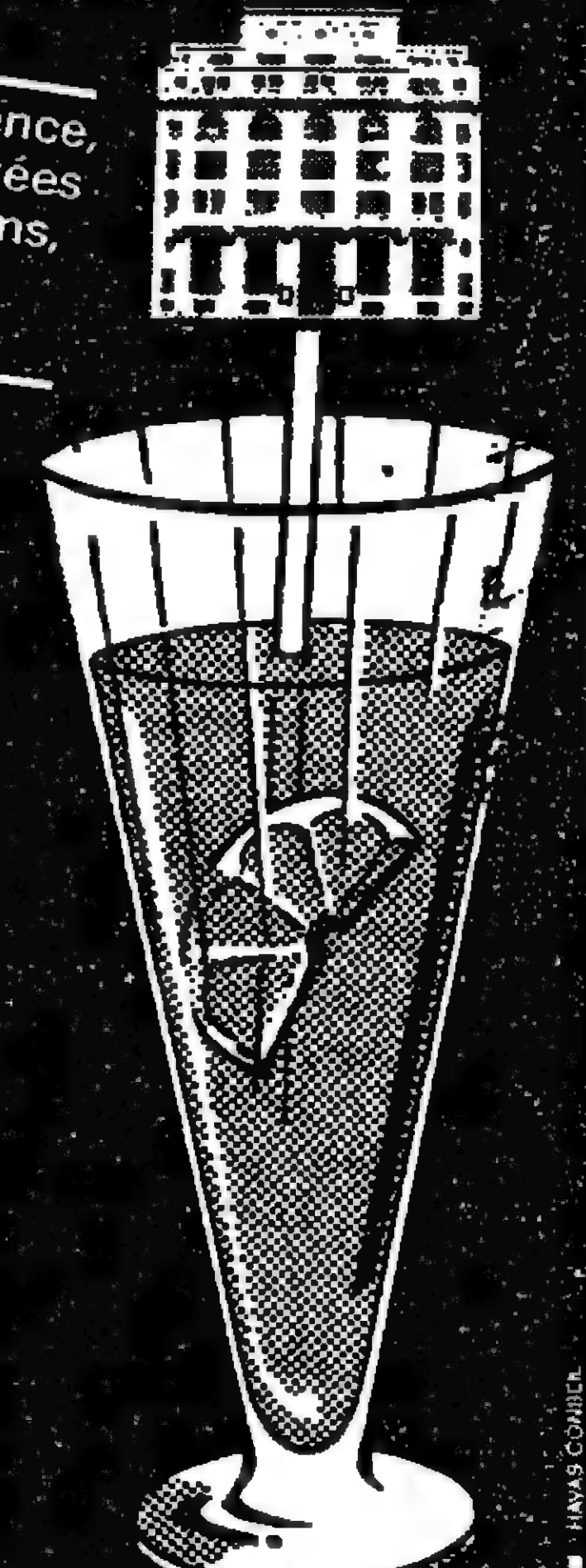
Vos impôts augmentent. Pensez aux avantages fiscaux dont vous pouvez profiter : exonérations, taux forfaitaires, comptes d'épargne en actions. Pour en tirer le meilleur parti, il faut parfaitement les connaître mais surtout il faut doser ses placements, comme pour les cocktails.

Savoir doser, c'est le talent des Agents de Change. Demandez leur de mettre au point votre cocktail fiscalité, un des placements qu'ils sauront vous conseiller selon vos objectifs et votre situation.

Rencontrez les. Avec eux vous ferez des placements intelligents.

BUREAU D'ACCUEIL
DES AGENTS DE CHANGE
4, place de la Bourse, Paris 2^e.

Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris 297.56.56 / Bordeaux (56) 44.70.51 / Lille (20) 55.58.20 / Lyon (71) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (81) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.96.



LES AGENTS DE CHANGE
Ils dosent vos placements avec talent.

tion du
voyage
au es
par les
Fau-
signe de
versé
Frank
voctet
l'entre-
et son

ait dou
rds de
2,6 mil
an.

oloppé
pas sans
augment
tion d'
reprois
sauché
re 1982
emplois
urée du
rente-
p-
à décom
a. Les
n, une
naires
basses

ulation
% à
5 %),
ivité a
on l'an
de

roduc-
orque
clai-
a pro-
deux
ysique
25) et
nates.
est la
aussi
de ment
à un
nage :

exem-
p. les
laque
les
is de
pour
ne de

qu'il
l'hui
ment
ne de
mble
gou-
une
s tra-
que
pou-
tous.
iné-
ment
ries, il
au
les
insat-
est
les
s.

T
ses
s de
ime,
ma-
rance
u les
se);
dis-
e de
(la
bros
me-
de
nen-
cale
mudi
nité-
rec-
uti-

88

me
es,
Le
ai

AFFAIRES

La B.N.P. a doublé ses provisions sur l'étranger en 1982

Pour l'exercice 1982, le bénéfice net de la Banque nationale de Paris (B.N.P.), premier établissement bancaire français et cinquième du monde, a diminué de 6,8 % à 551 millions de francs pour la maison mère, et progressé de 10,9 % à 1 297 millions de francs pour l'ensemble du groupe, en y ajoutant ses activités étrangères : ce dernier chiffre comprend 756 millions de francs de bénéfice pour la métropole (58 %) et 541 millions de francs pour l'étranger (42 %).

La part des résultats provenant des activités étrangères a diminué en raison d'accidents de parcours - au Canada, de la crise survenue à Hongkong, où la B.N.P. emploie 1 100 personnes et de la moindre rentabilité du réseau américain notamment en Californie. Les provisions pour créances douteuses ont augmenté globalement de 20 % à 3 931 millions de francs, celles constituées sur les pays étrangers (risque d'Etat) ayant doublé à 2 837 millions de francs.

M. René Thomas, président de la B.N.P., a précisé que 17 % des 5 milliards de francs de créances sur le Brésil pouvaient être considérés

comme douteux, de même que 41 % des 2,7 milliards de francs de prêts au Mexique. En ce qui concerne la Pologne, 77 % de l'escompte de prêts (1,2 milliard de francs) ont été provisionnés.

M. Thomas a précisé, en outre, que sur les 551 millions de francs de bénéfice, la B.N.P. versait 135,5 millions de francs de dividende à l'Etat, plus 230,3 millions de francs de redevance à la Caisse nationale des banques, soit 23 % du milliard prévu par la loi de finances de 1983 pour l'amortissement des indemnités de nationalisation. A ces sommes se sont ajoutés 440 millions de francs d'impôts sur les sociétés et 206 millions de francs de contributions exceptionnelles de solidarité dues au titre des années 1981 et 1982.

En ce qui concerne l'encadrement du crédit, M. Thomas a chiffré à 500 millions de francs environ le coût de l'effort accompli par son établissement pour ne pas trop pénaliser ses clients, utilisant tous les moyens légaux pour dépasser ses quotas, à savoir l'émission d'obligations et les achats d'encadrement aux autres établissements, sans oublier les pénalités pour dépassement.

Charbon : l'heure des choix

M. Mitterrand l'a répété à deux reprises au cours de son voyage dans le Nord : « L'Etat ne pourra couvrir à la fois l'énorme déficit de l'extraction charbonnière prolongée artificiellement et, dans le même temps, participer massivement à la renaissance industrielle du bassin minier (...). Un choix s'impose. »

C'est la première fois que le chef de l'Etat prend nettement position dans le débat sur la politique charbonnière, laissant ainsi augurer des décisions qui devraient être prises par le gouvernement. Un comité interministériel devrait en effet définir, dans la première quinzaine de mai, les grandes lignes d'une politique charbonnière à moyen terme dont on sait d'ores et déjà qu'elle devrait être différente de celle envisagée lors de la première définition, en octobre 1981, de la politique énergétique.

Le premier ministre n'avait-il pas alors estimé « souhaitable » l'objectif d'une production de 30 millions de tonnes de charbon à l'horizon 1990 (contre 18,3 millions de tonnes l'an passé). Cela supposait une relance vigoureuse - et coûteuse - de la production, par le développement de nouvelles mines plus productives et le maintien des anciens puits. La C.G.T. et la part communiste, favorables à une relance à tout prix de cette ressource nationale, en avaient tiré argument pour s'opposer à toute fermeture de puits et réclamer une relance de l'embauche et de l'investissement.

Depuis lors, la position du gouvernement s'est, semble-t-il, nettement infléchie. La relance charbonnière coûte cher, et les crédits publics ne sont pas extensibles à l'infini. Charbon nages de France a reçu l'an passé une subvention totale de 5,79 milliards de francs et cotera cette année 6,5 milliards de francs à l'Etat. Il n'est pas possible, dans cette enveloppe, de maintenir à la fois tous les puits, même les moins rentables, et

d'investir suffisamment dans les projets assurant l'avenir.

Le débat n'est pas encore tranché. Depuis le mois de septembre 1982, des commissions régionales d'évaluation des ressources charbonnières étudient non seulement les possibilités géologiques des gisements, mais tentent aussi d'évaluer l'ensemble des coûts sociaux entraînés par la fermeture de certains puits. Leurs conclusions, qui commenceront à revenir au gouvernement, serviront de base à l'élaboration d'un contrat de plan entre l'Etat, Charbonnages de France et les régions concernées. Dans les semaines à venir, un comité interministériel devrait définir, dans l'optique du D.C. Plan, les grandes lignes d'une nouvelle politique charbonnière à moyen terme. Il paraît d'ores et déjà certain que l'objectif de production de 30 millions de tonnes en 1990 sera abandonné et qu'aucun objectif chiffré ne figurera dans le contrat de plan.

La prise de position du chef de l'Etat le confirme, comme l'avait fait, en février, une lettre du premier ministre adressée à la direction des charbonnages, assurant que le redressement de l'entreprise passait par un « effort accru de gestion » : il faudra faire des choix. Certains puits devront, à moyen terme, être fermés.

Une chose est certaine, ces choix, difficiles, seront faits au niveau régional en tenant compte, comme l'a rappelé M. Mitterrand, du coût social et non seulement financier de la poursuite ou de l'arrêt de l'exploitation.

Dans un article paru dans le Monde du 28 mars, M. Hugé, directeur général de C.D.F., écrivait : « Le maintien du passé ne risque-t-il pas d'étouffer l'avenir ? Le débat se situe bien là : conserver ou entreprendre, se maintenir ou se transformer. » M. Mitterrand semble en être convaincu.

V. M.

MAGNETOSCOPES : LA LEVEE DU « BLOCUS » DE POITIERS SERA PROGRESSIVE

Les mesures restrictives de douanement des magnétoscopes à Poitiers devraient être prochainement levées, indique-t-on au ministère du Commerce extérieur. Toutefois, ni la date ni les modalités techniques ne sont complètement fixées.

Un accord avec et entre les importateurs sur « la régulation de l'entrée des magnétoscopes en France » doit encore être trouvé. Les pouvoirs publics souhaitent éviter que les stocks en attente et un afflux de nouveaux arrivages du Japon ne conduisent à une guerre des prix défavorable à tous, en particulier à ceux qui commencent à produire en France (Philips ou Akai). Aussi ont-ils décidé de limiter à 400 000 ou 450 000 appareils les entrées en 1983.

Les 200 000 magnétoscopes en stock à Poitiers devront être écoulés en priorité sur quatre mois au prorata des parts de marché de l'an passé de chacun des importateurs.

Un problème subsiste pour les marques telles Kenwood ou Sansui, qui ont commencé à s'intéresser au marché français seulement cette année. Pour elles, seuls leurs appareils déjà en stock à Poitiers seraient acceptés pour cette année.

En 1982, les importations totales avaient été de 665 000 appareils.

Ancien président de la Société Générale

M. MAURICE LAURÉ SUCCEDE A M. JEAN-LAURENS DELPECH A LA TÊTE DU GROUPE DES NOUVELLES GALERIES

A l'occasion de sa récente réunion annuelle, le conseil d'administration des Nouvelles Galeries a appelé à la présidence du groupe M. Maurice Lauré, ancien président-directeur général de la Société Générale, en remplacement de M. Jean-Laurens Delpech, atteint par la limite d'âge et qui occupait ce poste depuis mars 1977. M. Lauré siègeait déjà depuis avril 1982, à titre personnel, au conseil d'administration des Nouvelles Galeries, où il avait été chargé, en septembre de la même année, avec le titre de conseiller du président, d'une mission d'étude au sein du groupe.

Classées parmi les principaux groupes français de distribution, avec un chiffre d'affaires de 6,3 milliards de francs en 1982 (et un bénéfice net de 62,6 millions de francs), les Nouvelles Galeries sont essentiellement détenues par le groupe de M. Pierre Lévy, avec une participation voisine de 25 %, le groupe Monoprix (18 %) et la famille des fondateurs (8,5 %), la Banque nationale de Paris et la Société Générale détenant chacune environ 4 % du capital. Le groupe comprend les Nouvelles Galeries Réunies, les magasins à l'enseigne Uniprix et le Bazar de l'Hôtel-de-Ville.

[Né en 1917 à Marrakech (Maroc), docteur en droit, ancien élève de l'Ecole polytechnique, inspecteur général des finances, M. Maurice Lauré a pris une part prépondérante dans l'instauration de la taxe à la valeur ajoutée (T.V.A.). Après un passage au Crédit National, de 1960 à 1966, il entra à la Société Générale comme directeur général de cette banque, dont il devait prendre la présidence en 1973, avant de céder la place, en février 1982, à M. Jacques Mayoux.]

Industrie du cycle

CYCLES PEUGEOT ET MOTOBÉCANE S'ASSOCIENT

Les cinquante mille bicyclettes de « cross » achetées chaque année par Cycles Peugeot en Italie et en Extrême-Orient seront désormais fabriquées par Motobécane (le Monde daté 13-14 mars). Les deux firmes ont signé un accord à ce sujet. Mais la coopération ne s'arrêtera pas là. Cycles Peugeot produira les vélos d'enfants que Motobécane se procure également à l'étranger. « Cet accord, précise le communiqué de Cycles Peugeot, devrait permettre de réduire les importations de bicyclettes étrangères et de renforcer la compétitivité des deux sociétés leaders en favorisant un allongement des séries. »

Aux termes du contrat, toutefois, Motobécane ne fournira, en 1983, que vingt mille bicyclettes « cross » à Cycles Peugeot, cette dernière entreprise ne pouvant revenir sur ses promesses d'achat.

Cette association bilatérale dans l'industrie du vélo constitue-t-elle une première étape vers une coopération plus poussée entre les deux fabricants, cette fois dans la fabrication en commun de moteurs pour cyclomoteurs ? « L'accord conclu est indépendant des solutions recherchées par les pouvoirs publics aux difficultés financières de Motobécane », se borne-t-on à dire chez Cycles Peugeot. C'est donc à l'administration qu'il revient de trouver la solution adéquate au renforcement de l'affaire, dont le bilan a été déposé en février, une solution que, indépendamment de son aspect financier, l'on voudrait européenne.

Des négociations sont en cours entre Motobécane et la firme britannique Raleigh (groupe Tube Investment), vivement intéressée par la motorisation, et l'idée est en l'air d'un ménage à trois Cycles Peugeot-Motobécane-Raleigh (le Monde daté du 24-25 avril). Le projet, si tant est qu'il prenne corps, irait dans le sens recherché.

A. D.

Industrie pharmaceutique

FORTE PROGRESSION DES VENTES EN 1982 : + 17,3 %

Malgré les effets du blocage des prix, l'industrie pharmaceutique française a bien tiré son épingle du jeu en 1982 et, enregistré une hausse de 17,3 % de son chiffre d'affaires dont le montant, dépassant pour la première fois le cap des 30 milliards de francs, s'est élevé à 33,5 milliards.

Cette progression est supérieure à celle réalisée l'année précédente (+ 14 %). La performance est des plus satisfaisantes dans la mesure où la majoration des tarifs des médicaments a été en moyenne inférieure à 4 %, alors qu'elle avait atteint 8,03 % en 1981.

L'exportation a marché très fort également. Les ventes à l'étranger de produits pharmaceutiques ont dépassé 6,2 milliards de francs (+ 22,2 %). En l'espace de cinq ans, l'industrie pharmaceutique française a ainsi globalement doublé ses exportations (3,14 milliards de francs en 1978), qui ont triplé vers le Royaume-Uni (242 millions de francs contre 73 millions) et quintuplé vers le Japon (258 millions de francs contre 52 millions).

Les Chargeurs Réunis en ordre de bataille

La Compagnie maritime des Chargeurs réunis (C.M.C.R.), recevait les journalistes, mardi 26 avril, à Paris. En soi, cette rencontre constituait un événement, la vénérable nonagénaire ayant de longue date élevé le secret au rang de vertu. Mais il se trouve que son nouveau président, M. Jean Deygout, s'est fixé comme objectif, parmi d'autres, d'épousseter la maison et d'en ouvrir les fenêtres.

Ce vent nouveau souffle non seulement vers le monde extérieur, mais au sein même de l'entreprise dont les moyens, les structures et l'état d'esprit ont subi quelques bouleversements au cours de l'année écoulée. La flotte a été renouvelée et, sans augmentation du nombre d'unités, elle a vu son tonnage renforcé : ses quinze bateaux représentent 240 000 tonnes de port en lourd. A la fin de l'année, trois navires polyvalents neufs seront affectés à la ligne Dakar-Yokohama, réaffirmant la volonté des Chargeurs réunis de renforcer leur position sur le marché « cross trade ». Et vendredi 29 avril, la société signe avec les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire, un contrat de construction de deux gros porte-conteneurs (2 200 « boîtes » chacun) qui lui seront livrés en août et novembre 1985.

L'organisation de l'entreprise a été adoptée à l'environnement d'« agilité » que connaît le commerce maritime international. M. Deygout résume ainsi la nouvelle philosophie : « Il y a davantage de navire que de tonnage à transporter, mais c'est nous qui devons avoir le tonnage. » Pour conquérir les industries, il faut leur offrir des « plus », en les conciliant dans leurs opérations d'exportation, ou en leur garantissant une chaîne de transport non plus de port à port mais bel et bien de porte à porte : lorsque le métro de Hong-Kong a commandé des escalators à la France, il a exigé qu'ils lui soient livrés non pas sur les quais du port, mais directement dans les puits où ils devaient être installés. Tout ce travail de logistique incombe à la direction des ventes et des opérations terrestres de la C.M.C.R.

Le savoir faire qu'elle entend promouvoir, bien d'autres le pratiquent

aussi : le marché français vers l'Extrême-Orient est partagé entre 30 armements appartenant à 18 nations. Conserver ses chances sur un terrain aussi disputé suppose des moyens adaptés. Pour sauvegarder sa part de marché français, le C.M.C.R. a créé, le 1^{er} janvier dernier une « Agence générale France » qui devra « dynamiser » le réseau commercial de la compagnie dans l'Hémisphère.

Gagner de l'argent

Mais M. Deygout ne s'y trompe pas : les chargeurs français ne « naviguent » que s'ils y trouvent financièrement leur compte. Les armements nationaux n'ayant pas la « souplesse » de leurs concurrents étrangers, ils se peuvent de moins en moins compter sur des efforts constants de productivité. La réduction de la flotte s'y serait mal venue. D'autres actions - allégement du personnel sédentaire, réajustement des qualifications professionnelles, informatisation poussée - devraient aussi y contribuer.

Ces méthodes doivent aussi évoluer : à côté des lignes régulières qui demeurent la base de son fond de commerce, la compagnie entend rechercher des marchés spécifiques requérant une haute technicité qu'elle est capable d'offrir, comme le transport de produits chimiques.

A la C.M.C.R., l'ordre du jour est clair : nous allons nous battre sans attendre ni illusion, sans qu'il y ait d'ailleurs - « nous devons nous débarrasser de nos fonctionnaires qui entravent notre liberté », proclame M. Deygout - et avec une vision parfaitement lucide de l'enjeu. « La conjoncture est une excuse trop facile pour des armateurs », dit encore le président de la C.M.C.R. « Un armateur doit pouvoir gagner de l'argent », a-t-il affirmé un jour le président du groupe, M. Jérôme Seydoux. La compagnie maritime entend le prouver. En 1982, elle a perdu - trop aux yeux de M. Deygout - et elle en perdra certainement encore en 1983. Mais elle promet l'équilibre en 1984 et des bénéfices en 1985.

JAMES SARAZIN

« Les petits », a notamment déclaré le ministre du Commerce et de l'Industrie, « les genres de tranchées sont des guerres perdues ». Pour M. Jean-Marie Calmek, président de la FAC, le commerce indépendant, s'il veut maintenir sa place - voire l'accroître - dans la distribution, doit s'adapter sans retard à la révolution de l'informatique.

« Le constructeur de machines-outils RAMO a déposé son bilan », implantée à Niort (Deux-Sèvres), cette société spécialisée dans les machines-outils de précision, notamment les tours de grande précision, avait de grandes difficultés financières. Les pouvoirs publics avaient projeté de la rapprocher de Coseva. Après son dépôt de bilan, ses quatre-vingt-dix salariés sont menacés de licenciement.

TAUX DES EURO-MONNAIES

SE-L.	8 7/8	9	8 3/4	9 1/8	8 3/4	9 1/8	8 3/4	9 1/8	8 3/4	9 1/8
DM	4 9/16	4 15/16	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8
Fr.	4 1/2	5 3/4	5 1/16	5 7/16	5 1/16	5 7/16	5 1/16	5 7/16	5 1/16	5 7/16
£L (100)	10	11	9 3/4	11 1/4	9 3/4	11 1/4	9 3/4	11 1/4	9 3/4	11 1/4
£S	1	2	4 3/4	5 1/4	4 3/4	5 1/4	4 3/4	5 1/4	4 3/4	5 1/4
£P (100)	14	15 1/2	14 1/2	16 1/2	14 1/2	16 1/2	14 1/2	16 1/2	14 1/2	16 1/2
£	10	10 5/8	10	10 5/8	10	10 5/8	10	10 5/8	10	10 5/8
£ Imp.	12	12 3/4	12	12 3/4	12	12 3/4	12	12 3/4	12	12 3/4

Les cours des Eurodollar ne sont pas parvenus. Les cours ci-dessus sont ceux pratiqués sur le marché interbancaire des devises, qui nous sont indiqués en fin de marché par une grande banque de la place.

Hommes d'affaires, vous avez besoin de nous !

LA NOUVELLE REGLEMENTATION DES CHANGES CONCERNANT LES VOYAGES D'AFFAIRES A L'ETRANGER A PLUS QUE JAMAIS, RENDU INDISPENSABLE DE S'APPUYER SUR UNE ORGANISATION DE VOYAGES EFFICACE, STRUCTUREE ET INTERNATIONALE. Les agences de voyages du groupe Wagons-lits Tourisme, organisent vos voyages d'affaires en prenant en compte

l'ensemble des prestations nécessaires à leur réussite :

- transport par avion ou rail ;
- hôtels (tarifs spéciaux sociétés) avec ou sans restauration ;
- location de voitures, avec ou sans chauffeur ;
- assistance ;
- assurance.

Conformément à la nouvelle réglementation, tous ces

services sont réglables en une seule fois et en francs, une carte de crédit devenant alors un appoint sur place. Le réseau international des agences de voyages Wagons-lits Tourisme est présent dans 160 pays avec plus de 1000 agences. Consultez-nous ! Wagons-lits Tourisme 126, rue de Provence - 75382 PARIS CEDEX 08 Tél. : 268.26.02 - Télex : 643 241 - XVXV - 31.



Wagons-lits Tourisme
Premier Réseau Mondial du Voyage

WAGONS-LITS TOURISME / MID-LIBRE VOYAGES / VOYAGES-DEPECHE / CTV / TRANSPORTS ET VOYAGES

حسنا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES SICAV DU GROUPE
DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE



PHENIX PLACEMENT
A.G.F.I.M.O. Société anonyme pour la gestion
financière de valeurs immobilières
Compagnie d'investissement et de placement C.I.P.
A.G.F. 5000
A.G.F. INTERFONDS

Le 15 avril 1983, se sont tenues les assemblées générales ordinaires des sociétés :

- A.G.F.I.M.O., sous la présidence de M. Gérard Bonnet ;
- Compagnie d'investissement et de placement C.I.P., sous la présidence de M. François Simonnet ;
- A.G.F. 5000, sous la présidence de M. François Simonnet ;

- A.G.F. INTERFONDS, sous la présidence de M. Michel Jarraud.
Les résolutions proposées ont été acceptées et les conseils d'administration qui ont suivi les assemblées ont fixé la date du paiement des dividendes au 25 avril 1983.

En outre, une nouvelle SICAV : PHENIX PLACEMENT, créée le 8 décembre 1982, a été ouverte au public le 10 janvier 1983.

SITUATION DES SICAV AU 31 MARS 1983

	C.I.P.	A.G.F.I.M.O.	A.G.F. 5000 60 % minimum en actions françaises (1)	A.G.F. INTERFONDS	PHENIX PLACEMENT
Nombre d'actions	935.711 (Nominale de 100 F)	2.280.080 (Nominale de 100 F)	954.034 (Nominale de 100 F)	485.304 (Nominale de 200 F)	261.700 (Nominale de 200 F)
Actif net par action	683,21	297,59	202,16	323,28	208,42
Actif net total	639 286 449	678 535 105	192 864 982	156 889 997	54 543 094
Répartition de l'actif (en pourcentage) :					
- Disponible	10,83	4,88	3,24	5,24	6,38
- Obligations françaises	38,66	26,52	27,70	45,75	93,62
- Obligations étrangères	18,70	5,45	5,49	45,75	-
- Actions françaises	6,61	52,25	63,57	2,92	-
- Actions étrangères	25,20	9,90	-	0,03	-
Rappel :					
- Dividende par action :	41,49 + 2,88	24,39 + 1,39	18,76 + 1,71	22,26 + 1,18	0,70 (2)
- Montant net et avoir fiscal	25 avril 1983	25 avril 1983	25 avril 1983	25 avril 1983	9 mars 1983
- Date de paiement					

Souscriptions : Service des transferts, 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS CEDEX 02
et Banque générale du Phénix, 31, rue Lafayette 75009 PARIS

(1) Loi du 13 juillet 1978.
(2) Correspondant à la période du 20 au 31 décembre 1982.

SIMCO

Le conseil d'administration, réuni le 20 avril 1983 sous la présidence de M. Maurice Goutier, a pris connaissance de l'activité de la société et arrêté le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

Les comptes de cet exercice font apparaître, après dotation aux amortissements et provisions de 11 712 395,31 F, un bénéfice de 113 071 738,03 F (dont 5 003 288,17 F de plus-values nettes sur ventes d'appartements) contre, en 1981, 101 165 810,82 F (dont 5 994 973,49 F de plus-values). Après affectation à la réserve légale, le bénéfice distribuable s'établit à 107 418 170,13 F, soit 18,80 F par action ; il sera proposé à l'assemblée générale, prévue pour le 17 juin, de distribuer un dividende de 18,50 F par action contre 16,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,30 F par action au report à nouveau.

La société poursuit le développement et la modernisation de son patrimoine :

- elle a achevé la construction de l'immeuble de 2 185 m² de bureaux à Levallois-Perret au mois de juillet 1982, la totalité de l'immeuble a été louée à un seul preneur dès le 1^{er} août dans des conditions très satisfaisantes ;
- elle a pratiquement achevé les travaux complémentaires concernant l'opération du Manoir à Saint-André, près de Nice ;
- elle a acquis un terrain 25-33, rue des Ardenes à Paris 19^e permettant l'édification de 70 appartements ; le permis de construire a été délivré le 31 décembre 1982 ; la livraison de l'immeuble devrait intervenir fin 1984. L'investissement prévisionnel sera de l'ordre de 40 000 000 de francs ;
- elle a également acheté un terrain dans la zone d'activités de Saint-Quentin-en-Yvelines (Bois d'Arcy) qui permettra la réalisation d'un troisième immeuble de bureaux, d'une surface de 4 500 m² pour un investissement de 25 000 000 de francs environ, les formalités administratives sont en cours, la livraison pourrait intervenir au deuxième semestre 1984.

Les ventes d'appartements se sont poursuivies sur l'immeuble de Vitry-sur-Seine, elles dépassent maintenant 80 % de l'ensemble immobilier ; en outre, les premières ventes ont été réalisées concernant l'immeuble de Rungis où 12 cessions étaient réalisées en fin d'année sur les 107 appartements que comporte cet ensemble.

En ce qui concerne la procédure relative à l'immeuble du Manoir, les hommes de l'art - qui avaient été condamnés par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à rembourser à la société ses débours - ont été déboutés du pourvoi qu'ils avaient formé en Cour de cassation.

Les experts chargés de définir le montant des indemnités que doit percevoir la société ont déposé leur rapport, mais la date de l'arbitrage de la cour d'appel n'est pas encore connue.

DOCKS DE FRANCE

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire, toutes taxes comprises, pour le 1^{er} trimestre de 1983, s'élève à F 3 892 millions, marquant ainsi une progression de 11,1 % sur celui réalisé lors de la même période de l'exercice précédent.

SIMCO

Le montant des loyers émis par la Société au cours du premier trimestre de l'année 1983 s'élève à 38 751 443 F, contre 35 196 207 F pour le premier trimestre 1982.

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

AGENCE HAVAS

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 AVRIL 1983

Le conseil d'administration de l'agence HAVAS, réuni le 22 avril 1983, sous la présidence de M. André ROUSSELET, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Ceux-ci font apparaître un chiffre d'affaires H.T. de 1 384,22 MF en augmentation de 11 % sur 1981, à structure constante, une part de son activité ayant été apportée à deux de ses filiales.

Le bénéfice après impôt atteint 64,18 MF contre 58,48 MF en 1981 soit + 9,8 % après dotation de deux provisions exceptionnelles relatives à des dépréciations de prêts à long terme non productifs d'intérêts (6,05 MF) et un complément de dotation de provision pour contrat de solidarité (5,92 MF). Les dividendes repus sur l'exercice des filiales, soit 71,94 MF, en hausse de 10,94 MF, traduisent les bons résultats

de l'ensemble des sociétés du groupe HAVAS.

L'agence HAVAS a réalisé, en 1982, en acquisitions corporelles et incorporelles et par prise de participations (GOULET S.A., INTERDECO, PATHE-CINEMA) principalement, 117,4 MF d'investissements, soit le double de l'année précédente.

Le conseil d'administration de l'agence HAVAS proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 30 juin 1983, la distribution d'un dividende de 9,30 F par action, ce qui augmenté de l'avoir fiscal de 4,65 F (impôt déjà payé au Trésor) représente un revenu global net de 13,95 F par action. Ce montant correspond au plafond fixé par la loi, compte tenu du dividende de l'année précédente.



DIVIDENDES ET RÉSULTATS 1982

Les actionnaires des Sicav du Crédit Agricole ont approuvé, lors de leurs assemblées générales, la mise en paiement des dividendes suivants, au titre de l'exercice 1982 :

	ÉPARGNE-UNIE (diversification)	UNI-FONCIER (secteur immobilier)	UNIFRANCE (valeurs françaises)	UNIRENTE (obligations)
N° du coupon	23	15	7	7
Dividende net (F.)	31,08	41,22	15,45	148,42
Crédit d'impôt (F.)	3,35	2,35	1,97	6,45
Revenu global (F.)	34,43	43,57	17,42	154,87
Rappel R. global 81 (F.)	27,41	33,24	14,50	112,01

Les dividendes nets sont mis en paiement, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole et dans l'ensemble des bureaux des Caisse Régionales de Crédit Agricole Mutuel depuis le 26 mars 1983 pour Unifrance et depuis le 16 avril 1983 pour Épargne-Unie, Uni-Foncier et Unirente. Le versement du dividende net en actions de chaque SICAV s'effectue en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 27 juin 1983 pour Unifrance et jusqu'au 17 juillet 1983 pour Épargne-Unie, Uni-Foncier et Unirente.

Valeur liquidative au 31.12.82 (F.)	632,19	503,44	190,34	1535,29
Variation en % du 31.12.81 au 31.12.82 (compte versé en 82 compris)	31,5	30,5	25,3	28,5

CRÉDIT AGRICOLE

L'ORÉAL

Préside par M. François DALLE, président directeur général de L'ORÉAL, une réunion d'information a été organisée à l'intention des analystes financiers.

Dans un premier temps, M. Marc LADREIT de LACHARRIÈRE, vice président en charge de l'Administration et des Finances, a présenté les résultats de L'ORÉAL pour 1983.

Le total des ventes consolidées hors taxes s'est élevé à 10,882 milliards de francs en 1982, contre 9,686 milliards de francs en 1981.

A données comparables, c'est-à-dire en éliminant les variations des parités monétaires et les chiffres d'affaires de sociétés entrées ou sorties de consolidation durant l'exercice, la croissance est de + 12,9 % par rapport à 1981.

Le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 999 millions de francs en 1982, contre 883 millions de francs en 1981, soit une progression supérieure à celle du chiffre d'affaires.

L'augmentation des dotations exceptionnelles aux comptes de provisions et d'amortissements se traduisant par des avantages fiscaux, les contraintes fiscales nouvelles dues à la taxe sur la publicité pour les activités pharmaceutiques, et, dans une moindre mesure, l'augmentation des impôts à payer limitent la progression du bénéfice net, hors plus values de cession d'immobilisations, à 550 millions de francs en 1982, contre 517 millions de francs en 1981 (soit + 6,3 %).

M. Charles ZVIAK, vice président directeur général, a insisté sur le fait que la progression de L'ORÉAL en 1982, était due notamment à la qualité des produits élaborés par la recherche scientifique de L'ORÉAL et à l'appréciation de la performance de ces produits qui devenait de plus en plus sensible par les consommateurs.

M. Charles ZVIAK a ainsi précisé que L'ORÉAL disposait actuellement du potentiel de recherche le plus important du monde en cosmétique, avec 900 personnes dans ses laboratoires, les dépenses de la recherche dans ce domaine s'étant élevées à 293 millions de francs en 1982, soit 3,2 % du chiffre d'affaires des activités d'hygiène, de parfumerie et de cosmétique.

M. François DALLE a rappelé l'importance que revêt, pour L'ORÉAL, la diversité des activités du Groupe et l'internationalisation des implantations.

Grâce à cette stratégie, la "caisse de compensation" a encore joué pleinement son rôle et a permis à L'ORÉAL de connaître, en 1982, une croissance équilibrée et saine.

M. François DALLE a également confirmé la poursuite des efforts de recherche entrepris par le Groupe dans le domaine pharmaceutique, au moment même où des résultats concrets apparaissent. En effet, les dépenses de recherche se sont élevées à près de 270 millions de francs, soit plus de 19 % du chiffre d'affaires des spécialités pharmaceutiques, c'est-à-dire l'un des taux les plus importants de cette industrie.

De plus, SYNTHELABO a fortement accentué son internationalisation par l'implantation de nouvelles filiales pharmaceutiques en Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suisse et Italie.

M. François DALLE a enfin insisté sur les aspects bénéfiques de l'internationalisation du Groupe pour l'économie française, notamment en ce qui concerne la balance des paiements. La différence entre les sommes reçues de l'étranger à des titres divers (exportations, assistance technique, redevances et dividendes) et les fonds envoyés à l'étranger (investissements financiers ou achats de matières premières) a représenté, en France, un excédent de 1,6 milliards de francs.

Si l'on ajoute les achats effectués par les filiales de L'ORÉAL à des fournisseurs français, ainsi que les effets induits dus au nombre considérable de visiteurs étrangers incités par L'ORÉAL à venir en France, notamment à l'occasion du Congrès Mondial de la Coiffure, la balance positive dépasse alors largement les 2 milliards de francs.

M. François DALLE a annoncé que le conseil d'administration avait décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, convoquée pour le 10 juin 1983, la distribution d'un dividende net de 25,66 francs, en augmentation de 8 % par rapport à celui de l'exercice précédent ; cette augmentation étant conforme aux dispositions légales en vigueur.

Exercice 1982
le Crédit National
fait le point

Un niveau d'activité élevé

Avec 10017 millions de F de prêts à long terme consentis aux entreprises en 1982, le seul de 10 milliards a été dépassé pour la seconde année consécutive. L'activité du Crédit National a été presque aussi soutenue qu'en 1981, année où elle avait progressé de 36 %.

Montant total des prêts consentis : 10017

Versements à la clientèle : 7930

Variation de l'exercice : +117

Présent dans toutes les régions par ses onze délégations, le Crédit National finance l'investissement d'entreprises de tailles diverses : 66 % des entreprises clientes emploient moins de 200 salariés. Tous les secteurs industriels bénéficient de ses concours.

Des résultats en progression sensible

	1981 (en millions de francs)	1982 (en millions de francs)
Encours des prêts à long terme	46 508,00	50 625,00
Chiffre d'affaires H.T.	5 319,00	6 302,00
Bénéfice net	70,00	90,00
Montant distribué	28,75	33,01

	(en francs)	
Dividende par action	27,00	31,00
Avoir fiscal	13,50	15,50
Dividende total	40,50	46,50

La croissance du chiffre d'affaires est essentiellement liée à l'évolution de l'encours des prêts à long terme. Une augmentation de capital a été réalisée du 13 décembre 1982 au 28 janvier 1983. Elle sera suivie de la distribution d'une action gratuite pour dix anciennes après le paiement du dividende au titre de l'exercice 1982.

Ces chiffres sont extraits du rapport à l'Assemblée Générale qui peut être obtenu sur simple demande au Crédit National 45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris.

Crédit National
investir pour réussir

ÉTRANGER

Nestlé s'associe avec une société d'État malaisienne pour la production et la commercialisation du cacao

De notre correspondant

L'accord de joint-venture que vient de conclure Nestlé S.A. avec l'autorité fédérale pour le développement agricole de Malaisie (FELDA) pour la production et la commercialisation du cacao constitue une double première. C'est la première fois que la multinationale helvétique prend une participation de cette importance dans le secteur du cacao. C'est également la première fois que Nestlé s'associe directement à une société d'État malaisienne.

Lausanne. - Le choix de la Malaisie, explique-t-on à Vevey, siège de Nestlé, n'est pas fortuit. Après le Japon, ce pays représente l'un de ses principaux marchés asiatiques, avec l'Indonésie et les Philippines. Implanté depuis une vingtaine d'années en Malaisie, Nestlé Holding comptait déjà quatre sociétés sur place, fabriquant notamment du lait condensé, une boisson chocolatée et des produits diététiques.

La création de la Malaysian Cocoa Manufacturing (M.C.M.) répond aux intérêts des deux partenaires. Jusqu'ici, l'usine de boisson chocolatée de Nestlé devait importer du cacao, alors que la production malaisienne, longtemps insuffisante, était exportée. Or FELDA, qui possède 3 898 hectares de plantations de cacao, est en train de développer la production nationale et d'en améliorer la qualité.

85 millions de francs d'investissements

FELDA et Nestlé, qui détiendront respectivement 51 % et 49 % du capital-actions de M.C.M. (15 millions de dollars, soit environ 45 millions de francs), se partageront les tâches de production, de commercialisation et de distribution de cacao. La partie malaisienne fournira la matière première, tandis que Nestlé se chargera de la technologie et de l'assistance technique. Nestlé nommera le directeur de l'usine actuellement en construction à Pantat, près de Seremban au sud de Kuala Lumpur. L'ensemble des investissements s'élèvera à 28 millions de dollars malaisiens, 85 mil-

lions de francs environ et la participation de la FELDA sera financée par des prêts de banques locales.

La production de la nouvelle fabrique, qui devrait être opérationnelle dans le courant de 1984, sera en partie vendue aux filiales de Nestlé, offerte sur place ou exportée à l'étranger. Reste cependant un point à discuter : dans un premier temps, le gouvernement malaisien a imposé un quota d'exportation de 60 %, et de 70 % dans une seconde phase, alors que Nestlé préférerait s'en tenir au premier palier.

Cet accord constitue-t-il un précédent qui pourrait être imité ailleurs ? Prudents, les responsables de Nestlé rappellent que leur entreprise s'est toujours voulue pragmatique. Plutôt que de suivre une stratégie globale, ils se sont adaptés aux conditions locales, la Malaisie ayant entrepris de développer ses plantations de cacao. Nestlé y trouve évidemment son compte. « Il peut toujours être utile d'avoir un partenaire public, indique-t-on à Vevey, ne serait-ce que pour trouver un terrain ou accélérer les démarches administratives. »

JEAN-CLAUDE BUHRER.

LES ÉTATS-UNIS ENVISAGENT DE CRÉER UN DÉPARTEMENT DU COMMERCE INTERNATIONAL

L'administration américaine envisage de créer un département du commerce international qui regrouperait les fonctions des divers ministères dans le domaine des échanges extérieurs, a-t-on appris le 25 avril à la Maison Blanche. Il inclurait ainsi les fonctions actuellement remplies par le bureau du représentant spécial du président Reagan pour le commerce international, M. William Brock, par les départements d'État, de la défense et du Trésor. En revanche, au stade actuel du projet, le département de l'agriculture conserverait ses prérogatives en matière de commerce extérieur, indique-t-on de source bien informée. - (A.F.P.)

PÉTROLE CONTRE DENRÉES ALIMENTAIRES

La Turquie signe un nouvel accord d'échange commercial avec l'Iran

De notre correspondant

Ankara. - Aux termes d'un nouvel accord signé, le 21 avril à Ankara, par MM. Nawabi et Can-türk, respectivement ministre iranien de l'industrie lourde et ministre turc du commerce, l'Iran et la Turquie vont porter le montant de leurs échanges à 2,5 milliards de dollars entre avril 1983 et avril 1984, soit une augmentation de 25 % par rapport au dernier exercice (le Monde du 16 mars). L'accord, qui consolide la première place occupée par Téhéran parmi les clients d'Ankara, permettra à l'Iran d'obtenir de la Turquie notamment les denrées alimentaires dont elle a besoin (par exemple blé, orge, viande, poulet, sucre et autres).

Grâce au nouvel accord, la Turquie pourra exporter pour 1,1 milliard de dollars cette année, sans compter les revenus du secteur des transports qui ont représenté 300 millions de dollars en 1982 provenant à la fois de l'acheminement des produits turcs vers l'Iran et du transit à travers la Turquie des pro-

duits achetés par l'Iran à d'autres fournisseurs. Pour sa part, Ankara, qui est toujours déficitaire sur le plan énergétique, sera payé « en nature » : l'accord pétrolier, signé en janvier à Téhéran, prévoit la livraison de quelque 5 millions de tonnes de brut iranien en 1983.

Les échanges économiques turco-iraniens, pratiquement symboliques durant le règne du shah qui ne s'adressait jamais à son voisin mais à d'autres fournisseurs lointains, se sont développés d'une manière spectaculaire depuis l'avènement du régime islamique en Iran : la Turquie, qui avait vendu à l'Iran pour 11,8 millions de dollars en 1979, 96 millions de dollars en 1980 et 234 millions de dollars en 1981, a plus que triplé ce dernier chiffre en 1982 avec 792 millions de dollars d'exportation. A l'heure actuelle, le marché iranien absorbe un cinquième des exportations totales turques.

ARTUR-UNSAI.

MINISTÈRE DES P.T.T.
L'INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS
assure une FORMATION PROMOTIONNELLE aux techniciens (stage agréé par l'Etat)

CONDITIONS D'ACCES	DEBOUCHES
- DUT Génie électrique, Mesures physiques, Informatique	Ingenieurs d'étude, de développement et d'exploitation des Systèmes de Télécommunications
- BTS électronique	Sanction des études : Diplôme d'ingénieur
- 2 ans 1/2 d'expérience professionnelle	

DUREE DES ETUDES : 3 ans
Date limite d'inscription : 15 mai 1983
Renseignements : L.N.T. - les Epinettes - 91011 EVRY CEDEX
Tél. 077.94.11 poste 41-43 ou 41-31

TELEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX PARIS 345 21 62

En Australie

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE FREINE LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Le gouvernement australien vient d'interdire le rachat par la filiale australienne d'Unilever, Unilever Australia Pty Ltd, de deux importantes entreprises agro-alimentaires appartenant au groupe australien Elders Ltd Ltd.

Le ministre des finances, M. Paul Keating, a expliqué en annonçant cette décision que l'intérêt économique de l'opération ne compenserait pas la perte de contrôle par l'Australie d'un pan important du secteur agro-alimentaire, domaine où la présence étrangère est déjà considérable.

Il s'agit de la quatrième offre d'investissement étranger rejetée par le gouvernement travailliste depuis son entrée en fonctions le mois dernier. Cela semble confirmer que le gouvernement est fermement décidé à limiter les investissements étrangers dans les secteurs-clés de l'industrie.

Les deux entreprises concernées produisent des denrées d'alimentation générale telles que confiture et concentré de tomates, et des graisses alimentaires, notamment la margarine dont elles sont l'un des trois grands producteurs australiens. - (A.F.P.)

ESPAGNE

● L'Espagne comptait 2172272 chômeurs à la fin du mois de mars, soit 16,58 % de la population active, contre 16,85 % le mois précédent. Les données publiées le 25 avril par le ministère du travail ne prennent en compte que les seuls chômeurs inscrits dans les agences pour l'emploi. Cependant, l'Institut national de la statistique dépendant du ministère de l'économie, qui n'a pas encore publié les résultats du mois de mars, recense les chômeurs « estimés ». - (A.F.P.)

F.M.I.

● Le Fonds monétaire international vient d'approuver l'octroi à l'Uruguay d'un crédit stand by de 378 millions de dollars de tirage spé-

Convoquée à l'initiative des États-Unis

LA « QUADRILATÉRALE » SE RÉUNIRA A BRUXELLES LES 28 ET 29 AVRIL

Bruxelles (A.F.P.). - Le Canada, les États-Unis, le Japon et la Commission européenne vont tenir les 28 et 29 avril à Bruxelles une réunion informelle sur les questions commerciales et financières internationales, apprend-on de sources diplomatiques dans la capitale belge. Cette réunion - la quatrième de la Quadrilatérale depuis celle tenue en Floride en 1982 - a été convoquée à l'initiative des États-Unis, qui y seront représentés par M. William Brock, représentant du président Reagan pour les questions de commerce international.

M. Wilhelm Haferkamp, vice-président de la commission chargée des relations extérieures, participera à ces discussions aux côtés des ministres du commerce international japonais, M. Sadanori Yamamoto, et canadien, M. Gerald Regan. La réunion se tiendra à la résidence de M. George Vest, ambassadeur des États-Unis auprès des Communautés, et on estime dans les milieux diplomatiques qu'elle permettra aux dirigeants américains de procéder à un échange de vues sur les questions qui ne manqueront pas d'être examinées lors du sommet des pays industrialisés à Williamsburg aux États-Unis à la fin du mois de mai.

claux, soit 412,02 millions de dollars. Ce crédit, remboursable en deux ans, est destiné à soutenir le programme économique et financier du gouvernement uruguayen, approuvé par le F.M.I., visant à réduire rapidement le déficit de la balance des paiements et à faire baisser l'inflation.

R.F.A.

● Les prix ouest-allemands à la production ont diminué de 0,3 % en mars, alors qu'ils avaient déjà reculé de 0,1 % en février, a annoncé le 25 avril l'Office fédéral des statistiques. Sur douze mois, les prix ont augmenté de 1,7 % contre 2 % sur la même période à la fin février. Les prix des produits pétroliers sont ceux qui ont le plus reculé (- 4,3 % en moyenne). - (A.F.P.)

BESOIN DE PERSONNE POUR FAIRE SON CHEMIN.

Renault 11: 10 versions, 3 ou 5 portes, 5 à 7 CV.
Prix à partir de 43 600 F. Modèle présenté : Renault 11 GTL : 49 200 F. Prix clés en main au 01/04/83. Millésime 83. RENAULT elf

RENAULT 11

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
44, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 633.81.23/229.63.71/954.65.67

PUBLICATION JUDICIAIRE

« La première chambre du tribunal de Grande Instance de Paris a, par jugement du 24 novembre 1982, condamné la Société Nationale de Télévision en Couleurs ANTENNE 2, M. ELKABBACH, l'Agence France Presse et M. CHEYNET, journaliste, à payer à M. Gérard MUNOZ 30.000 F de dommages-intérêts pour avoir les 30 et 31 mars 1980, au cours du journal télévisé de 20 heures, diffusé la photographie de celui-ci pour illustrer un reportage sur l'organisation « Action directe ».

Pour extrait
M^{re} Yves JOUFFA
avocat à la Cour

LISEZ
Le Monde et
L'ÉDUCATION

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Au-dessus de 1200

Pour la première fois de l'histoire, Wall Street a franchi, mardi, la barre des 1200 de l'indice Dow Jones. Malgré l'apparition de nouvelles ventes bénéficiaires, le marché a repris sa marche en avant et, à la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1209,46 (+ 22,25 points).

Sur 2014 valeurs traitées, la moitié presque (1080) ont monté, 578 seulement ont baissé et 356 n'ont pas varié.

Le New-York Stock Exchange n'aura donc pas été longtemps sur cet obstacle « psychologique ». Les bonnes nouvelles, il est vrai, n'ont pas manqué : précisions optimistes des experts de la Citicorp sur une baisse des taux d'intérêt et sur une amplification de la reprise économique, excellents résultats pour le premier trimestre annoncés par plusieurs grosses entreprises, notamment Commodore International et Standard Oil of California. Il n'y a pas fallu davantage pour doper le marché qui, du coup, a fait l'impasse sur l'avertissement lancé par M. Paul Volcker, président du Fed, sur la menace consti-

tuée par les déficits budgétaires persistants.

L'activité cependant n'a pas été vraiment à la hauteur de la performance accomplie et 97,25 millions de titres ont changé de mains contre 90,15 millions la veille.

VALEURS

Valeur	Cours de 22 avr	Cours de 25 avr
Alcoa	33 1/8	33 1/4
A.T.T.	41 1/8	41 1/2
Boeing	41 1/8	41 1/2
Chemical Bank	41 1/8	41 1/2
Deere & Co	41 1/8	41 1/2
Du Pont de Nemours	41 1/8	41 1/2
Eastman Kodak	41 1/8	41 1/2
Exxon	41 1/8	41 1/2
General Motors	41 1/8	41 1/2
IBM	41 1/8	41 1/2
ITT	41 1/8	41 1/2
Johnson & Johnson	41 1/8	41 1/2
McDonald's	41 1/8	41 1/2
Merck & Co	41 1/8	41 1/2
Microsoft	41 1/8	41 1/2
Procter & Gamble	41 1/8	41 1/2
Rockwell International	41 1/8	41 1/2
Standard Oil of California	41 1/8	41 1/2
Union Carbide	41 1/8	41 1/2
Washingt. Post	41 1/8	41 1/2
Xerox Corp.	41 1/8	41 1/2

PARIS

26 avril

Fort baisse

Le repli de la cote, amorcé la veille avec une baisse de 0,8 %, s'est fortement accentué mardi à la Bourse de Paris, où l'indice de tendance a perdu près de 1,9 %, portant à 2,6 % le terrain perdu depuis le 21 avril, date de la dernière liquidation.

De l'avis des professionnels, les investisseurs étrangers ont sensiblement ralenti leurs achats dans l'attente d'une correction technique qu'ils estiment encore insuffisante.

Face à cette réserve des acheteurs, le poids des prises de bénéfices sur de nombreux titres à leur plus haut niveau de l'année a suffi à faire pencher la balance.

Du coup, quelques actions subissant des ventes considérables. En outre, en volume, la veille, Michelin a la triste privation de figurer en tête des replis les plus sensibles de la séance. Ayant échappé de justesse à la procédure de la « réservation à la baisse », l'ac-

tion de « Bibendum » a subi le contrecoup des pertes consolidées (4 milliards de F).

Raffinage, Bis, Radiotechnique, Crouzet, Manoir, Labinal et Airsonar ont cédé aux alentours de 5 % à 7 % tandis que Machines Bull perd 4,3 %.

Au sujet de cette dernière compagnie, les autorités boursières font savoir qu'elles ont reçu 15,90 millions d'actions Machines Bull en réponse à l'offre publique d'échange émise par l'Etat français.

Légère hausse (3 %) de Penarroya, Saunier et Saclor. Sur le marché de l'or, le métal fin est retombé de 44,25 à 43,25 dollars l'once à Londres. A Paris, le lingot s'adjuge 50 F à 103 300 F et le napoléon pèse 1 F à 682 F.

Le dollar-titre est retombé au-dessus de 9 F, aux alentours de 9,10 F.

LE RAPPORT ANNUEL DE LA COB

« Ouverture plus large de la Bourse aux sociétés, diversification des titres offerts au public, modernisation des engagements, marché boursier, avantages concurrentiels aux épargnants qui ont entreprises qui ont croisé leurs fonds propres ; l'Etat a fait un effort législatif et fiscal considérable et a consenti pour l'épargne un effort financier considérable. En outre, en volume, la veille, Michelin a la triste privation de figurer en tête des replis les plus sensibles de la séance. Ayant échappé de justesse à la procédure de la « réservation à la baisse », l'ac-

tion, et, à ce sujet, M. Tricot a souligné que la procédure d'échange de titres indemnités remis aux actionnaires de sociétés nationalisées « s'est bien déroulée ». Le président de la COB a, toutefois, tenu à souligner qu'une entreprise publique reste avant tout « une entreprise » et que, de ce fait, elle doit respecter tous les devoirs qui lui incombent, notamment en matière d'information, dès lors qu'elle fait appel à l'épargne publique.

Evolution à plusieurs reprises la loi du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne. M. Tricot a indiqué que les décrets d'application (dont on attend toujours la publication depuis cette date) devraient prochainement paraître au Journal officiel. Il a, en outre, souligné que la COB pouvait avoir un rôle de médiation dans le retard apporté dans la mise au point du vote par correspondance en raison du nombre important de consultations qui lui fallait entreprendre. Enfin, il a fait valoir l'importance de la commission pour ce nouveau rôle de surveillance des produits offerts ou « placements-miracles » que lui confère la « loi Delors ».

Le dixième rapport de la Commission des opérations de Bourse, 1982. Direction des journaux officiels, 26, rue Desbats, 75727 Paris Cedex 15. Prix : 46 F.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1982)

25 avril 26 avril

Indice des prix à la consommation

127,3 127,3

C- des AGENTS DE CHANGE

(base 100 = 31 déc. 1982)

25 avril 26 avril

Billets généraux

119,5 117,8

Taux du marché monétaire

Effets échus du 27 avril

121,2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

25 avril 26 avril

1 dollar (en yen)

236,35 236,75

BOURSE DE PARIS Comptant

26 AVRIL

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	33 1/8	33 1/4	Alcatel	110	110	Alcatel	110	110	Alcatel	110	110
A.T.T.	41 1/8	41 1/2	A.T.T.	41 1/8	41 1/2	A.T.T.	41 1/8	41 1/2	A.T.T.	41 1/8	41 1/2
Boeing	41 1/8	41 1/2	Boeing	41 1/8	41 1/2	Boeing	41 1/8	41 1/2	Boeing	41 1/8	41 1/2
Chemical Bank	41 1/8	41 1/2	Chemical Bank	41 1/8	41 1/2	Chemical Bank	41 1/8	41 1/2	Chemical Bank	41 1/8	41 1/2
Deere & Co	41 1/8	41 1/2	Deere & Co	41 1/8	41 1/2	Deere & Co	41 1/8	41 1/2	Deere & Co	41 1/8	41 1/2
Du Pont de Nemours	41 1/8	41 1/2	Du Pont de Nemours	41 1/8	41 1/2	Du Pont de Nemours	41 1/8	41 1/2	Du Pont de Nemours	41 1/8	41 1/2
Eastman Kodak	41 1/8	41 1/2	Eastman Kodak	41 1/8	41 1/2	Eastman Kodak	41 1/8	41 1/2	Eastman Kodak	41 1/8	41 1/2
Exxon	41 1/8	41 1/2	Exxon	41 1/8	41 1/2	Exxon	41 1/8	41 1/2	Exxon	41 1/8	41 1/2
General Motors	41 1/8	41 1/2	General Motors	41 1/8	41 1/2	General Motors	41 1/8	41 1/2	General Motors	41 1/8	41 1/2
IBM	41 1/8	41 1/2	IBM	41 1/8	41 1/2	IBM	41 1/8	41 1/2	IBM	41 1/8	41 1/2
ITT	41 1/8	41 1/2	ITT	41 1/8	41 1/2	ITT	41 1/8	41 1/2	ITT	41 1/8	41 1/2
Johnson & Johnson	41 1/8	41 1/2	Johnson & Johnson	41 1/8	41 1/2	Johnson & Johnson	41 1/8	41 1/2	Johnson & Johnson	41 1/8	41 1/2
McDonald's	41 1/8	41 1/2	McDonald's	41 1/8	41 1/2	McDonald's	41 1/8	41 1/2	McDonald's	41 1/8	41 1/2
Merck & Co	41 1/8	41 1/2	Merck & Co	41 1/8	41 1/2	Merck & Co	41 1/8	41 1/2	Merck & Co	41 1/8	41 1/2
Microsoft	41 1/8	41 1/2	Microsoft	41 1/8	41 1/2	Microsoft	41 1/8	41 1/2	Microsoft	41 1/8	41 1/2
Procter & Gamble	41 1/8	41 1/2	Procter & Gamble	41 1/8	41 1/2	Procter & Gamble	41 1/8	41 1/2	Procter & Gamble	41 1/8	41 1/2
Rockwell International	41 1/8	41 1/2	Rockwell International	41 1/8	41 1/2	Rockwell International	41 1/8	41 1/2	Rockwell International	41 1/8	41 1/2
Standard Oil of California	41 1/8	41 1/2	Standard Oil of California	41 1/8	41 1/2	Standard Oil of California	41 1/8	41 1/2	Standard Oil of California	41 1/8	41 1/2
Union Carbide	41 1/8	41 1/2	Union Carbide	41 1/8	41 1/2	Union Carbide	41 1/8	41 1/2	Union Carbide	41 1/8	41 1/2
Washingt. Post	41 1/8	41 1/2	Washingt. Post	41 1/8	41 1/2	Washingt. Post	41 1/8	41 1/2	Washingt. Post	41 1/8	41 1/2
Xerox Corp.	41 1/8	41 1/2	Xerox Corp.	41 1/8	41 1/2	Xerox Corp.	41 1/8	41 1/2	Xerox Corp.	41 1/8	41 1/2

SECOND MARCHÉ

A.G.P.-R.D.

740 740

135 135

1700 1700

147 90 147 90

1720 1720

1115 1115

1161 1161

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

1117 1117

Hors-cote

Alcatel

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

172 50

178 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. OU SONT PASSÉS LES BOURGEOIS ? : « Les récents », par Bernard Cathelat ; « Nous en sommes fiers ! », par Jacques Maritain ; « Une revendication morale », par Anne Martin-Fugier.

ÉTRANGER

3. EUROPE
 - AUTRICHE : après la démission de M. Kersch, les socialistes préparent à s'allier aux libéraux plutôt qu'aux populistes.
4. ASIE
 - Le dialogue politique s'est développé entre Paris et Tokyo.
5. AMÉRIQUES
 - BOLIVIE : les mineurs de l'étain lancent un défi au gouvernement Siles Zuazo.
6. DIPLOMATIE
 - La visite de M. Shultz au Proche-Orient.
6. AFRIQUE
 - La conférence de Paris sur la Namibie.

POLITIQUE

7. La fin du voyage de M. Mitterrand dans le Nord-Pas-de-Calais.
8. Le document de « réflexion » de M. Pöhl sur la préparation du congrès du P.S.
9. Un nouveau statut pour quatre millions de fonctionnaires.
10. Les travaux de l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

11. MÉDECINE : internes et chefs de clinique préparent leurs assises nationales.
12. JUSTICE
 - Des millions d'immigrants sans papiers dans le monde.
14. ÉDUCATION : l'agitation universitaire ; les aides publiques à l'école privée.
16. ENVIRONNEMENT : l'affaire des quarante et un fûts de diosine.
17. LETTRES.
28. SPORTS.

LE MONDE DES ARTS ET SPECTACLES

17. THÉÂTRE : Casimir et Caroline à Tourcoing. Un dialogue entre Gérard Bourdet et Hans Peter Cloos.
18. EXPOSITIONS : les Monets de Giverny.
- 19-19. PHOTO : un entretien avec M. Robert Delpech ; « Moins de trente » à l'Institut français d'architecture ; Réclat, de François Hars.
20. UNE SÉLECTION : GALERIES.
21. PROGRAMME DES EXPOSITIONS.
27. COMMUNICATION - LU : les Dames de Byzance, de Jean-Luc Déjean.

ÉCONOMIE

32. C.E.E. : la négociation sur les prix agricoles.
- L'adhésion de l'Espagne à la Communauté.
33. CONJONCTURE.
34. SOCIAL : les suppressions d'emplois au centre de plusieurs conflits.
34. AFFAIRES.
36. ÉTRANGER : la Turquie signe un nouvel accord commercial avec l'Iran.

RADIO-TÉLÉVISION (26)

- INFORMATIONS - « SERVICES » (28) : La maison ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
- Assommoirs classés (29 à 31) ; Carnet (27) ; Programmes des spectacles (22 à 25) ; Marchés financiers (37).

(Publicité)

1500 mach. écrire Duriez

TOUTES les meilleures marques, les plus durables : Olympia, Herma, Royal, Olivetti, Brother, Smith Corona, Triumph, Adler, Erika... Manuelles (Olivetti 460 F etc.) ou électroniques (Brother 2990 F etc.), à barres, sphères, marguerites, touches correction, etc. 31 styles de caractères. Sur stock. Duriez vend en direct, sans intermédiaires. 112, Bd St Germain. M° Odéon. Dernières Heures : Toute électronique pour sac à main, 2,5 kg, épaisseur 4,5 cm : 1680 F.

A B C D E F G

Le professeur Trevor-Roper renverse totalement sa certitude de l'authenticité des « cahiers » secrets de Hitler

Bonn. — Au cours d'un débat à la télévision ouest-allemande, dans la soirée du 27 avril, le professeur Trevor-Roper (lord Dacre) a nettement renversé sa position sur le mouvement de retraite esquissé le 25 avril quant à sa certitude sur l'authenticité des carnets de Hitler.

Accusant violemment Stern de l'avoir trompé sur les preuves de l'origine des documents, il a déclaré :

« Pour moi, ce journal doit être considéré comme un faux jusqu'à preuve infaillible de son authenticité (...). Les documents concernant l'essence des faux, j'ai vu d'autres documents de l'apportement de reporter de Stern, qui faisaient partie du lot qu'il a reçu d'un inconnu. Ils étaient également faux. »

Peter Koch, rédacteur en chef de l'hebdomadaire, a affirmé que la famille de Rudolf Hess (lequel a quatre-vingt-neuf ans le 27 avril) l'avait assuré de leur authenticité, et que le fils de ce dernier lui demanderait de rompre le silence sur sa « mission de paix » à Londres en 1941.

D'autres témoignages sont intervenus, d'autre part, pour affirmer que Hitler n'avait pas, dans les dernières années de la guerre, la capacité physique de tenir un journal manuscrit. Ceux notamment de M. Simon Wiesenthal, d'un ancien aide de camp de Hitler, d'une amie intime d'Eva Braun, de l'ancienne ordonnance de Bormann et du directeur américain de la prison de Spandau, affirmant que jamais Hess n'avait fait allusion à un tel document, durant de longues heures de conversation. M. Henry Picker, sténographe personnel de Hitler, a exprimé le même scepticisme.

Rompant le silence jusqu'alors observé par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, un de ses directeurs, M. Joachim Fest, lui-même auteur d'une biographie de Hitler, préconise une très grande réserve. Il révèle que l'historien de Stuttgart, Eberhard Jäckel, s'est vu proposer,

dans les dernières années, un volume des prétendus « cahiers » et d'autres documents fortement suspects de falsification. Son scepticisme d'alors expliquerait que le *Stern* ne l'ait pas consulté.

En revanche, M. Hans Booms, directeur des archives fédérales, a déclaré à l'agence Reuters que huit documents provenant du fonds Hitler avaient été soumis à ce service à partir de 1982 par Stern pour vérification d'authenticité. Un seul provenait des carnets quotidiens du dictateur, et fut, comme les autres, reconnu authentique. — (A.F.P., Reuters.)

Aux Etats-Unis UN ANCIEN GARDIEN D'AUSCHWITZ EST EXPULSÉ VERS LA R.F.A.

Washington (A.P., Reuters, U.P.I.). — Le département de la justice a annoncé, mardi 26 avril, qu'un immigré lituanien qui avait obtenu un visa d'entrée aux Etats-Unis en 1956 en dissimulant son passé de gardien au camp de concentration d'Auschwitz avait été expulsé. Selon le département de la justice, Hans Lipschitz, qui est âgé de soixante-trois ans, est la première personne expulsée des Etats-Unis depuis trente ans pour un tel motif.

Hans Lipschitz a quitté les Etats-Unis le 14 avril à destination de la R.F.A. Il avait, en effet, obtenu la citoyenneté allemande pendant la guerre. Le département de la justice l'avait inculpé en juin 1982 pour avoir caché aux autorités d'immigration son rôle au service des nazis de 1941 à 1945.

La justice américaine a engagé une procédure comparable contre Valentin Tifia, un archéologue orthodoxe roumain qui vit à Detroit (Michigan) et qui est accusé d'avoir participé à des persécutions antisémites à Bucarest en 1941.

M. Reagan n'a obtenu du Congrès que la moitié de la somme qu'il demandait pour le Salvador

Tandis que de nouveaux accrochages entre les forces régulières de Managua et des éléments antisandinistes sont signalés à la frontière entre le Nicaragua et le Honduras, M. Reagan devait s'adresser, ce mercredi 27 avril, aux deux Chambres réunies du Congrès pour défendre sa politique en Amérique centrale. Le président n'a, d'autre part, obtenu mardi de la Chambre des représentants que la moitié de l'enveloppe supplémentaire qu'il demandait pour le Salvador.

De notre correspondant

New-York. — Le président Reagan a obtenu, mardi 26 avril, une demi-victoire : la sous-commission de la Chambre des représentants pour les attributions budgétaires des affaires étrangères ; celle-ci lui a accordé la moitié des crédits supplémentaires, soit 30 millions de dollars, qu'il réclamait pour le gouvernement salvadorien. Le « oui » de la sous-commission n'a été acquis que par sept voix contre cinq et est assorti de plusieurs conditions : nomination d'un représentant spécial du président au Salvador chargé d'évaluer les chances d'une élection vraiment « démocratique » à la fin de l'année avec la participation de toutes les parties en cause, « y compris l'extrême gauche », a précisé M. Clarence Long (démocrate du Maryland), président de la sous-commission, qui revient d'un voyage au Salvador ; nouvelles pressions sur le gouvernement salvadorien afin que les responsables du meurtre des quatre religieux américains assassinés il y a deux ans sur la route de l'aéroport de San Salvador soient enfin traduits en justice ; libération des prisonniers politiques au Salvador et enquête sur les conditions dans lesquelles sont respectés les droits de l'homme.

En acceptant d'envoyer un représentant spécial au Salvador — sans doute M. Richard Stone, ancien sénateur démocrate de Floride, — M. Reagan a fait un geste de conciliation à l'égard de M. Clarence Long, qui avait cependant souhaité que le président désigne une personnalité « du calibre de M. Philip Habib », le négociateur du président au Proche-Orient.

Après son voyage au Salvador, M. Long a paru moins sûr de la nécessité de supprimer toute aide militaire au gouvernement salvadorien. « La suppression brutale de cette aide pourrait favoriser un coup de force d'extrême droite et provoquer

un nouveau bain de sang », a-t-il déclaré.

La campagne en faveur d'une négociation globale au Salvador entre le gouvernement et la guérilla se développe au Sénat où les démocrates libéraux ont été rejoints, dans cette approche, par des républicains tels que M. Nancy Kassebaum (Kansas) ou M. Mark Hatfield (Oregon). La disparition de l'un des chefs les plus durs de la guérilla salvadorienne, Cayetano Carpio, a été enregistrée avec intérêt par les partisans de cette négociation.

L'inquiétude grandit aussi à propos des opérations clandestines de la C.I.A. en Amérique centrale, d'autant que la commission de la Chambre des représentants sur les affaires de renseignements doit voter, après le discours du président, sur les attributions budgétaires pour ces sortes d'opérations. Cinq de ses membres sont allés, à l'invitation de la C.I.A., faire une tournée au Salvador, au Nicaragua, où ils ont rencontré plusieurs membres du gouvernement sandiniste.

L'activisme de la C.I.A. commence à préoccuper le Congrès : celui-ci risque d'être débordé par ce qui apparaît comme une revanche de la centrale de renseignements sur les freins qui lui avaient été imposés après l'affaire du Watergate.

NICOLE BERNHEIM.

● M. Walesa a repris son travail mercredi matin 27 avril. Il occupe un poste d'électricien aux chantiers navals Lénine de Gdansk, a déclaré sa femme. Le différend administratif qui opposait M. Walesa à la direction des chantiers, qui ne voulait pas prendre en compte son ancienneté, a été réglé dans l'esprit souhaité par son mari, a-t-elle précisé. — (A.F.P.)

PRÉPARATIONS PHARMACIE
MEDECINE
CEPES 67, rue Ch.-Lafitte, 52 Neuilly, 722.54/74.62.10
enseignement supérieur privé

LE PRÉLÈVEMENT DE 1 % POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le deuxième tiers provisionnel, payable en mai serait majoré de 15 %

Les contribuables vont avoir à payer le mois prochain, s'ils ne sont pas mensualisés, en juin et juillet, s'ils le sont, l'essentiel du prélevement de 1 % annoncé fin mars par le gouvernement pour assurer l'équilibre de la Sécurité sociale. L'emprunt, de 10 % calculé sur l'impôt versé en 1982 sera payé en juin.

● Pour les personnes non mensualisées, le paiement du prélevement de 1 % se ferait de la façon suivante : le tiers provisionnel habituellement payable le 15 mai pourrait être reporté au 31 mai, son montant serait majoré de 15 % (ce qui représente 5 % de l'impôt dû, et 1 % du revenu imposable).

Tout le monde paierait ce deuxième tiers majoré. Les abattements et déductions tenant compte du nombre d'enfants et du niveau de revenu ne seraient calculés par les services fiscaux qu'au moment du paiement du solde final. Ce n'est donc qu'en fin d'année que serait définitivement régularisé le montant de l'impôt dû.

Renault sera-t-il contraint de prendre le contrôle du groupe américain Mack ?

Renault sera-t-il contraint de prendre le contrôle de la société Mack, second producteur américain de camions de gros tonnage ? La question est désormais clairement posée. Le groupe français avait en deux étapes, en 1979 puis en 1982, pris une participation de 20 % dans le capital de la société américaine, qui s'engageait en contrepartie à distribuer sur le continent nord-américain des camions de moyen tonnage fabriqués en France par Renault Véhicules Industriels (R.V.I.).

Cette opération, qui a coûté à la Régie 115 millions de dollars (soit environ 500 millions de francs au cours de l'époque), a permis à R.V.I. non seulement de prendre pied sur le marché américain, qui représente un bon tiers des ventes mondiales de camions, mais aussi de maintenir sa production en France, notamment dans ses usines de Normandie, dont l'avenir était fort compromis. En dépit de difficultés importantes, liées au recul de près de 30 % depuis deux ans du marché américain, la coopération s'est développée et R.V.I. a vendu en 1982 2 561 camions outre-Atlantique (et 3798 en 1981).

L'emmi est que le groupe américain Signal, propriétaire de 80 % du capital de Mack, a annoncé son intention de se défaire de cette société. Mack, en effet, a réalisé des pertes depuis deux ans et le groupe Signal, qui possède un portefeuille de participation très diversifié — avec notamment le contrôle de la société Garret (turbocompresseurs), — estime préférable de céder le contrôle de l'affaire à Renault.

FERMETÉ DU DOLLAR

Le dollar s'est montré ferme sur tous les marchés de changes, mercredi 27 avril 1983, remuant de 2,4450 DM à plus de 2,45 DM à Francfort et dépassant le cours de 7,35 F touché à Paris, mardi en fin de séance. Cette fermeté est imputée aux craintes d'une tension renouvelée sur les taux d'intérêt américains, qu'il maintient les propos officiels tenus à Washington. Ainsi, M. Martin Feldstein, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, a affirmé, mardi, que « la raison fondamentale de la fermeté du dollar tient à la persistance de très importants déficits budgétaires et que des interventions sur les marchés des changes en vue d'atteindre des objectifs de politique de crédit, ne feraient que temporairement diluer le valeur de la monnaie américaine ». Quant à M. Volcker, président de la Réserve fédérale, il a souligné qu'une autre conséquence de la tension des taux, due effectivement au déficit budgétaire, était la persistance d'un flux de capitaux internationaux dirigé vers les Etats-Unis, avec les conséquences que l'on devine sur les marchés des changes.

Le numéro du « Monde » daté 27 avril 1983 a été tiré à 509 242 exemplaires

VERT GALANT

Réouverture
jeudi 28 avril
42, quai des Orfèvres
75001 PARIS
326-83-68

M^{me} YVETTE ROUDY ENGAGE UNE LOTTE CONTRE LE « SEXISME » DANS LA LANGUE FRANÇAISE

M^{me} Yvette Roudy, ministre déléguée chargée des droits de la femme, en visite officielle au Québec, a expliqué, le 26 avril, qu'elle envisageait de créer en France une commission chargée d'étudier les discriminations des femmes qui n'ont pas de l'essence. Elle souhaiterait en confier la présidence à M^{me} Rosine Groult, écrivain.

« Faut-il dire madame le ministre ou madame la ministre, faut-il parler des droits de l'homme, ou des droits humains, ou des droits de la personne », s'est interrogé M^{me} Roudy, qui achève un voyage d'une quinzaine de jours aux Etats-Unis et au Canada. « Le langage est une affaire de culture », a-t-elle dit. Il est vrai qu'en Québec on utilise souvent à l'endroit des femmes des termes « homme » et « femme » font-ils partie du langage courant.

M^{me} Roudy a aussi annoncé qu'elle comptait attirer l'attention du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sur le fait que, dans les immatriculations de la Sécurité sociale, le chiffre 1 est attribué aux hommes et le chiffre 2 aux femmes.

Ce souci de M^{me} Roudy rejoint celui qu'elle avait manifesté le 14 avril au Sénat à propos de la suppression des mentions « épouse », « divorcée » ou « veuve », suivies du nom du conjoint. « C'est, avait-elle expliqué, le lot du français au II^e qui donne le droit au nom des citoyens français, et ce droit est le même pour les hommes et pour les femmes. Cette loi dispose dans son article premier : aucun citoyen ne pourra porter de nom si de péron autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. »

● Corse : Attentat contre un camp de vacances. — Une charge explosive a provoqué d'importants dégâts, dans la nuit du 26 au 27 avril, dans le camp de vacances du personnel du ministère de la justice, à Casabianca. Le bar a été détruit. C'est le quatrième attentat commis contre ce camp. Les trois précédents avaient été revendiqués par l'« Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) ».

TISSUS "COUTURE"

une production originale

RODIN

30, rue de Valenciennes - PARIS

celsa

Institut des Hautes Etudes de l'Information et de la Communication
Université de Paris-Sorbonne

ouverture en mai 1983

d'un stage rémunéré de formation continue

L'ENTREPRISE FACE A LA CONVERSION INFORMATIQUE

destiné aux cadres moyens demandeurs d'emploi résidant à Paris

6 mois à plein temps
(600 heures d'enseignements + 6 semaines de stage pratique)

celsa - 77, rue de Villiers 92200 NEUILLY - 49 745.17.80

van Saack

dans les boutiques : van Saack 97 Champs Elysées - FEMMES & HOMMES

aramis 36 faubourg St Honoré - FEMMES & HOMMES

GUERIN 214, rue de la Madeleine - FEMMES & HOMMES

201, rue St. Honoré - FEMMES & HOMMES

chaises - crochets
chaises - types - crochets

مكتبة من الأصل